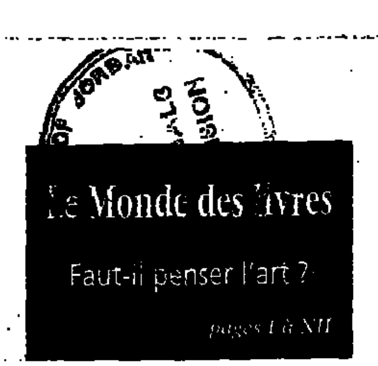
Le Monde



CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15559 – 7 F | VENDREDI 3 FÉVRIER 1995 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Un sommet au Caire pour sauver la paix au Proche-Orient

LE PRÉSIDENT égyptien, Hosni Moubarak, a pris l'initiative de réunir pour la première fois, jeudi 2 février au Caire, le roi Hussein de Jordanie, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien, Itzhak Rabin. Des divergences existent dans les relations bilatérales entre les quatre participants à ce sommet, mais ceux-ci devaient avant tout, selon les Egyptiens, tenter de joindre leurs efforts pour *« sauver »* les négociations entre Israël et l'OLP. La Syrie et le Liban ne participent pas à cette réunion, ces deux pays refusant toute rencontre de haut niveau avec les Israéliens en l'absence de progrès dans leurs pourparlers avec l'Etat juif.

Lire page 2

Les assureurs créent un fonds de retraite par capitalisation

Une brèche est ouverte dans le régime français des pensions

LE DÉBAT POLITIQUE sur le financement des retraites et sur l'introduction des fonds de pension en France est relancé. La Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) et le Groupement des sociétés d'assurance à caractère mutuel (GEMA) devaient conclure, jeudi 2 février, avec la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, un accord sans précédent pour les 140 000 salariés et retraités de la branche. Il prévoit de renforcer le système actuel de retraite par répartition des non-cadres (l'Arrco), mais innove en créant le premier fonds de pension professionnel. Les entreprises du secteur devront y verser au moins 1 % de la masse salariale, somme complétée ou non par chaque salarié, qui, à sa retraite, bénéficiera d'un versement en rente viagère.

Lire page 18

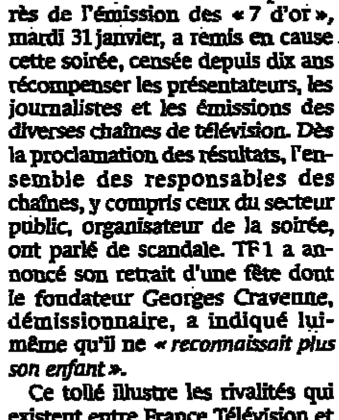


Malaise dans l'audiovisuel après le fiasco des 7 d'or

La contestation de la cérémonie ravive la rivalité entre télévisions publiques et privées

L'ABSENCE de TF 1 du palmarès de l'émission des « 7 d'or », mardi 31 janvier, a remis en cause cette soirée, censée depuis dix ans récompenser les présentateurs, les journalistes et les émissions des diverses chaînes de télévision. Dès la proclamation des résultats, l'ensemble des responsables des chaînes, y compris ceux du secteur public, organisateur de la soirée, ont parlé de scandale. TF 1 a annoncé son retrait d'une fête dont le fondateur Georges Cravenne, démissionnaire, a indiqué lui-même qu'il ne *« reconnaissait plus son enfant »*.

Ce tollé illustre les rivalités qui existent entre France Télévision et les chaînes privées, notamment TF 1 et M 6. Au moment où l'audience de la chaîne de Martin Bouygues enregistre ses premières défaillances et risque donc de voir ses recettes publicitaires diminuées, le ministère de la communication s'apprêterait à publier, avant la fin de la semaine, les résultats de l'enquête sur la réalité des tarifs publicitaires de France Télévision. A quelques mois de l'élection présidentielle, le gouvernement est contraint de ménager les deux pôles télévisuels. Ce qui incite Nicolas Sarkozy à dire qu'il *« s'efforce de traiter toutes les affaires qui lui sont soumises dans un esprit d'équité »*.



Lire page 19



■ L'homme fort du Sinn Fein

Le succès des négociations sur la paix en Irlande du Nord dépend en *partie de Martin McGuinness. La vie* de ce nationaliste catholique se confond avec celle du mouvement républicain depuis le début d'un conflit qui a fait plus de 3 162 victimes en vingt-cinq ans. p. 15

■ Les inondations en Europe

Quelque 230 000 habitants ont été évacués aux Pays-Bas, alors qu'un plan était lancé pour consolider les digues fluviales. En France, la décrue se poursuit, mais l'inquiétude persiste en Belgique et en Allemagne. p. 6

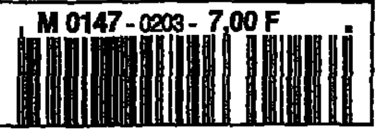
■ La qualité du sperme humain en baisse

Selon une étude réalisée en Ile-de-France, la qualité du sperme ne cesse de diminuer depuis vingt ans. Si cette diminution devait se poursuivre, et si ses causes n'étaient pas élucidées, on pourrait assister dans les années à venir à l'émergence d'un grave problème démographique. p. 23

■ Les éditoriaux du « Monde »

Haïti sous perfusion ; Le tabou des retraites. p. 17

Allemagne, 3 DM ; Antilles, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 850 m ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



Les adieux d'un grand d'Espagne

MADRID
de notre correspondant

Que Mario Conde savait jouer les grands seigneurs, on le savait déjà. Mais que l'ancien président de Banesto – la quatrième banque espagnole – quitte sa cellule après trente-neuf jours de détention en adressant une lettre à ses *« chers collègues »* de *« taule »* classe son homme.

Jusqu'en décembre 1993, date à laquelle la Banesto a été placée sous tutelle par la Banque d'Espagne, Mario Conde était un personnage puissant et respecté. Le 23 décembre 1994, lorsqu'il est incarcéré sous la double inculpation d'escroqueries et de détournements de fonds, il n'est plus qu'un héros déchu. Quand il sort dans la nuit du 30 au 31 janvier, après que ses avocats ont réuni la coquette somme de 2 milliards de pesetas (80 millions de francs) – la plus importante caution jamais demandée en Espagne –, il n'est qu'un prisonnier qui doit pour beaucoup sa libération au fait d'avoir été le quatrième banquier du pays.

Il est cependant une chose que ce financier flamboyant a apprise entre ses quatre murs : la solidarité avec ceux qui ont partagé son sort. Avec des mots d'argot et un brin de philosophie paternaliste, cet homme de quarante-six ans, qui n'a jamais quitté son costume et sa cravate durant sa captivité, explique sur un ton de regret qu'il *« a de la peine de ne pouvoir dire au revoir »* et adresse cette lettre par voie de presse à tous ses compagnons.

« Merci les mecs de m'avoir reçu comme nous savons le faire », dit-il, avant de s'adresser personnellement à tous ceux qu'il a côtoyés, à une quinzaine de ses codétenus, les appelant par leur prénom. Enjôleur, il annonce à Emilio, le Gitan, que la prochaine fois, c'est lui qui gagnera aux cartes, à Félix, qu'il se propose de lui expliquer un jour Einstein, Pythagore, Sartre et Heidegger. Jamais Mario Conde n'oubliera le petit pain qu'il a trouvé sous sa couche le premier jour, et ce mot de réconfort : *« Courage Mario, d'ici aussi l'on sort. »*

Grâce à tous ses *« potes »*, Mario le magnifique ne *« s'est pas senti en prison »*. En plus, il a réfléchi sur la condition de détenu. *« Aucun mur, aucune pierre, aucun grillage* [...] *ne peuvent vous priver de votre liberté si vous êtes libre dans votre cœur »*. Il truffe sa lettre de termes typiques des prisons : *« Pour moi, détenus, cela avait quelque chose de "light", à la mode américaine. Détenus, mon cul ! Prisonniers, et fiers de l'être ! »*

Celui que douze millions d'Espagnols avaient, en 1993, sacré *« entrepreneur de l'année »* conclut, à l'adresse de ceux qui l'ont si bien traité : *« Mon plus grand désir est que jamais, plus jamais, nous puissions nous revoir ensemble ici ou dans une autre taule. » « Merci, vous avez été chics les mecs ! »* Le banquier n'a pas précisé s'il s'offrait pour payer la caution de Paco, Javi ou Juan Asensio, qui chaque matin chantait d'une voix de stentor sous la douche *« Monsieur, sortez-moi d'ici ! »*...

Michel Bole-Richard

Les deux cultures du socialisme français

L'AFFRONTEMENT qui oppose Henri Emmanuelli à Lionel Jospin pour la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle semble *a priori* étranger aux vieilles querelles qui ont longtemps divisé le PS entre partisans du « mitterrandisme » et tenants de la « deuxième gauche ».

Certes le premier secrétaire du PS est soutenu par la « garde rapprochée » du chef de l'Etat, à commencer par les amis de Laurent Fabius, et l'ancien ministre de l'éducation nationale a reçu l'appui des rocardiens. Mais, du fait de leur histoire personnelle, aucun des deux rivaux ne peut être complètement identifié à l'un des deux camps. Lionel Jospin a longuement bataillé contre Michel Rocard ; et Henri Emmanuelli a été, dans la deuxième moitié des années 80, l'un des plus farouches adversaires de Laurent Fabius.

Ces combats, les deux « candidats à la candidature » les ont menés ensemble. Depuis, l'un et l'autre ont évolué. Lionel Jospin s'est rapproché de Michel Rocard, dont il a été pendant trois ans le ministre. Il va jusqu'à reconnaître, dans son livre *L'Invention du possible* (Flammarion, 1991), que l'ancien premier ministre n'a eu que le tort, face aux mitterrandistes, d'avoir eu raison trop tôt – sur le plan économique, sinon sur le plan politique.

Henri Emmanuelli, pour sa part, a renoué avec Laurent Fabius. Il a conquis avec son aide la direction du PS. Voici désormais face à face les deux amis d'antan. Leur concurrence ravive les traditionnelles fractures du PS.

En effet, même si Lionel Jospin et Henri Emmanuelli s'accordent pour recommander une rupture avec le libéralisme économique, qui est pour eux cause de tous les maux, des nuances significatives les séparent dans la formulation de leurs analyses et de leurs propositions.

A relire leurs « contributions » préparatoires au congrès de Liévin, on constate que, par le ton employé comme par la mise en valeur de certains thèmes, Henri Emmanuelli se situe plutôt dans la tradition du mitterrandisme pur et dur, alors que Lionel Jospin a retenu quelques-unes des leçons du rocardisme.

La première différence porte sur le bilan des socialistes au pouvoir. En dépit des *« carences »* et des *« oublis »* de la politique menée sous les deux septennats de François Mitterrand, notamment en matière de lutte contre le chômage et les inégalités, Henri Emmanuelli salue les *« grandes réformes »* et les *« belles victoires »* de la gauche. Si les socialistes ont *été sanctionnés, dit-il, ce n'est pas* pour avoir fait *« trop de socialisme »*, mais pour n'en avoir pas fait assez.

Conclusion : il faut se méfier de la fameuse *« culture de gouvernement »* que beaucoup, au PS, se félicitent d'avoir acquis et qui risque, selon Henri Emmanuelli, de limiter l'esprit d'innovation. De là une volonté de *« critique radicale »* qui exige des socialistes qu'ils refusent d'être *« inhibés par l'exercice du pouvoir »* et de tenir un discours ambigu *« sous prétexte de sacrifier au réalisme ou de ménager l'avenir »*.

Thomas Ferenczi

Lire la suite page 17 et nos informations page 8



La mort d'André Frossard

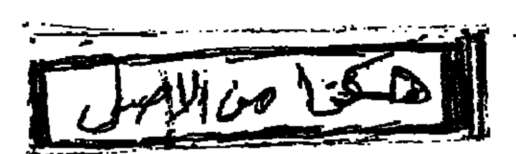


ANDRÉ FROSSARD est mort jeudi 2 février à Paris. La première idée qui vient, apaisante pour ses amis, est de se dire qu'il connaît enfin la béatitude de voir en face le Dieu qui lui avait fait la grâce de se manifester presque physiquement à lui. Cette foi révélée, il arrivait souvent qu'à la commission du *Dictionnaire* de l'Académie le philosophe catholique Jean Guitton lui oppose le supplice de ses propres doutes. Les choses n'étaient pas si simples. Tout en proclamant sa sérénité et sa docilité envers une Eglise qui lui rendait bien son affection – le pape prenait régulièrement de ses nouvelles –, Frossard éprouvait de profonds troubles devant les folies de l'Histoire et les épreuves privées.

Son itinéraire politique n'était pas fait pour pacifier un esprit peu préparé à la certitude. Fils d'un dirigeant communiste d'avant la guerre, il garderait pour la gauche la dent dure des déçus. A sa fidélité de baptisé, il en joignait d'autres : à la Résistance, à ses origines juives. Il a défini le crime reproché aux juifs avec son sens somptueux du raccourci : *« le crime d'être né »*. La causticité ravageuse qui faisait partie de nos joies matinales, et qui marquait encore jeudi son dernier « Cavalier seul » du *Figaro* sur le manque d'âme de l'Europe des marchands, Frossard la devait à un mélange unique, et qui va manquer, de foi ardente et de scepticisme presque inconsolable.

Bertrand Poirot-Delpech

Lire page 32



SANS PRÉCÉDENT Le gouvernement égyptien a invité le premier ministre israélien, le chef de l'Autorité palestinienne et le souverain jordanien à se réunir au Caire, jeudi 2 février, pour *« sauver le processus de paix »*. C'est la première fois que Yasser Arafat, Hosni Moubarak, Itzhak Rabin et le roi Hussein se trouvent ensemble dans un même sommet. ● **LE PRÉSIDENT** syrien, Hafez El Assad, a été *« informé »* de l'organisation de cette réunion, mais n'a pas reçu d'invitation formelle. Le Liban sera aussi absent de ce sommet, dont l'objectif principal est de sortir les négociations israélo-palestiniennes de l'ornière. ● **POUR LE MINISTRE** israélien des affaires étrangères, Shimon Perès, la réunion quadripartite du Caire est une *« véritable tentative pour créer une coalition pour la paix et examiner comment on peut mettre un terme à la coalition contre la paix. »*

Le sommet à quatre du Caire tente de « sauver » la paix

MM. Arafat, Rabin, Moubarak et le roi Hussein, réunis pour la première fois, s'efforcent d'éviter un « effondrement » de l'ensemble du processus de négociation au Proche-Orient, malgré l'absence du président syrien

JÉRUSALEM
de notre envoyé spécial

L'objectif du sommet sans précédent, qui devait réunir, jeudi 2 février, au Caire, à l'invitation du président Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, et le chef de l'OLP, Yasser Arafat, est clair : il s'agit de rien de moins, a dit Amr Moussa, chef de la diplomatie égyptienne, que d'essayer de *« sauver le processus de paix de l'effondrement »*.

Les pourparlers israélo-syriens n'avancent pas, des combats sporadiques éclatent toujours quotidiennement dans le sud du Liban occupé par Israël et les négociations entre Israéliens et Palestiniens sont virtuellement suspendues.

LES BÉNÉFICES ESCOMPTÉS

M. Moussa l'a précisé : même si les quatre dirigeants évoqueront aussi la lutte contre l'islamisme, auquel les uns et les autres sont diversement confrontés, *« le sommet sera centré sur le volet palestino-israélien du processus, car c'est lui qui subit le plus d'entraves »*.

Pour l'Egypte, premier pays arabe à avoir signé la paix, il y a dix-sept ans, avec l'Etat juif, le tableau est d'autant plus inquiétant qu'elle est convaincue que la question palestinienne reste malgré tout *« le nœud du conflit israélo-arabe »* et que si rien n'est fait pour la résoudre, c'est toute la région qui risque de retourner à une dangereuse et chronique instabilité. Le diagnostic établi, reste à trouver le remède. Nul, pas plus du côté israélien que de celui de l'Autorité autonome palestinienne, ne s'attendait à un « sommet du miracle ». Même si, comme disait, mercredi, Shimon Pérès, chef de la diplomatie israélienne, *« c'est la première fois qu'une coalition de la paix se réunit ainsi dans la région, pour promouvoir la coopération et barrer la route à ses ennemis »*, personne ne détient la potion magique qui remettrait aussitôt le patient sur ses pieds. *« C'est la rencontre elle-même, parce qu'elle est inédite et qu'elle démontre la volonté de chacun des quatre partenaires d'aller de l'avant et de réaffirmer sa détermination à rester sur la voie choisie, qui est capitale*, expliquait-on au ministère israélien des affaires étrangères. *Tout résultat concret, s'il y en a, viendra en plus du bénéfice escompté du sommet proprement dit. »*

M. Pérès n'a en tout cas pas l'intention d'arrêter là ses efforts pour sauver ce que ses collaborateurs appellent *« son bébé »*, et sitôt après le sommet, auquel il devait participer, il devait partir pour Washington.

Outre l'intérêt politique et économique évident que nourrissent en commun les quatre hôtes du Caire, – ils dépendent tous, à des degrés divers, de l'aide financière des Etats-Unis –, chacun a des raisons personnelles de participer à la rencontre.

Pour M. Rabin, en très mauvaise posture politique dans son pays, il s'agit, comme disait un commentateur de la télévision israélienne, mercredi, *« de montrer aux Israéliens que rien n'est perdu, que tout ne va pas si mal, et de leur rappeler que tous les Arabes ne nous sont pas hostiles »*. En ce sens, aux yeux de l'opinion israélienne, le sommet du Caire viendrait en quelque sorte contrebalancer les effets *« dévastateurs »* de celui d'Alexandrie.

DIVERGENCES DE FOND

Après ce sommet qui avait réuni, en décembre, la Syrie et l'Arabie saoudite autour de l'Egypte *(Le Monde* du 31 décembre*)*, la presse israélienne avait dénoncé *« la reconstitution, autour de Moubarak, d'un front arabe dirigé contre nous »*. Les échanges égypto-israéliens acerbes qui avaient précédé et suivi ce sommet, à propos du refus par l'Etat juif de signer le traité de non-prolifération nucléaire, n'avaient rien arrangé.

La rencontre, mercredi, au Caire, entre MM. Moussa et Pérès, n'a rien changé sur ce point. Israël refusera de soumettre son programme au contrôle international tant que *« la paix n'aura pas solidement été établie dans la région »*. A quoi l'Egypte réplique qu'en dépit des pressions américaines, elle ne signera pas la reconduction du traité prévue pour avril. *« Nous ne pouvons pas*, a répété M. Moussa, *accepter la situation actuelle, avec un programme nucléaire dans la région* [celui d'Israël], *inconnu et non contrôlé. »*

Reste que cette divergence de fond entre *« partenaires de paix »*, n'a pas empêché le président Moubarak d'organiser le sommet. *« D'abord parce que le Congrès américain ne va pas tarder à débattre de l'aide économique accordée à son régime* [2 milliards de dollars par an] *»*, susurre-t-on à Jérusalem.

Ensuite et peut-être surtout, parce que l'Egypte, qui, après quatre ans de froid liés à la guerre du Golfe, vient de se réconcilier avec le roi Hussein, tient par-dessus tout à retrouver le rôle central qui était jadis le sien dans le monde arabe. La soudaine « redécouverte » du programme nucléaire israélien, régulièrement dénoncé par l'ensemble des Etats de la région, ne serait pas étrangère à cette ambition.

Pour ce qui concerne le roi Hussein, qui s'est plus ou moins réconcilié, la semaine dernière, avec Yasser Arafat, le sommet du Caire devrait marquer la fin d'une période d'isolement de quatre ans, qui tient à son engagement relatif aux côtés de Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe et légitimer, notamment aux yeux du puissant voisin syrien, le traité de paix « séparé », signé, il y a quelques mois, avec l'Etat juif. La Jordanie attend toujours aussi les bénéfices concrets de ce traité, et elle n'est pas fâchée de montrer, notamment à Washington, qu'elle a rejoint les premiers rôles de la scène arabe.

CRÉDIBILITÉ EN CHUTE LIBRE

Reste Yasser Arafat, dont on dit à Gaza qu'il est le véritable artisan de ce sommet et qui a tout à en attendre. En chute libre, au regard d'une majorité des 2,4 millions de Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés et autonomes, sa crédibilité ne peut que s'en trouver améliorée.

Ces territoires sont « bouclés » par les Israéliens depuis dix jours, la colonisation continue notamment autour de Jérusalem, le droit de passage entre les enclaves de Gaza et de Jéricho n'existe toujours pas, les discussions sur la libération d'une partie des six mille détenus palestiniens sont suspendues et, notamment après la multiplication des attentats islamistes en Israël, M. Rabin refuse de mettre en œuvre sa promesse écrite d'étendre l'autonomie à la Cisjordanie occupée.

« Si Arafat obtient ne serait-ce qu'une date pour la reprise des négociations officielles, estime un diplomate occidental, *il devra s'estimer heureux. »*

Patrice Claude

Les contentieux entre les participants

MER NOIRE · TURQUIE · MER MÉDITERRANÉE · ISRAËL · Jérusalem · LIBAN · IRAK · Le Caire · EGYPTE · MER ROUGE · ARABIE SAOUDITE · SOUDAN

Une occupation contraire aux droits de l'homme

L'occupation militaire israélienne est incompatible avec le respect des droits de l'homme, estime René Felber, rapporteur de l'ONU sur les atteintes à ces droits dans les territoires occupés. La publication d'un tel document ne sert qu'à *« donner bonne conscience à la communauté internationale »*, souligne René Felber, dans le texte remis mercredi 1er février à la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Dénonçant les *« excès incontrôlables »* des soldats, les arrestations arbitraires, la mise sous scellés de maisons palestiniennes, les interrogatoires effectués *« dans des conditions inacceptables »*, l'extension des colonies de peuplement, les *« conditions précaires »* de détention des prisonniers, M. Felber invite la communauté internationale à faire son *« devoir »* en soutenant vigoureusement le processus de paix. *« Sinon, l'espoir se transformera en une déception empreinte de colère, et le cycle attentats-répression renaîtra dans tout le pays »*, souligne l'ancien chef de la diplomatie suisse. – *(AFP.)*

Le Liban ne veut pas être le grand absent des négociations

Beyrouth espère tirer profit de l'intransigeance syrienne vis-à-vis de l'Etat juif

UNE TRENTAINE de personnalités et associations professionnelles et politiques, musulmanes et chrétiennes, ont annoncé, mardi 31 janvier, la mise en place d'une conférence permanente du refus de la normalisation avec Israël. Une telle normalisation serait *« l'autre face de l'occupation et un prête-nom à la politique d'hégémonie sioniste »*, indique un communiqué publié au terme d'un colloque réuni à Beyrouth.

Si l'une des craintes des participants au colloque est sans doute de voir Israël supplanter leur pays comme plaque tournante de l'économie régionale, il est vrai aussi que Beyrouth a quelque intérêt à se hâter lentement dans ses négociations avec l'Etat juif.

Depuis près d'un an, c'est-à-dire depuis que le massacre de vingt-neuf Palestiniens par un colon juif, le 25 février 1994, à Hébron, a entraîné la suspension des négociations israélo-arabes de Washington, le Liban donne l'impression d'être le grand absent du processus de paix, tant il est vrai que son sort est étroitement lié à l'évolution des pourparlers israélo-syriens. Et ce sont seulement les actions dirigées, dans le sud du pays du Cèdre, contre l'armée israélienne et la riposte de celle-ci qui rappellent le Liban à la mémoire des pays de la région et de l'ensemble de la communauté internationale.

De cette « faiblesse », les autorités libanaises entendent paradoxalement tirer une force, et essaient d'en dégager un maximum de bénéfices, dans la mesure où elles n'ont pas le choix, la *« tutelle »* de Damas et la présence de trente-cinq mille soldats syriens étant un fait accompli.

Lorsque l'on sait que les Libanais ont souvent été considérés comme les « brebis galeuses » de la région et soupçonnés – comme le fut longtemps la Jordanie – d'être disposés à brader la solidarité arabe, leur pays a tout intérêt à être le dernier Etat arabe directement concerné à conclure la paix avec Israël, explique un dirigeant local, sous couvert d'anonymat.

De la même manière, ajoute cet homme, Beyrouth a tout à gagner à s'accrocher à la « locomotive » syrienne, mieux rodée à la négociation avec l'Etat juif. *« Cela nous permettra*, dit-il, *d'éviter les pièges et de répondre aux conditions qu'Israël pourrait poser à son retrait du Liban du Sud »*, où son armée occupe une bande de territoire de près de 1 000 kilomètres carrés. En clair, la Syrie servira de *« démineur »* sur la voie de la paix, et l'accord qu'elle conclura avec l'Etat juif servira de *« modèle »* au Liban.

Dans cet esprit, les autorités libanaises considèrent que plus un accord de paix entre Israël et la Syrie avantagera cette dernière, meilleurs seront les termes du traité qu'elles signeront avec les Israéliens. Contrairement donc à ce que l'on pourrait croire, les dirigeants libanais estiment avoir tout lieu de se féliciter de l'intransigeance de Damas dans les négociations de paix.

Car, si pour le président Hafez El Assad le calendrier d'un retrait israélien du plateau du Golan est relativement sujet à discussions, deux autres questions ne le sont guère : le retrait de Tsahal doit être complet, c'est-à-dire jusqu'aux lignes d'avant la guerre de juin 1967 ; la Syrie doit en outre recouvrer une souveraineté intégrale sur le plateau. C'est dire qu'elle ne tolérera ni patrouilles, ni positions fixes, ni colonies de peuplement israéliennes. Ce *« modèle »* sied particulièrement bien au Liban, qui réclame l'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies, exigeant le retrait des forces israéliennes de la totalité de son territoire.

> De la tournure que prendront les discussions dépendra le choix du futur président de la République

Le raisonnement est séduisant certes, mais rien ne garantit que la paix entre le Liban et Israël sera une copie conforme de celle que l'Etat juif aura signée avec la Syrie. Rien ne dit que le prix de cette paix n'inclura pas une consécration définitive de l'hégémonie syrienne au Liban. *« De toute façon, les choses ne peuvent pas être pires qu'aujourd'hui. Que voulez-vous de plus que 35 000 soldats syriens sur notre territoire ? »* rétorque notre interlocuteur. Réponse un peu courte, qui revient en quelque sorte à admettre que la Syrie puisse obtenir un droit définitif de regard sur les affaires libanaises, droit que le gouvernement de Beyrouth préfère qualifier de *« relation privilégiée »* avec Damas. La paix avec l'Etat juif suppose aussi que le Hezbollah, mouvement islamiste pro-iranien, fer de lance de la guérilla anti-israélienne au Liban sud, soit neutralisé. Son activité est aujourd'hui considérée par Damas et Beyrouth comme « légitime » parce qu'elle est dirigée contre l'occupant. Il n'est pas évident que la Syrie et le Liban pourront, le moment venu, « imposer » l'arrêt de cette guérilla à une formation hostile au processus de paix dans son ensemble.

Un autre problème demeure en suspens : celui de la présence de 350 000 réfugiés palestiniens, dont l'installation définitive est refusée par le gouvernement libanais. Y aura-t-il une ou plusieurs solutions pour ces exilés, dont une bonne partie s'est radicalisée depuis la mise en route d'un processus de paix dont ils se considèrent les laissés-pour-compte ?

Pour l'heure, le gouvernement libanais attend la reprise des pourparlers de Washington, qui ne saurait se faire sans une amorce de déblocage entre la Syrie et Israël. De la tournure que prendra éventuellement cette négociation dépendront non seulement les perspectives d'une paix globale au Proche-Orient, mais aussi le choix du futur président de la République libanaise, dont l'élection est prévue à l'automne 1995. Sera-ce un président d'« attente » – si les choses sont en voie de se décanter –, un homme à poigne – si les perspectives s'assombrissent – ou un bâtisseur d'avenir – si la paix est en marche ?

Mouna Naïm

Les discussions israélo-syriennes sont bloquées depuis le massacre d'Hébron

UNE RÉUNION, le 22 décembre 1994, à Washington, entre les chefs d'état-major syrien et israélien, Hikmat Chehabi et Ehoud Barak, avait laissé espérer un déblocage des pourparlers de paix entre la Syrie et Israël, au point mort depuis un an. De toute évidence il n'en a rien été.

Dimanche 29 janvier, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, s'est dit *« pessimiste pour la suite des négociations avec Damas. »* Le surlendemain, le quotidien gouvernemental syrien *Techrine* a accusé l'Etat juif de porter la responsabilité du statu quo. *« Le processus de paix est gelé en raison du comportement irresponsable du gouvernement Rabin, qui a conduit les négociations à une impasse et saboté une occasion historique de faire régner la paix et la stabilité dans la région »*, a affirmé le journal.

Les négociations entre les deux pays sont suspendues, à l'initiative de Damas, depuis le massacre, le 25 février 1994, à Hébron, de 29 Palestiniens, par un colon juif extrémiste. Mais ces pourparlers butaient déjà sur l'ordre des priorités dans le cadre d'un accord. La Syrie exige en effet un retrait total de Tsahal du Golan occupé en 1967, avant d'engager un processus de normalisation avec son voisin. Israël demande l'inverse.

Selon l'agence officielle syrienne Sana, le président Hafez El-Assad a adressé, mardi 31 janvier, un message à son homologue américain, en réponse à une lettre de ce dernier relative au processus de paix. Comme c'est la règle en Syrie, rien n'a été dit sur la teneur exacte de cet échange de messages. Mais, selon le chef de la diplomatie syrienne, Farouk El-Chareh, l'ambassadeur de Syrie à Washington, Walid Mouallem, regagnera incessamment la capitale fédérale pour discuter avec les Américains de *« l'évolution du processus de paix »*.

Il ne s'agit donc pas encore d'une reprise du dialogue avec l'Etat juif. Cependant, en l'absence de progrès dans les pourparlers israélo-syriens, Damas s'efforce de maintenir une bonne communication avec Washington, surtout depuis que Bill Clinton a gratifié la capitale syrienne, en octobre 1994, de la première visite d'un président américain depuis vingt ans.

■ **La « troïka européenne »** effectuera une tournée au Proche-Orient du 7 au 10 février, a annoncé, mercredi 1er février, le ministère français des affaires étrangères. Cette délégation – française, allemande et espagnole – se rendra en Syrie, en Israël, à Gaza et au Liban pour tenter d'apporter une *« contribution de nature politique au processus de paix »*. Alain Juppé conduira la mission, la France assurant depuis le 1er janvier, et pour six mois, la présidence tournante de l'Union européenne.

■ **Téhéran a félicité le Djihad islamique** pour l'attentat-suicide qui a tué vingt et une personnes, en Israël, près de Netanya, le 22 janvier, a rapporté, mercredi 1er février, l'agence officielle iranienne IRNA. L'attaché culturel iranien en Syrie, Morteza Nematzadeh, a rencontré le secrétaire général du Djihad islamique, Fathi Chakaki, et l'a *« félicité des victorieuses opérations de martyrs contre les installations militaires israéliennes »*, a indiqué IRNA. – *(AFP.)*

L'aide internationale au Mexique est soumise à de sévères conditions

Les 50 milliards de dollars promis sont gagés en partie sur les revenus pétroliers mexicains

Le FMI a approuvé le 1er février la décision de porter à 17,8 milliards de dollars l'aide susceptible d'être octroyée au Mexique. La mobilisation de quelque 50 milliards de dollars au total implique la mise sous surveillance économique du Mexique. Cette forme d'aide empiète sur la « souveraineté politique » que le président Zedillo prétend préserver. Elle constitue également une hypothèque pour Bill Clinton.

WASHINGTON
de notre correspondant

La chute des valeurs enregistrée, mercredi 1er février, à la Bourse de Mexico, montre, s'il en était besoin, que l'opération visant à restaurer la confiance envers le Mexique sera une œuvre de longue haleine. Intervenant au lendemain de l'annonce, par le président Clinton, de l'importante mobilisation financière de la communauté internationale, cette baisse de 4,6 % des actions mexicaines est un rappel salutaire des réalités économiques et politiques. Le chiffre un peu mirobolant d'un plan de soutien atteignant 50 milliards de dollars (environ 260 milliards de francs) était destiné à convaincre les marchés financiers de la détermination de la communauté internationale à se porter au secours du Mexique, et à empêcher que la crise de confiance frappant ce pays ne se propage à ses voisins latino-américains, voire à d'autres « marchés émergents » d'Asie et d'Europe de l'Est. Ce que le chef de la Maison Blanche n'a pas dit est que cette aide est à la fois tout à fait exceptionnelle et assortie de conditions draconiennes.

Sur le premier point, le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, s'est chargé, mercredi, de dissiper toute ambiguïté : c'est l'interdépendance du Mexique et des Etats-Unis, et le fait que Mexico connaît actuellement une *« situation unique »*, qui justifie la contribution massive de Washington (20 milliards de dollars), celle-ci ne pouvant donc pas créer *« un précédent »*. S'agissant, d'autre part, des conditions d'octroi de l'ensemble de l'aide internationale, le mécanisme financier est moins simple, et surtout moins automatique qu'il n'y paraît. Le conseil d'administration du FMI, réuni mercredi, a finalement adopté l'accord permettant de mettre à la disposition de Mexico une ligne de crédit de 7,8 milliards de dollars, qui sera donc rapidement disponible. Dans un second temps, le Fonds est prêt à mettre en place un *« filet de sécurité »* de 10 milliards de dollars supplémentaires.

« Celui-ci, précise un diplomate, *fera l'objet d'une décision de principe nécessitant une matérialisation ultérieure pour devenir effective. L'activation éventuelle de ce filet de sécurité sera subordonnée à une nouvelle évaluation de l'exécution du programme, voire à de nouveaux engagements de politique économique de la part du Mexique. »* Si le Mexique respecte ses engagements, ce filet de sécurité deviendra *de facto* inutile, et ne sera donc pas versé. Les pays européens, ainsi que le Japon, ont beaucoup insisté sur ce dispositif lors de la réunion du FMI, ainsi que sur le respect de la conditionnalité de l'aide, garante, selon eux, de la confiance des marchés financiers.

Ces conditions constituent un programme macroéconomique contraignant. Mexico va prendre des engagements en termes de budget (réduction des dépenses), de gestion de la politique monétaire (réduction de la masse monétaire), d'utilisation des réserves de change et de politique de crédit au secteur privé. La réduction du déficit commercial, l'accélération des réformes (privatisations), enfin l'indépendance de la banque centrale mexicaine, devraient également faire partie de ce programme d'objectifs chiffrés discuté avec le FMI. C'est sur la base du diagnostic qui sera alors effectué que la « rallonge » de 10 milliards de dollars pourra, éventuellement, être mobilisée. Le FMI ne verse donc pas d'un seul coup 17,8 milliards de dollars au Mexique, souligne l'un de ses experts, qui ajoute : *« Les Américains adorent additionner les chiffres, pour faire plus gros ! »*

L'intervention du Fonds monétaire, tout comme celle du Fonds de stabilisation des changes du Trésor américain (les 20 milliards de dollars), est un des instruments de financement de la balance des paiements et de reconstitution des réserves de change du Mexique. C'est dans un autre registre qu'interviendra la Banque des règlements internationaux (BRI), à concurrence de 10 milliards de dollars. Regroupant les banques centrales des principaux pays industrialisés, la BRI apporte des financements de trésorerie qui doivent être intégralement garantis.

QUESTION SENSIBLE

Ces garanties seront notamment constituées par les revenus des exportations de pétrole mexicain (7 milliards de dollars par an). Ceux-ci sont également mis en avant par l'administration américaine pour garantir le remboursement de l'assistance financière du Fonds de stabilisation des changes.

La question pétrolière est importante à double titre : à Mexico, elle fait vibrer la corde, politiquement sensible, de la « souveraineté nationale », et le président Zedillo préférerait nettement qu'elle soit passée sous silence ; à Washington, elle permet au président Clinton de faire accepter une aide de 20 milliards de dollars qui reste profondément impopulaire. Ross Perot, le milliardaire texan, ancien candidat à la présidence et adversaire acharné de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui unit le Mexique aux Etats-Unis et au Canada, n'a pas été long à souligner que le « plan bis » annoncé par M. Clinton constitue *« un hold-up déguisé sur les contribuables américains »*. L'accusation porte d'autant mieux que, contrairement au plan initial de l'administration (40 milliards de dollars de garanties de crédit), les Etats-Unis vont cette fois-ci accorder des prêts directs. Avec des garanties de remboursement pour le moins incertaines. Et un risque politique important pour Bill Clinton.

Laurent Zecchini

Mutineries dans la police sud-africaine

JOHANNESBURG
de notre correspondant

En l'espace de quelques jours, mutineries et violences se sont multipliées dans les commissariats, marquant le profond malaise qui affecte la police du pays. Vendredi 27 janvier, une mutinerie des policiers du commissariat du quartier d'Orlando, à Soweto, a été durement réprimée – un des grévistes a été tué et trois autres personnes ont été blessées. Samedi, des grèves perlées continuaient d'affecter certains commissariats à Soweto et dans le quartier métis d'Eldorado Park. Lundi, dans la région du Cap, le commissaire du poste de Langa, une des grandes cités noires de la ville, a été pris en otage par quinze de ses collègues noirs – il devait être libéré quelques heures plus tard.

Ces incidents témoignent des fortes tensions raciales entre une hiérarchie blanche héritée de l'apartheid et une base noire qui aujourd'hui peut s'appuyer sur ses syndicats. Le cas du commissariat d'Orlando est exemplaire. A l'origine des affrontements : des accusations de racisme contre cinq policiers blancs, dont le commissaire. Selon l'enquête officielle, ces accusations étaient *« totalement fausses »*. Les cinq policiers ont donc repris leur poste.

Conséquence de cette complaisance administrative : une grève, ou plutôt une mutinerie, a éclaté, vendredi. Les affrontements entre une centaine de policiers et leurs collègues des brigades anti-émeutes ont fait un mort chez les mutins. Pour ces derniers, comme pour les résidents du quartier, la réputation détestable des brigades anti-émeutes a renforcé la perception d'une discrimination raciale perpétuée au-delà du changement de régime. Ces brigades restent composées presque uniquement de policiers blancs. Lundi, des policiers noirs du commissariat de Meadowlands à Soweto ont essayé de lyncher un de leurs collègues blancs, qui avait participé à l'assaut contre les rebelles d'Orlando.

Les ministres régionaux de la sécurité, notamment Jessy Duarte dans la province de Gauteng et le nouveau chef de la police nationale, George Fivaz, ont entamé des négociations avec les syndicats, et le calme semblait revenir dans les commissariats. Reste que les policiers ont de plus en plus de mal à concilier dialogue et discipline. – *(Intérim.)*

L'ex-FIS condamne l'attentat d'Alger

APRÈS QUARANTE-HUIT HEURES de silence, que d'aucuns interprétaient comme un aveu, l'ex-Front islamique du salut (FIS) a condamné le sanglant attentat à la voiture piégée du 30 janvier à Alger. *« Le FIS condamne et dénonce l'acte odieux qui a coûté la vie à plusieurs personnes innocentes »*, affirme un communiqué, rendu public mercredi 1er février par l'instance exécutive de l'ex-FIS à l'étranger, que dirige Rabah Kébir. *« Le FIS,* ajoute ce communiqué, *s'interroge également sur les parties occultes et douteuses qui ont monté cet ignoble complot afin de justifier la politique de répression de la junte. »*

Le Front des forces socialistes (FFS) et le Mouvement de la société islamique (MSI-Hamas) se sont joints au concert d'indignations soulevées par l'attentat qui a fait 42 morts et 286 blessés, selon le dernier bilan officiel. Le FFS a estimé que *« le pouvoir s'avère toujours incapable de garantir la sécurité des Algériens »* et que *« sa responsabilité demeure entière »*. L'Union européenne a, elle aussi, condamné *« l'attentat barbare »* et souhaite encourager les Algériens *« à s'entendre sur les voies et moyens de développer l'esprit de dialogue »* pour une solution pacifique à la crise. Mercredi, le ministre français de la défense, François Léotard, abondait dans ce sens en soulignant qu'il n'y avait pas de *« solution militaire »* au conflit algérien.

En outre, un collaborateur de la télévision algérienne, Nacer Ouari, a été assassiné, mercredi, à Sidi Moussa, près d'Alger. Vingt-sept journalistes ont été assassinés, depuis mai 1993, dans des attentats attribués à des groupes armés islamistes. Selon le rapport annuel du département d'Etat, qui vient d'être publié à Washington, sur la situation des droits de l'homme dans le monde, les violations des ces droits *« se sont multipliées »* en 1994 en Algérie et elles ont été *« commises par toutes les parties »*. – *(AFP, Reuter.)*

Le QG de l'ONU en Somalie évacué et pillé

MOGADISCIO. Aussitôt après l'évacuation, mercredi 1er février, du quartier général des Nations unies par les derniers « casques bleus » pakistanais qui le gardaient, les forces du général Mohamed Farah Aïdid ont envahi les locaux. Le général Aïdid s'était engagé à ce que les bâtiments, qui abritaient autrefois l'ambassade américaine, ne soient pas pillés, mais ses miliciens ont dépouillé le QG de ses derniers meubles. Les équipements de valeur avaient déjà été évacués par voie de mer. Tous les employés expatriés de l'ONU et les « casques bleus » sont désormais regroupés au sud de Mogadiscio, près du port et de l'aéroport. L'évacuation de ces personnels, qui doit être terminée le 31 mars, bénéficiera d'une assistance terrestre et navale des États-Unis. Un porte-parole de l'Alliance nationale somalienne, la formation du général Aïdid, a prévenu que ses forces *« réagiront agressivement »* si les « marines » américains restent en Somalie au-delà d'une semaine.– *(AFP, Reuter.)*

Colère des protestants d'Ulster après des révélations du « Times »

LONDRES. Le gouvernement britannique a *« appelé au calme »*, le 1er février, après une fuite d'informations, données au *Times*, sur l'état des discussions anglo-irlandaises ayant provoqué la colère des unionistes protestants. Le premier parti unioniste (pro-Royaume-Uni) d'Ulster a même menacé de retirer son soutien parlementaire à John Major en cas de glissement vers une *« autorité conjointe entre Londres et Dublin »* sur l'Irlande du Nord.

David Trimble (UUP) rejette l'idée d'organismes Nord-Sud *« sur lesquels les institutions nord-irlandaises n'auront aucun pouvoir et sur lesquels Dublin pourra intervenir selon son bon vouloir »*. Pour Ian Paisley, du Parti démocratique unioniste (DUP, radical), le projet révèle le *« marché conclu avec l'IRA pour acheter son cessez-le-feu »*. Le ministre britannique à l'Irlande du Nord, Sir Patrick Mayhew, a souligné que le *Times* avait publié des *« extraits partiels d'un document de négociation non encore finalisé*. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **SIERRA LEONE : plus de cent rebelles du Front révolutionnaire unifié** (RUF) auraient été tués lors de l'assaut donné par l'armée, mercredi 1er février, aux installations minières de la compagnie Sierra Rutile, a annoncé le gouvernement. Les forces du RUF auraient emmené les otages qu'elles avaient pris lors de l'attaque des mines dans un village de la région de Mokanji Hills. A Abidjan, le représentant du Comité international de la Croix-Rouge a annoncé qu'il avait accepté de servir de médiateur entre gouvernement et rebelles, comme ceux-ci l'avaient demandé. A Rome, le pape a lancé un appel pour la libération des sept religieuses enlevées par le RUF. – *(AFP, Reuter.)*

■ **MAURICE : l'opposition a remporté deux sièges de députés** lors d'élection partielles organisées dimanche 29 janvier. Le Parti travailliste et le Mouvement militant mauricien (MMM) – dont le candidat était Paul Bérenger, son fondateur – ont obtenu chacun un siège. L'opposition a demandé au gouvernement de Sir Anerood Jugnauth l'organisation d'élections anticipées. – *(AFP.)*

■ **TUNISIE : Sahnoun El-Jouhri,** membre du bureau politique du mouvement islamiste clandestin Ennahda et journaliste à l'ancien hebdomadaire *El-Fajr*, est mort, dimanche 29 janvier, dans un hôpital de Tunis, d'un *« cancer avancé »* de l'estomac, a indiqué un communiqué de source médicale. Reporters sans frontières assure, dans un communiqué, que cet opposant, qui purgeait une peine de quinze ans de prison, *« n'aurait bénéficié d'aucun traitement adéquat »*.

ASIE-PACIFIQUE

■ **CHINE : Pékin a dénoncé, jeudi 2 février,** *« l'ingérence »* de Washington dans ses affaires intérieures après la publication d'un rapport officiel américain sur les droits de l'homme en Chine. Le département d'Etat avait estimé dans son rapport annuel, publié mercredi, que la Chine n'avait fait aucun progrès en 1994 en matière de droits de l'homme. Il insistait notamment sur les nombreux cas d'arrestations, de jugements arbitraires et de tortures, ainsi que sur la répression contre les indépendantistes tibétains. – *(AFP.)*

■ **Le nombre de visiteurs étrangers en Chine** a augmenté de 5,2 % en 1994 pour atteindre 43,7 millions de personnes, a indiqué *Le Quotidien du Peuple*, jeudi 2 février. Les touristes en provenance de Hongkong, Macao et Taïwan ont représenté plus de 85 % du total. L'industrie touristique a réalisé 7 milliards de dollars de bénéfices. – *(AFP.)*

■ **CORÉE DU NORD : 100 000 soldats ont été démobilisés** et affectés dans des complexes industriels des zones économiques spéciales, a annoncé l'agence sud-coréenne Yonhap, mercredi 1er février. Le gouvernement de Pyongyang prévoit également de remplacer par des militaires ayant reçu une formation idéologique les civils qui travaillent dans des *exploitations forestières en Sibérie afin de mettre un terme à une série* de défections. – *(AFP.)*

■ **PHILIPPINES : une vingtaine d'avions de combat Mirage F1 d'occasion** pourraient être vendus par la France aux Philippines. Il s'agit pour Manille de remplacer des F-5 du constructeur américain Northrop, vieux de plus de trente ans. Les Mirage seraient prélevés sur les stocks de l'armée de l'air française. Les discussions portent aussi sur la fourniture de radars, de matériels navals et d'équipements pour l'armée de terre, une affaire importante dans la mesure où les Philippines sont une *« chasse gardée »* américaine.

Des témoins font état de tortures systématiques sur les prisonniers tchétchènes de Mozdok

Des prisons du Caucase sont vidées pour faire face à l'afflux de détenus

L'ampleur de la répression menée par les forces russes en Tchétchénie se précise avec la multiplication des récits de prisonniers passés par Mozdok, la principale base russe. La plupart des détenus viennent de Grozny, où les forces spéciales du ministère de l'intérieur font sortir les civils des caves. Les hommes non russes *« de quinze à soixante ans »* sont ensuite séparés des autres, frappés et envoyés vers Mozdok.

AZRAN (Ingouchie)
de notre envoyée spéciale

« J'ai été battu une semaine durant, toujours la nuit, par des commandos (spetsnaz) *du ministère de l'intérieur, en général masqués et presque toujours ivres »*, déclare au *Monde* Tchinguiz Amir Khanov, ex-ministre ingouche de l'industrie. On n'a guère de mal à le croire : relaché il y a deux semaines déjà du désormais célèbre « camp de filtration » installé par les Russes à Mozdok (*Le Monde* du 2 février), ce solide quadragénaire a encore des difficultés à tenir debout et à respirer, avec ses côtes et son nez cassés, ses jambes couvertes d'ecchymoses. Le récit qu'il fait de sa détention et des sévices subis recoupe exactement ceux recueillis en Ingouchie et en Tchétchénie auprès d'autres rescapés du même camp. Il en ressort, une fois de plus, que la répression démesurée et folle ordonnée par M. Eltsine et son « entourage » en Tchétchénie, loin d'y semer la peur et la soumission, augmente le nombre des résistants et de ceux qui sont prêts à les aider.

« Je n'ai jamais soutenu Doudaev (le président indépendantiste tchétchène) *mais, maintenant, je vois qu'il a raison. Aux Russes, on ne peut répondre que par la force »*, affirme l'ex-ministre, en ajoutant qu'il a juré de ne jamais laisser ses quatre fils faire leur service militaire dans l'armée russe. Comme la plupart des premiers occupants des wagons-prisons installés près de la grande base militaire russe de Mozdok, Tchinguiz a été arrêté à Grozny. Quand l'armée y « dégage » une rue ou un quartier, les omon (forces spéciales du ministère de l'intérieur) passent derrière pour le « ratissage ». C'est eux qui font sortir les civils des caves, au besoin en menaçant de les « dégager » au gaz ou à coups de grenades. Menaces parfois mises à exécution, selon les témoignages les plus récents.

Les hommes non russes *« de quinze à soixante ans »* sont séparés des autres, frappés, ligotés et jetés tête en bas dans des camions, *« en plusieurs couches, comme des bûches »*. Aslan, jeune businessman originaire du canton tchétchène de Stari-Otagui, a vu quatre de ses compagnons tués à bout portant parce qu'ils faisaient mine de résister en sortant de leur cave. A l'arrivée à Mozdok, huit heures plus tard, deux étaient morts, étouffés, *« mais un blessé a étrangement survécu »*. Aslan, sauvé au bout de quelques jours de son wagon-prison *« par un ami qui l'a reconnu »*, a décidé, de retour chez lui, de financer désormais l'effort de guerre du président Doudaev.



SIMULACRES D'EXÉCUTION

Dans le cas d'Issa, un Tchétchène du village de Goïti dont le témoignage a été recueilli par les assistants de Sergueï Kovalev, le délégué russe aux droits de l'homme, ils étaient plus d'une trentaine dans un camion, autant dans un second, tous arrêtés dans l'abri d'une conserverie de Grozny. Durant le voyage, des omon ont tiré *« dans le tas »*, et, à l'arrivée, *« le camion était plein de sang »*. Dans le coupé du wagon-cellule prévu pour six, ils étaient d'abord vingt-deux, puis *« seulement quatorze, avec deux bouteilles d'eau à boire par jour pour tous »*. Issa, Aslan et Tchinguiz furent régulièrement et copieusement battus, parfois seuls, parfois en groupe. Tchinguiz a perdu connaissance plusieurs fois, mais des « médecins » militaires étaient là pour jauger les « traitements ». On demandait à tous les prisonniers de signer un papier reconnaissant qu'ils sont des *« combattants »*, des *« indicateurs »* ou des *« prisonniers de guerre »*. Tous trois ont refusé. *« Ceux qui acceptaient,* dit Tchinguiz, *étaient emmenés dans une direction où on entendait ensuite des coups de feu, mais je ne peux pas affirmer qu'ils ont été exécutés. »*

Tchinguiz et Issa ont aussi raconté comment ils avaient fait l'objet de simulacres d'exécution. Ce qui arriva aussi à trois Ingouches du FSK (l'ex-KGB), arrêtés à Grozny et dont les témoignages furent publiés par la presse russe. Ils furent relachés, comme Tchinguiz, quand leurs geôliers admirent enfin qu'ils étaient bien ce qu'ils prétendaient être. Un colonel *« très correct »* leur présenta des excuses au nom de ses soldats, *« un peu énervés »*... Issa, de son côté, put sortir parce que sa famille retrouva sa trace à Mozdok et trouva qui soudoyer pour cela.

Nul ne sait combien d'hommes sont passés par les wagons de Mozdok, que, seule jusqu'ici, la mission de l'OSCE fut admise à voir. Il est vrai qu'elle trouva satisfaisant l'état des cinquante hommes qu'on lui présenta, même s'ils avaient tous tendance à avoir les yeux pochés. S'il s'agit de filtrer tous les « bandits » potentiels de la région – c'est-à-dire l'ensemble des hommes non russes qui y vivent –, il est clair que tous les wagons du Caucase n'y suffiront pas.

Les organisations humanitaires savent que des prisons ont été vidées dans les grandes villes bordant le Caucase du nord et accueillent déjà des Tchétchènes et des Ingouches, « filtrés » à Mozdok. Les conditions de détention y sont inconnues, mais on peut supposer le pire. La rumeur a couru, mercredi 1er février, qu'un second « camp de filtration » était installé à la frontière entre la Tchétchénie et l'Ingouchie, là où ont été pris la plupart des derniers otages de Mozdok.

CONTRADICTIONS

Dans les villages de cette région, occupés ou menacés d'être occupés par les Russes, la résistance est manifestement un phénomène de masse. Ce qui devrait mettre, une fois de plus, Moscou face à ses contradictions dans son aventure tchétchène, si tant est que Boris Eltsine en soit à s'arrêter à des contradictions. Le président russe doit, en effet, essayer de régner sur les ruines qu'il accumule et d'où il chasse les hommes capables de travailler, et cela par l'intermédiaire de *spetsnaz*, omon et autres pillards ou tortionnaires, recrutés sur contrat par le ministère russe de l'intérieur.

Sophie Shihab

Le report de l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe semble acquis

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Si la décision de reporter, une nouvelle fois, l'examen de la candidature de la Russie au Conseil de l'Europe semblait acquise, mercredi 1er février, avant même le débat attendu, jeudi en fin de journée, des tractations ont néanmoins eu lieu jusqu'au dernier moment entre les députés russes et les délégations parlementaires des Etats membres afin de trouver une formulation ne risquant pas d'entraîner un blocage durable des relations. Les avis restent, certes, différents sur les exigences à poser pour l'entrée de la Russie, mais la majorité des pays membres estiment, depuis l'intervention en Tchétchénie, qu'il n'est plus question de se fermer les yeux et de penser que les problèmes se résoudront une fois la Russie dans l'organisation européenne.

En octobre 1994, des juristes européens avaient estimé que *« l'ordre juridique de la Fédération de Russie »* ne satisfaisait pas, *« pour l'instant »*, aux normes du Conseil de l'Europe. Ces recommandations n'avaient, pourtant, pas ébranlé la conviction de ceux qui voulaient croire néanmoins en la bonne volonté de Boris Eltsine et de son équipe. *« L'affaire tchétchène a servi de révélateur sur l'état réel des institutions publiques et des forces qui exercent le pouvoir en Russie »*, soulignait un haut fonctionnaire de l'organisation.

« LE MOMENT N'EST PAS FAVORABLE »

La commission des questions politiques du Conseil a rendu publique, mardi, le texte d'une résolution préconisant de *« geler, pour le moment »*, l'examen de la demande d'adhésion russe. Son rapporteur, le Suisse Ernst Mühlemann, estimait que la procédure pourrait être reprise uniquement lorsque le pouvoir et le Parlement russes indiqueraient *« comment il sera mis fin au conflit tchétchène et porté remède à ses conséquences »*.

Les parlementaires russes sont apparus résignés. Le chef de la délégation de la Douma, Vladimir Loukine, a qualifié le texte de la commission de *« rationnel »* et a reconnu que *« le moment n'est pas favorable »* à une adhésion. Souhaitant que la commission ne parle pas de *« gel »* du processus d'adhésion, mais d'*« ajournement »*, les délégués russes ont souhaité qu'elle fasse référence, dans sa résolution, aux positions prises par le Parlement russe contre l'intervention en Tchétchénie. A l'exception de Vladimir Jirinovski, leur objectif était que l'Assemblée n'adopte pas une position trop rigide et que le processus d'adhésion puisse reprendre le plus tôt possible.

Henri de Bresson

Moscou devra s'expliquer devant la commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE
de notre correspondante

Un ancien diplomate malaisien, Musa Bin Hitam, a été élu à la présidence de la 51e session annuelle de la commission des droits de l'homme de l'ONU, qui s'est ouverte mardi 31 janvier à Genève, et qui rassemblera, jusqu'au 10 mars, deux mille délégués : les représentants de cinquante-trois États membres de la commission, quatre-vingt-dix observateurs, ainsi que plus de cent soixante représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) dotées d'un statut consultatif.

Amnesty International, a, dès l'ouverture des travaux, mis l'accent sur les graves violations des droits de l'homme dont se rendent coupables les gouvernements de cinq pays qui n'avaient jusqu'à présent guère retenu l'attention de la commission : l'Inde pour les exactions commises au Jammu-et-Cachemire ; la Turquie qui profite d'alliés puissants, sensibles à son importance stratégique, pour refuser toute enquête sur son territoire ; l'Indonésie, où les massacres de 1991 à Timor oriental ont été confirmés et où la répression brutale de toute opposition continue à Java et en Nouvelle-Guinée occidentale ; la Colombie, où il s'agit d'aider le nouveau gouvernement à *« briser le cycle de l'impunité »* des criminels ; l'Algérie, enfin, à l'égard de laquelle la commission paraît se satisfaire des explications du gouvernement, c'est-à-dire que seuls les opposants seraient coupables d'exécutions extra-judiciaires et de *« disparitions »*.

Toujours est-il que le haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, José Aloya Lasso a admis que le monde a connu, en 1994, une violation des droits de l'homme sans précédent depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : le génocide au Rwanda, le nettoyage ethnique en ex-Yougoslavie et, aujourd'hui, la tragédie de la Tchétchénie qui se poursuit. Les représentants de Moscou auront à s'expliquer entre autres sur la brutalité de l'intervention russe et les violations des droits de l'homme qu'elle a déclenchées. On attend avec intérêt l'arrivée à Genève de Sergueï Kovalev, nommé commissaire aux droits de l'homme par Boris Eltsine, qui a eu le courage de s'élever contre l'agression et les atrocités commises en Tchétchénie. Mais il paraît d'ores et déjà acquis que la Russie – grande puissance – ne sera jamais condamnée par la commission, laquelle, en son temps, avait ignoré les exactions américaines au Vietnam. Une autre grande puissance, la Chine, en dépit de témoignages accablants, a réussi, année après année, à échapper à une condamnation.

Isabelle Vichniac

Mobilisation pour les réfugiés tchétchènes

Les organisations humanitaires dépendant des Nations unies ont demandé, mercredi 1er février, 23,6 millions de dollars pour financer l'aide humanitaire aux réfugiés ayant fui les combats de Tchétchénie vers les Républiques voisines. Ces fonds sont destinés aux personnes déplacées au Daghestan (65 000), en Ingouchie (90 000) et en Ossétie du Nord (5 000), ainsi qu'aux familles qui les hébergent. L'ONU n'a pas été autorisée à travailler en Tchétchénie, contrairement au Comité international de la Croix-Rouge et à l'Organisation internationale des migrations. Qualifiant de *« très grave »* la situation humanitaire en Tchétchénie, M. Juppé a renouvelé sa demande de *« cessez-le-feu immédiat »* lors d'un entretien téléphonique, mercredi, avec son homologue russe, M. Kozyrev. – (AFP, Reuter.)

Des dirigeants bosniaques dénoncent l'islamisation grandissante de l'armée

Les Musulmans tiennent les postes importants

SARAJEVO
de notre correspondant

La crise couvait. Cette fois, les cinq membres de la présidence collégiale bosniaque, issus d'autres partis que celui du président Alija Izetbegovic, ont rendu public le malaise qu'ils ressentent face à la montée d'un nationalisme musulman, parfois accompagné de dérives religieuses. Dans un communiqué, ils indiquent que, en tant que *« membres du commandement militaire suprême »*, ils souhaitent *« informer le public* [qu'ils] *ne sont pas responsables de l'idéologisation et de l'exploitation néfaste de la religion dans certaines unités de l'armée bosniaque »*. Leur émoi fait suite à la diffusion par la télévision gouvernementale d'un reportage sur la visite du président Izetbegovic à la « 7e brigade musulmane » de Zenica, où les combattants arboraient drapeaux et écussons ornés d'inscriptions islamistes rédigées en arabe.

Ces images ont, en fait, servi de prétexte aux cinq membres oubliés d'une présidence qui se devait d'être *« collégiale »*. Composée de sept personnes (deux Musulmans, deux Croates, deux Serbes et un représentant *« non déterminé »* mais en l'occurrence musulman), la présidence se voulait représentative de la mosaïque bosniaque. Dans la réalité, le pouvoir est exercé par deux hommes : Alija Izetbegovic et son vice-président Ejup Ganic, membres du SDA (Parti d'action démocratique), un parti musulman créé par M. Izetbegovic en 1990. Au fil de la guerre, le SDA s'est approprié tous les postes qui comptent dans le pays, au gouvernement, dans l'armée, l'administration, les médias. Seule la ville de Tuzla résistant encore à cette domination.

Les cinq membres non SDA de la présidence collégiale, dont un Musulman, Nijaz Durakovic, ont perdu tout contrôle sur la conduite du pays et s'étaient déjà indignés à plusieurs reprises des prises de positions nationalistes du pouvoir. Ils soupçonnent le SDA, et le président Izetbegovic, de poursuivre d'autres objectifs que la survie d'une Bosnie-Herzégovine multiethnique et pluri-culturelle.

Les débats furent particulièrement houleux à l'été 1994, lorsque la presse, financée par le SDA et la communauté islamique de Sarajevo, avait dénoncé les mariages mixtes et la liberté des médias. Depuis six mois, la polémique semblait publiquement close, notamment parce que, entre le refus serbe de signer le plan de paix du « groupe de contact » et les combats autour de l'enclave de Bihac, le camp bosniaque a eu d'autres sujets de préoccupation que les affaires internes à Sarajevo.

Certains représentants des partis d'opposition s'inquiètent toutefois de l'instauration d'un Etat-SDA et d'une armée-SDA par le président. *« L'armée doit demeurer laïque et multinationale, protégée de l'influence et des rivalités des partis politiques »*, déclare Mirko Pejanovic, un Serbe membre de la présidence. Ces dérives sont d'autant plus mal vécues que de nombreux Serbes ou Croates se battent encore au sein de l'armée gouvernementale bosniaque, après avoir refusé de rejoindre les rangs des milices nationalistes serbes ou croates.

Le président Alija Izetbegovic, pour sa part, s'est défendu d'encourager *« l'idéologisation »* de l'armée, estimant dans un communiqué cosigné par Ejup Ganic que la présence d'emblèmes islamiques n'était qu'une preuve du respect de liberté religieuse dans le pays. *« Leur cri de guerre « Allahou Akbar ! »* [Allah est le plus grand !] *est la source de leur courage. Pourquoi s'en inquiéter dès lors que l'objectif de leur combat est clair »*, soulignent-ils.

AFFAIRES INTÉRIEURES

Les cinq membres non SDA de la présidence collégiale estiment, en outre, qu'ils sont systématiquement tenus à l'écart de la prise des décisions engageant l'avenir de leur pays, en violation de la Constitution qui leur attribue un pouvoir égal à celui du « président de la Présidence », M. Izetbegovic. Le débat est donc relancé sur les intentions réelles de ce dernier, qui défend officiellement une Bosnie multi-ethnique, notamment devant ses interlocuteurs étrangers. La population de Sarajevo suit attentivement ces discussions politiques, plus passionnée par les affaires intérieures que par des négociations internationales toujours en panne. Elle attend désormais, ainsi que la presse locale, de savoir si le populaire premier ministre, Haris Silajdzic, s'impliquera dans ce combat.

Actuellement en tournée diplomatique, M. Silajdzic avait démissionné à l'été 1994 de son poste de vice-président du SDA, mettant le parti en garde contre les tentations de dérives nationalistes. Depuis, il a évité de se prononcer sur ce sujet, privilégiant sa fonction au gouvernement. La crise actuelle permettra peut-être de vérifier s'il est vraiment déterminé à défendre l'existence d'une aile modérée au sein du SDA.

Rémy Ourdan

Le plan Juppé sur l'ex-Yougoslavie est rejeté à Sarajevo

LES ÉTATS-UNIS ont montré leur réticence, mercredi 1er février, à l'égard de la proposition française de réunir une conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie (*Le Monde* du 1er février). Mettant en doute les chances de succès d'un tel sommet, alors qu'une proposition similaire à celle présentée par Alain Juppé avait déjà été faite dans le passé, Washington est cependant convenu de la nécessité d'entreprendre *« quelque chose pour faire avancer le processus »*. Le département d'Etat insiste également, en cas de tenue d'une telle conférence, sur la nécessité d'en fixer clairement les objectifs et de s'en tenir au plan du « groupe de contact » des grandes puissances qui laisserait aux Serbes 49 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine, alors qu'ils en occupent actuellement 70 %.

Cette précision reflète les craintes de certains responsables américains de voir, lors d'un tel sommet, les Serbes de Bosnie placés sur le même pied que les Musulmans et les Croates bosniaques. *« Le moment n'est pas venu pour une réunion à haut niveau »*, a estimé un haut responsable du département d'Etat américain, de passage mercredi à Paris.

En tournée aux Etats-Unis, le ministre des affaires étrangères bosniaque, Haris Silajdzic, a, quant à lui, rejeté le « plan Juppé ». *« Nous n'avons pas besoin d'autres conférences de relations publiques »*, a déclaré M. Silajdzic, qui tentait de convaincre les Américains de fixer un ultimatum aux Serbes en s'engageant à lever, le 1er mai, l'embargo sur les armes au profit de l'armée bosniaque si, d'ici là, les Serbes n'acceptaient pas le plan de paix.

La nécessité d'une percée diplomatique, évoquée dans le *Monde* du 1er février par Alain Juppé, se fait, pourtant, de plus en plus pressante. En effet, les autorités de Sarajevo ont menacé, mercredi, de briser le cessez-le-feu si l'ONU n'intervenait pas rapidement dans la poche musulmane de Bihac pour faire cesser les attaques serbes, chaque jour plus intenses. Enfin, les Serbes de Croatie ont pour leur part annoncé le *« gel »* du dialogue avec Zagreb si la Croatie ne renonçait pas à son projet de renvoyer les « casques bleus » fin mars. – *(AFP, Reuter.)*

dirigeants bosniaque
oncent l'islamisation
ndissante de l'armée

Juppé sur l'ex-Yougos
est rejeté à Sarajevo

Des défauts de construction ont alourdi le bilan du séisme de Kobé

Trois semaines après le tremblement de terre du 17 janvier, une enquête révèle de nombreux cas de bâtiments construits à la hâte ou à l'économie

Le terrible tremblement de terre du 17 janvier, qui a fait plus de cinq mille morts dans la ville de Kobé et ses environs, a révélé les forces et les faiblesses de la société japonaise : une grande dignité dans l'épreuve, un nationalisme sourcilleux, qui a fait repousser les offres de premiers secours venues de l'étranger, et enfin une organisation un peu rigide, peu préparée à l'improvisation. Trois semaines après la catastrophe, des experts en travaux publics ont publié le résultat de leur enquête sur le terrain : les normes antisismiques rigoureuses qui auraient dû être appliquées lors de la construction d'ouvrages n'auraient souvent pas été respectées, ces négligences ayant pu être aggravées par des malversations dans l'utilisation des fonds publics, un travers endémique au Japon. Cela expliquerait l'ampleur des destructions constatées notamment sur les autoroutes et voies ferrées aériennes. La facture sera lourde et la confiance des Japonais dans les prouesses de la technologie semble singulièrement écornée.

TOKYO
de notre correspondant

La visite du couple impérial, le 31 janvier, aux victimes du « *grand séisme de Hanshin* » (régions de Kobé et Osaka) n'aura guère apaisé une population qui est de plus en plus consciente qu'elle a été victime non seulement de la nature mais aussi des fautes de ses dirigeants. Depuis 1986, la municipalité de Kobé a délibérément sous-estimé le risque sismique. Prendre comme hypothèse de base une magnitude de 6 sur l'échelle de Richter, retenue par les sismologues, aurait en effet entraîné des travaux préventifs considérables et par conséquent coûteux. Aussi, par souci d'économie et afin d'employer des fonds à des opérations plus prestigieuses, la municipalité a-t-elle retenu comme hypothèse une magnitude de 5. Le 17 janvier, la nature faisait payer à la population la coupable « erreur » de jugement des responsables locaux.

Aux carences des autorités à prévoir, puis à organiser les secours aux victimes, s'ajoute un travers plus endémique de la gestion du pouvoir au Japon, qui ne fait que rendre plus douloureux le bilan de cette catastrophe : des négligences et des malversations dans l'utilisation des fonds publics, qui pourraient s'être traduites par le non-respect des normes de construction. Une équipe d'experts de quatorze universités du Japon, qui a inspecté les autoroutes aériennes et les voies ferrées ayant souffert du séisme, a découvert quelque deux cents cas de travaux défectueux, notamment dans l'armature de fer de certaines constructions. Ces anomalies ont été constatées notamment dans dix-huit piliers supportant l'autoroute aérienne Hanshin, qui s'est effondrée sur 600 mètres dans le quartier de Higashi Nada, à l'est de Kobé. Si les structures métalliques avaient été fixées correctement, elles auraient dû se plier et non se rompre. « *Si les normes antisismiques ne sont pas respectées dans la réalisation des travaux, à quoi sert de les instituer !* », a déclaré au *Yomiuri* Toshiaki Ota, professeur de génie civil à l'université du Kyushu.

Les experts émettent deux hypothèses : soit le travail a été bâclé, soit l'entreprise de construction a délibérément négligé de respecter les normes afin de réduire les coûts ou pour accélérer le travail. Ce tronçon de l'autoroute a été achevé en dix-huit mois, soit la moitié du temps normalement nécessaire pour une telle construction. Car il fallait que cette voie de communication soit prête pour l'Exposition universelle d'Osaka. Selon le président du conseil du gouvernement en matière d'équipement, Atsushi Shimokobé, « *l'autoroute est tombée pour une raison simple : elle a été construite suivant les principes moins cher et moins solide* ».

APPELS D'OFFRES TRUQUÉS

On a aussi découvert des morceaux de bois dans le béton des piliers du train à grande vitesse Shinkansen, achevé en 1975. En outre, on a renoncé à mettre sur les ponts le ballast en pierre utilisé sur les remblais, car il est deux fois plus lourd que les matériaux modernes. La voie du Shinkansen s'est effondrée en huit points sur une vingtaine de kilomètres. Selon le professeur Toshio Michizuki, de l'université municipale de Tokyo, « *les piliers de soutènement des ponts n'avaient pas assez d'armatures d'acier* ». Le ministre des transports, Shizuka Kamei, a donc conclu que les normes de construction des ponts pour les voies du Shinkansen devraient être entièrement révisées. Enfin, les experts ont également relevé des anomalies dans la construction du tunnel du métro: la chaussée de la route 28 s'étant affaissée d'un mètre cinquante en plusieurs points.

Compromis dans une série de scandales qui ont éclaté ces dernières années, le secteur de la construction est depuis des décennies l'une des principales sources de financement du camp conservateur. Les fonctionnaires du ministère de la construction et les dirigeants des entreprise du bâtiment forment avec les politiciens un puissant groupe de pression. La construction est notamment connue pour pratiquer à outrance les appels d'offres truqués (*dango*). Ces pratiques ont-elles contribué à aggraver le désastre ? Le séisme de Hanshin est apparu au départ comme une cruelle défaite de la technologie. Les risques et les erreurs ne peuvent certes jamais être complètement éliminés. Mais, en l'occurrence, il semble que l'on n'ait pas utilisé les moyens techniques disponibles. La négligence et de sordides soucis de rentabilité l'ont emporté sur les considérations de sécurité.

En dépit de cette accumulation de fautes, il faut reconnaître que certaines précautions avaient bel et bien été prises, qui ont tout de même permis de limiter les dommages. On dénombre les ruines, mais on oublie de compter les maisons et les immeubles qui ont résisté.

On recense les morts – il y en aura assurément toujours trop, et beaucoup auraient pu être épargnés ou sauvés –, mais on ne doit pas oublier pour autant que la grande majorité de la population de Kobé est sauve. Des constatations qui ne diminuent en rien les responsabilités.

Philippe Pons

Amer saké

La catastrophe a meurtri la très vieille industrie de la fabrication du saké, la boisson nationale

KOBÉ
de notre envoyé spécial

Dans les rues aux maisons et aux petits ateliers en ruine du quartier de Nada, dans la partie orientale de Kobé, flotte par endroits une odeur aigre-douce. C'est que l'on est à proximité d'une fabrique de saké. Le séisme a détruit des dizaines de petites brasseries, et des fûts percés montent les effluves de cet alcool de riz dont l'origine se confond avec celle du Japon lui-même.

Parmi les conséquences nationales du séisme, on doit compter une pénurie prochaine de cette « boisson des dieux », qui joue un rôle important sous forme d'offrande dans les cérémonies religieuses du culte shintoïque (religion première du Japon). Sa dégustation marque les rituels sacrés et profanes de la vie (mariages, funérailles ou simples banquets). Bien avant l'art du thé, qui se développa à partir de la fin du XVIe siècle, les Japonais élaborèrent une étiquette sophistiquée attachée à la dégustation du saké. En témoignent la diversité et le raffinement des coupes spéciales utilisées pour le boire. Sa confection est presque aussi élaborée que celle du vin. Sa saveur et son parfum dépendent de la qualité de l'eau et d'une soixantaine de variétés de riz.

Le saké est lié depuis des siècles à la région de Kobé. On y trouvait les brasseries des plus grandes marques comme celles des petits fabricants dont les crus sont appréciés des amateurs. Les manufactures de saké s'étaient installées dans cette région depuis la fin du XVIIe siècle, en raison des propriétés de l'eau des sources souterraines et de la qualité du riz provenant des préfectures de Hyogo (Kobé) et d'Okayama. Les brasseries de Nada et de Nishinomiya, à l'est de Kobé, fabriquent plus d'un tiers de la production nationale, réalisant un chiffre d'affaires de 1 300 millions de yens (70 millions de francs).

DOMMAGES INCALCULABLES

Les vieilles brasseries avaient conservé leurs maisons mères, parfois transformées en petits musées d'histoire industrielle. Certaines avaient survécu à la guerre et aux bombardements américains. Aujourd'hui, les dommages sont incalculables, en particulier parmi la cinquantaine de petites brasseries aux bâtiments en bois de Nada, où l'on produisait le saké suivant la méthode artisanale traditionnelle. Pour la plupart, les petits fabricants ont tout perdu. Dans certaines entreprises, des employés (souvent des saisonniers) sont morts sous les décombres. L'hiver, de novembre à mars, est la saison de la production du saké, qui fermente au froid, aux petites heures du jour. Les dix grandes marques à la production industrielle ont souffert, mais elles ont les reins assez solides et, grâce à leur conditionnement d'air, elles peuvent produire en d'autres saisons.

Une nouvelle page a été tournée dans l'histoire de la fabrication traditionnelle du saké, boisson dont la Chine taoïste avait fait un élixir de longévité et qui, selon les mythes japonais, existait déjà à l'âge des dieux : même le petit musée du saké de Nada n'est qu'un amas de ruines.

Ph. P.

Les Pays-Bas craignent toujours une rupture des digues

Quelque 230 000 habitants ont été évacués, pendant qu'un « plan Delta » était lancé pour consolider les digues fluviales. Si la décrue se poursuit dans le nord de la France, la Belgique et l'Allemagne restent mobilisées

Amorcée depuis le 31 janvier, la décrue du Rhin et de la Moselle se poursuit lentement. Seuls les Pays-Bas restent mobilisés, car la baisse des eaux s'y fait attendre et les digues, soumises à très forte pression, peuvent à tout moment se rompre. Mercredi 1er février, le ministre néerlandais de l'intérieur, Hans Dijkstal, a annoncé que le gouvernement avait pris des mesures pour pouvoir réquisitionner logements et véhicules pour le transport et l'hébergement des quelque 230 000 habitants évacués. Un nouveau « plan Delta » sera lancé pour consolider les digues fluviales. En Belgique, où la décrue est presque achevée, les syndicats agricoles ont mobilisé leurs adhérents pour se porter au secours du bétail néerlandais. A Bruxelles, la Commission européenne a débloqué 1,5 million d'écus (10 millions de francs) pour l'aide d'urgence aux sinistrés.

GORINCHEM
de notre envoyé spécial

Jan a passé « *douze ans sur des bateaux* », mais il avoue aujourd'hui avoir « *peur de l'eau* ». Ce policier de Rotterdam a ses raisons. Il a été envoyé, avec quatre cents autres de ses collègues, dans la petite ville de Gorinchem, au sud des Pays-Bas, pour aider à l'évacuation d'un bon tiers des habitants menacés par les inondations.

Le maire de cette bourgade, ancrée au confluent d'un bras du Rhin et de la Meuse, a pris cette mesure d'urgence aux premières heures de la matinée, mercredi 1er février. « *La montée des eaux a été inquiétante et dévastatrice,* explique Jan, *mais ce qui menace est bien plus grave : si l'une des digues cède, nous nous retrouverons sous quatre mètres d'eau dans la partie basse de la ville.* »

L'évacuation s'est, en conséquence, déroulée avec rapidité « *et dans la plus grande discipline* », précise Frans de Later, l'un des responsables de la mairie. Tout au long de la journée, les habitants ont chargé leurs véhicules des biens les plus précieux, surélevant dans les maisons les objets intransportables.

Les zones les plus menacées

Inondations
Hauteur de la crue
Les records à Cologne : 1926 : 10 m 69 ; 1993 : 10 m 63 ; 1995 : 10 m 69
Mer du Nord
PAYS-BAS
zones évacuées : 230 000 personnes
Amsterdam
Rotterdam
Gorinchem
Barrage de l'Escaut oriental
ALLEMAGNE
BELGIQUE
Bruxelles
Cologne
FRANCE
LUX.
6,28 m
50 km

de Gorinchem. La ville basse est désormais abandonnée et déserte. Les boutiques ont, le plus souvent, été totalement vidées de leur contenu. Les vitrines, encore illuminées, ne présentent plus que quelques affiches oubliées. Entrepôts et usines ont eux aussi fermé leurs portes.

Plusieurs routes sont interdites à la circulation. Aux carrefours, des agents montent la garde pour éviter d'éventuels pillages, ou le retour prématuré des propriétaires. Motards et véhicules de police effectuent des rondes permanentes, sous une pluie qui n'a toujours pas cessé. Depuis plusieurs jours, la navigation est strictement interdite. Les bouées de chenal ne ressemblent d'ailleurs plus qu'à de folles balises, illuminant des étendues qui paraissent presque sans fin.

> Les bouées de chenal ne ressemblent qu'à de folles balises, illuminant des étendues qui paraissent presque sans fin

Chez un amateur de musique, un lourd piano à queue a été sacrifié, les pieds dans l'eau, pour sauvegarder quelques guitares, flûtes et violons, qui trônent aux côtés de bibelots. « *Il fallait faire vite* », raconte l'un des sinistrés, maintenant réfugié dans la partie haute de la cité, où sa famille a la chance d'habiter.

Partout, amis et voisins se sont mobilisés, et la préfecture n'a eu à reloger que quelque deux mille sans-abri sur les dix mille personnes qui ont dû abandonner leur logement.

Les bâtiments administratifs des communes voisines ont été convertis en centres d'hébergement provisoires. Dans la commune de Tiel, c'est l'hôpital qu'il a fallu évacuer, et les deux cent cinquante malades ont été transférés à Utrecht et à Rotterdam, distantes de quelques dizaines de kilomètres.

En début de soirée, mercredi, il ne restait de cet exode qu'un très long embouteillage aux abords

Les digues font l'objet d'une surveillance continuelle. « *Elles sont gorgées d'eau,* explique un policier, *et leur résistance est mise à mal. Déjà les infiltrations s'accentuent, et l'on voit des mares se former en contrebas.* » Dans certains secteurs, on a eu recours à des hélicoptères et à des plongeurs pour contrôler leur tenue.

A Gorinchem, la mairie a dû se contenter de les renforcer en amassant sacs de sables, planches et bâches plastiques, comme autant de dérisoires remparts.

La botte est devenu l'instrument de mesure par excellence. « *L'eau devrait encore monter dans la journée de jeudi* », affirment les pompiers, qui ont installé à l'entrée de la mairie leur camion commando, muni d'une gigantesque antenne.

Si les policiers ne cachent pas leur inquiétude en raison de « *toute cette eau que nous allons encore recevoir de France et de Belgique* », Frans de Later est plus optimiste : « *C'est vrai que, pour les digues, nous ne pouvons qu'attendre et espérer.*

Si elles craquent, nous ne pourrons pas intervenir avant la décrue, ce qui peut prendre plusieurs semaines. Avec un peu de chance, il ne devrait plus nous rester très longtemps à tenir, et nous devrions ainsi pouvoir éviter le drame. »

Denis Hautin-Guiraut

La catastrophe de 1953

Dans la nuit du 31 janvier au 1er février 1953, il y a quarante-deux ans jour pour jour, une violente tempête en mer du Nord provoquait la rupture des digues littorales de la Zélande, dans le sud des Pays-Bas. Un véritable raz-de-marée s'est alors engouffré par les brèches, dévastant tout sur son passage, maisons, étables et bétail. Au total, 2 044 habitants ont été tués ou portés disparus et 72 500 évacués d'urgence. Des milliers d'autres sont restés de longues heures réfugiés sur les toits ou accrochés à des arbres. Le port de Rotterdam, pratiquement fermé à la navigation, a été envahi par le pétrole des raffineries voisines de Pernis.

En inondant 145 000 hectares de terres, toutes cultivées, la tempête de 1953 a coûté aux Pays-Bas plus de 1 milliard de florins sur-le-champ (3 milliards de francs) et contraint le gouvernement néerlandais à se lancer dans une série d'aménagements de protection appelés « plan Delta ». L'ouvrage le plus important, inauguré en 1986 à l'embouchure de l'Escaut, est un barrage de 9 kilomètres de long, appuyé sur trois îles artificielles. Pour respecter l'environnement de l'estuaire, le barrage « mobile » est équipé de vannes coulissantes qui ne se ferment qu'en cas de tempête ou de marée exceptionnelle. L'aménagement a coûté l'équivalent de 20 milliards de francs.

La crue historique du Rhin révèle les failles du fédéralisme allemand

BONN
de notre correspondant

La structure fédérale de l'Allemagne est-elle un obstacle à la lutte contre les catastrophes naturelles ? Avec les inondations historiques dont sont surtout victimes les régions du Rhin et de la Moselle, la question se pose avec insistance. Ce sont les Länder qui sont responsables, en Allemagne, de la protection contre les crues. Or, on assiste à un défaut de coordination entre les capitales régionales, au point que les responsables des Länder se renvoient mutuellement la responsabilité des événements. « *Il est amer de constater que nous dépendons de la bonne volonté du Bade-Wurtemberg* » : cette formule d'un édile de Cologne révèle bien l'ampleur du problème. Comme lors des crues de l'année dernière, les responsables du gouvernement de Düsseldorf (Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en aval du Rhin) ont reproché à leurs collègues de Stuttgart (Bade-Wurtemberg, en amont) d'être en partie responsables de la catastrophe. « *Si vous aviez ouvert à temps vos réservoirs, on n'en serait pas arrivé là* », a dit en substance le ministre de l'environnement de Düsseldorf à son homologue de Stuttgart.

Le reproche, entre-temps, a été officiellement retiré. Le ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Johannes Rau, a reconnu que les crues du Rhin étaient surtout dues au gonflement des eaux de la Moselle et du Main, voire d'autres petits affluents, tandis que l'influence des régions plus en amont (Oberrhein) était minime. L'anecdote révèle cependant les limites du fédéralisme et de la subsidiarité tant vantées par l'Allemagne.

En 1982, lorsque l'Allemagne et la France ont signé un programme d'aménagement du Rhin prévoyant la mise en place de réservoirs le long du fleuve, les signataires étaient quatre : outre les représentants de Paris et de Bonn, ceux du Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat ont apposé leur signature au bas du document. Or comme on le reconnaît aujourd'hui au ministère de l'environnement de Bonn, l'avancement des travaux n'est pas aussi rapide en Allemagne qu'en France. Ampleur des travaux, éclatement des responsabilités, mais aussi normes écologiques exigeantes sont à l'origine de ce retard. Les paysans propriétaires de terrains le long du Rhin, en outre, ont les moyens d'engager de longues procédures de recours.

Le Bade-Wurtemberg achèvera la construction de treize réservoirs d'une contenance totale de 178 millions de mètres cubes en 2010, tandis que la France a déjà réalisé trois vases d'expansion comparables pour un volume total de 30 millions de mètres cubes. Insuffisamment dotés de moyens financiers pour faire face à la catastrophe, les Länder ont pour l'instant confié le dossier de l'indemnisation au ministère des finances de Bonn. Le ministre, Theo Waigel, a annoncé qu'il pourrait tout au plus dégager des aides de 30 millions de deutschemarks (un peu plus de 100 millions de francs), sous forme de crédits bonifiés aux petites entreprises victimes des inondations. La somme est jugée insuffisante par l'opposition sociale-démocrate, mais, là encore, le gouvernement de Bonn souligne que l'essentiel du fardeau revient théoriquement aux Länder.

Difficile, avec un tel enchevêtrement de compétences, de prévoir des mesures de prévention coordonnées pour l'avenir. Mais une réflexion est d'ores et déjà lancée : « *Nous pourrions décider d'ouvrir plus vite les réservoirs, et pas seulement à 3800 mètres cubes par seconde* », estime un expert du ministère fédéral de l'environnement. Par ailleurs, Bonn prévoit déjà de proposer une loi interdisant de nouvelles constructions dans un certain périmètre autour des fleuves. Les responsables de divers mouvements écologistes espèrent aller plus loin et obtenir l'arrêt de programmes de terrassement des fleuves allemands, qui augmentent selon eux la vitesse d'écoulement des eaux. Mais le gouvernement de Bonn refuse d'en entendre parler, et considère, en définitive, « *qu'il n'est pas possible d'éviter de telles catastrophes, qui se produisaient exactement de la même façon il y a des centaines d'années, bien avant l'industrialisation, le bitumage des villes et la déforestation le long des fleuves* ».

Lucas Delattre

EUROPE

■ **UNION EUROPÉENNE : Leon Brittan et Manuel Marin ont été élus vice-présidents de la Commission européenne** présidée par Jacques Santer, le 1er février. Le premier (Royaume-Uni, conservateur), chargé de la politique commerciale et des relations avec les pays industrialisés, a été élu au premier tour de scrutin. Le second (Espagne, socialiste), chargé des relations avec les pays méditerranéens, d'Amérique latine et d'Asie du Sud, a été préféré à Edith Cresson (France), chargée de la recherche et de la formation. – *(Corresp.)*

■ **GRÈCE : vers une élection présidentielle anticipée.** Le chef de l'Etat Constantin Caramanlis est prêt à se retirer avant l'expiration de son mandat, prévue le 6 mai. « *Il serait bon d'accélérer* » l'élection, par voie parlementaire, du nouveau président pour un mandat de cinq ans, a déclaré le 1er février M. Caramanlis, qui est âgé de quatre-vingt-huit ans. Faute d'un vote majoritaire du Parlement, il faudra recourir à des élections législatives anticipées.

■ ***La Cour européenne de justice*** a entamé, mercredi 1er février à Luxembourg, l'examen d'une plainte de la Commission européenne contre la Grèce à propos du blocus économique qu'Athènes impose à la Macédoine depuis le 16 février 1993. *La Commission* estime que la Grèce a failli à ses obligations envers ses partenaires en empêchant l'approvisionnement de la Macédoine par le port de Salonique. La Grèce reproche à la Macédoine, reconnue internationalement sous l'appellation d'ancienne République yougoslave de Macédoine (Fyrom), d'avoir usurpé le nom d'une de ses provinces et plusieurs de ses symboles nationaux. – *(AFP.)*

■ **POLOGNE : la Diète, la Chambre basse du Parlement,** a rendu hommage, mercredi 1er février, au martyre des Juifs exterminés dans l'ancien camp nazi d'Auschwitz-Birkenau. « *Nous devons,* a dit le président de la Diète, Jozef Oleksy, *nous souvenir des victimes de tous les camps de concentration, mais nous ne pouvons pas passer sous silence le fait que les outils nazis du crime avaient été utilisés en particulier pour exterminer le peuple juif. C'est ce peuple que les nazis voulaient anéantir entièrement.* » – *(AFP.)*

■ **UKRAINE : les prix des transports en commun et de l'électricité** domestique ont été multipliés par cinq, mercredi 1er février, en Ukraine. Ces augmentations visent à réduire le déficit budgétaire, qui s'est élevé en 1994 à 16 % du PNB. – *(AFP.)*

■ **FINLANDE : les écologistes finlandais ont proposé,** mercredi 1er février, que le défenseur russe des droits de l'homme Sergueï Kovalev, qui s'est opposé à l'intervention russe en Tchétchénie, reçoive le prix Nobel de la paix 1995. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **COLOMBIE : le président Ernesto Samper a stupéfié l'armée et gagné la sympathie des défenseurs des droits de l'homme en admettant,** mardi 31 janvier, la responsabilité de l'Etat dans le massacre de 107 paysans entre 1988 et 1990. Ces paysans avaient été torturés, brûlés vifs, noyés. Malgré les vives réactions internationales dénonçant un des épisodes les plus sanglants de l'histoire colombienne, personne n'avait été tenu pour responsable de ces crimes. – *(Reuter.)*

RPR Lancé par Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, le thème du « Front républicain » est orchestré par les partisans de Jacques Chirac pour faire pièce au « rassemblement » mis en avant par ceux d'Edouard Balladur. Ce projet, inspiré de Pierre Mendès France, vient à l'appui de l'hypothèse d'un second tour opposant M. Chirac à M. Balladur, le premier espérant bénéficier, alors, d'une partie des suffrages de la gauche. ● SONDAGES. Selon deux enquêtes effectuées par les instituts SOFRES et CSA, le second tour de l'élection présidentielle, s'il avait lieu aujourd'hui, mettrait en présence Edouard Balladur et Jacques Chirac, la gauche ne réussissant pas à franchir le cap du premier tour. ● UDF. En Ile-de-France les élus UDF qui soutiennent M. Balladur comptent bien tirer parti de cet engagement, aux élections municipales, contre le RPR chiraquien.

Les chiraquiens opposent à M. Balladur l'idée d'un « Front républicain »

Reprenant une idée qui fut chère à Pierre Mendès France, les partisans du maire de Paris, Philippe Séguin en tête, tentent de montrer que leur candidat est lui aussi capable de rassembler au-delà des frontières de son parti et même de la droite

« PHILIPPE a tout à fait raison. Il a posé le vrai problème. » Invité d'Europe 1, jeudi 2 février, Bernard Pons a apporté son soutien à Philippe Séguin dans le combat qu'il conduit pour la défense du *« pacte républicain »*, dont il souhaite voir Jacques Chirac faire l'axe de son projet présidentiel. Comme l'avait fait le président de l'Assemblée nationale, le 30 janvier, à Bondy, le « patron » des députés RPR a affirmé que M. Chirac est *« le candidat gaulliste qui reprend à son compte le pacte républicain, cher à Pierre Mendès France »* pour *« réhabiliter les valeurs de la République tombées en désuétude »*.

Vanté, au début de l'année, par M. Chirac, le pacte républicain n'avait soulevé aucune émotion chez les amis d'Edouard Balladur (*Le Monde* du 7 janvier). Mis en évidence par M. Séguin, sous la forme originale utilisée par le président du conseil de la V[e] République, ce *« Front républicain »* a été derechef saisi par les *pistoleros* balladuriens, qui ont décelé une dérive à gauche de la campagne du maire de Paris.

Ainsi Jacques Baumel (RPR), député des Hauts-de-Seine, a dénoncé, mercredi, *« la démagogie »* de ce *« nouveau Front républicain »* revu par M. Séguin. *« Ceux qui, sous l'influence de quelques gourous et contre tout bon sens, en appellent à un nouveau Front républicain, outre le caractère bouffon de telles assertions que dément d'ailleurs tout leur passé, espèrent ainsi entraîner les Français dans une campagne démagogique dirigée essentiellement contre le gouvernement »*, a indiqué le maire balladurien de Rueil-Malmaison.

LE THÈME DE L'EXTRÊME DROITE

Son collègue d'Antony, également député (RPR) des Hauts-de-Seine, a donné, le même jour, sur Radio Shalom, son interprétation politique de l'utilisation du Front républicain. *« Convaincus qu'ils seront présents au second tour »*, a-t-il dit, les chiraquiens font, selon lui, une campagne qui sacrifie le premier tour. MM. Chirac et Séguin *« déploient un discours de gauche pour essayer de bénéficier au second tour des voix de gauche »*, a ajouté M. Devedjian, considérant que cette stratégie est *« désespérée »*. *« Depuis vingt-cinq ans*, a-t-il poursuivi, *Jacques Chirac a été clairement identifié par la gauche comme le héros de la droite. (...) Vouloir, en quelques semaines de campagne, se faire passer pour ce qu'on n'est pas et annihiler vingt-cinq ans de travail politique, cela me semble extrêmement audacieux. »*

La volonté des chiraquiens de promouvoir le Front républicain, dont M. Pons affirme que M. Chirac est *« le candidat le plus apte »* à le réaliser, répond à la nécessité de ne pas laisser à M. Balladur le monopole de l'image de rassembleur. C'est dans ce cadre que peut s'expliquer la polémique qu'ils conduisent, parallèlement, sur les rapports supposés du premier ministre avec l'extrême droite, dont ils s'étonnent qu'ils ne soulèvent pas davantage d'interrogations, voire d'indignation. M. Devedjian a qualifié de *« scandaleuses »* ces accusations. *« Le premier ministre traite Jean-Marie Le Pen comme tous les chefs de parti. Pour le reste, il n'est aucunement question d'une alliance »*, a-t-il observé. *« Edouard Balladur répondra à ces accusations*, a précisé M. Devedjian, *mais il n'est pas obligé de répondre aux coups de sifflet donnés par Jacques Toubon ou Jean-Louis Debré. Il le fera lorsqu'il l'estimera, lui, utile et nécessaire. »*

M. JUPPÉ PRIS POUR CIBLE

L'offensive du Front républicain, menée par MM. Séguin et Pons au profit de M. Chirac, porte en germe une attaque frontale contre M. Balladur. Elle risque de mettre en porte-à-faux – est-ce vraiment une surprise ? – le président par intérim du RPR. Lors d'un déplacement à Strasbourg, le 17 janvier, Alain Juppé avait clairement indiqué qu'il soutenait *« sans ambiguïté »* M. Chirac, mais qu'il n'entrerait *« pas en campagne »* contre M. Balladur. Cette position pourrait se révéler particulièrement délicate dans l'hypothèse d'un duel entre MM. Chirac et Balladur au second tour de l'élection présidentielle. Le « Front républicain », brandi contre M. Balladur, n'est pas de nature à faciliter la tâche de M. Juppé, au moment même où sa position de chef du RPR lui est, par avance, contestée par les balladuriens.

A l'instar de Nicolas Sarkozy (*Le Monde* du 1[er] février), M. Devedjian souhaite un changement à la tête du parti en cas de victoire présidentielle de son champion. *« Alain Juppé peut encore changer, mais ce sera, en tout cas, la condition pour qu'il reste »* à la présidence du mouvement, estime le député des Hauts-de-Seine. En réponse, Jean-Louis Debré, premier secrétaire général adjoint et porte-partole du RPR, a dénoncé ceux qui *« cherchent déjà à accaparer le mouvement gaulliste et l'Etat »* avant même l'élection présidentielle. *« Quel mépris du militant, quel mépris de la démocratie, quelle méconnaissance des statuts de notre mouvement, quelle arrogance ! »*, s'est écrié M. Debré, qui était l'invité de France-Inter. Le Front républicain fera-t-il un « big bang » au sein du RPR ?

Olivier Biffaud

« Ce grand projet de Pierre Mendès France »

Dans le discours qu'il a prononcé, le 30 janvier, à Bondy, en Seine-Saint-Denis (*Le Monde* du 1[er] février), Philippe Séguin a explicité la notion de *« pacte républicain »* qui fonde son combat politique. *« Le jour va venir*, a déclaré le président (RPR) de l'Assemblée nationale, *le jour vient à grands pas où, au-delà des clivages surannés, des nostalgies et des rancunes, des habitudes et des sectarismes, les républicains de ce pays sauront accepter l'oubli des anciennes disputes pour procéder au rassemblement plus que jamais nécessaire de leurs énergies. »*

***« Rassemblement des Français, ce maître mot du gaullisme, front républicain, ce grand projet qui fut celui de Pierre Mendès France, c'est-à-dire, dans un cas comme dans l'autre, l'attitude qui consiste à faire triompher l'intérêt le plus large du pays chaque fois que l'essentiel est en jeu, tel est bien l'objectif sans cesse renouvelé »*, a ajouté le député des Vosges.**

Le précédent de 1956

La référence au Front républicain renvoie à la coalition constituée pour les élections législatives de janvier 1956. Edgar Faure, président du conseil, prend prétexte d'une mise en minorité de son gouvernement pour dissoudre l'Assemblée nationale le 2 décembre 1955. Il espère ainsi prendre de vitesse Pierre Mendès France, son rival au sein du Parti radical, et permettre la reconduction de la majorité de centre droit.

Dans l'improvisation, un Front républicain hétéroclite rassemble, autour des radicaux favorables à Pierre Mendès France, les membres de l'UDSR, proches de François Mitterrand, les socialistes de la SFIO et les républicains-sociaux de gauche, entraînés par Jacques Chaban-Delmas. Les élections du 2 janvier 1956 font perdre sa majorité à la coalition de centre droit. Le Front républicain réunit 28 % des voix, mais aucune majorité incontestée ne se dégage. René Coty, président de la République, confie la présidence du conseil à Guy Mollet (SFIO).

L'UDF veut prendre sa revanche en Ile-de-France

L'APPUI de la majorité des élus UDF d'Ile-de-France à Edouard Balladur n'est pas une surprise, mais il prend des accents de revanche dans une région acquise, à droite, à un RPR très chiraquien et d'autant plus dominateur que le maire de Paris était épaulé par le puissant président du conseil général des Hauts-de-Seine, Charles Pasqua. L'efficace « machine électorale » gaulliste, qui a su jouer des divisions fratricides de son partenaire de droite aux élections municipales, cantonales et législatives, a suscité des rancœurs et des déceptions qui, aujourd'hui, ne sont pas étrangères à l'enthousiasme manifesté par les partisans de M. Balladur.

Jean-Yves Haby, député (UDF-PR) des Hauts-de-Seine, conseiller municipal de Courbevoie, ne s'en cache pas. Ex-dauphin du maire, Charles Deprez, lui-même passé de l'UDF au RPR en 1993, il s'est heurté à plusieurs refus d'investiture de la part des instances gaullistes. Aujourd'hui candidat aux élections municipales contre la volonté du maire sortant, M. Haby a adressé à Alain Juppé, le 24 janvier, un courrier lui signifiant que, fort de son installation à l'état-major présidentiel du premier ministre, rue de Grenelle, il se passera de l'investiture du *« RPR officiel »*.

« L'UDF est en train de vampiriser Balladur, constate Pierre Bédier, secrétaire de la fédération RPR des Yvelines, très engagé auprès du maire de Paris. *Pierre Cardo, par exemple, joue une partie pour prendre à Pierre Lequiller le leadership de l'UDF dans le département. »* M. Cardo, député (UDF-PR), maire de Chanteloup-les-Vignes, a annoncé la création d'un comité de soutien moins d'une heure après la déclaration télévisée du premier ministre, dans l'intention de protéger son territoire, convoité par le RPR.

PAS DE SAINT-BARTHÉLEMY

« La stratégie de l'UDF peut effectivement consister à nous atomiser, mais je ne crois pas qu'elle y parvienne », espère M. Bédier, après une réunion, le 25 janvier, de tous les parlementaires RPR des Yvelines (à l'exception d'Etienne Pinte, proche de Philippe Séguin, mais partisan de M. Balladur). *« S'il y a fracture, ce ne sera pas à la base, mais au sommet »*, conclut-il, convaincu que l'éclatement du RPR, s'il devait se produire, ne pourrait résulter que de la volonté présidentielle de constituer un parti unique à droite, après dissolution de l'Assemblée.

« Je crains que, dans certaines villes, on ne commence à se diviser pour la présidentielle en prévision des municipales », regrette pour sa part André Santini, secrétaire général du PSD et partisan déclaré du premier ministre depuis le 19 janvier. L'ancien secrétaire d'Etat du gouvernement de M. Chirac verrait d'un mauvais œil une liste dissidente dans sa ville d'Issy-les-Moulineaux, où il s'entend parfaitement avec ses adjoints du RPR. A sa grande satisfaction, ceux-ci ont créé simultanément deux comités de soutien, l'un à M. Chirac, l'autre à M. Balladur, ce qui permet au maire et député de prédire qu'*« il n'y aura pas de Saint-Barthélemy chez* [lui] *»*.

« Les maires qui sont sur le fil du rasoir et qui prennent position se fragilisent », analyse cependant Pierre Lequiller, président de l'UDF des Yvelines, qui incite ses troupes à la prudence.

Pascale Sauvage

La gauche absente du second tour selon deux sondages

SELON DEUX SONDAGES, le premier du CSA et le second de la Sofres, la gauche, quel que soit le candidat socialiste, serait absente du second tour de l'élection présidentielle, qui donnerait lieu à un duel entre Jacques Chirac et Edouard Balladur si le scrutin se déroulait aujourd'hui. L'enquête du CSA, effectuée les 30 et 31 janvier auprès de 1 002 personnes et publiée dans *Le Parisien* du 2 février, montre que dans l'hypothèse d'un premier tour avec Raymond Barre, Jacques Chirac et Edouard Balladur, Henri Emmanuelli (13 %) et Lionel Jospin (15,5 %) arrivent derrière les deux candidats issus du RPR, même s'ils devancent tous les deux M. Barre, dont le *« petit matelas »* de popularité ne se convertit pas en autant de bulletins de vote. Face à M. Jospin, M. Chirac obtient 18,5 % des intentions de vote, contre 30,5 % à M. Balladur. Face à M. Emmanuelli, le maire de Paris recueille 19 % des intentions de vote, contre 31 % au premier ministre.

Trente-neuf pour cent des personnes interrogées considèrent M. Jospin comme un *« meilleur candidat du Parti socialiste »*, alors que M. Emmanuelli n'obtient que 17 %. Dix-neuf pour cent de l'échantillon récusent les deux candidats et 25 % ne se prononcent pas. Auprès des sympathisants socialistes, M. Jospin l'emporte largement (52 %) sur M. Emmanuelli (28 %).

UNE MOITIÉ D'INDÉCIS

L'enquête de la Sofres, réalisée du 24 au 26 janvier et publiée dans *Le Nouvel Observateur* (daté 2-8 février), montre également que, quelles que soient les hypothèses de candidature, les candidats socialistes sont distancés, au premier tour, par Jacques Chirac. Alors que le premier ministre compte entre 14 et 15,5 points d'avance sur lui, le maire de Paris recueille entre 16 % et 18 % des intentions de vote, contre 12 % ou 14 % pour M. Emmanuelli et entre 13 % et 17 % pour M. Jospin. Celui-ci se révèle donc plus dangereux que le premier secrétaire du PS. Cette enquête montre également que M. Barre n'obtient pas un score très satisfaisant, puisqu'il ne recueille, au mieux, que 10 % des intentions de vote.

Selon les hypothèses de second tour examinées par le CSA comme par la Sofres, M. Balladur l'emporterait très largement dans tous les cas de figure avec, pour les deux instituts, des scores toujours supérieurs à 60 %, face à M. Chirac ou face à un candidat de gauche.

Les résultats obtenus par les deux instituts de sondage en termes d'intentions de vote doivent cependant être relativisés par le taux élevé d'indécision qui caractérise la campagne présidentielle. Tour à tour, BVA et SCP-Communication ont montré que la majorité de l'électorat n'a pas encore arrêté son choix. L'enquête de CSA le confirme dans une large mesure, puisque, si 51 % des personnes interrogées estiment être *« sûres de leur choix »*, 49 % avouent pouvoir encore *« changer d'avis »*.

L'indécision pénalise tout particulièrement M. Jospin (seul candidat socialiste testé), M. Barre, M. Balladur et M. Chirac, qui comptent respectivement au sein de leur électorat 36 %, 40 %, 34 % et 43 % d'indécis. Au contraire, les électorats d'Arlette Laguiller, de Robert Hue, de Philippe de Villiers et de Jean-Marie Le Pen sont les moins gagnés par l'incertitude, puisqu'ils comptent tous au moins 73 % de personnes dont le choix est définitif.

Gilles Paris

M. Le Pen craint que M. Fini ne devienne démocrate-chrétien

INVITÉ par le quotidien italien *Corriere della sera* à commenter la décision de Gianfranco Fini de rompre avec le passé néofasciste en dissolvant le Mouvement social italien (MSI) et en créant l'Alliance nationale, le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, a émis la crainte que celui-ci et ses partisans ne deviennent des *« démocrates-chrétiens »*.

Dans un entretien publié le 1er février, M. Le Pen explique que l'attitude de l'Alliance nationale au Parlement européen et son choix d' une alliance avec le Front national ou avec le groupe démocrate chrétien seront déterminants pour les relations futures entre les deux mouvements. *« J'espère,* dit-il, *que nous formerons un groupe unique, même si nous n'avons pas la même position sur le traité de Maastricht. »* Il ajoute cependant qu'il *« craint »* que *« Gianfranco Fini et ses amis, mus par le désir de s'adapter à l'establishment, n'aillent trop loin et ne se transforment, pour vaincre leurs adversaires, en démocrates-chrétiens »*.

Un conseiller municipal d'extrême droite défend Vichy

PROTESTATIONS et suspension de séance au conseil municipal de Taverny (Val-d'Oise), le 26 janvier dernier, quand, interpellant le maire, Maurice Boscavert (PS), qui venait de prononcer un discours pour le cinquantième anniversaire de la libération d'Auschwitz, Léon Arnoux, conseiller municipal Front national, a expliqué que *« sous le gouvernement du maréchal Pétain, ce sont les juifs français qui ont été, de toute l'Europe, les plus protégés »*. *« Alors qu'il y a eu près de 100 % des juifs des pays d'Europe qui étaient gouvernés par des gauleiters qui ont disparu dans les camps, la communauté juive française n'a compté que 27 000 morts... C'est un chiffre énorme mais ce n'est, malgré tout, rien comparé aux pertes dans les autres pays. »*

Le maire a immédiatement fait savoir qu'il demandait au conseil municipal de le mandater pour poursuivre le conseiller. Le MRAP qualifie ces propos d'*« ignobles »*. *« En cette période de commémoration, ce type de déclaration qui vise à atténuer la réalité des faits est un affront à ces 76 000 déportés qui partirent de France et ne sont jamais revenus »*, déclare-t-il dans un communiqué.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **UDF : le vice-président du Parti républicain,** Philippe Vasseur, a annoncé, jeudi 2 février, sur France 2, qu'il votera, *« en son âme et conscience »*, pour Jacques Chirac à l'élection présidentielle alors que le PR a très largement choisi de soutenir Edouard Balladur. Ont également pris position en faveur de M. Chirac Jean-Yves Cozan, député (UDF-CDS) du Finistère, et Dominique Leclerc, sénateur (RPR) d'Indre-et-Loire.

■ **LES CLUBS giscardiens Perspectives et Réalités** prendront position le 4 mars. Les Clubs giscardiens Perspectives et Réalités se sont réunis à huis clos à l'Assemblée nationale, mercredi 1er février,sans vouloir faire connaître leur position pour l'élection présidentielle, qu'ils arrêteront le 4 mars.

■ ***TEMPS D'ANTENNE* : le directeur de campagne de M. Chirac** a protesté, mercredi 1er février, auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel, contre les *« déséquilibres flagrants au profit d'un candidat »* observés sur les chaînes de télévision et les radios nationales. Dans une lettre adressée à Hervé Bourges, Patrick Stefanini demande quelles mesures le CSA entend *« mettre en oeuvre pour rétablir l'état de droit dans un domaine qui ne saurait souffrir le favoritisme »*.

■ **FRONT NATIONAL : le premier secrétaire du PS** s'inquiète qu'Edouard Balladur ait adressé à des membres du Front national, comme à l'ensemble des élus, une lettre demandant leur parrainage pour satisfaire à l'obligation de rassembler cinq cents signatures pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle. M. Emmanuelli estime que cette lettre *« justifie très directement les craintes (...) sur une alliance plus qu'objective qu'il aurait passée avec Jean-Marie Le Pen »*.

■ **PS : Jean-Paul Chanteguet,** député jusqu'en 1993, maire du Blanc (Indre), conseiller général et président du parc régional de la Brenne, a démissionné du PS. *« L'irréparable a été commis »*, affirme-t-il à propos de la compétition pré-présidentielle, dans une lettre au secrétariat fédéral. Il *« ne peut plus cautionner par le silence et l'inaction »* des comportements qu'il juge *« irresponsables, inconséquents, mégalomaniaques »*.

POLÉMIQUES

■ ***IMPÔTS* : la chambre *commerciale* de la Cour de cassation** a annulé, le 31 janvier, une ordonnance du président du tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) autorisant une perquisition fiscale chez un particulier. La cour a estimé que l'administration fiscale n'avait pas présenté un dossier complet au juge ainsi que l'exige l'article L. 16 B du livre des procédures fiscales. Leila Mami, gérante de la société L'Age d'or, marchand de biens à Vincennes, a donc obtenu l'annulation définitive de la perquisition au siège de sa société soupçonnée de s'être soustraite au paiement de l'impôt sur les sociétés et de la TVA.

DÉPÊCHES

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE : Paul Néaoutyine,** président du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), s'est montré déçu, mercredi 1er février, par les entretiens qu'il a eus, pendant une semaine, avec la plupart des responsables politiques de la métropole. *« Le dossier ne fait plus l'objet d'une préoccupation forte et régulière à l'hôtel Matignon, et cela nous inquiète »*, a affirmé M. Néaoutyine. S'il reconnaît que le dispositif institutionnel prévu par les accords de Matignon de 1988 est respecté, le président du FLNKS déplore *« l'absence de volontarisme »* de la part de l'Etat et note que l'absence de clarification sur le futur statut du territoire constitue une entrave aux investissements privés.

■ **CHÔMAGE : l'entourage de Jacques Chirac** a vivement réagi, mercredi 1er février, à la publication des chiffres sur le chômage en 1994. Jean-François Mancel, député de l'Oise et secrétaire général adjoint du RPR, a affirmé, dans un communiqué : *« La médiocrité des résultats obtenus depuis deux ans dans la lutte contre le chômage illustre, hélas, le bien-fondé du jugement critique que porte Jacques Chirac sur la situation actuelle et l'impérieuse nécessité de mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, les réformes de fond qu'il préconise. »*

Les élections municipales auront lieu les 11 et 18 juin

CHARLES PASQUA, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, a annoncé, au conseil des ministres du mercredi 1er février, que les élections municipales auront bien lieu les dimanches 11 et 18 juin. Elles se tiendront donc après la fête de la Pentecôte, mais avant les grands départs en vacances d'été.

Le code électoral prévoyait que le renouvellement des conseils municipaux aurait lieu au mois de mars 1995. En avril 1994, M. Pasqua avait décidé de reporter cette échéance au mois de juin 1995, officiellement, pour éviter toute interférence avec la campagne de l'élection présidentielle. Au Parlement, les socialistes ont bataillé contre ce projet, qu'ils considéraient comme une *« manœuvre politicienne »* de la droite destinée à *« escamoter le débat local »* et à exploiter un succès escompté à la présidentielle. La majorité avait néanmoins adopté le texte (*Le Monde* du 23 mai 1994), et une loi parue au *Journal officiel* du 16 juillet 1994 avait reporté les élections municipales de mars à juin.

Jack Lang ne désarme pas

Le bureau national du PS a adopté sa plate-forme pour l'élection présidentielle. Et le maire de Blois s'en prend à Lionel Jospin

Le bureau national du PS a adopté, mercredi 1er février, sa plate-forme pour l'élection présidentielle. *« Un document de référence qui servira de cadre pour le candidat »*, selon Julien Dray, secrétaire national aux études et au programme. Les minoritaires de la motion « Agir en socialistes » n'ont pas approuvé ce projet qui sera présenté au congrès extraordinaire du dimanche 5 février puis débattu dans les fédérations. Dans un entretien *au Provençal* du jeudi 2 février, Jack Lang dénonce la candidature de Lionel Jospin, *« un loser, un recordman des échecs électoraux »*. Interrogé sur la certitude de son retrait, le maire de Blois juge qu'*« il peut toujours se produire un événement qui, pour l'heure, est imprévu »*.

BLOIS
de notre correspondant

Jack Lang croule sous le courrier. Depuis son passage, jeudi 26 janvier, à « Face à la Une » et son appel à *« inventer demain »*, suivi, selon TF 1, par quinze millions de téléspectateurs, les messages affluent à Blois. L'entourage du maire affirmait, mardi 31 janvier, avoir reçu près de cinq mille lettres, fax et appels téléphoniques. Et en arborait fièrement un épais florilège où dominent la déception devant le retrait de l'ancien ministre de la culture et les encouragements à *« y aller quand même »*. Officiellement, le mouvement Inventer demain, en cours de constitution, sera d'abord *« un port d'attache »* pour déçus de la gauche et de la politique en général, *« une ruche à idées »* et *« un tremplin pour des initiatives »*.



Des initiatives pour demain ou pour tout de suite ? Vue des bords de la Loire, la question paraît largement ouverte. Au courrier du maire, elle est tranchée : du professeur de Cannes qui conseille de *« passer outre les décisions d'un PS qui s'égare »* au maire de l'Isère qui se demande *« pourquoi rester solidaire d'un parti qui se suicide »*. *« Volez de vos propres ailes ! »*, ordonne un colonel en retraite. *« Ne faites pas comme Delors, changez d'avis »*, supplie un vieux militant socialiste du Pas-de-Calais. Un couple de retraités de la SNCF, un élu radical, un pilote de ligne et une section du mouvement de la jeunesse socialiste parlent d'une même voix : *« Allez-y ! » « Sortez votre candidature de votre chapeau de magicien »*, suggère une institutrice parisienne et lyrique. Les quelques centaines de messages choisis et reliés à Blois suggèrent à dessein une image *« languienne »* plus complexe, une popularité et un enracinement plus profond que la *« caricature »* qu'en brosseraient les médias et le microcosme. A côté des jeunes, des étudiants, des enseignants, des artistes et de la militante socialiste d'Evreux, *« de tout cœur avec Jacques Gaillot et vous »*, qui célèbrent la fougue et la sincérité de Jack Lang, les personnes âgées, les ouvriers, les ruraux et les *« apolitiques »* sont nombreux à en appeler, comme ce retraité de Carpentras, à *« l'homme le plus moderne d'un trop vieux parti »*.

INVENTER DEMAIN

Aussi iconoclaste parfois que le coiffeur de l'Aube qui rêve de retrouver côte à côte MM. Lang, Madelin, Sarkozy et Tapie : *« Place aux jeunes ! »*

A Blois même, où l'on est *« Languiste »* avant d'être socialiste – et le plus souvent sans l'être –, les amis du maire se reprennent à espérer. Le retrait de Jack Lang derrière Henri Emmanuelli les avait laissés hagards, l'appel à *« inventer demain »* les a regonflés. Le communiqué de la direction fédérale du PS appelant sans enthousiasme à *« se rassembler derrière le premier secrétaire »* ou la pétition des minoritaires du parti, toute de ferveur pour Lionel Jospin, ne concernent pas ceux pour qui le Loir-et-Cher pourrait bien avoir *« une langueur d'avance »*. Les plus optimistes imaginent un appel à Jack Lang déferlant sur les appareils discrédités ou même qu'un candidat officiel du PS, mal élu par son parti et stagnant dans les sondages, cède la place de lui-même.

Yves-Marie Renard, ancien publicitaire parisien reconverti en patron de brasserie, reçoit souvent le maire à sa table. A ses yeux, Jack Lang *« recalé par un mauvais jury, doit attendre tranquillement l'oral de rattrapage »* qui viendra fatalement *« parce qu'il n'y a que deux candidats de gauche possibles au second tour : Lang ou... Chirac »*.

Jacques Bugier

Les militants à l'heure du choix

III. « On joue notre peau, dans cette affaire »

LIMOGES
de notre correspondant

René Théty a pris sa carte des Jeunesses socialistes en 1938. Bon pied, bon oeil, la casquette bien calée sur le genou quand elle n'est pas vissée sur le crâne, cet ancien exploitant forestier est né socialiste. Habitué au rythme des arbres plus qu'à celui des manœuvres de la rue de Solferino, il porte sur les mésaventures actuelles du PS un regard serein : *« J'ai connu bien pire. Mais l'électorat revient toujours au socialisme. C'est automatique. Demain ou après-demain. »*

En face de lui, Béatrice Dufour, madame le maire de Sauviat-sur-Vige – 1 120 habitants, dont la moitié ont plus de soixante ans, aux confins de la Creuse, – pourrait être sa petite-fille. Institutrice, elle a rejoint les rangs du PS au congrès de Rennes en 1990, séduite par la contribution de la Nouvelle Gauche de Julien Dray et de Jean-Luc Mélenchon. Tout porte à croire qu'elle n'a pas varié, car ces premières années n'ont pas toujours été de tout repos : *« Depuis que je suis au PS, je n'ai pratiquement connu que cela. Des combats d'hommes au détriment du débat d'idées. Il va bien falloir un jour que l'on commence par là, que l'on ne transforme pas toujours les choses en mesquineries locales ou nationales. »* La placidité de René et la détermination de Béatrice se rejoignent. *« C'est très bien que le choix du candidat à la présidentielle soit confié aux militants. On fait toujours comme cela »*, note René Théty. *« Nos dirigeants, ce sont de grands gamins qui nous prennent pour des adultes,* ajoute-t-il. *S'ils nous demandent de choisir, c'est parce qu'ils estiment qu'on est plus forts qu'eux. »*

Entre Lionel Jospin et Henri Emmanuelli, René Théty ne voit guère la différence : *« Si l'on devait juger sur les deux professions de foi que l'on a reçues avant-hier, on voterait pour les deux. »* Mais, tout de même, Lionel Jospin est plus connu. Il a été ministre d'Etat. Il est *« plus capable de ramener des voix à la gauche »*, estime-t-il. Béatrice Dufour supporte mal que ce débat interne soit transformé *« presque artificiellement en une sorte de duel fratricide »*. Au-delà du choix d'une personne, qu'elle juge presque dérisoire, la vraie question est de savoir *« lequel des deux est susceptible de provoquer le rassemblement dont la gauche a besoin »*. A ses yeux, il ne fait pas de doute qu'Henri Emmanuelli est plus *« à même de porter la dynamique de reconstruction de la gauche »*. Lionel Jospin, elle l'a vu à l'oeuvre *« en tant que ministre de l'éducation »* et elle craint qu'il soit plus porté à incarner *« une logique d'adaptation au système libéral »*. René Théty opine : *« Le retour à gauche, c'est quand même bien naturel. »*

Vendredi soir, les dix-neuf adhérents socialistes de Sauviat-sur-Vige – des ouvriers des anciennes porcelaineries locales, des retraités, des fonctionnaires mais plus d'agriculteurs – seront appelés à voter. Après, on verra bien. Pour René Théty, chacun se ralliera à la bannière du vainqueur et il ne fait guère de doute pour lui que le candidat PS sera au second tour. *« Autrement, ce serait tomber bien bas »*, conclut-il. Béatrice Dufour est moins sereine : *« On a tous intérêt à ce qu'il n'y ait pas de dérapages, car on joue notre peau dans cette affaire. J'espère donc qu'on a appris quelque chose au cours des années passées, et notamment à garder son sang-froid. Mais... »*

Gérard Courtois

(à suivre)

Entretien « ferme et courtois » entre le CNPF et la CGT

Patronat et syndicats arrêteront fin février des thèmes de négociation

« J'AI TROUVÉ chez tous [les syndicats] *et chez la CGT un désir réel de débattre des questions sociales et économiques qui nous préoccupent. Il y a matière à une rencontre avec toutes les organisations syndicales »*, a déclaré Jean Gandois, président du CNPF, à l'issue de sa rencontre, mercredi 1er février, avec une délégation de la CGT conduite par Louis Viannet. Depuis le début de janvier, M. Gandois avait déjà reçu FO, la CFDT, la CFTC et la CGC. Le 18 janvier, jour choisi pour la première rencontre officielle entre le CNPF et la CGT depuis 1978, l'entrevue avait été reportée *in extremis* à la suite d'un accident de la circulation dans lequel M. Viannet avait été légèrement blessé. Le projet de M. Gandois de relancer le dialogue social et de ne pas laisser l'Etat seul maître du jeu a donc eu l'assentiment des confédérations syndicales. D'ici à la fin du mois, le CNPF et les syndicats devraient se retrouver pour arrêter, autour de l'emploi et de la protection sociale, une liste de thèmes et une méthode de négociation.

De son côté, Louis Viannet, qui a déclaré avoir eu un entretien *« ferme et courtois »* avec M. Gandois, a rappelé au CNPF *« avec beaucoup de force, la nécessité d'améliorer les rapports sociaux dans les entreprises »*. Selon lui, *« actuellement, le comportement des employeurs, l'ostracisme dont les syndicats sont l'objet et la dégradation des conditions de travail sont autant de phénomènes insupportables. Nous avons demandé d'ouvrir des discussions pour revitaliser les garanties collectives dans ce pays »*.

La CGT veut poser, *« avec toute l'ampleur nécessaire »*, les questions de l'emploi et notamment la réduction du temps de travail *« sans perte de salaire »*. M. Viannet estime que cette réduction doit être envisagée de façon significative – 35 et même 32 heures – selon les branches, afin de déboucher sur des créations d'emplois. Car *« l'ensemble des mesures prises par le gouvernement dans le domaine du chômage, comme les allègements des charges des entreprises et l'amélioration de leur trésorerie, n'ont eu aucun effet bénéfique sur l'emploi. Elles ont juste amélioré leurs bénéfices ! »*. *« Si l'on veut relancer l'activité économique,* a poursuivi M. Viannet, *il faut augmenter les salaires. »* Dans les négociations, *« la CGT sera exigeante, mais soucieuse d'efficacité »*. Rappelant la journée d'action du 4 février sur la protection sociale, il a invité les salariés à faire pression *« pour que leurs revendications soient présentes dans les discussions »*.

Al. F.

Une lettre de Bernard Antony

CITÉ dans un article sur la convention présidentielle du Front national à Tours (Le Monde *du 17 janvier), Bernard Antony, membre du bureau politique du FN, nous a adressé la lettre suivante.*

Dans l'article de Christiane Chombeau du 17 janvier, je suis présenté comme catholique intégriste.

Je refuse l'épithète d'intégriste, utilisée pour désigner simultanément, dans un amalgame, les catholiques traditionnels, c'est-à-dire les catholiques "tout court‡, et les révolutionnaires islamiques.

D'éminents journalistes et historiens, dont je tiens la liste à votre disposition, dont un collaborateur du journal *Le Monde,* dénoncent dans leurs ouvrages cet amalgame.

Etre catholique, c'est adhérer à une foi, à une morale, à une conception du monde fondamentalement différentes de ce qu'enseigne le Coran, d'où procède la charia, loi islamique qui régit sans distinction le "spirituel‡ et le "temporel‡, c'est-à-dire la religion, la politique, la morale sociale et individuelle, la culture, en un mot, tous les aspects de la vie.

A la fois catholique et militant politique, je suis particulièrement attaché à la distinction des domaines, conformément à l'enseignement du Christ : "Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu.

Etre catholique au Front national revient à militer indifféremment avec des chrétiens ou des non-chrétiens pour un programme de salut national, qui intègre le respect de l'âme chrétienne de la France, et répond sans difficulté aux exigences de la morale chrétienne et de la doctrine sociale de l'Eglise, telles qu'explicitées dans le catéchisme romain.

Ces principes de vie politique et sociale rencontrent l'adhésion de tous ceux qui croyants ou non recherchent la vérité, la justice, l'honnêteté, professent le respect de la vie innocente, manifestent pour leurs parents et leur patrie les sentiments de piété filiale, entendent exercer leur solidarité d'abord avec leurs concitoyens, sans exclure la mise en œuvre d'une politique visant à rechercher la paix et l'harmonie entre les peuples.

Les élections aux chambres d'agriculture consacrent la Coordination rurale

Reflux de la FNSEA et du CNJA

LES RÉSULTATS globaux des élections du mardi 31 janvier aux Chambres d'agriculture ne seront officiellement connus que jeudi 2 février en début de soirée. La transmission des bordereaux et procès verbaux s'est révélée difficile, les services de gendarmerie n'ayant pas apporté leur concours à ces opérations. Mais à partir *d'un nombre significatif* de dépouillements, les listes présentées par la Fnsea et le CNJA connaissent, dans plusieurs départements, un effritement par rapport au score de 1989, où elles avaient obtenu 66 % des voix dans le collège – le plus important – des exploitants.

Affichant d'ordinaire une nette propension au triomphalisme, la FNSEA et le CNJA, qui avaient présenté des listes communes dans tous les départements, ont adopté, mercredi 1er février, un ton beaucoup plus mesuré dans leurs commentaires. Les deux présidents respectifs, Luc Guyau et Christiane Lambert, ont modestement vu dans les premiers résultats une *« confiance confirmée »* pour leurs syndicats. *« Deux tiers des agriculteurs ont voté pour nos listes, malgré les secousses qu'a connues le monde agricole ces dernières années. Sur 83 départements, nous obtenons des scores comparables à ceux de 1989 et c'est bien »*, a indiqué Luc Guyau.

MÉCONTENTEMENTS

De fait, si l'on ne peut parler de désaveu, il ne s'agit pas pour autant d'un succès pour les organisations officielles – habituées à une constante cogestion avec les gouvernements – qui avaient fait une campagne très active. Mais la prudence s'impose dans les interprétations car, *dans plusieurs départements*, des conflits de personnes ont conduit des dirigeants de la FNSEA ou du CNJA à présenter des listes dissidentes de celles qui avaient l'onction des instances parisiennes.

Dans certains départements du sud (Haute-Garonne, Gers ou Ariège), la FNSEA et le CNJA sont en net recul par rapport à 1989. Les résultats de la Loire-Atlantique et du Finistère sont présentés comme des *« déceptions »*, alors que ceux d'Indre-et-Loire, des Landes – où le Modef, d'inspiration communiste, enregistre un recul – et du Puy-de-Dôme sont jugés satisfaisants. Dans l'Allier, la seule chambre d'agriculture tenue par les communistes va basculer au profit de syndicalistes classés plus à droite. Dans le Lot-et-Garonne, le Modef atteint 32 % des suffrages, ce qui est un excellent score puisque la liste Fnsea-CNJA, en très net recul, perd 28 points.

Née en 1991 et considérée comme un rassemblement hétéroclite de multiples mécontentements fédérés autour de la condamnation de la politique agricole commune (PAC), la Coordination rurale, classée à droite, connaît des avancées spectaculaires ou notables dans le Loiret, le Cher, l'Aude, les Pyrénées-orientales, le Tarn-et-Garonne et le Gers, qui est son berceau. Mais c'est dans les plaines céréalières d'Eure-et-Loir qu'elle enregistre son plus net succès.

Comme dans les élections politiques, la quasi-totalité des forces en présence trouve des motifs de satisfaction. La Confédération paysanne (gauche) parle sans détour de *« victoire »* puisqu'elle progresse dans près de quarante-cinq départements, y compris l'Outre-mer. Elle est en tête en Loire-Atlantique – un département entouré par la Vendée et le Maine-et-Loire dont les « vedettes » sont précisément Luc Guyau et Christiane Lambert –, et à la Réunion. Avec 53 % des voix, elle emporte une belle victoire dans le Finistère où elle dénonce les excès de l'élevage intensif de porcs dans *des ateliers surdimensionnés*. La question est maintenant de savoir si le ministère de l'agriculture va donner, dans les innombrables organismes paritaires de consultation, de réflexion et de décision, la place qu'ils méritent aux syndicats autres que la FNSEA et le CNJA.

François Grosrichard

Révolution culturelle dans le Gers

AUCH
de notre correspondant

« Si on perd, ce sera une défaite, quand notre ambition dans le Gers, c'est de gagner. » La Coordination rurale, née dans le département en 1991, et qui avait placé la barre très haut par la voix de son président national et départemental, Jacques Laigneau, a perdu son ambitieux pari. *La FDSEA gardera le contrôle* de la chambre d'agriculture du Gers, mais cette élection n'en reste pas moins historique, car le tout-puissant syndicat n'a pas obtenu la majorité des suffrages exprimés (48,40 %) dans le collège des exploitants, alors même que l'élection a été marquée par une forte mobilisation (61,35 %).

Un coup de semonce : car plus d'un agriculteur sur deux a accordé sa confiance à l'une des trois autres organisations : la Coordination rurale (27,25 %), le Modef (15,78 %) et la Coordination paysanne (8,58 %). Grâce au mode de *scrutin*, la FDSEA *garde une large* majorité en termes d'élus (16), ne laissant que des miettes à ses concurrents de la Coordination rurale (3), du Modef (1) et de la Coordination paysanne (1).

Jean Dauzère, président sortant de la chambre d'agriculture retrouvera donc ce poste-clé très convoité dans une Gascogne essentiellement rurale. Mais plus rien ne sera comme avant dans le Gers, ce vote traduisant une révolution culturelle dans un milieu traditionnellement soucieux d'unanimisme. *« Il y a eu la fracture de l'unité agricole »*, confirme Henri-Bernard Cartier (FDSEA), éprouvé par le ton de la campagne : *« Nous sommes restés sur le terrain des idées et des propositions. Mais la Coordination rurale a fait campagne contre les hommes. On nous a calomniés d'une manière indécente. Du jamais vu. »* La Coordination remarque que, entre 1989 et 1995, la FDSEA a chuté de 20 points, essentiellement à son profit. La FDSEA a pâti du front commun des trois concurrents et du « parti des mécontents ».

ENGAGEMENTS

Dans un milieu agricole très marqué, ces dernières années, par une virulente idéologie protestataire, *la FDSEA* – dont les dirigeants ne cachent pas leur engagement aux côtés de la droite classique –, hyperactive à l'époque du pouvoir socialiste, a laissé en jachère l'espace revendicatif. Ce changement a été manifeste, notamment à partir de l'élection à la présidence du conseil général d'Yves Rispat, apparenté RPR, ancien président du syndicat et président de la chambre d'agriculture. La Coordination rurale a, alors, occupé le terrain de la *« désespérance agricole »* sur les barrages routiers du printemps 1992, lors des occupations du Crédit agricole, début 1994, *ou de la direction départementale de l'agriculture*, en septembre 1994.

Par ricochet, on ne manquera pas de juger de l'influence de ce scrutin professionnel sur l'élection présidentielle. Car Yves Rispat, qui est aussi député et président du comité départemental de soutien à Edouard Balladur, s'est départi de sa légendaire prudence pour s'engager publiquement en faveur de la FDSEA. Or plus d'un paysan sur deux ne l'a pas entendu, préférant accorder son suffrage aux deux syndicats réputés à gauche et aux thèses de type villiériste défendues par la Coordination. Ce qui reste une surprise dans la mesure où le Gers avait boudé la liste de Philippe de Villiers lors des élections européennes. Le message de cette élection sera décrypté bien au-delà de la seule mouvance agricole.

Daniel Hourquebie

Le commandant en chef en Méditerranée dénonce l'insuffisance du budget de la marine

Le vice-amiral d'escadre Gérard Gazzano déplore le vieillissement des navires

Après le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean-Philippe Douin, qui a assuré que son budget allait le contraindre d'acheter des avions de transport américains faute de pouvoir financer la construction du successeur européen du Transall (*Le Monde* du 28 janvier), c'est le vice-amiral d'escadre commandant en chef en Méditerranée qui explique qu'il n'a pas les moyens d'assurer un entretien correct de ses navires.

LE VICE-AMIRAL d'escadre Gérard Gazzano, préfet maritime de Toulon et commandant en chef en Méditerranée, vient de jeter un pavé dans la mare. *« La part de la marine dans le budget de la défense est trop modeste pour assurer l'entretien de la flotte »*, affirme-t-il au quotidien *Var Matin*. Pour *compenser l'insuffisance des crédits*, ajoute-t-il en substance, la marine doit exiger de ses équipages *qu'ils se chargent de plus en* plus de l'entretien, à la mer et au port, de leurs propres navires, dès lors qu'il n'est plus autant assuré en arsenal.

Après des rapports parlementaires qui vont dans le même sens sur ce sujet, notamment celui du député UDF de la Manche, Yves Bonnet, l'amiral Gazzano dit tout haut ce que la quasi-totalité des officiers de marine au contact des équipages et, surtout, des officiers-mariniers (l'équivalent des sous-officiers *dans les autres* armées) préfèrent dire tout bas.

Depuis quatre ans, le budget de la marine décline au sein de l'ensemble des dépenses militaires de la France. En 1992, la part de la marine (fonctionnement et équipement) dans le budget de la défense (pensions exclues) était de 19,8 % et elle est tombée à 18,9 % pour 1995. Ce qui représente, en francs courants, un « manque à gagner » de l'ordre de 2 milliards de francs en quatre ans alors que *des dépenses comme celles qui* concernent la force océanique stratégique (FOST) – c'est-à-dire *les sous-marins* nucléaires lance-missiles – sont jugées incompressibles.

« UN SOUCI PERMANENT »

Une telle situation impose au haut commandement des choix et, en particulier, *« une nette ponction sur l'entretien régulier de la flotte, par exemple »*, comme le déplore M. Bonnet dans son rapport pour 1995. *« L'entretien des bâtiments*, reconnaît l'amiral Gazzano, *reste le souci permanent du commandement. » « Il faut être réaliste*, explique-t-il à *Var Matin*. *Les bateaux vieillissent. Les porte-avions ont plus de trente ans* (...) *Les frégates de la série du* Georges-Leygues *connaissent une suractivité qui contribue à leur vieillissement prématuré* (...) *La marine se voit confrontée à un sérieux problème. Il nous faut maintenir les bâtiments en condition opérationnelle sans compromettre le programme des constructions neuves »*.

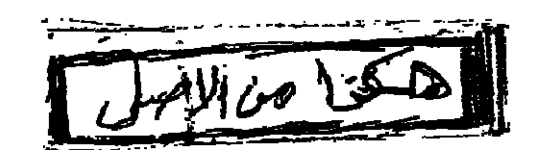
LES ÉQUIPAGES SURCHARGÉS

Des navires de surface français *séjournent couramment en mer* durant cent vingt à cent cinquante jours par an, alors que la norme est en moyenne de cent jours. Cette suractivité use les coques et leurs équipements, autant qu'elle épuise les personnels embarqués. Alors que les navires vieillissent et qu'ils nécessitent donc une *« maintenance »* plus fréquente, l'intervalle de temps entre les périodes d'entretien majeur en arsenal a sensiblement augmenté et certains travaux ont été différés.

M. Bonnet exprime, *dans son* rapport parlementaire, *« sa plus vive préoccupation »* et il demande instamment au gouvernement d'adapter les moyens budgétaires *« aux besoins légitimement exprimés par la marine »*. Pour sa part, l'amiral Gazzano va plus loin dans son entretien à *Var Matin* en attirant l'attention des responsables politiques sur l'extrême sollicitation professionnelle dont sont victimes les équipages obligés de prendre aussi à leur charge des travaux pouvant relever de l'arsenal.

« Nos équipages sont, plus que par le passé, associés aux tâches d'entretien, estime le commandant en chef en Méditerranée, *On leur demande toujours plus et nous en sommes parfaitement conscients. »* C'est une allusion directe au fait que les personnels embarqués sont soumis à des durées de travail hebdomadaire hors normes et qu'ils sont de plus en plus nombreux à s'en plaindre, notamment pour ce qui concerne le rythme des permissions, l'éloignement du marin par rapport à son domicile familial et la rotation des équipages à bord des bâtiments en mission à la mer.

Jacques Isnard



Les nouvelles vicissitudes du métier de maire

III. L'enjeu de la maîtrise des HLM

Nous avons évoqué la lassitude de nombreux maires à quelques mois des élections municipales (*Le Monde* du 1er février), *puis le recours au* contentieux administratif comme arme politique dans le débat local (*Le Monde* du 2 février). *Nous abordons*, dans le troisième et dernier volet de notre série, la façon dont les élus utilisent les offices d'HLM pour tenter de corriger les déséquilibres sociaux dans les quartiers difficiles.

HISTORIQUEMENT, la présidence des offices d'HLM a souvent été utilisée pour fixer dans une commune un électorat d'autant plus fidèle qu'il était redevable au maire de la jouissance d'un appartement au loyer modéré. Les mairies communistes, attaquées par la droite, notamment dans la couronne parisienne, étaient réputées pour agir ainsi sur la composition de listes électorales destinées à conforter leurs positions. Mais elles n'étaient pas les seules. Dans les Hauts-de-Seine, la conquête par la droite des villes du nord du département s'est traduite par le déplacement d'une partie des locataires de l'office public départemental vers les communes du sud. Ces flux de population organisés par l'office départemental – présidé depuis 1985 par le RPR Patrick Balkany – ont été critiqués, y compris au sein de la droite, par le maire d'Antony, Patrick Devedjian (RPR), qui a dénoncé la *« spécialisation »* sociologique, voire politique, des quartiers urbains, caractérisant la seconde partie du XXe siècle (*Le Monde* du 3 mai 1993).

Aujourd'hui, *« la présidence des offices d'HLM n'est plus un enjeu électoral au premier degré, mais au second degré, en ce sens que les maires souhaitent contrôler la composition sociologique, voire ethnique de leurs ensembles d'HLM »*, analyse Pierre Bédier, député (RPR) des Yvelines, président de l'office public interdépartemental Essonne-Val-d'Oise-Yvelines (Opievoy) depuis juillet 1994, et candidat du RPR à Mantes-la-Jolie, dont l'immense quartier du Val-Fourré est la *« plus grande ZUP de France »*. *« Je tenais à la présidence de l'office, car il est propriétaire de deux mille logements dans ma circonscription. Cela me permet de savoir ce qui s'y passe »*, explique-t-il.

De la même façon, la synergie qui existe entre les fonctions de maire et de président d'office d'HLM est soulignée par André Santini, maire (UDF-PSD) d'Issy-les-Moulineaux, qui, dès son élection en 1980 à la tête de cette commune des Hauts-de-Seine, a revendiqué la gestion des trois mille logements de l'office communal, sur les quelque cinq mille trois cents HLM de la ville. Il est allé encore plus loin en assumant aussi la présidence d'une société d'économie mixte de construction, juridiquement capable de conclure avec des particuliers l'acquisition de terrains et d'immeubles. *« Ce système me permet de conduire rapidement une politique globale, d'appliquer avec cohérence les choix sociaux et urbains »*, souligne M. Santini.

DÉGRADATION

Cette évolution de l'attitude des élus s'explique par la dégradation de nombreux quartiers de banlieue. Cette dégradation s'est amplifiée au début des années 90 sous l'effet de la crise économique (chômage, exclusion, délinquance...), a donné lieu parfois à de violents incidents : les maires ont alors mesuré les dangers, pour leurs finances communales comme pour leur popularité, de la constitution de ghettos urbains. La concentration de familles « lourdes » dans certaines cités a fait flamber leurs dépenses sociales, la forte proportion de population étrangère s'est parfois traduite par une montée du Front national.

En avril 1993, plusieurs députés ont soulevé la question du rôle des maires dans les attributions de logements HLM, lors du débat d'orientation sur la ville à l'Assemblée nationale : comment demander aux élus de mener une politique de la ville s'ils ne disposent que de 20 % des logements construits chez eux (le reste étant réservé pour 30 % à l'Etat), dans un contexte de très faible rotation des locataires ? Le ministre du logement, Hervé de Charette, a demandé au préfet des Yvelines, Claude Erignac, de réfléchir à un élargissement du pouvoir des maires en la matière. Un an et demi plus tard, soit fin 1994, sont nées les premières conférences communales du logement : réunissant les élus, le préfet et les organismes d'HLM, offices publics comme sociétés privées, elles sont facultatives et confèrent aux maires, qui les président, le pouvoir de négocier un meilleur partage des contingents communaux et préfectoraux en signant des chartes communales.

Jacques Massacré, maire (RPR) de Verneuil-sur-Seine (Yvelines), a été le premier à user de ce mécanisme en octobre 1994, *« dans un contexte de rapport de forces »* avec la société d'HLM Richelieu, à laquelle il réclame depuis cinq ans des travaux de réhabilitation dans une cité située en plein centre-ville. *« Le groupe Richelieu développe des comportements d'exclusion que je ne peux pas accepter en tant que maire »*, souligne-t-il, en accusant ce groupe de *« plus préserver ses propres intérêts que de faire du social »*, alors que la mairie, de son côté, a instauré une aide financière aux locataires en difficulté, pour leur éviter de se retrouver à la rue.

Pour sa part, André Santini a obtenu, en décembre 1994, l'attribution de vingt-huit logements, sur l'ensemble du parc social d'Issy-les-Moulineaux, aux familles les plus défavorisées, souvent exclues, en raison de leur insolvabilité, par les organismes d'HLM soucieux d'équilibrer leurs comptes.

« OCCUPATION ABUSIVE »

A Saint-Germain-en-Laye, où le maire Michel Péricard (RPR) dispose déjà d'un pouvoir d'attribution de 41 % du parc locatif social, la première conférence communale s'est tenue le 27 janvier. Elle a mis en lumière des phénomènes d'*« occupation abusive »* du parc social, tels que le maintien dans les lieux de locataires dont les revenus dépassent de beaucoup les plafonds d'accès au logement social, la sous-occupation des grands appartements par certaines familles dont les enfants ont pris leur autonomie au détriment de familles nombreuses en attente, voire l'utilisation par certains de leur HLM... *comme résidence secondaire*.

Certains élus – dont le député RPR des Yvelines et maire de Maisons-Laffitte, Jacques Myard s'est fait le porte-parole – vont jusqu'à réclamer un droit de veto sur les choix des autres *« réservataires »* de logements HLM, parmi lesquels le préfet qui hérite souvent des cas les plus difficiles (sans-logis, étrangers...).

L'idée n'a pas été retenue : elle est jugée porteuse d'un risque d'exclusion systématique des étrangers, bien que M. Myard se soit montré outré qu'on puisse soupçonner les élus locaux de telles intentions. Plusieurs de ses collègues ont pourtant admis que ce risque était d'autant plus réel que de nombreux maires aimeraient être en mesure de contourner la législation française, qui prohibe la notion de quotas fondés sur la nationalité des locataires. *« Il ne faut pas se voiler la face. Un des enjeux des pouvoirs du maire sur le logement social est, dans certaines villes, de rééquilibrer le rapport entre étrangers et nationaux »*, reconnaît Pierre Bédier, qui s'attend à une lutte difficile avec le Front national au mois de juin à Mantes.

Pascale Sauvage

La loi sur l'aménagement du territoire sera complétée par une soixantaine de textes

La péréquation consacrée

APRÈS LA BÉNÉDICTION du Conseil constitutionnel (*Le Monde du 29-30 janvier*), la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire est sur le point d'être promulguée. La délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) s'enorgueillit d'un texte à l'élaboration duquel elle a contribué de bout en bout, et qui constitue le premier grand cadre législatif dans ce domaine. Même si, avec ses 88 articles (il en comptait une trentaine à l'origine), modifiant plusieurs lois antérieures, touchant aussi bien au code général des impôts qu'à celui des communes, de l'urbanisme et de la sécurité sociale, l'ensemble suscite un sentiment de dispersion.

La Datar s'apprête d'ailleurs à diffuser une plaquette expliquant ce que son délégué, Pierre-Henri Paillet, considère comme une *« grande loi »*, injustement dédaignée. Selon lui, les très nombreux amendements des parlementaires, en particulier des sénateurs, ont permis de réintroduire quelques-unes des dispositions contenues dans le document d'étape d'avril 1994, unanimement reconnu comme plus audacieux que le projet de loi.

« L'ÉGALITÉ DES CHANCES »

Au bout du compte, ce texte, qui *« tend à réduire les écarts de ressources entre les collectivités territoriales »*, organise d'abord des structures, notamment un conseil national, présidé par le premier ministre, et des conférences régionales d'aménagement. Au chapitre des actions, la loi devait, dans un premier temps, être assortie d'un schéma national fixant les orientations fondamentales en matière d'aménagement, d'environnement et de développement. Ce schéma devra finalement être présenté au Parlement d'ici un an au plus tard. Il en va de même des schémas thématiques, qui devront être préparés dans les dix-huit mois, régissant le secteur universitaire (un des points de friction entre le Sénat et l'Assemblée nationale), celui de la recherche scientifique, des infrastructures des transports terrestres et aériens, etc. Au total, la Datar estime qu'elle aura à concevoir une soixantaine de textes complémentaires, décrets, directives diverses. Les premiers devraient être publiés dès la semaine prochaine.

Avec sa loi d'orientation, le gouvernement ne se dote peut-être pas des moyens financiers de répondre à ses ambitions : *« Assurer, à chaque citoyen, l'égalité des chances sur l'ensemble du territoire. »* Il peut au moins commencer à agir. Plusieurs fonds existants sont regroupés, d'autres créés. Une série d'allégements de charges est prévue dans les zones défavorisées, au point de transformer les plus fragiles *« quasiment en zones franches »*, selon M. Paillet.

Toujours d'après lui, l'institution de *« pays »* est l'*« une des innovations majeures de la loi »*. Il s'agit en tout cas de l'une des rares dispositions qui bousculent sensiblement les collectivités locales, puisque cette nouvelle entité ne respectera pas forcément les limites territoriales actuelles. L'actualité des « affaires » a aussi inspiré les législateurs : désormais, les demandes de sursis à exécution présentées par les préfets en matière d'urbanisme, de marchés ou de délégations de service public, auront un effet suspensif immédiat d'une durée d'un mois.

La fameuse *« clarification des compétences »* entre les trois échelons des collectivités locales est encore ajournée. La loi prévoyait une avancée en permettant à certaines d'entre elles de jouer ponctuellement le *« rôle de chef de file »*, mais cette astuce n'a pas été acceptée par le Conseil constitutionnel.

Il reste que si la péréquation est officiellement posée comme un principe essentiel de l'aménagement du territoire, elle est loin d'aller jusqu'au bout de sa logique de partage inégal des ressources en fonction de la richesse des territoires. Le vaste chantier d'une véritable réforme fiscale demeure entier. Et d'aucuns regretteront que l'idée de moduler l'impôt sur le revenu en fonction du lieu d'habitation ait été abandonnée.

Martine Valo

COMMENTAIRE

CONTRAT REMPLI

La politique d'aménagement du territoire s'était construite jusqu'à maintenant à coups de textes réglementaires et de dispositions financières éparses. La voilà consacrée par une solide loi-cadre de référence, à laquelle le juge suprême de la constitutionnalité n'a presque rien trouvé à redire. On pourra donc s'appuyer désormais sur un socle juridique inébranlable pour traiter de façon inégale la région de Longwy et celle de Nice, et le « citoyen contribuable » ne sera pas sollicité de même manière selon qu'il vit à Valenciennes ou à Puteaux. Pour reprendre la célèbre formule de l'ancien ministre socialiste de l'aménagement et des reconversions industrielles Jacques Chérèque, *« à des inégalités de situations locales, il faut pouvoir répondre par des inégalités d'avantages afin de rétablir l'égalité des chances »*.

Charles Pasqua et son fidèle ministre délégué Daniel Hoeffel, auront réussi leur pari, rempli le contrat établi le 12 juillet 1993 à Mende, tenu les délais. Et même si le texte définitif est en retrait par rapport aux espoirs de beaucoup, même s'il doit s'accompagner de textes ultérieurs pour que les principes énoncés reçoivent une application concrète, il a le mérite d'exister et de sécuriser, juridiquement, les notions-clés de péréquation et de dérogation.

C'est le moment de rendre l'hommage qu'ils méritent à deux hommes de l'ombre qui, aux côtés de M. Paillet ont préparé, cousu, refait, réécrit la loi, Pierre-René Lemas et Marc Gastambide. Ce sont eux aussi les auteurs anonymes de ce qui restera, par comparaison avec la loi Defferre de mars 1982 sur la décentralisation – et même si elle est de portée moindre –, la « loi Balladur-Pasqua-Hoeffel » de janvier 1995.

François Grosrichard

M. Fourcade nourrit la polémique entre l'Etat et les élus locaux

DES TROIS SUJETS principaux dont devait se saisir le comité des finances locales, réuni à Paris, mercredi 1er février, sous la présidence de Jean-Pierre Fourcade, sénateur (RI) des Hauts-de-Seine, l'un était très attendu depuis que le gouvernement avait promis de faire connaître sa position sur la délicate question de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (Cnracl). Le directeur général des collectivités locales, Michel Thenault, a proposé la création d'un groupe de travail sur l'ensemble des problèmes soulevés par les transferts entre régimes de retraite, assortie de l'annonce d'une baisse du taux de la « surcompensation » (qui pallie les déficits chroniques de certains régimes), mais qui n'interviendrait qu'à partir de 1996 (*Le Monde* du 2 février).

Ces avancées ont été jugées nettement insuffisantes par les élus locaux membres du comité, qui, à l'unanimité, ont demandé au gouvernement de suspendre l'application du décret litigieux et d'envisager l'abaissement du taux de *« surcompensation »* dès 1995. Ils ont aussi créé leur propre groupe de travail, qui devrait remettre ses conclusions le 2 mars.

M. Fourcade a insisté sur les *« désordres administratifs et comptables »* que ne manquerait pas de provoquer, selon lui, le maintien de la décision gouvernementale – tous les hôpitaux ont déjà voté leur budget. Quant à faire poursuivre par les préfets devant les chambres régionales des comptes toutes les communes qui refuseraient d'inscrire cette nouvelle dépense, M. Fourcade ne pense pas que le gouvernement serait prêt à en prendre le risque. Le bras de fer continue donc...

A propos du partage de la dotation globale de fonctionnement (DGF), les choses se sont mieux passées. Le comité a approuvé la répartition proposée, en émettant néanmoins le voeu que soit rajoutée aux 6,6 milliards de francs affectés à la dotation d'aménagement, une avance de 150 millions, de façon à augmenter les parts destinées aux groupements de communes, à la dotation de solidarité urbaine (DSU) et à la dotation de solidarité rurale (DSR). Le comité a enfin approuvé le projet de décret portant répartition de la dotation globale d'équipement des communes.

J.-P. De.

oi sur l'aménagement
rritoire sera complétée
e soixantaine de textes

La péréquation consacrée

COMMENTAIRE

CONTRAT ...

...nique
...caux

ALGÉRIE-FRANCE La politique restrictive de délivrance des visas aux ressortissants des pays du Maghreb est renforcée depuis la montée de la violence en Algérie. Alors que la France avait délivré 800 000 visas à des Algériens en 1989, ce nombre est tombé à 100 000 en 1994. Cette chute spectaculaire reflète la diminution du volume de la demande (300 000 en 1994 contre 500 000 deux ans plus tôt) mais aussi la volonté française de prévenir l'immigration illégale. ● LES ATTENTATS ont contraint la France à rapatrier à Nantes le service de délivrance des visas. Cependant, un système de passe-droit réservé à la nomenklatura algérienne fonctionne avec l'aval passif de la France. ● A MARSEILLE, vingt-trois passagers du vol Alger-Varsovie ont profité, lundi 30 janvier, d'une escale technique imprévue pour entrer clandestinement sur le territoire français.

Le nombre de visas accordés à des Algériens ne cesse de diminuer

La montée de la violence et le souci des autorités françaises de prévenir l'immigration illégale freinent les échanges entre les deux pays

NANTES
de notre envoyé spécial

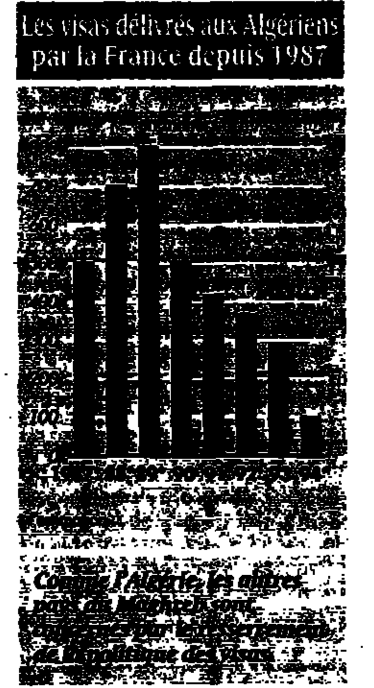
Un élégant bâtiment gris d'acier et de verre posé anonymement en bordure d'une cité HLM de la périphérie nantaise. C'est par cette discrète annexe du ministère des affaires étrangères que passent désormais tous les chemins de la France, pour des centaines de milliers d'Algériens candidats au voyage, qu'il s'agisse de visiter des proches, de voyager pour affaires ou de sauver sa peau.

Chaque matin, un chargement de casiers postaux en plastique brun déferle sur le Bureau des visas Algérie (BVA). Quotidiennement, entre 1 000 et 1 500 enveloppes de mauvais papier postées en Algérie en sont extraites. La plupart des demandes recevront une réponse dans la journée. Négative dans quatre cas sur cinq.

Le BVA de Nantes est une étrangeté administrative, directement née des violences antifrançaises en Algérie. Il a été ouvert, le 6 octobre dernier, deux mois après l'assassinat de trois gendarmes et de deux agents de l'ambassade de France à Alger. Cet attentat, venant après d'autres visant les agents consulaires, avait conduit la France, à la fin août, à fermer au public ses trois consulats d'Alger, Oran et Annaba.

Pendant plusieurs semaines, le temps de reconstituer une équipe dans les locaux de la sous-direction du ministère des affaires étrangères chargée de l'octroi des visas, récemment délocalisée à Nantes, *les demandes de visa avaient cessé d'être traitées, sauf pour quelques* Algériens « recommandés ».

Les soixante-cinq agents de cette administration *« sensible »* vivent protégés par des cartes d'accès magnétiques et un strict anonymat, y compris au téléphone. Les lettres expédiées vers l'Algérie sont généralement revêtues d'un simple paraphe sans signature nominative. La proximité des événements algériens se lit aussi dans la présence, au milieu d'un hall, de gros sacs postaux scellés contenant les archives des trois consulats, rapatriées pour les besoins du service. Noyé sous les appels téléphoniques d'Algériens inquiets du traitement réservé à leur demande, le BVA ne répond pas et dirige systématiquement les appels vers un répondeur automatique agaçant.



Comme l'Algérie, les autres pays du Maghreb sont ... de la politique des visas

L'unique fonctionnaire chargé de l'accueil téléphonique passe parfois une demi-heure avec des correspondants surexcités qui pleurent, implorent ou menacent. *« Ils parlent de grèves de la faim, de pétitions, de lettres au président de la République ou au* Monde, remarque l'intéressé, un fonctionnaire consulaire rapatrié d'Algérie cet été. *Mais il m'est évidemment impossible de préciser l'état d'un dossier à un interlocuteur téléphonique dont l'identité n'est jamais certaine, et dont la ligne peut être écoutée. »*

D'autres agents sont exclusivement affectés à la rédaction des réponses à la centaine de lettres d'intervention de personnalités et d'élus de tous bords qui pleut, chaque jour, sur Nantes.

Créé dans la précipitation, le bureau semble avoir trouvé son régime de croisière. Juste avant le ramadan, période traditionnellement creuse, 1 200 demandes quotidiennes étaient enregistrées en moyenne alors qu'en octobre dernier 3 000 dossiers étaient ouverts chaque jour.

La concentration du traitement des visas à Nantes révèle l'intense besoin d'échanges franco-algériens et les drames provoqués par les restrictions qui y sont apportées. *« Les Algériens hésitent de plus en plus à se déplacer par manque de moyens financiers et pour des raisons de sécurité,* commente la responsable du BVA. *Ils savent qu'ils devront se rendre à Alger ou Annaba pour retirer leur visa et ne tiennent pas à trop montrer des liens avec l'étranger qui risquent de les marquer. »*

Introduits en octobre 1986, les visas sont devenus un instrument essentiel dans la lutte contre l'immigration illégale. Préalable à toute délivrance de visa, le contrôle des motifs du voyage, des ressources et de la profession vise explicitement à prévenir ce qu'à Nantes on appelle *« le risque migratoire »*.

Plus discrète et donc plus sûre que les files d'attente devant les consulats, la nouvelle procédure de délivrance des visas par correspondance suppose néanmoins deux contacts entre l'administration française et le demandeur algérien : la distribution des formulaires de demande et le retrait de leur visa par les heureux élus. Depuis la fermeture des consulats, 500 000 formulaires photocopiables ont été diffusés en Algérie dans les agences d'Air France et de la SNCM. D'autres exemplaires ont été distribués dans les *wilayas* (préfectures), les services sociaux et les universités algériennes : *« Un coup d'épée dans l'eau »*, reconnaît-on, allusion aux obstacles au départ mis par les autorités algériennes, sauf pour des membres de la nomenklatura (*lire ci-dessous*).

« Nous sommes obligés de nous tenir à une procédure carrée où l'élément humain ne peut intervenir [...] La distance a rendu impossible l'évaluation directe »

Conséquence de cette situation, une pénurie de formulaires est apparue, alimentant un marché noir de ces documents. Pour tenter d'y répondre, d'autres exemplaires de demandes de visa ont été mis à disposition des familles à Paris et Marseille. Un doute existe sur l'acheminement, par la poste algérienne, du courrier ostensiblement destiné au service des visas de Nantes. Mais les responsables français remarquent que 98 % des personnes convoquées pour retirer un visa se rendent effectivement dans les consulats, ce qui indique une bonne qualité des transmissions postales. Les précautions se sont multipliées : le courrier de Nantes est expédié dans les enveloppes fournies et rédigées de la main des demandeurs, sans aucune mention administrative.

Reste la phase essentielle de l'instruction des demandes. *« Nous traitons un problème quasi industriel* et *travaillons à flux tendu*, expliquent les responsables. *Il est demandé aux Français de ne pas se rendre en Algérie mais les Algériens doivent pouvoir les visiter en France. Il s'agit de satisfaire, malgré les violences, les besoins essentiels de circulation. »*

La majorité des dossiers est refusée pour manque de pièces justificatives. Ainsi, les étudiants doivent disposer d'un compte en France crédité d'au moins 25 000 F. Que fasse défaut l'une seulement des nombreuses pièces requises, que le titulaire du compte bancaire ne corresponde pas au demandeur du visa, que le rendez-vous d'affaire soit attesté par une lettre ancienne, et le visa sera refusé. L'intéressé recevra une lettre type qui ne lui précisera même pas quel document ou renseignement manque. A lui de comprendre. Mission quasi impossible à distance. D'ailleurs, son dossier jugé incomplet aura été détruit.

« Auparavant, les gens pouvaient revenir avec les papiers demandés. Aujourd'hui, il faut un dossier impeccable. Autrement, c'est non, confirme un haut fonctionnaire. *Nous sommes obligés de nous tenir à une procédure carrée où l'élément humain ne peut intervenir. Sur place, nous prenions en compte le fait qu'une personne était* "favorablement connue localement". *La distance a rendu impossible l'évaluation directe. »*

Passé l'écrémage sur la forme, qui écarte la majorité des demandes, vient l'examen au fond. On fait alors appel aux archives pour connaître les antécédents frauduleux et surtout *« apprécier le risque migratoire »*. Le critère des ressources en France se révèle alors déterminant. Un étudiant accueilli par un laboratoire du CNRS, un client d'une entreprise française pourront se voir attribuer un visa d'un mois. Quant aux *« clients haut de gamme »*, ils auront droit à un visa d'un an permettant des allers-retours. Les refus, eux, ne sont jamais motivés. C'est la règle en matière de visa.

Au total, l'instruction du dossier à Nantes aura duré entre vingt et trente minutes. Sauf panne de courant à Alger, il suffira ensuite de trois minutes aux imprimantes des consulats pour fabriquer l'étiquette du visa, dont les références auront été transmises par voie informatique. Un *« miracle administratif »*, estime-t-on à Nantes où les agents consulaires, traumatisés par l'assassinat de trois d'entre eux en Algérie, connaissent le prix de la continuité du service public.

Les demandes faisant état de menaces vitales sont systématiquement traitées par le diplomate qui dirige le BVA. *« Dans la case marquée* "autre motif de votre séjour", *ils écrivent :* "Je demande l'asile" *ou* "je suis menacé", "mon existence est invivable dans la situation actuelle". *Parfois ils joignent une lettre précisant qu'ils ont reçu des menaces de mort, comme un morceau de drap représentant un suaire ou un poignard dessiné sur un papier. »* Ce type de courrier explicite reste cependant exceptionnel : moins d'une dizaine de lettres sur 6 000 par semaine.

A la sortie du processus, 250 visas sont quotidiennement octroyés à Nantes, en complément des quelque 200 encore accordés par une *« procédure locale »*, en Algérie. On est loin des 2 800 visas délivrés chaque jour, en temps de paix, par 200 agents consulaires français basés en Algérie.

L'étau risque encore de se resserrer, avec l'exigence, depuis janvier, de certificats d'hébergement et l'instauration de visas de long séjour qui ne seront délivrés qu'après consultation du ministre de l'intérieur (*le Monde* du 24 décembre 1994). Ces deux obstacles supplémentaires imposés à un moment critique de la situation algérienne vont accroître la confusion puisque les anciens formulaires ne seront plus utilisables à partir du mois de mars, et qu'un visa de tourisme ne permettra plus de solliciter l'asile territorial en France. L'itinéraire des Algériens qui fuient les persécutions et aspirent à venir reprendre leur souffle au-delà de la Méditerranée, ressemblera, un peu plus encore, au parcours du combattant.

Philippe Bernard

« Je risque d'être coincé ! »

« Cher ami. Suite aux décisions prises par les autorités françaises, les consulats de France en Algérie sont quasiment fermés et l'octroi de visas suspendu. La procédure qui prévalait auparavant de délivrance, avec célérité, d'un visa aux universitaires est également suspendue (...). Je ne peux miser sur l'éventualité d'un assouplissement ultérieur, surtout que mon billet d'avion est pour le 18 septembre (...). Je risque donc d'être coincé ! » **L'auteur de cette lettre, Abderrahmane Fardeheb, professeur à l'Institut des sciences économiques d'Oran, n'imaginait pas à quel point ces lignes, rédigées le 29 août 1994, étaient prémonitoires !**

Invité par la faculté des sciences économiques de Grenoble à venir enseigner à partir du 1er octobre 1994, l'universitaire algérien avait fait une première demande de visa, auprès du consulat de France à Oran, à la fin du mois d'août. N'obtenant pas de réponse, il réitérait sa demande au début du mois de septembre. Sans plus de succès, les consulats étant *« quasiment fermés »* et le système nantais pas encore mis sur pied. Il était devenu impossible, à moins d'un fort « piston », d'obtenir un visa. Cette situation allait durer près de deux mois. Abderrahmane Fardeheb n'aura pas eu le temps d'attendre. Le 26 septembre au matin, alors qu'il sortait de chez lui, il a été abattu d'une balle dans la tête.

Les « évadés » du vol Alger-Varsovie

MARSEILLE
de notre correspondant

Vingt-trois passagers du vol Alger-Varsovie ont profité, lundi 30 janvier, d'une escale technique imprévue sur l'aéroport de Marseille-Provence pour entrer clandestinement sur le territoire français.

Le commandant du Boeing 737 d'Air Algérie qui avait décollé peu avant 9 heures de l'aéroport Houari-Boumédiène à destination de la capitale polonaise, a constaté en vol la défaillance technique du système « horizon artificiel » de son appareil. Il sollicitait aussitôt de la tour de contrôle de l'aéroport marseillais « le plus proche » l'autorisation d'atterrir.

ÉTUDIANTS ET COMMERÇANTS

Durant l'intervention technique, les soixante-dix passagers et membres d'équipage étaient dirigés vers une salle de transit dans la zone internationale de l'aéroport. Au moment d'embarquer, vers midi, vingt-trois personnes manquaient à l'appel. Les « fugitifs » – des étudiants mais aussi des commerçants – ont, semble-t-il, profité de l'absence de surveillance des issues de la salle de transit pour disparaître, abandonnant leurs bagages dans les soutes de l'avion.

La compagnie algérienne affirme avoir averti la police de l'air et des frontières (PAF) de cette escale technique. L'identité des vingt-trois ressortissants algériens a été diffusée par la PAF, qui a été chargée d'une enquête. A l'aéroport de Marignane, où avaient été libérés, le 26 décembre 1994, les otages d'un Airbus d'Air France détourné par des terroristes algériens, les mesures de sécurité avaient pourtant été renforcées...

Luc Leroux

Les passe-droits de la « nomenklatura »

JUSQU'À L'ÉTÉ DERNIER, le système de la *« valise à visas »* fonctionnait à plein régime. Ce sésame pour la France, mis à la disposition des autorités algériennes, aux termes d'un accord discrètement conclu avec Paris, permettait à la plupart des fonctionnaires, employés dans les ministères, ainsi qu'aux cadres des sociétés d'Etat, ou travaillant dans une grosse compagnie française, d'obtenir le précieux visa. Ce système de passe-droit, fonctionnant avec l'aval de la France, offrait à ses bénéficiaires – multiples et variés – l'assurance d'un départ rapide, loin des contrôles tatillons des services consulaires.

« D'habitude, je venais en France une ou deux fois par an », confirme un cadre algérois. *« Nous avions de très bons contacts avec l'ambassade. N'importe quel employé, pourvu qu'il soit bien vu des chefs, pouvait obtenir son visa, grâce à la « valise ». Pour les cadres, c'était encore plus facile. On avait droit à une vingtaine de visas par mois : il suffisait de donner son passeport et, en quarante-huit heures, c'était fait »*, raconte-t-il. L'attentat contre la cité d'Aïn Allah, le 3 août 1994, allait mettre un terme à ces pratiques. La mort de deux gendarmes et de trois agents consulaires français, tués lors de cette opération commando revendiquée par le Groupe islamique armé (GIA), révélait l'ampleur du désastre algérien... et la vulnérabilité de la France. Moins de trois semaines plus tard, le 22 août, les trois consulats de France en Algérie fermaient leurs portes.

MARCHÉ NOIR

Désormais, les demandeurs de visas devraient écrire à Nantes et attendre la réponse, par retour du courrier. *« Même pour avoir le papier à remplir, il faut être pistonné ! »*, murmure-t-on à Alger : le formulaire de demande de visa, théoriquement disponible pour tous, est devenu une denrée rare, à tel point que nombre d'Algériens sont contraints de l'acheter au marché noir ou de se le faire poster de France.

Qu'en est-il de la fameuse *« valise à visas »* ? Elle s'est réduite comme peau de chagrin. A moins d'avoir, par soi-même ou par des proches, un *« bon contact »* à l'ambassade, le temps des « coups de tampon faciles » est révolu. En témoigne ce télex interne du ministère de l'enseignement supérieur, en date du 20 novembre 1994, annonçant que la *« valise-visas »* est *« suspendue »*.

Suspendue, mais pas pour tout le monde : tandis qu'*« enseignants et chercheurs, devant se déplacer en France, dans le cadre de stages, séjours scientifiques, congrès et autres manifestations scientifiques »*, sont priés de s'adresser à Nantes, la mallette *« demeure cependant fonctionnelle »* pour le haut du panier. Seuls, les *« chefs d'établissement et autres responsables universitaires et de recherche »* peuvent y avoir accès, *« dans le cadre des missions officielles »*, précise le télex. Charité bien ordonnée...

Catherine Simon

Benetton condamné pour publicité « provocante »

LE TRIBUNAL DE PARIS a condamné, mercredi 1er février, la société italienne Benetton et la société suisse United Colors of Benetton Communications en raison d'une publicité diffusée à l'automne 1993 qui montrait un bras tatoué portant l'inscription *« HIV positive »*. Présidé par Mme Françoise Ramoff, le tribunal a interdit à Benetton de reprendre cette campagne sous astreinte de 50 000 francs par infraction et condamné la société à verser 50 000 francs de dommages et intérêts aux trois séropositifs qui avaient porté plainte et un franc symbolique à l'association AIDES. Benetton devra faire publier à ses frais ce jugement dans *Le Monde*, *La Croix* et *Libération*.

Selon le tribunal, *« le virus HIV demeure une affection effrayante et (...) susceptible de provoquer (...) des manifestations d'exclusion ou de rejet, voire d'hostilité »*. Les juges estiment que ce message *« laisse la place à des associations d'idées nuisibles aux personnes dont la souffrance se révèle exploitée d'une façon provocante »*. Benetton a annoncé son intention de faire appel.

AFFAIRES

■ **GRENOBLE : le président du tribunal de Grenoble a nommé un second juge d'instruction dans le dossier de Guy Névache,** l'adjoint au maire de Grenoble mis en examen et écroué pour corruption. Le doyen des juges d'instruction, Christian Blaes, sera désormais assisté par Catherine Parola. Introduite dans le code de procédure pénale lors de la réforme du 4 janvier 1993, cette mesure, qui peut intervenir dans les dossiers *« graves ou complexes »*, devrait permettre *« d'éviter d'éventuelles manipulations »*, a affirmé une source judiciaire en faisant référence à l'affaire Halphen. Guy Névache a été mis en examen le 22 décembre 1994 pour *« complicité d'abus de bien sociaux et corruption passive »*, et écroué à la maison d'arrêt de Varces. – *(corresp.)*

■ **SCHULLER-MARÉCHAL : Pierre Méhaignerie a estimé que le Syndicat de la magistrature avait porté des accusations *« graves »* et *« gratuites »*** en s'interrogeant sur le rôle du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, et du directeur central de la police judiciaire, Jacques Franquet, dans l'affaire Schuller-Maréchal. *« Je crois que le syndicat est en procès à la suite de l'affaire des otages de Neuilly*, a noté M. Méhaignerie, mercredi 1er février sur RTL. *Je crois donc qu'il faut relativiser. »* Le garde des sceaux a estimé que l'avis du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) sur le juge Eric Halphen – gendre du docteur Maréchal – était *« nuancé »*. *« Désormais,* a-t-il ajouté, *il appartient aux autorités judiciaires de décider de la meilleure solution, étant entendu qu'il y a une chose sûre, c'est qu'il n'y a pas de dessaisissement global possible pour le juge Halphen »*.

■ **TOULON : *dans un pré-rapport,* la chambre régionale des comptes s'étonne** de l'utilisation d'une subvention attribuée par le conseil général du Var à l'association Toulon Var Technologie (TVT), présidée par le député et conseiller régional UDF Daniel Colin. En 1992, le conseil général avait versé 6,54 millions de francs à TVT afin de créer un bâtiment de services communs à la maison des technologies de Toulon. Au lieu de construire ce bâtiment, TVT avait placé cette somme en Sicav. Selon le directeur de TVT, ce placement, qui a rapporté 700 000 F, *« a permis de consolider le budget de fonction et d'investissement de la maison des technologies »*. L'avocat du président du conseil général – celui-ci était alors Maurice Arreckx – estime, pour sa part, qu'une *« association sans but lucratif ne peut légalement faire ce type de profit »*.

DÉPÊCHES

■ **ETA : Odile Hiriart, condamnée pour complicité avec ETA après la découverte d'une cache d'armes, en 1989, à Anglet** (Pyrénées-Atlantiques), avait bénéficié d'une libération après plus de trois ans et demi de détention. Elle avait retrouvé du travail et donné le jour à deux jumeaux, mais le tribunal correctionnel de Paris a ordonné au parquet de Bayonne de procéder à sa réincarcération le 21 novembre 1994 car, selon ses calculs, il restait un reliquat de trois mois de prison à purger. Odile Hiriart comptait sur la clémence de la justice, et celle-ci paraissait acquise puisque aucune interpellation n'avait immédiatement suivi. La jeune femme a été convoquée lundi 31 janvier par la gendarmerie et elle a été écrouée, cette fois-ci avec ses deux bébés à la prison de Gradignan (Gironde). Ils risquent d'y rester au moins deux mois en fonction de l'appréciation de la commission d'application des peines. – *(corresp.)*

■ **VIOLENCES : le maire d'Hautmont (Nord), Joël Wilmotte, a été mis en examen,** mercredi 1er février, pour *« violences ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à huit jours »*. Partisan de Philippe de Villiers, M. Wilmotte, qui s'était déjà signalé en interdisant aux immigrés de sa commune de se réunir par groupes trop importants, est accusé d'avoir molesté une syndicaliste CGT en mai 1993 durant une réunion. En 1991, il avait pris un arrêté restreignant la scolarité des enfants d'origine étrangère et, l'année suivante, il avait organisé un référendum contre l'immigration, que le tribunal administratif de Lille avait par la suite annulé.

■ **EXTRÊME DROITE : le gérant de la librairie Ogmios entre 1990 et 1992, *Jean-Dominique Larrieu, a été condamné pour* banqueroute**, mardi 31 janvier. Le tribunal correctionnel de Paris a prononcé une peine d'un an d'emprisonnement avec sursis. Cette librairie spécialisée dans les ouvrages d'extrême droite avait été déclarée en cessation de paiements en mars 1992. Les juges ont constaté l'absence de comptabilité, de déclaration au fisc et à l'URSSAF. Ils ont interdit à M. Larrieu de gérer une entreprise pendant quinze ans.

■ **FÈS : un comité de soutien aux deux jeunes Français condamnés à mort à Fès (Maroc) a été créé par Africa,** une association laïque basée à la cité des « 4 000 » à La Courneuve (Seine-St-Denis), où vivaient Stéphane Aït-Iddir et Redouane Hamadi (*Le Monde* du 27 janvier). Africa va demander à Hassan II la grâce des deux jeunes gens, et adresser à François Mitterrand une lettre lui demandant d'intercéder en leur faveur auprès du roi du Maroc. Les deux jeunes gens avaient participé, le 2 août 1994, à une fusillade dans un hôtel de Marrakech, au cours de laquelle deux touristes espagnols avaient été tués.

Une militante du MRAP poursuivie pour « dénonciation calomnieuse »

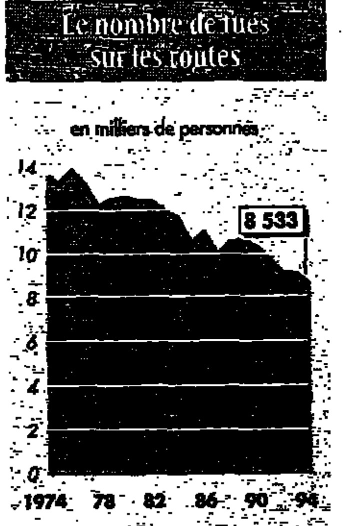
LA PRÉSIDENTE du comité d'Aubenas du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Nadia Kurys, a comparu mercredi 1er février devant le tribunal correctionnel de Privas (Ardèche) pour une *« dénonciation calomnieuse »* inattendue. Au mois de janvier 1994, M. Ben Brahim, qui avait été admis à l'hôpital de la ville dans un état grave à la suite d'une bagarre, avait dû attendre plusieurs jours, et l'appui d'un directeur d'école et d'une militante du MRAP, pour que sa plainte soit enregistrée. Dans une lettre au procureur de Privas, Nadia Kurys, qui avait dénoncé ces *« lenteurs administratives »*, espérait que *« l'attitude inconcevable de la police »* n'était pas liée à *« l'origine maghrébine de la victime »*. Le directeur départemental de la sécurité publique s'était alors constitué partie civile. Lors de l'audience, le procureur de Privas, qui a dénoncé la *« légèreté »* de la prévenue et la *« malfaisance »* de sa dénonciation, a demandé une condamnation symbolique sous la forme d'une amende avec sursis. Jugement le 1er mars. – *(corresp.)*

Le nombre de tués sur les routes a baissé de plus de 500 en 1994

La France reste encore loin des pays européens les plus sûrs

En 1994, moins de 9 000 personnes ont trouvé la mort sur les routes, soit une baisse de 5,7 %, a annoncé la Sécurité routière. Toutefois, la France reste encore très loin des pays les plus sûrs. Une enquête menée auprès de seize mille conducteurs dans quinze pays européens indique que la perception du risque routier, en particulier chez les Français, est souvent biaisée. Il est considéré comme un risque parmi d'autres.

LE BILAN de la Sécurité routière pour 1994, publié jeudi 2 février, fait état, pour la sixième année consécutive, d'une baisse du nombre de morts. L'an passé, 8 533 personnes ont été tuées sur les routes contre 9 052 en 1993, soit une baisse de 519 (5,7 %) du nombre de décès. Le recul atteint 4,3 % pour le nombre de blessés (132 726) et 3,5 % pour les accidents corporels (132 726). Depuis 1972, le trafic automobile a été multiplié par deux, mais le nombre des tués a été divisé par deux.



En vingt ans, le nombre de tués a presque baissé de moitié alors que le trafic a doublé.

Ces résultats – *« les moins élevés depuis trente-huit ans »* – ne doivent pourtant pas masquer que *« le niveau de l'insécurité routière en France reste encore éloigné de celui des meilleurs pays européens »*, souligne la Sécurité routière, qui observe que *« les derniers mois ont été marqués par une relative dégradation des résultats statistiques d'accidents et de victimes »*. Ainsi, le nombre de tués par million de véhicules automobiles était, en 1993, de 365 en France contre 224 en Allemagne, 198 en Italie, 190 aux Pays-Bas et 135 en Grande-Bretagne.

ÇA N'ARRIVE QU'AUX AUTRES

En réalité, les automobilistes européens souffrent, même si c'est à des degrés divers, de la même illusion d'optique : ils se disent conscients du risque routier mais continuent de ne pas se considérer personnellement concernés par les accidents de la circulation. Première étude réalisée sur ce sujet, l'enquête SARTRE *(Social attitudes to road traffic risk in Europe)*, menée en 1991 et 1992 auprès de 16 000 conducteurs à travers quinze pays, est, à cet égard, édifiante. Elle montre que si 43 % des automobilistes se disent concernés par les accidents de la route, ils se sentent tout autant menacés (44 %) par la pollution ou la criminalité. Deux risques que l'on ne saurait négliger mais qui, statistiquement, provoquent moins de morts que les drames de la circulation. De même, si 24 % des automobilistes redoutent d'être eux-mêmes victimes d'un accident, 36 % seulement considèrent que conduire une voiture est une activité dangereuse. En définitive, *« le risque automobile est perçu comme un risque moyen, un phénomène social général qui n'affecte pas nécessairement la vie personnelle »*, commentent les auteurs de l'étude conduite, en France, par l'INRETS (Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité).

CONTRE UNE SÉVÉRITÉ ACCRUE

La sensibilité à l'égard des problèmes de sécurité semble particulièrement marquée dans les pays où les accidents sont les plus fréquents (Portugal, Espagne) et, dans une moindre mesure, en France et dans la partie orientale de l'Allemagne. A l'opposé, les Suédois ou les Allemands de l'Ouest se disent moins inquiets, alors que les Britanniques – qui figurent pourtant parmi les conducteurs les plus sages – sont encore plus préoccupés que les Français.

Dans l'ensemble, les Français *« sont moins favorables aux mesures de contrôle du taux d'alcoolémie, préfèrent des limitations de vitesse plus élevées, mais sont plus favorables que la moyenne quant à l'utilisation de la ceinture de sécurité et apparaissent très sensibilisés à l'égard des accidents de la route »*, résume l'étude. S'ils assurent moins fréquemment que la moyenne apprécier la vitesse (36 % des Européens avouent qu'ils aiment *« rouler vite »*), les Français ne paraissent pas tout à fait conscients de certains risques. Alors que près de 90 % des Allemands, des Néerlandais et des Britanniques considèrent qu'il existe un rapport étroit entre vitesse et accidents, à peine plus de 61 % des Français partagent cette opinion.

Enfin, à peine plus de 40 % des conducteurs français souhaitent un renforcement de la répression des infractions routières (contre 60 % en moyenne pour leurs homologues européens). Ils sont également moins favorables que les Allemands, les Suédois, les Italiens, les Britanniques ou les Néerlandais à une aggravation des sanctions infligées en cas de conduite en état d'ivresse. D'une manière générale, les pays où le taux d'alcoolémie est le plus bas sont les plus favorables à une sévérité accrue.

Jean-Michel Normand

La SNCF condamnée pour des retards sur des lignes de banlieue

LA PREMIÈRE CHAMBRE du tribunal de grande instance de Paris a condamné mercredi 1er février la SNCF à verser 10 000 francs de dommages et intérêts à deux associations d'usagers qui se plaignaient de retards répétés sur une ligne de banlieue.

A l'origine de cette action devant le tribunal, l'exaspération de trois voyageurs empruntant chaque jour la ligne La Verrière-Paris pour se rendre à leur travail et qui avaient subi entre le 15 novembre et le 6 décembre 1993 des retards quasi quotidiens. Alors que le trajet devait durer trente-cinq minutes, le retard a parfois atteint quarante-cinq minutes (*Le Monde* du 23 décembre 1994).

S'il a débouté les trois voyageurs au motif qu'ils *« ne versent pas aux débats leurs titres de transport afférents à la période considérée et se contentent de produire diverses attestations de retard n'étant pas nominatives »*, le tribunal a pris en compte l'action en réparation des intérêts collectifs présentée par deux associations de défense des usagers : la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV) et l'Association des usagers du service public d'Elancourt et des environs (Auspée).

« DÉFAUT D'ORGANISATION »

Même s'il reconnaît que *« certains retards reprochés peuvent, ainsi que la SNCF en justifie, n'être point tenus pour des manquements fautifs eu égard aux circonstances exceptionnelles qui les ont provoqués »*, le tribunal met en cause l'organisation de la société nationale, affirmant que *« pour leur plus grand nombre, les retards litigieux tirent leur origine d'un défaut d'organisation imputable à la SNCF, qui reconnaît elle-même l'existence d'incidents techniques ayant affecté le matériel utilisé et notamment les motrices ou encore la signalisation »*. Il ajoute que la SNCF n'a *« manifestement pas mis en œuvre des moyens suffisants pour assurer le transport des usagers dans des conditions normales de célérité au regard des horaires annoncés »*. La SNCF est condamnée à verser 10 000 francs de dommages et intérêts à chaque association. Un jugement contre lequel elle a d'ores et déjà décidé de faire appel, estimant, dans un communiqué, que *« les difficultés d'exploitation en région parisienne, les contraintes techniques et les impératifs de sécurité qui s'imposent à elle n'ont pas été suffisamment pris en compte »*.

Les associations d'usagers se félicitent de cette condamnation, qui constitue une première. Leur défenseur, Me Luc Bihl, avait d'ailleurs souhaité, lors de l'audience du 21 décembre 1994, *« qu'il n'y ait pas de voyageurs de première et de dernière classe »*, faisant allusion aux indemnisations pour retard qui, jusque-là, n'étaient applicables sous certaines conditions qu'aux voyageurs des TGV ou de certains trains de grandes lignes.

Jean-Claude Pierrette

La grève s'étend dans les IUT

Les étudiants craignent une dévalorisation de leur diplôme

PARTI DE LIMOGES, le mouvement de grève des étudiants des instituts universitaires de technologies s'est étendu, dans la journée de mercredi 1er février à Nantes, Quimper, Brest, Orléans, Châteauroux, Lyon, Annecy, Saint-Etienne, Montpellier... Dans la région parisienne, *quatre cents étudiants des IUT de* Sceaux, Villetaneuse, Saint-Denis, Ville-d'Avray et Créteil se sont rassemblés devant le ministère de l'enseignement supérieur, où une délégation a été reçue par un conseiller spécial de M. Fillon.

LA QUALITÉ DE LA FORMATION

« On reviendra » : Les manifestants, qui avaient ressorti les chansons, les banderoles et les slogans des manifestations du printemps dernier contre le CIP, ont déjà prévu de se retrouver, vendredi 3 février, au même endroit *« pour demander l'abrogation de l'arrêté du 29 décembre. »* *A priori*, le mot d'ordre n'est guère mobilisateur. Deux bouts de phrase dans un texte officiel ont tout déclenché (*Le Monde* du 2 février). Ils stipulent, en effet, que les diplômés des IUT, à bac + 2, ne pourront pourront poursuivre leurs études dans les instituts universitaires professionnalisés (IUP) à bac + 4 *« qu'à titre exceptionnel et par dérogation »*.

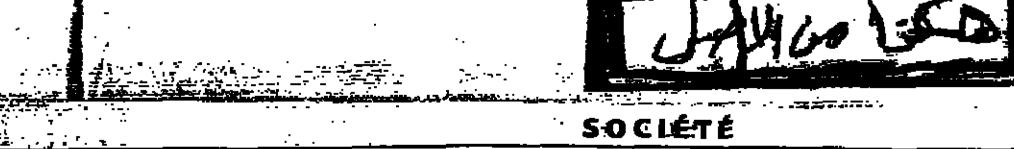
« Ils ont changé la règle du jeu sans nous prévenir. Une fois de plus, on cherche à dévaloriser notre diplôme. » Pour la plupart des étudiants, cette limitation *« fait renaître l'angoisse et l'inquiétude sur la qualité de la formation »*, souligne Georgette Vicard, directrice de l'IUT de Villetaneuse. A dix-neuf ans, Vincent, inscrit en technique de commercialisation à l'IUT de Sceaux, a, comme beaucoup d'autres choisi l'IUT pour *« la qualité de la formation théorique et pratique »*. Mais il n'imagine pas arrêter ses études avec ce seul diplôme en poche. Son projet était de rejoindre un IUP de management ou une école de commerce. Comme lui, Astrid, de Villetaneuse, a préféré cette filière courte à l'Université, *« parce que, justement, elle permettait d'acquérir un premier diplôme puis de choisir. »* Bien qu'inscrites dans l'article 14 de la loi Savary, les possibilités de poursuites d'études pour les étudiants d'IUT, qui concernent jusqu'à présent plus de 55 % d'entre eux, sont désormais sérieusement réglementées.

RESTRICTIONS FINANCIÈRES

Au ministère, on indique pourtant que l'esprit de la nouvelle réforme n'est pas d'interdire, mais d'inciter les étudiants à présenter *« un projet personnel motivé »*. Il n'empêche. Cette disposition avait été sérieusement critiquée lors de son examen au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), où déjà l'on faisait état d'un risque d'*« explosion »*. *« A force de vouloir trop verrouiller le système, on aboutit à des dérives »*, souligne de son côté Jean-Claude Martin, président de l'Association des directeurs d'IUT actuellement réunis en congrès à Saint-Nazaire.

A la réforme des études d'IUT, qui s'est traduite par une diminution des horaires d'enseignement dans certaines formations générales, les étudiants, soutenus par l'UNEF-ID et l'UNEF, reprennent à leur compte la protestation contre les *« restrictions financières »* imposées, au budget 1995, à leurs établissements, contraints d'adapter les nouvelles formations à moyens constants.

Michel Delberghe



La qualité du sperme diminue progressivement depuis vingt ans

La concentration en spermatozoïdes ne cesse de décroître. Les causes de cette baisse sont encore inconnues. Si elle devait continuer, elle poserait un redoutable problème démographique

Selon une étude publiée par l'équipe du centre d'étude et de conservation des œufs et du sperme humain (CECOS) du centre hospitalier de l'université Paris-Sud (Kremlin-Bicêtre) dans l'hebdomadaire médical américain *The New England Journal of Medicine* (daté 2 février), la concentration du sperme en spermatozoïdes ne cesse, depuis vingt ans, de décroître. Elle était en moyenne de 89 millions par millilitre en 1973 ; elle est aujourd'hui tombée à 60 millions, soit une baisse de 2,1 % par an. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le professeur Georges David, fondateur des centres d'études et de conservation des œufs et du sperme humain, souligne l'urgence qu'il y a, selon lui, à mettre en place une surveillance à long terme des enfants nés après procréation médicalement assistée. Revenant sur les problèmes posés par la technique de micro-injection de spermatozoïdes, il estime qu'il s'agit là *« d'un des plus grands bouleversements touchant l'espèce humaine puisque, pour la première fois, l'homme a modifié, supprimé, certains des mécanismes de sélection de la fécondation ».*

EN FRANCE, et vraisemblablement dans la plupart des autres pays développés, l'infertilité masculine va-t-elle devenir un véritable problème de santé publique ? C'est la question que l'on doit se poser à la lecture de l'étude publiée par l'équipe du CECOS dans *The New England Journal of Medicine (NEJM)*, qui vient confirmer de nombreuses autres, en particulier une méta-analyse de soixante et une communications publiées un peu partout dans le monde, parue en 1994 dans le *British Medical Journal*.

Qu'apprend-on ? Essentiellement que, depuis vingt ans, la concentration du sperme en spermatozoïdes – autant dire la qualité du sperme – ne cesse de diminuer. Selon cette étude, qui a porté sur 1 351 hommes fertiles donneurs de sperme, de 1973 à 1992, cette concentration est passée, en moyenne, de 89 millions par millilitre à 60 millions par millilitre. Soit une diminution de l'ordre de 2,1 % par an.

HAUSSE DES PATHOLOGIES

Tout le problème est de savoir, d'une part, à quoi est due cette diminution et, corollaire, de tenter de l'enrayer ; d'autre part, de déterminer si elle risque de continuer au même rythme dans les années qui viennent. Premier point : cette diminution progressive de la qualité du sperme depuis vingt ans, voire même depuis cinquante ans, semble avérée. Toutes les études vont dans le même sens. Plusieurs spécialistes mettent ce phénomène en rapport avec, dans le même temps, l'augmentation de l'incidence de certaines pathologies de l'appareil génital masculin (cancers du testicule en particulier). Pour autant, rien ne permet d'affirmer avec certitude qu'il y a là un lien de cause à effet. De la même manière, d'autres auteurs évoquent l'effet de facteurs environnementaux. Ils évoquent en particulier une hypothèse oestrogénique, ces hormones pouvant avoir un effet sur la différenciation sexuelle et, donc, sur la qualité du sperme. Là encore, il ne s'agit que d'hypothèses, fort bien documentées il est vrai.

En tout état de cause, on devrait sans doute mieux comprendre ce phénomène lorsque l'on disposera de données géographiques permettant de savoir s'il s'agit d'un phénomène propre à certains groupes particuliers de population ou, au contraire, s'il s'agit d'un phénomène beaucoup plus global. Quant à savoir si ce phénomène va perdurer en s'amplifiant, personne, aujourd'hui, ne semble être en mesure de répondre. Deux chiffres permettent de bien mesurer le risque : selon la plupart des spécialistes, il convient de s'inquiéter pour la fertilité d'un homme lorsque la concentration de son sperme en spermatozoïdes commence à avoisiner les 20 millions par millilitre. En dessous de 5 millions, il y a un vrai risque de stérilité masculine. Selon le docteur Richard Sherins, du Genetics and IVF Institute, qui signe l'éditorial du *NEJM*, les taux de stérilité aux Etats-Unis sont néanmoins à peu près constants depuis une trentaine d'années. Ils seraient compris entre 8 % et 11 %, les stérilités masculines représentant environ un tiers du nombre total de stérilités.

Dans de telles conditions, le plus urgent est de mettre en œuvre un certain nombre de programmes de recherche destinés à préciser au plus vite l'ampleur et la nature du phénomène et à tenter d'en cerner les causes, de manière à imaginer, si elles existent, les solutions permettant d'y remédier. *« Sans quoi, à n'en pas douter,* explique le docteur Pierre Rouannet, qui dirige le CECOS Paris-Cochin et qui co-signe l'article publié dans le *NEJM*, *nous nous trouverions confrontés dans les années qui viennent à un redoutable problème de santé publique. »*

Ironie de l'histoire, c'est au moment même où se produisait cette lente et persistante diminution de la qualité du sperme qu'ont été mises en œuvre les techniques d'assistance médicale à la procréation. *« Attention, il ne faudrait pas croire que ces techniques suffiront à remédier à ce problème,* prévient le docteur Jouannet. *Il s'agit certes de solutions thérapeutiques apportées à des cas de stérilité. Mais il ne s'agit en aucun cas de moyens destinés à pallier des stérilités massivement répandues. »*

Franck Nouchi

★ « Decline in semen quality among fertile men in Paris during the past 20 years », par Jacques Auger, Jean-Marie Kunstmann, Françoise Czyglik et Pierre Jouannet.

Georges David, fondateur de la Fédération française des centres d'étude et de conservation du sperme

« Il faut impérativement mettre en place une surveillance des enfants nés après procréation médicalement assistée »

« Vous avez souhaité lancer publiquement dans nos colonnes une mise en garde solennelle à propos des risques potentiels liés aux activités de procréation médicalement assistée. Vos inquiétudes naissent notamment de la diffusion très rapide de la technique dite de la « micro-injection de spermatozoïde », ou ICSI (*Le Monde* des 26-27 juin 1994). Pourquoi ? En quoi cette technique vous inquiète-t-elle ?

– Parce que cette technique, issue de la fécondation *in vitro*, ne reproduit pas un processus naturel ! La fécondation *in vitro*, développée à partir des années 80, visait à reproduire le processus naturel de la fécondation humaine, même si les gamètes, ovules et spermatozoïdes, étaient réunis en dehors du corps de la femme. Avec l'ICSI, il y a transgression des processus naturels de la fécondation, c'est-à-dire de la pénétration du spermatozoïde dans l'ovocyte. En d'autres termes, on gomme les mécanismes de sélection du spermatozoïde et on le fait, de plus, en réalisant un geste invasif sur l'ovocyte. J'ajoute que le spermatozoïde, que l'on aille le chercher dans les voies génitales masculines ou qu'on le « pêche » dans l'éjaculat d'un homme stérile, a des risques d'être porteur d'une anomalie génétique et peut, paradoxalement, transmettre une stérilité.

– Les concepteurs et les promoteurs de l'ICSI soutiennent pourtant que leurs résultats apportent la preuve qu'il n'y a pas, contrairement à tout ce que l'on supposait, de lien entre le phénotype (l'apparence) du spermatozoïde et sa constitution génétique (génotype).

– Je conteste une telle affirmation que l'on trouve notamment exprimée dans le rapport sur la fécondation « assistée » remis il y a peu au ministre délégué à la santé (*Le Monde* du 12 janvier) sous la forme suivante : *« Aucune des différentes fonctions du spermatozoïde lui permettant de pénétrer l'ovocyte n'a pu être corrélée, à ce jour, à une quelconque qualité de son génome. »* Il existe au moins un exemple concret qui contredit formellement une telle affirmation. Nous savons depuis vingt ans qu'il existe une maladie dite des « cils immobiles » dans laquelle les spermatozoïdes ne bougent pas ou peu, causant une stérilité masculine, et qui associe en outre, pour les mêmes raisons génétiques, une immobilité des cils de la muqueuse bronchique entraînant différentes anomalies organiques (dilatation bronchique, *situs inversus*, etc.).

> Compte tenu de l'ensemble des risques courus, la seule réglementation n'est pas suffisante

» Cette pathologie grave a une dimension familiale jusqu'alors limitée par la stérilité des sujets atteints. Il est clair qu'il y a là une corrélation évidente entre l'expression phénotypique du spermatozoïde caractérisée par son immobilité ou sa faible mobilité et le génome qu'il véhicule susceptible de transmettre l'anomalie. Plus généralement, soutenir qu'il n'y a aucun lien entre l'apparence et le génome du spermatozoïde conduit à laisser penser que l'on peut, pour féconder l'ovocyte, prendre n'importe quel spermatozoïde de n'importe quel homme, son génome étant en quelque sorte « innocent ». Ce serait *de facto* affirmer que le spermatozoïde pourrait être une cellule « touchée par la grâce génétique », que cette cellule masculine aurait un patrimoine héréditaire « immaculé ». Vous mesurez l'erreur de telles déductions !

– Les promoteurs de l'ICSI, en réponse à vos arguments, pourraient soutenir que le risque de transmission d'anomalies génétiques existe également lors des fécondations naturelles. Pourquoi condamner cette technique au motif qu'elle n'annulerait pas un risque déjà existant *in vivo* ?

– Certes, le spermatozoïde est, comme toute cellule, éventuellement porteur d'une anomalie génétique. Mais il peut, lui, la transmettre, à commencer par la transmission de la stérilité, car on s'aperçoit de plus en plus aujourd'hui que les stérilités masculines ont une composante génétique. Il y a une dizaine d'années, j'ai pu, grâce aux données fournies par les Cecos [centres d'étude et de conservation du sperme, NDLR], apporter des preuves scientifiques de l'existence possible d'un caractère familial de certaines stérilités. Ce travail est alors totalement tombé à plat. Pensez ! Introduire la notion de génétique dans le champ de la stérilité humaine ! Toutefois, de récents travaux anglais viennent de conforter ces conclusions.

– Ce type de résultat permet-il de penser que la stérilité et l'hypofertilité masculine ne sont, au fond, qu'un mécanisme régulateur naturel permettant de freiner la transmission dans l'espèce humaine de caractères génétiques « négatifs » ?

– Je me garderai bien d'être finaliste. Pour autant on peut penser, preuves à l'appui, que certains processus pathologiques sont bloqués dans leur transmission de génération en génération compte tenu de leur impact sur la fonction de reproduction. Et voilà que nous entrons dans une ère où nous faisons sauter ces verrous.

– Il y a peu Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, faisait part dans ces colonnes (*Le Monde* du 20 janvier) de sa volonté de réglementer la pratique de l'ICSI. Une réglementation n'est-elle pas, ici, suffisante ?

– Compte tenu de l'ensemble des risques courus, la seule réglementation n'est pas suffisante. Il faut compter avec les risques hypothétiques touchant à la génétique, risques que l'on peut cerner. Mais il y a aussi d'autres risques possibles dont nous ne pouvons connaître la nature, comme en témoigne par exemple la récente étude menée par le professeur Auroux sur la congélation des embryons de souris (*Le Monde* du 18 janvier). Osons dire que nous sommes ici dans le champ de l'expérimentation sur l'homme et que seule l'observation attentive et systématique nous permettra de déceler l'existence ou l'absence de risques.

– Comment comprendre que ce soit vous, fondateur des Cecos il y a vingt ans et, à ce titre, l'un des principaux promoteurs de l'IAD, qui teniez aujourd'hui un tel discours ?

– J'ai abordé ce domaine avec la certitude qu'il fallait s'occuper de la stérilité humaine mais que les techniques de PMA pouvaient avoir des conséquences indésirables, organiques ou psychologiques. Aussi avons-nous été attentifs à ces effets. Par ailleurs nous avons toujours eu à l'esprit le caractère insatisfaisant de toute PMA, à commencer par l'IAD. Ce ne sont que des palliatifs, des contournements, ne traitant pas la cause : la stérilité. Notre but doit être de donner aux couples stériles la possibilité de faire des enfants comme les autres couples, dans un lit. L'ICSI non plus ne soigne nullement la stérilité. Elle n'est qu'un nouveau palliatif. Les résultats inespérés qu'elle permet d'obtenir peuvent conduire à l'illusion que nous avons vaincu la stérilité masculine alors qu'elle reste à vaincre ou à prévenir. Les récents travaux de l'équipe du professeur Jouannet *(lire ci-dessus)* soulignent l'importance de travaux complémentaires dans ce domaine.

– Vous savez qu'une telle prise de position sera très critiquée par une majorité des médecins et des biologistes spécialisés dans les PMA ?

– Aux professionnels qui me critiquent, je réponds que je ne comprends pas qu'ils prennent de telles responsabilités. Si dans dix ou vingt ans, on en venait à évoquer la responsabilité de l'ICSI dans certaines constatations anormales, on serait dans l'impossibilité de dénoncer le caractère fallacieux d'une telle hypothèse. C'est dire l'urgence qu'il y a à mettre en place un système de vigilance, de « PMA vigilance », comme il y en a un pour la transfusion sanguine et l'utilisation des produits dérivés du sang.

» En d'autres termes, il faut impérativement mettre en place une surveillance à long terme des enfants nés après procréation médicalement assistée. Ce système d'alerte permettra d'établir au plus vite s'il y a, ou non, ici un risque. A l'image de l'hémovigilance, il permettra d'établir une « traçabilité », une alerte permettant de remonter en aval puis, en sens inverse, de redescendre vers l'ensemble des personnes concernées.

> La médecine de la reproduction peut être amenée à gérer un conflit entre la génération concevante et la génération conçue

– La France est l'un des pays où l'on a le plus recours aux techniques de PMA. Pourquoi votre inquiétude ne vous conduit-elle pas à réclamer un moratoire durant lequel on pourrait développer les recherches expérimentales sur les mammifères ?

– Si une telle proposition rencontrait de l'écho, je ne serais pas certain de m'y rallier. J'estime que les progrès obtenus sont d'une telle importance que l'on ne peut en priver les couples qui souhaitent en bénéficier. Nous devons donc gérer une situation hautement inconfortable où une thérapeutique très efficace existe mais est utilisée sans avoir été précédée d'une expérimentation. Certes les premiers éléments sont rassurants, mais ils ne sont nullement suffisants quant aux risques malformatifs. Des incertitudes, pour l'avenir, demeurent. Je déplore que la grande majorité des professionnels minimise cette question. L'écart est grandissant entre ce que l'on impose à l'industrie pharmaceutique (dix ans et 1 milliard de francs pour les études nécessaires à une molécule novatrice) et la facilité avec laquelle on diffuse et on banalise les techniques de PMA sans s'entourer d'un suivi suffisant.

» Nous ne pouvons pas reprocher aux professionnels de ne pas faire cette surveillance. Ils n'en ont pas les moyens. Je regrette profondément en revanche qu'ils ne se retournent pas vers les pouvoirs publics pour en réclamer la mise en œuvre. Je mesure les difficultés de la mise en place d'un système de « PMA vigilance ». Il coûtera très cher, la méthodologie en sera complexe. Elle est à élaborer.

» Il faut bien comprendre que nous sommes ici au-delà du risque individuel. La médecine de la reproduction peut être amenée à gérer un conflit entre la génération concevante et la génération conçue. L'ICSI est l'un des plus grands bouleversements touchant l'espèce humaine, puisque pour la première fois l'homme a modifié, supprimé, certains des mécanismes de sélection de la fécondation. Nous devons prendre conscience de cette révolution et en tirer les conséquences.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

DISPARITIONS

George Abbott

L'enchanteur de Broadway

L'AUTEUR DRAMATIQUE américain George Abbott est mort le mardi 31 janvier d'une crise cardiaque à Miami Beach (Floride). Il était âgé de cent sept ans.

Avec lui disparaît l'une des figures les plus prolifiques de la scène américaine car il ne fut pas seulement l'auteur de plus de cent vingt pièces de théâtre et de comédies musicales mais aussi un acteur, un metteur en scène et un producteur très populaire aux Etats-Unis. Ses plus grands succès à Broadway sont tenus désormais pour des « classiques », qu'il s'agisse de *Call me Madam* (1950), *The Pajama Game* (1954) ou *Damn Yankees* (1955, repris à Broadway en 1994). A la faveur de ses principales productions, il sera entouré par tout ce que la scène musicale américaine connaîtra de stars : Leonard Bernstein, Rodgers et Hammerstein, Irving Berlin, Stephen Sondheim.

Né le 25 juin 1887 à Forestville (New York), George Abbott se destine à la carrière de journaliste mais choisit très vite le théâtre. Il fait ses débuts en 1913, à l'âge de vingt-six ans, acteur de second plan dans *The Misleading Lady*. Cinq ans plus tard, il devient assistant à la mise en scène, avant de signer sa première réalisation en 1926 avec *Broadway*, dont il est le coauteur. Ce spectacle connaîtra une brillante carrière avant d'être repris en 1987 à New York pour fêter son centième anniversaire. Il est pour la première fois coproducteur d'un spectacle en 1932, avec *Lilly Turner*, qu'il co-écrit et met en scène.

La fin des années 20 et les années 30 le voient se hisser définitivement au premier plan. Il réalise durant cette période une dizaine de films et, par deux fois, en 1934 et en 1939, met en scène cinq spectacles différents à l'affiche sur Broadway lors d'une même saison. De 1948 à 1962, George Abbott reçoit quarante tony awards, les plus hautes distinctions pour le spectacle vivant aux Etats-Unis, et se rend fréquemment à Hollywood pour porter plusieurs de ses comédies musicales à l'écran. *Fiorello !* lui vaut en 1960 le prix Pulitzer et celui de la critique. Centenaire, il avait, en 1989, écrit et mis en scène off-Broadway *Frankie*, une comédie musicale inspirée de *Frankenstein* qui sera son dernier ouvrage.

O. S.

André Frossard

Le billettiste du « Figaro »

On a appris, jeudi 2 février, le décès d'André Frossard, journaliste et écrivain. Il était âgé de quatre-vingts ans.

[Né le 14 janvier 1915 à Colombier-Châtelot (Doubs), André Frossard fait ses études au lycée Buffon à Paris. Il est successivement rédacteur à *L'Intransigeant* (1935-1938), rédacteur en chef de *Temps présent*, chroniqueur à *L'Aurore* (1946-1963), puis au *Figaro* (à partir de 1963). Parallèlement, il collabore à *Paris-Match*, est éditorialiste du *Nouveau Candide* (1961-1968) et lance en 1965 le libelle périodique *Ça ira*. Il dirigera aussi les publications hebdomadaires de *La Bible* (1969-1971) et *En ce temps-là, de Gaulle…* (1971-1972). Après *Dieu existe, je l'ai rencontré*, qui lui vaut le Grand Prix catholique de littérature en 1969, André Frossard publie de nombreux ouvrages : *La France en général et il y a un autre monde* (en 1975), *Les Trente-Six Preuves de l'existence du diable* (1978), *L'Art de croire* (1980), *La Baleine et le Ricin* (1982), *N'ayez pas peur !, Dialogue avec Jean Paul II* (1982), *L'Evangile selon Ravenne* (1984), *Le Chemin de la croix* (1986), *N'oubliez pas l'amour, La passion de Maximilien Kolbe* (1987), *Le Crime contre l'humanité* (1987), *Dieu en questions* (1990), *Le Monde de Jean Paul II* (1991), *Les Grands Bergers*, *Excusez-moi d'être français* et *Le Parti de Dieu* (1992). Elu en 1987 à l'Académie française, André Frossard était officier de la Légion d'honneur et croix de guerre 1939-1945.]

Lire pages 1 et 32

■ **PAUL LICHTENBERG** est décédé à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Figure de la banque allemande d'après-guerre, Paul Lichtenberg avait été président de la Commerzbank, l'une des trois premières banques d'outre-Rhin. Fils de banquier, il avait rejoint le directoire de la banque en 1958 avant d'en devenir le président en 1969. Il a joué un rôle important dans le développement de la Commerzbank.

■ **SERGE GRAVE**, acteur, est mort le 30 janvier, à l'hôpital de Meaux (Seine-et-Marne). Né le 19 septembre 1919 à Paris, Serge Grave avait dix-neuf ans quand il fut choisi par Christian-Jaque pour jouer le rôle d'André Beaume, un des jeunes héros du film *Les Disparus de Saint-Agil*, aux côtés d'Erich von Strohelm et de Michel Simon. Il avait fait ses débuts cinématographiques deux ans plus tôt dans *Le Roman d'un tricheur*, de Sacha Guitry. Il incarnait le tricheur enfant, le rôle adulte étant assuré par Guitry lui-même.

■ **FRANÇOISE EUVRARD**, *rapporteur adjoint de l'ex-CERC* (Centre d'études des revenus et des coûts), est décédée à l'âge de cinquante-huit ans. Après avoir commencé sa carrière comme chargée de mission à l'INSEE en 1962, elle rejoignit le commissariat général au Plan en 1965, collobora avec Jacques Delors, avant de devenir directeur de cabinet de Jean Ripert en 1976. Administrateur de la Fondation abbé Pierre, elle *comptait au nombre des experts sociaux*.

NOMINATIONS

JUSTICE

Marc Moinard, *procureur au tribunal de Bobigny*, a été nommé directeur des services judiciaires par le conseil des ministres du mercredi 1er février sur proposition du garde des sceaux, Pierre Méhaignerie. Il succède à Jean-François Weber, démissionnaire, qui assumait ces fonctions depuis le 12 juillet 1993.

[Né le 21 mars 1942 à Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime), Marc Moinard est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Substitut à Laon de 1972 à 1977, M. Moinard a successivement assumé les fonctions de procureur à Péronne (1977-1978) et à Saint-Quentin (1978-1980) avant d'être nommé substitut général à Amiens (1980-1981) puis procureur à Beauvais (1981-1983). *Sous-directeur au ministère de la justice* (1983-1986), M. Moinard a ensuite été procureur à Pontoise (1986-1990), *Lyon* (1990-1991) et Bobigny (1991-1995).]

CAISSE DES DÉPÔTS

Pierre Goldet, qui était directeur des relations sociales à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, vient d'être nommé directeur des ressources humaines de la SCET, filiale du groupe de la Caisse des dépôts. M. Goldet, âgé de quarante-deux ans, est titulaire d'une maîtrise de sciences économiques. Il a notamment été chef du personnel à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (1983-1985), puis chef du personnel et des relations humaines de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (1985-1990).

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 1er *février sont publiés :*

● **Action humanitaire** : un décret relatif aux *« volontaires et aux associations de volontariat pour la solidarité internationale »*. Les associations concernées doivent accorder un certain nombre de garanties aux volontaires : formation préalable à leur affectation, indemnité de subsistance, avantages en nature susceptibles d'assurer des conditions de vie décentes compte tenu des situations locales, prise en charge des frais de voyage et de rapatriement, assurance en responsabilité civile, couverture sociale… Le décret définit aussi les conditions dans lesquelles la qualité de *« volontaire »* est attribuée, et celle d'*« association de volontariat pour la solidarité internationale »* reconnue.

● **Agences de presse** : un arrêté modifiant la liste des agences de presse.

AGENDA OFFICIEL

PREMIER MINISTRE

Vendredi 3 février :

– 10 h 30 : le premier ministre reçoit Jacques Santer, président de la Commission européenne.

– 11 h 30 : le premier ministre participe à la réunion plénière avec les membres de la Commission européenne au palais de l'Elysée, *sous la présidence de* François Mitterrand. Cette réunion est suivie d'un déjeuner.

Samedi 4 février :

– 14 h 45 : le premier ministre *préside les cérémonies commémoratives* de la libération de Colmar.

AU CARNET DU MONDE

Décès

– Pierre Carmes,
Claude Roques-Carmes,
Et leur famille,
ont la tristesse d'informer du décès de

Mme Olga CARMES,

survenu le 29 janvier 1995.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Burcy (Seine-et-Marne), dans la stricte intimité familiale.

27, rue Grande,
77890 Burcy.

– M. Michel Euvrard,
Guillaume, Elisabeth
et Sébastien Euvrard,
M. et Mme Jean-Louis Sylvain,
Mme Anita Euvrard,
Et toutes les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Michel EUVRARD,

survenu le 30 janvier 1995, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 4 février, à 9 heures, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, à Paris-16e.

L'inhumation se fera au cimetière de Vigny (Val-d'Oise), dans le caveau de famille, aux côtés de son fils,

Etienne,

décédé le 5 novembre 1992, à l'âge de vingt-huit ans.

1, rue Raffet,
75016 Paris.

– L'abbé Pierre,
président d'honneur de la Fondation abbé Pierre pour le logement des défavorisés,
Le président de la Fondation,
Les membres du conseil d'administration,
Les collaborateurs et bénévoles,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Mme Françoise EUVRARD,
administrateur de la Fondation.

– Le groupe Logement pour tous,
Les conseils d'administration,
Le personnel des associations Accompagnement promotion insertion (API),
Et le logement pour tous,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Françoise EUVRARD,
présidente de l'association
Accompagnement promotion
insertion (API).

180 *bis*, rue de Grenelle,
75017 Paris.

– Ses anciens collègues du CERC,
ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise EUVRARD,
rapporteur adjoint au CERC,

Amis et collègues, nous avons su apprécier la force de son engagement professionnel et personnel.

– Georges Charrière,
son mari,
Claude, Martine, Jean-Pierre,
ses enfants,
Et leurs conjoints,
Laurence, Olivier, Laurent, David, Muriel,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Suzanne CHARRIÈRE,
née Bertin,
résistante,

survenu le 1er février 1995.

– Madeleine Globa,
son épouse,
Anik Girard, Marc Girard, Françoise Quiquerez,
Catherine et Claude Blumberg,
Martine et François Levasseur,
ses enfants,
Manuel, Frédéric et Christophe Girard,
Vassia et Youri Quiquerez,
Sonia, Carolin et Céliane,
ses petits-enfants,
Alexandre, Luana, Marion et Mathieu,
ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Georges GLOBA,

à Aillant-sur-Tholon, le 1er février 1995.

Les obsèques auront lieu le vendredi 3 février, à 15 heures, au cimetière d'Aillant-sur-Tholon.

« Le temps ne manque jamais. Il n'a ni commencement ni fin. Tout temps est une suite de temps. »
Alain.

– Philippe et Françoise,
Jacques, Patrick et Cécile,
ses fils et belles-filles,
Alain, Francis, Jocelyne, Olivier,
Et leurs conjoints,
Freddy, Marthi,
ses petits enfants,
Christiane Grusson,
Claude et Elisabeth Gruson
et leurs enfants,
Sa sœur, son frère, sa belle-sœur, son neveu, ses nièces, sa petite nièce,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 30 janvier 1995, dans sa quatre-vingt-onzième année, de

Frédéric GRUSSON,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien directeur de l'Institut
aérotechnique de Saint-Cyr.

Ses obsèques seront célébrées dans l'*intimité, le vendredi 3 février, à 10 h 30*, à l'église réformée de Marly-le-Roi 29-31 Chemin des Maigrets.

22, Chemin de Prunay,
78430 Louveciennes.

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
45-66-77-13
Téléphone :
40-65-29-94
40-65-29-96

– Mme Henri Cayre,
son épouse,
Mme Marie-Hélène Cayre Eilebrecht-Kemena,
M. et Mme Jean-Paul et Karine Cayre,
ses enfants,
Christophe, Sacha et Alexia,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri CAYRE,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur du mérite agricole,
médaille d'or de la jeunesse et des sports,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

survenu le 31 janvier 1995, dans sa quatre-vingtième année.

La cérémonie religieuse aura lieu dans la plus stricte intimité en l'église de Condécourt (Val-d'Oise), le vendredi 3 février *15 h 30*.

Une messe d'adieu sera célébrée pour *ses amis le vendredi 10 février*, à 12 heures, en la chapelle Saint-Honoré-d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

48, rue Paul-Valéry,
75016 Paris.

– M. Dominique Ducroquet,
président,
M. Alain Jeanroy,
directeur général de la Confédération générale des planteurs de betteraves,
Et les membres du conseil d'administration,
ont le regret de faire part du décès de

M. Henri CAYRE,
ancien directeur général
de la Confédération des planteurs
de betteraves de 1942 à 1982,
commandeur du mérite agricole,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

survenu le 31 janvier 1995, dans sa quatre-vingtième année.

– M. Erik Thiesen,
président,
M. Hubert Chavannes,
secrétaire général de la Confédération internationale des betteraviers européens,
Et les membres du conseil d'administration,
ont le regret de faire part du décès de

M. Henri CAYRE,
président d'honneur de la CIBE,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur du mérite agricole,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

survenu le 31 janvier 1995, dans sa quatre-vingtième année.

– M. Jacques Chambaud,
président,
M. Jean Moulias,
directeur général de la société pour la production des produits agricoles (SOPEXA),
Et les membres du conseil d'administration,
ont le regret de faire part du décès de

M. Henri CAYRE,
président d'honneur de la SOPEXA,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur du mérite agricole,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

survenu le 31 janvier 1995, dans sa quatre-vingtième année.

– M. François Fesneau,
président,
M. Patrick d'Humières,
directeur général de Agra Presse,
Et les membres du conseil d'administration,
ont le regret de faire part du décès de

M. Henri CAYRE,
fondateur et ancien administrateur,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur du mérite agricole,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

survenu le 31 janvier, dans sa quatre-vingtième année.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Didier ISABELLE,
professeur d'université,
directeur du CERI-CNRS d'Orléans,

le 1er février 1995.

De la part de
Mme Didier Isabelle,
née Rosine Peycelon,
son épouse,
Nathalie Isabelle, Denis Pialoux
et Edmond,
Valérie Isabelle,
ses enfants et son petit-fils,
Et de toute sa famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 février, à 9 heures, en l'*église Saint-Roche*, Paris-1er.

Ni fleurs ni couronnes.

– Le directeur général du CNRS,
Le directeur du département sciences chimiques,
Le délégué régional et les directeurs des laboratoires Centre-Auvergne-Limousin,
Le personnel du Centre d'études et de recherche par irradiation,
Ses collègues et amis,
ont la tristesse de faire part de la disparition de

Didier Bernard ISABELLE,
professeur à l'*université* Blaise-Pascal,
de Clermont-Ferrand,
directeur du Centre d'études
et de recherches par irradiation (CERI)
du CNRS à Orléans,

survenue le 1er février 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Roch, Paris-1er, le vendredi 3 février, à 9 heures.

– Odette et André Crévany-Petitot,
Christine et Arnaud,
Caroline, Pascal Henry
et leur fils Vincent,
Parents, alliés et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Christiane PETITOT,

le 27 janvier 1995.

Une réunion arua lieu au funérarium du Mont-Valérien, 42, chemin des cendres, à Nanterre, le lundi 6 février, à 10 heures.

L'inhumation se fera à Bordeaux dans l'intimité.

5, rue Charles Duport,
92270 Bois-Colombes.
92, rue Binaud,
33300 Bordeaux.

Anniversaires Naissances

– Pour tes vingt ans

Marie-Sandrine

nous t'embrassons de toute notre tendresse.

Tes parents, tes frères.

Fiançailles

– On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Mlle Sidonie
SEYDOUX FORNIER
DE CLAUSONNE,

fille de M. Nicolas SEYDOUX FORNIER DE CLAUSONNE,
et de Mme née Anne-Marie CAHEN-SALVADOR

avec

M. Laurent DUMAS,

fils de M. ALAIN DUMAS,
et de Mme née Michèle SONZÉ.

Conférences

– Institut politique européen de formation *des femmes, mardi 7 février 1995*, de 19 h 30 à 21 h 30, 7, rue du Jura, 75013 Paris, « Le travail des femmes: le changement des 30 dernières *années »*, *par* Margaret Muruani, sociologue de l'emploi, CNRS. Renseignements : IPEFF. Tél. : (1) 43-06-08-96.

– *Alliance israélite universelle* : dimanche 12 février 1995 : journée d'étude : « La Tora parle le langage des hommes ». Révélation et pouvoir avec *D. Banon*, G. Hansel, R. Krygier, S. Trigano, sur inscription au 42-80-35-00 (P.A.F.).

Communications diverses

– L'Association Psynergie (UFR SHC) tiendra son assemblée générale le 16 février 1995, à 15 h 30, S 301 (Censier).

Si quorum non atteint, 2e assemblée générale à 16 heures, même lieu.

Ordre du jour et procurations tous les jours S 301.

Soutenances de thèses

– Maurice Cassier soutiendra sa thèse *intitulée « Les contrats de recherche entre* l'université et l'industrie : l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation in*dustrielle »*, présentée pour l'obtention du doctorat de socio-économie de l'Ecole des Mines de Paris, 60, boulevard Saint-*Michel, amphithéâtre Conrad-Schlumberger* (V 107).

Remerciements

– Le Groupe Saint Louis

Eurosucre,
Arjo Wiggins Appleton,
Le groupe Ifil,
Le groupe Worms et Cie,

Et l'ensemble des membres des conseils d'administration et du personnel,

profondément touchés de toutes les marques de sympathie et d'amitié qui leur *ont été témoignées lors du décès de*

M. Bernard DUMON

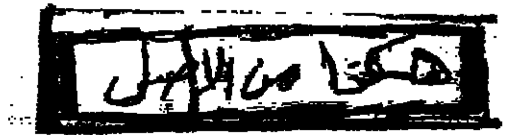
de

M. Yves DUMON

et de

M. Max de LA GIRAUDIÈRE

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.



Dessin paru dans le « Financial Times » du 3 septembre 1994.



Les négociations sur la paix en Irlande du Nord se poursuivent entre Londres, Dublin et les protagonistes catholiques et protestants de ce conflit vieux d'un quart de siècle. Leur succès dépend en grande partie de l'attitude d'un nationaliste irlandais, homme fort du Sinn Fein

Martin McGuinness, héros ou démon ?

LA pluie balayée par un vent violent crépite sur le vaste cimetière à flanc de coteau de Derry, en ce matin d'hiver irlandais, froid et sombre. Dans le *« Carré des républicains »*, où sont enfouis les *« héros »*, une foule silencieuse s'est rassemblée pour dire adieu à un vieux militant. Si John Coyle est mort dans son lit, son frère Joe avait été déchiqueté par l'explosion d'une bombe qu'il manipulait, son fils a fait de la prison en Irlande du Nord, sa fille est en fuite au Sud après une longue détention. Pour qu'elle puisse rendre un dernier hommage à son père, le convoi mortuaire a fait un détour de l'autre côté de la frontière, dans le Donegal voisin. Discrète, la police surveille à distance.

Plus que le prêtre qui accompagne le cercueil, recouvert du drapeau républicain, vert, blanc orange, un homme solide, aux cheveux bouclés châtain clair, vêtu d'un pull-over gris et d'une veste en tweed vert, attire tous les regards. Vert, brun, gris, les véritables couleurs de l'Irlande. Il a porté la bière et prononcé l'éloge funèbre avec son accent rugueux. C'est Martin McGuinness, l'homme fort du parti nationaliste Sinn Fein et, répète-t-on, de l'IRA provisoire, l'Armée républicaine irlandaise qui a mené la guerre contre les Britanniques depuis plus d'un quart de siècle. Solide comme un roc dans la tourmente irlandaise, tête nue sous la pluie, il est chez lui dans son Derry *« libéré »*, la partie catholique de la ville de Londonderry, et dans son quartier populaire du Bogside. De l'autre côté de la rivière Foyle, c'est le quartier protestant, un autre monde.

Héros de la résistance pour ses amis, intègre et courageux pour les autres nationalistes qui réprouvent majoritairement la violence, « Martin » est considéré comme le diable par les unionistes protestants, qui veulent le maintien de la province dans le giron britannique. Ses amis disent de ce quadragénaire discret, bon catholique, bon père et bon mari, qui ne fume ni ne boit et qui vit modestement, comme ses parents ouvriers avant lui, qu'il est un excellent stratège. *« Toujours motivé, avec le moral toujours au beau fixe alors que nous avons, de temps à autres, nos doutes. »* Ni sa femme Bernie (Bernadette), qui travaille dans un restaurant, ni ses quatre enfants ne sont impliqués dans sa dangereuse vie de militant.

Car les nationalistes irlandais mènent une double vie, Dr. Jekyll et Mr. Hyde de la politique, militants politiques le jour et un temps terroristes la nuit ; officiellement au Sinn Fein et souvent secrètement à l'IRA. Gerry Adams, le politique, le diplomate, l'intellectuel et Martin McGuinness le dur, l'homme d'action, forment un couple inséparable. Sont-ils vraiment si différents ou bien ne sont-ils que les deux faces d'une même pièce, l'un parlant et l'autre agissant ? Toujours est-il que le second a eu un rôle déterminant durant plus de vingt ans de négociations secrètes avec Londres, tandis que le premier jouait un personnage beaucoup plus public, médiatique.

La vie de Martin McGuinness se confond avec celle du mouvement républicain depuis le début d'une crise qui a fait 3 162 victimes en vingt-cinq ans au sein d'une population de 1,5 million d'habitants, protestants à 60 % et catholiques à 40 %. Le traumatisme de cette guerre civile a été dévastateur pour une société dans laquelle peu de familles ont été épargnées. Qui n'a pas eu un parent, un ami ou un voisin tué, blessé, victime d'un attentat ou emprisonné, pendant ces années noires qui ne sont pas si lointaines ? Le cessez-le-feu proclamé par l'IRA ne date que du 31 août, celui des paramilitaires unionistes d'octobre, et les portes des prisons ne se sont pas encore ouvertes.

Martin McGuinness n'est guère bavard, il ne partage pas l'exubérance un peu mélancolique de ses compatriotes. Dans l'arrière-salle mal chauffée de son quartier général de Cable Street, rue étroite aux maisons basses et grises parfois égayées de naïves fresques patriotiques, il sert le thé brûlant pour se réchauffer. Visiblement, il n'aime pas parler de lui. Ne jamais se découvrir : mélange de timidité et restes d'une discipline acquise dans la clandestinité. Mais il sait aussi bien jouer de son image de dur que d'un charme un peu fruste. On l'imagine mal le fusil à la main ou envoyant ses volontaires et ses poseurs de bombes contre les *« Brits »*, les paramilitaires protestants ou les « mouchards » catholiques, faisant punir les délinquants d'une balle dans la rotule, le terrible *knee-capping*. Et pourtant, derrière le traditionnel romantisme brouillon des Irlandais, la guerre a formé une génération d'hommes plus mûrs, parfaitement organisés, ne reculant devant rien, comme leurs adversaires d'ailleurs. Si beaucoup de militants y ont trouvé la mort, les principales victimes ont été, comme toujours, les civils des deux camps.

Tout a commencé en 1968. Le jeune Martin, âgé de dix-huit ans, était apprenti boucher à Derry quand les troubles ont éclaté dans sa ville, siège historique d'affrontements religieux depuis sa capture par les Orangistes protestants en 1689. Lassés de la discrimination politique et économique ainsi que de la répression exercées par l'élite protestante, les nationalistes catholiques se sont rebellés. Pat McArt, rédacteur-en-chef du *Derry Journal*, se souvient : *« Derry était une prison à ciel ouvert, et nous étions traités comme des nègres blancs. » « Sans doute avons-nous trop traîné des pieds dans les réformes »*, reconnaît aujourd'hui le député unioniste David Trimble.

« Comme les autres gamins, j'ai été entraîné dans la bataille du Bogside » contre la police d'un gouvernement protestant *« qui maltraitait et humiliait les nationalistes depuis 1920 »*, date de la partition de l'île, raconte Martin. Car c'est à cette époque, voire aux longs siècles de domination anglaise, qu'il fait remonter la crise irlandaise. L'un des berceaux du catholicisme occidental, l'Irlande a été colonisée par l'Angleterre à partir de la conquête normande. Ces rebelles méprisés, puis ces papistes enragés qui résistaient à la Réforme et aux soldats de Cromwell furent chassés de leurs terres, déracinés dans leur propre pays, forcés à l'exil par le fer et la faim, tandis qu'une émigration massive, en particulier d'Ecosse, était encouragée vers l'Ulster. Ni l'Invincible Armada espagnole, ni deux tentatives d'invasion française pendant la Révolution, ni les révoltes locales ne parvinrent à secouer le joug britannique jusqu'au soulèvement de Pâques 1916. Il en est résulté ce pays divisé, en proie à un nationalisme échevelé et à une guerre de religion entre communautés irréductibles vivant dans leurs ghettos.

1969 voit les premiers affrontements sanglants, l'arrivée des soldats britanniques, accueillis en libérateurs par les catholiques avant de devenir l'ennemi, après avoir versé le sang à Derry. Les forces de l'ordre compteront jusqu'à 30 000 hommes. *« A l'époque,* affirme Martin McGuinness, *l'IRA et le Sinn Fein n'existaient pratiquement plus. En décidant de briser notre résistance, l'État a réussi l'inverse, créant une nouvelle génération de républicains irlandais. J'en étais. »* Il quitte sa boucherie pour les combats de rue puis pour l'action clandestine. En 1971, la politique d'internement administratif met à l'ombre la vieille direction de l'IRA, laissant la place aux jeunes, comme Martin et Gerry. Le « Dimanche sanglant » du 30 janvier 1972 parachève la fracture catholiques-protestants.

A l'IRA la lutte armée, au Sinn Fein le combat politique dans les *« territoires occupés »* du Nord. On est là au cœur du plus grand mystère ou du plus beau tour de passe-passe du drame irlandais. Pour Londres, pour Belfast et même Dublin, le Sinn Fein n'est que le paravent de l'IRA. Ceux-ci s'en défendent. Et pourtant, quand le Sinn Fein négocie avec Londres, l'IRA proclame un cessez-le-feu. Martin paraît très à l'aise dans cette ambiguïté. Il dément son appartenance à l'IRA, passible de six mois de prison, tandis que son attaché de presse nous remet un article qui le présente comme ancien chef d'état-major de l'organisation. Que dit-il lui-même ? Qu'*« il était parfaitement compréhensible à l'époque que des gens choisissent de résister militairement (...). Ma politique a toujours été de ne pas parler de mon rôle dans la lutte sur un plan individuel. Nous nous situons dans l'Histoire (...). Je n'ai jamais nié avoir pris part, dans les premières années, à la défense de mon peuple »*. Hypocrisie ? Réalisme, cela lui vaut d'être considéré comme *« un séide de Himmler »* par le très modéré David Trimble.

« Personne ne peut gagner la guerre. Il n'y aura jamais assez de balles pour tuer tout le monde »

Les Britanniques, eux, en font tout à la fois un interlocuteur et une cible privilégiés. Le voilà ainsi, en 1972, amené secrètement à Londres pour parler avec le ministre chargé de l'Irlande, William Whitelaw. Le « gamin » de vingt-deux ans arrivé en voiture officielle dans une demeure chic ne se laisse pas démonter par le politicien chevronné, et c'est l'échec. Parallèlement, on tente à plusieurs reprises de l'éliminer et Dublin le fera mettre par deux fois en prison. Les discussions avec Londres reprendront en 1974, en 1981 – en pleine grève de la faim des détenus de l'IRA – puis en 1990, pour aboutir au cessez-le-feu de 1994.

« En décidant de briser notre résistance, l'Etat a réussi l'inverse, créant une nouvelle génération de républicains irlandais. J'en étais »



Que faire pour sortir d'une impasse dans laquelle tous se sont complu pendant si longtemps ? Maintenant que le fragile cessez-le-feu est là, que les deux communautés redécouvrent la paix et ne veulent plus retomber dans le cycle infernal de la violence, que les terroristes des deux bords ont compris qu'ils ne pourraient pas l'emporter militairement, que les pressions extérieures – de Washington à Dublin – ont produit leur effet, que les Britanniques ont cessé de considérer l'Irlande du Nord comme stratégique, reste à convaincre un petit million de protestants obstinés. Pour Martin McGuinness comme pour les nationalistes modérés, c'est tout simple : Londres n'aurait qu'à annoncer son intention de quitter le Nord d'ici cinq à dix ans pour que les unionistes, le dos au mur, soient contraints à négocier. Sinon, *« un million d'années n'y suffiraient pas »*.

Il est sans doute sincère dans sa conviction que catholiques et protestants pourraient vivre en paix dans une Irlande unie. Mais, comme on dit en anglais, *« il faut être deux pour danser le tango »*, et ces puritains refusent de se laisser entraîner dans une danse avec le diable. *« La paix, on ne l'obtient que par la victoire. On ne négocie pas avec Hitler ou Pol Pot, on l'écrase »*, dit simplement Gregory Campbell, conseiller municipal du Parti démocratique (DUP) du pasteur Paisley, le croisé de la lutte anti-papiste.

Le chef nationaliste est prêt à fournir toutes les garanties à ses adversaires... sauf le droit de veto sur la réunification de l'île qu'ils exigent et que prévoient les accords anglo-irlandais. Il est même prêt à leur promettre de profondes réformes sociales dans une Irlande unie, où le divorce et l'avortement restent hors la loi. Mais les politiciens de Dublin sont trop conservateurs pour favoriser une réunification rapide qui ferait le jeu d'un Sinn Fein jugé trop progressiste. Pour l'instant, ce dernier ne représente que le tiers des votes catholiques au Nord et 1 % au Sud.

Quant aux dirigeants protestants, ils s'arc-boutent sur leurs positions, refusant de partager équitablement le pouvoir avec une minorité ou de tisser des liens structurels avec Dublin, comme le voudrait Londres. Plus britanniques que les Britanniques, ils ont peur d'être lâchés par un gouvernement conservateur qui aimerait se délester du boulet irlandais. Etrangement, l'homme qui ressemble le plus à Martin McGuinness est le chef d'un petit parti extrémiste protestant, David Ervine. Plus petit et fluet que l'homme du Sinn Fein, cet ancien terroriste tient un langage très proche de l'ennemi d'hier, qu'il se dit prêt – contrairement aux autres dirigeants protestants – à rencontrer, *« le moment venu »*. Tout les rapproche : leur âge, leur passé, leur origine « classe ouvrière » et leur réalisme d'hommes ayant côtoyé la mort, que la rhétorique politicienne agace ou écœure.

Sans renoncer à ses convictions unionistes, David Ervine veut sortir ses compatriotes de leur bunker, les forcer à affronter à leur tour le monde extérieur, cesser de se faire manipuler par les riches et les puissants – la *« brigade des manteaux de fourrure »* – même et surtout s'ils sont protestants ; il veut, enfin, séculariser la politique. *« Personne ne peut gagner la guerre. Il n'y aura jamais assez de balles pour tuer tout le monde. »* Il faut regarder vers l'avenir, reconnaître – même si cela est douloureux – que Dublin aura son rôle à jouer au Nord. La paix en Irlande du Nord passerait-elle par ceux qui étaient, hier encore, les « parrains » de la violence et qui croient aujourd'hui à cette *« chance unique »* ?

En tout cas, tous deux sont d'accord pour estimer que trop traîner risque de faire le jeu des adversaires de la paix.

Patrice de Beer

Pour l'union franco-allemande, tout de suite

par Michel Korinman

NOUS vivons une bien drôle d'époque. Jacques Delors, au moment de déclarer forfait à l'élection présidentielle, souligne les contradictions et même la vacuité, au plan politique, du traité de Maastricht. Il fait par là écho aux leaders chrétiens-démocrates allemands Karl Lamers et Wolfgang Schäuble pour qui le processus de construction européenne est entré dans une phase « critique ». Au fond, tout le monde est d'accord : l'idée européenne, sans projet autre que bureaucratique, court à l'échec.

Mais avec qui élaborer, aujourd'hui, d'un point de vue *français, et non vaguement européiste*, soit dans *notre* intérêt, un véritable projet ? L'Italie, après une deuxième République liquidée en *quelques mois*, s'engage dans une sorte de latino-américanisation. La classe politique au pouvoir en Grande-Bretagne se complaît pour une bonne part dans un rôle de *Little America*. Sans parler des derniers sondages effectués en Grèce qui confirment dans ce pays, membre de l'Union européenne, une violente montée du nationalisme xénophobe. Demeure, et demeure seule, comme partenaire encore stable de la France, l'Allemagne.

Or, notre rapport à ce pays a très longtemps reposé sur l'utopie gaullienne, consacrée en 1963 par le traité de l'Elysée, celle d'une *Europe française* où les Allemands nous tiendraient lieu, en dépit de leur croissance économique, de *junior partner*. Cette représentation *géopolitique vola en éclats* avec l'unification des deux Allemagnes *que notre classe politique n'avait* pas souhaitée et dont nous aurions voulu, *à tout le moins*, contrôler l'avènement.

Il faut dire à la décharge de nos décideurs que le *lobby* franco-allemand, champion en France d'une Allemagne décrétée angélique, ne les avait pas préparés à l'événement. Quoi qu'il en soit, il y a maintenant *une* Allemagne, avec ses intérêts nationaux, que nous ne pouvons plus appréhender dans l'hypnose et la myopie.

La vraie question historique, curieusement noyée dans le débat – justifié – sur Vichy, reste de savoir si nous voulons – l'Europe est à ce prix – nous marier avec ceux qui nous infligèrent la terrible défaite de 1940, dès lors qu'ils sont redevenus une puissance, l'union se consommant cette fois réellement, et à égalité.

Toute autre conception mène à l'Europe des nations, c'est-à-dire à pas d'Europe du tout

Première occasion en date, les *Réflexions pour une politique européenne* du groupe parlementaire CDU-CSU, début septembre 1994, d'ailleurs maladroitement enterrées à Bonn et à Paris. C'est très dommage, car ce texte, peut-être déplaisant parce que rude, comportait un certain nombre de points essentiels. D'abord une thèse cohérente : la nécessité de fonder l'Europe sur un *môle géopolitique* capable et désireux de dépasser les géométries variables et les accommodements monétaristes.

Ensuite une interrogation lourde : les Français sont-ils prêts à abandonner des pans de leur souveraineté nationale au bénéfice d'une entité plus vaste où les nations ne seraient plus que « coquilles vides » ?

Enfin un constat juste : l'Allemagne, concernée au premier chef par d'éventuels phénomènes d'instabilité à l'Est, a en matière d'Europe des impératifs spécifiques de sécurité.

Voilà qui méritait des arguments plus forts que le « géométrisme » des cercles concentriques. Et peu importe, en l'occurrence, que les leaders chrétiens-démocrates aient inclus dans leur « noyau » le Benélux (consulté ?). Nombre d'observateurs français ont relevé l'étonnant mutisme de leur texte quant à l'organisation de ce nouvel ensemble et quant à son articulation aux structures déjà existantes ; ils ont remarqué une contradiction entre le document CDU-CSU et les convictions vigoureusement nationales du corédacteur Wolfgang Schäuble (président du groupe parlementaire) ; ils ont noté l'évocation, chez les chrétiens-démocrates, d'une autre géopolitique allemande à l'Est, conforme à la tradition du pays, en cas de refus.

Ces propositions allemandes ne résulteraient-elles pas, en définitive, d'arrière-pensées machiavéliques ? L'Europe allemande, avec la France, désormais, pour *junior partner* ?

Précisément, une réponse, une contre-proposition hardie mais courageuse, inédite, révolutionnaire, eût permis et permettrait de lever toutes les ambiguïtés : l'Union franco-allemande, c'est-à-dire une combinaison *organisée* dans un cadre politico-territorial où chacune des deux parties préserverait son identité culturelle.

Voilà, non pas la fin de l'Histoire, mais celle d'une histoire dramatique. Césure, pour le coup, dont la portée symbolique serait incalculable. Pour beaucoup d'Allemands préoccupés de la résurgence dans leur pays – un demi-siècle après la guerre – du nationalisme, l'union signifierait le retour historique, avec nous, à la normalité. Et bien des Français, même parmi ceux qui demeurent le plus attachés aux valeurs de la République, voudront s'associer à cette définitive résolution de la question allemande. Et puis l'union, ce serait l'ouverture par intérêt *commun* et dans l'action *commune* du chantier de la reconstruction à l'Est – voire un jour au Sud – sans que *nos voisins polonais ou tchèques*, avides de capitaux, mais hostiles à une nouvelle hégémonie de l'Allemagne en Europe centrale et orientale, aient sujet de s'en inquiéter.

Pour finir : l'aménagement complexe de l'Union franco-allemande dans les domaines constitutionnel, militaire, linguistique, servira de modèle géopolitique à ceux qui voudront et pourront suivre plus tard la France et l'Allemagne sur ce terrain.

Dans tous les cas de figure, l'Europe passe dorénavant par là. Toute autre conception mène à l'Europe des nations, donc à la pérennisation des rapports de force (Yougoslavie), c'est-à-dire, excepté le marché, à pas d'Europe du tout. Trêve de trop vague « couple » ! Il convient que nous disions aujourd'hui aux Allemands ce que nous voulons, sinon il faudra un jour construire le mur de Strasbourg.

***Michel Korinman** est professeur à l'université Paris-X-Nanterre et codirecteur de « Limes », revue de géopolitique (Rome-Paris).*

Sangliers russes et chacals tchétchènes

par Vassili Axionov

POUR la première fois je constate avec quel manque d'objectivité les médias américains couvrent un événement ; le conflit en Tchétchénie y est présenté comme la lutte entre les *good guys* et les *bad guys*. Les parallèles historiques qui reviennent régulièrement sont pour le moins curieux. La guerre en Tchétchénie y est souvent comparée à la guerre civile américaine, bien qu'elles n'aient rien de commun. Ou bien l'intervention des troupes russes dans le Caucase est comparée à une manifestation strictement coloniale et les Tchétchènes aux Indiens de l'Amérique du Nord.

Pourquoi remonter si loin quand l'histoire offre des comparaisons bien plus proches ? L'opération russe en Tchétchénie présente de nombreux points communs avec l'intervention américaine à Panama. Dans les deux cas, il s'agissait d'éliminer un régime criminel déstabilisant toute une région, avec cette circonstance aggravante pour les Américains qu'ils se trouvaient hors de leurs frontières, sur le territoire d'un Etat indépendant.

L'intervention au Panama avait au moins une supériorité sur celle de Tchétchénie : une remarquable planification et une parfaite exécution qui ont permis de limiter le nombre des victimes (quelques centaines au lieu de milliers), et d'endiguer l'indignation générale.

Des commentateurs américains qui ont lutté toute leur vie contre l'impérialisme soviétique – c'est-à-dire russe – transforment un fasciste, le général Doudaev, en un héros romantique, en combattant de la liberté, en chevalier sans peur et sans reproche d'un petit peuple fier. Et pourtant, même Papa Doc Duvalier passerait à côté pour un libéral...

Dans les conditions de l'effondrement historiquement inévitable de l'impérialisme russe, des gens du type Doudaev, avec leurs complexes mégalo-suicidaires qui les poussent à sacrifier leur peuple et les autres à leurs délires, représentent un danger mortel pour la Russie comme pour le monde entier. Même si elles paraissent invraisemblables, il ne faut pas sous-estimer les menaces nucléaires qu'ils profèrent de temps à autre. Les dirigeants des petites républiques voisines de la Tchétchénie vivent dans l'angoisse permanente des sicaires de Doudaev.

Des gens du type Doudaev représentent un danger mortel pour la Russie et le monde entier

Et si l'on comparait enfin de manière impartiale les deux camps qui s'affrontent ? Je n'ai pas le moindre respect, et encore moins de sympathie, pour les anciens apparatchiks communistes rassemblés autour d'Eltsine. Lorsque, voulant incarner la « stabilité », ils s'assoient autour de leurs énormes bureaux pour une réunion de travail, je me demande toujours comment ils peuvent ne pas comprendre qu'ils ne sont rien d'autre que les organisateurs de la banqueroute.

J'ai encore moins de sympathie et de respect pour le général Gratchev et pour son entourage qui se croient les *« héros de l'Afghanistan »*. Au lieu d'en avoir honte, ils en sont fiers. Ce sont eux qui, avec leur incommensurable bêtise, en ne s'appuyant que sur leur force blindée – telle une meute de sangliers –, ont transformé ce qui n'aurait dû être qu'une opération de police contre les bandes criminelles de Doudaev en une guerre coloniale contre tout un peuple. Ce sont eux qui, ménageant leurs troupes d'élite, ont envoyé pour le premier assaut des jeunes conscrits, au cas où cela aurait suffi.

Dans l'armée russe, la vie humaine n'a – hélas ! – jamais eu beaucoup de prix. Le maréchal de la Grande Catherine, Souvorov, remplissait les fossés des forteresses turques avec les cadavres de ses propres grenadiers pour que d'autres troupes plus fraîches puissent leur passer dessus. Pendant la deuxième guerre mondiale, le maréchal Joukov a battu tous les records.

Gratchev, il faut l'avouer, suit fidèlement la grande tradition malgré ses larmes de crocodile pour des *« gamins qui meurent avec un sourire aux lèvres »*. Au siècle passé, le général Ermolov se lançait à l'assaut du Caucase, mais fondait quand même de nouvelles villes, y compris Grozny. Les va-t-en-guerre des temps modernes ont détruit la ville en emportant des milliers de vies humaines. Cette école de l'armée soviétique ne se laisse pas facilement oublier.

Et pourtant, ce n'est plus vraiment l'armée soviétique. Lorsque, en 1944, sur ordre de Staline, elle a déporté en vingt-quatre heures tout le peuple tchétchène, elle ne lui a laissé aucun espoir de résistance. L'armée d'aujourd'hui porte encore pour quelque temps les insignes tricolores de la démocratie russe. Cette armée a refusé de participer à un putsch communiste en 1991 et a réprimé celui qui avait éclaté sous les couleurs brun-rouge en 1993. Quoi qu'on en ait, elle représente un pays doté d'un Parlement pluraliste, un pays où les citoyens peuvent descendre sans crainte dans la rue en scandant des slogans antigouvernementaux, où les hommes politiques critiquent violemment le président, où les médias jouissent d'une liberté dont certains « pays civilisés » ne peuvent pas se vanter, un pays aux frontières ouvertes où, tant bien *que mal, l'esprit de la libre* entreprise se développe.

La Fédération russe ne pouvait pas tolérer en son sein un régime *comme celui de Doudaev. L'indé*pendance de la Tchétchénie, proclamée dans la ferveur de l'après-août 1991, s'est transformée en un bel échantillon de fascisme à l'orientale. Avec Doudaev régnait l'illégalité la plus totale. Le maire de Grozny a été défenestré. Des têtes coupées étaient exposées sur la place principale pour semer la terreur. Les prises d'otages et le racket étaient devenus quotidiens. Les trains russes étaient systématiquement attaqués et pillés. On vendait des armes à tous les coins de rue, et l'occasion de s'en servir ne tardait pas. Un journaliste américain, traversant la Tchétchénie il y a à peine deux ans, pouvait publier un reportage intitulé « Un pays de bandits ».

Depuis, la situation n'a fait que se dégrader, mais les bandits sont devenus des *« combattants de la liberté »*. Comment ne pas voir qu'une partie de la jeunesse tchétchène s'est rassemblée autour de Doudaev comme une meute de chacals qui se vantent de la puissance de leurs armes. Il s'agit d'une sorte d'exacerbation d'incroyables fantasmes machistes très répandus partout où éclatent des conflits.

Pour ces chacals, il n'y a pas d'autre loi que celle de la vendetta. Il est regrettable que ce soit autour de cette meute que l'idée légitime de l'indépendance nationale se soit cristallisée. D'honnêtes Tchétchènes comprennent sans doute qu'ils se battent plus pour le pouvoir de chacal de Doudaev que pour le bien-être de leur peuple. Mais le raisonnement le plus banal et le plus fruste fonctionne : *« Une vermine bien sûr, mais des nôtres ! »*

Comme il serait préférable que les Russes et les Tchétchènes chassent leurs sangliers et leurs chacals et essayent de tout recommencer ! Dans des situations aussi complexes, il n'y a qu'une seule unité de mesure : la démocratie. S'il y a encore un homme politique que je respecte aujourd'hui à Moscou, c'est Egor Gaïdar. Pourtant, pour une raison obscure, lui non plus ne comprend pas que s'il se trouvait toujours à la tête du gouvernement, il serait lui aussi obligé de prendre des mesures militaires contre Doudaev. J'espère, toutefois, que ce ne seraient pas les mêmes que Gratchev.

Au cas où la Tchétchénie se ferait écraser, les démocrates pourraient être, à juste titre, inquiets pour la démocratie russe. Mais inversement, la victoire des « doudaeviens » et du « doudaevisme » enlèverait à la démocratie russe toute chance de survie.

Au temps de ma jeunesse, j'ai rêvé de me trouver sur les barricades de Budapest pour résister avec les Hongrois à l'attaque des sangliers, c'est-à-dire à l'avancée des chars rouges. Je ne peux que soupirer amèrement : comme c'était simple à l'époque ! Aujourd'hui tout le monde – les nationalistes russes, les nationalistes tchétchènes, les démocrates, les partisans de l'empire – est tombé dans ses propres pièges. Tout le monde a sombré dans la confusion. Il n'y a que les sangliers et les chacals qui savent ce qu'il faut faire.

***Vassili Axionov**, écrivain russe expulsé d'URSS en 1980, enseigne aux Etats-Unis.*

La défaite de Moscou

par Paul A. Goble

LES Tchétchènes ont gagné la bataille de Grozny, même si la ville gît aujourd'hui dans un champ de ruines. Et ils remporteront la lutte pour l'indépendance, même si les forces déployées contre eux semblent toujours écrasantes. Ces victoires ont eu et auront, dans l'avenir, des conséquences décisives pour les Tchétchènes, pour la Russie et aussi pour nous.

Les premiers effets évidents concerneront le peuple tchétchène lui-même. La guerre menée par Boris Eltsine a ressoudé ce petit peuple montagnard autour du président Djokhar Doudaev, et renforcé sa volonté d'indépendance. Deux mois auparavant, il se serait peut-être contenté de moins, désormais c'est impossible.

De plus, la bataille n'est pas terminée. La police secrète et l'armée russe ont échoué à déloger les combattants tchétchènes de Grozny, une ville peuplée en majorité de Russes. Il n'y a donc aucune raison pour qu'elles réussissent à mater une guérilla dans les campagnes à forte dominante tchétchène. En réalité, même si les Tchétchènes en sont réduits à se replier dans les montagnes, les Russes connaîtront rapidement le sort de tout occupant colonial : ils perdront s'ils ne gagnent pas, et ils ne peuvent gagner de par la nature même de leurs opposants.

Une autre contrainte pèse sur les Russes : si les Tchétchènes sont repoussés trop durement, ils répliqueront sans nul doute par des actes de terrorisme contre les oléoducs et les gazoducs, d'une importance économique cruciale, sans que la Russie puisse rien y faire.

C'est la Russie qui va subir les conséquences les plus importantes de cette situation. Parce que la Fédération russe est ethniquement diversifiée, les autres régions portent maintenant un nouveau regard sur l'exemple tchétchène. Cela place Boris Eltsine dans une position impossible : soit il cède aux Tchétchènes et prouve ainsi qu'une résistance énergique paie, soit il ne cède pas et la guerre continue de se répandre. Et, parce qu'il semble vivre le scénario déjà suivi par Gorbatchev qui, en 1990-1991, opérait un virage à droite après avoir essayé la voie de la libéralisation, Boris Eltsine peut très bien provoquer ce qu'il redoute le plus : une situation révolutionnaire précisément, parce que, si un peuple affamé ne se révolte pas, un peuple bien nourri qu'on prive d'un repas le fait.

Trois autres raisons rendent la situation encore plus effrayante. Premièrement, si Eltsine engage le dialogue avec les réformateurs, il se retrouvera, comme Gorbatchev, dans une position très inconfortable, en butte aux soupçons à la fois de la population et des dirigeants. Ensuite, contrairement à la période 1990-1991, Boris Eltsine n'a pas de successeur envisageable ; les éventuels candidats, généraux et ultranationalistes pour ne nommer qu'eux, sont plus que redoutables. Enfin, le gouvernement russe est beaucoup plus faible que ne l'était le régime soviétique en 1991 : son effondrement pourrait provoquer des désastres en série, guerres indépendantistes, terrorisme nucléaire, violence et émigration massives.

Bien évidemment, de tels développements en Russie auraient de profondes conséquences sur les pays voisins et sur nous-mêmes. Mais, pour savoir quoi faire, il est nécessaire de bien comprendre ce qui est en jeu. Beaucoup d'Occidentaux pensent que la meilleure solution réside dans un Etat russe fort, et capable de tenir les rênes du système.

Notre échec à soutenir la Tchétchénie est le dernier exemple d'une longue série

Tragiquement, ce principe de la *« stabilité avant tout »* ne fonctionnera pas : l'Etat russe n'en a pas les moyens, et chaque tentative visant à imposer la stabilité de cette façon ne ferait qu'aggraver l'instabilité. Et refuser de critiquer Boris Eltsine sous prétexte qu'il n'y a pas d'autre solution plus satisfaisante que lui, c'est insulter la Russie, car le peuple de Russie a montré qu'il pouvait résister aux politiques qui y sont mises en œuvre. Il ne nous appartient pas de dire qui devrait être président de la Russie, il est en revanche de notre responsabilité d'exiger que ce président et son gouvernement respectent les lois internationales s'ils veulent rejoindre l'Ouest.

Dans cette situation, nous devons aussi nous souvenir que notre échec à soutenir la Tchétchénie est le dernier exemple d'une longue série d'échecs pour contrer les méfaits commis par des Etats formellement chrétiens contre des Etats formellement musulmans. Cela ne va pas aider à garantir la stabilité ailleurs dans le monde. Mais, au-delà, nous devons comprendre, dans un monde qui change à la manière d'un kaléidoscope, que l'idéalisme – l'engagement pour nos principes – est la forme la plus noble du réalisme. Si nous ne comprenons pas ceci, et si nous n'admettons pas que l'euphorie d'après la Guerre froide – comme après des conflits antérieurs – était irraisonnée, il se peut que nous nous trouvions, comme Boris Eltsine, *piégés par la victoire tchétchène*.

***Paul Goble** est membre de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, Washington D. C.*

...ut de suite

Michel Korinman

...de Moscou

... Goble

Notre échec à soutenir la Tchétchénie est le dernier exemple d'une longue ...

Paul Goble

Le Monde

Haïti sous perfusion

Les pays occidentaux et les institutions multilatérales avaient promis de consentir de gros efforts financiers pour reconstruire Haïti, le plus misérable Etat des Amériques, que trois ans de régime militaire et d'embargo international ont mis à genoux. Plus de trois mois après la réinstallation dans ses fonctions du président élu Jean-Bertrand Aristide, ils viennent de s'engager à verser, sous forme de dons ou de prêts, 900 millions de dollars, dont 660 millions d'ici quinze mois. Parce que les Etats-Unis seront les plus gros contributeurs du plan coordonné par la Banque mondiale, les républicains renâclent au Capitole estimant que leur pays a déjà trop donné.

Certes l'opération militaire – essentiellement américaine – « Soutenir la démocratie », qui contraignit les putschistes à l'exil, a rempli la plupart de ses objectifs. Grâce à la présence dissuasive des forces américaines, le président Aristide a pu se permettre de réduire les effectifs d'une armée haïtienne qui avait pillé, rançonné et martyrisé ce malheureux pays. Elle passe de 7 000 à 1 500 hommes qui se contenteront, en principe, de surveiller les frontières avec des armes non chargées.

Il reste que l'Etat de droit ne s'est pas encore imposé en Haïti. Les militaires américains se refusent à veiller au maintien de l'ordre, l'ancienne police a été dissoute, la nouvelle, en formation, ne sera opérationnelle qu'à la fin de l'année et la justice ne fonctionne pas. La criminalité de droit commun, dans laquelle les anciens réseaux paramilitaires sont impliqués, est en hausse vertigineuse. Touchée par la tempête Gordon en novembre, la république caraïbe est dans une situation économique catastrophique. La production, qui a chuté d'un tiers au cours des trois dernières années, n'a pas redémarré en partie à cause du manque d'électricité.

La grogne monte au sein de l'énorme masse de déshérités qui n'ont pas vu leur sort s'améliorer avec le retour de la démocratie. Avec six mille « casques bleus », américains pour moitié, les Nations unies prendront le relais des Etats-Unis fin mars. Le pays sera alors en campagne électorale pour les législatives, un moment traditionnel de tensions politiques.

Haïti, pays assisté, doit le rester, au moins le temps que cesse l'anarchie. A charge pour le président Aristide de prouver, de son côté, qu'il utilisera efficacement les fonds alloués. Militairement absente de l'opération « Soutien à la démocratie » et disposée à n'envoyer que cent formateurs de police à moyen terme, la France n'est présente dans la patrie de Toussaint Louverture qu'au travers une coopération bien tardivement relancée. Au risque de laisser les Américains occuper le champ des retombées économiques de la restauration démocratique, au risque aussi de laisser Haïti s'éloigner de la francophonie.

Le tabou des retraites

C'est une première. Dans une branche professionnelle, celle de l'assurance, trois organisations syndicales (CFDT, CGC, CFTC, la CGT réservant sa réponse) ont signé jeudi 2 février un accord pour constituer un fonds de pension collectif pour les retraites complémentaires. Pour Denis Kessler, qui préside aux destinées de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA), le succès est en apparence total. Lui qui, depuis 1990, s'est fait le chantre de la retraite par capitalisation, par opposition à la retraite par répartition, trouve enfin un terrain d'application à ses vues et obtient le soutien de ses partenaires sociaux sur un dossier très contesté. Dimanche encore, à Bercy, Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, avait fait huer les assureurs, soupçonnés de voler les salariés. Rien de moins.

Vis-à-vis des autres branches professionnelles et de la banque, adversaire irréductible de l'assurance dans cette affaire alors qu'elle était confrontée à la même difficulté, le message se veut clair. Il est ainsi prouvé qu'il est possible de briser un tabou. Les gouvernements successifs, qui de Michel Rocard à Edouard Balladur en passant par Pierre Bérégovoy ont toujours hésité devant l'ampleur de la réforme, se trouvent eux aussi pris à contre-pied. Les conseillers de Matignon, qui considèrent qu'il s'agit d'un *« non-sujet »*, même pas envisageable après la présidentielle, devront réviser leur jugement. Quant au CNPF, tiraillé par des divergences manifestes – les positions des banquiers recevant l'appui de la puissante UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) – il lui sera difficile de maintenir le savant équilibre auquel il était parvenu. Denis Kessler, nouveau vice-président de l'équipe de Jean Gandois, vient de marquer un point.

Mais, si un précédent est créé, les raisons techniques en ont davantage décidé ainsi que les motifs politiques. Comme d'autres branches, la profession de l'assurance ne pouvait pas maintenir en l'état un régime particulier de retraite dès lors que les provisions financières, rendues obligatoires par la loi d'août 1994, auraient été épuisées en dix ans. L'évolution démographique et les perspectives, soit d'une baisse des retraites, soit d'une hausse des cotisations, condamnaient au changement.

Le vrai mérite aura été moins d'avoir recours à la solution du fonds de pension, inéluctable dans ce cas, que de réussir à le constituer pour toute une profession, sans doute sur une base paritaire encore à préciser. La démonstration, pour spectaculaire qu'elle soit, demanderait à être étendue pour que soit posée plus clairement, et en d'autres termes, la question de la survie des actuels régimes de retraite complémentaires, dont le président de la FFSA annonce la déroute. D'une certaine façon, d'ailleurs, l'accord acquis dans l'assurance par Denis Kessler rend paradoxalement caduque l'une de ses revendications. Une loi n'était pas nécessaire pour lancer la retraite par capitalisation

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué

Rédacteurs en chef : Thomas Ferenczi, Edwy Plenel, Robert Solé,
adjoints au directeur de la rédaction : Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du *Monde des débats* ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206 806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261 311F

Culture de guerre *par Martial Leiter*



Les deux cultures du socialisme français

Suite de la première page

Lionel Jospin se montre, lui, plus sensible au décalage entre les promesses faites dans l'opposition et l'action menée au gouvernement. Il souligne dans sa contribution la nécessité de concevoir une politique *« suffisamment audacieuse »* pour qu'elle tranche avec celle de la droite et *« assez réaliste afin qu'au pouvoir nous ne l'abandonnions pas »*. Dressant dans son livre le bilan de la gauche, il suggère que *« moins de mesures sociales au début »* aurait peut-être entraîné *« moins de rigueur ensuite »*. Il regrette que les socialistes n'aient pas eu une meilleure *« gestion du temps »*, qui aurait permis *« une programmation progressive »* des réformes.

Henri Emmanuelli se rattache donc plutôt à la tradition protestataire ou « tribunicienne » de la gauche, quitte à accepter que les mots soient parfois contredits par les actes, tandis que Lionel Jospin se réclame davantage de l' « éthique de responsabilité ». De ce point de vue, le premier semble plus proche de François Mitterrand, le second de Michel Rocard.

DIVERGENCE

Cette divergence n'est pas sans effet sur les propositions défendues par les deux candidats. Henri Emmanuelli, qui tient un langage de combat, dénonce dans sa contribution *« un néocapitalisme qui règne en maître »* et refuse de *« fermer le dossier à jamais »* sur la question de la propriété. Il se prononce pour la réduction du temps de travail à trente-cinq heures sans perte de salaire, qui n'est, affirme-t-il, *« ni irréaliste ni hypocrite »*, et pour une réforme fiscale qui passe notamment par une taxation des mouvements de capitaux. Lionel Jospin, qui ne croit pas aux *« recettes miracle »*, préconise *« une négociation-cadre sur la diminution de la durée du travail »* et une réforme fiscale fondée sur l'allégement des charges des entreprises pour le travail non qualifié et l'augmentation de l'imposition sur les revenus du capital.

Le premier, en condamnant ceux qui, *« traumatisés »* par leurs échecs, acceptent implicitement le *« système dominant »*, fait évidemment plaisir à la gauche du PS. Le second, en tenant, selon ses propres termes, un discours d'opposition *« qui puisse devenir une pratique crédible de pouvoir »* et en prônant la concertation entre les partenaires sociaux, satisfait en particulier les rocardiens. Il se sépare d'eux, toutefois, sur un point important : le rôle de l'Etat, qu'il affirme haut et fort. A la différence de la « deuxième gauche », Lionel Jospin, selon un de ses proches, entend *« s'adosser à la puissance publique plus qu'au mouvement de la société »*. Il rejoint en cela Henri Emmanuelli, qui défend avec vigueur le service public contre le *« service marchand »*. Mais la notion de laïcité, qui figure en bonne place dans le texte du premier secrétaire, est absente de celui de l'ancien ministre de l'éducation nationale. A l'inverse, Lionel Jospin consacre un chapitre aux « affaires », qu'Henri Emmanuelli passe sous silence. Ces particularités contribuent à dessiner les univers de référence de chacun des deux candidats.

LE PLUS EUROPÉEN DES DEUX...

Leur attitude à l'égard de l'Europe les distingue aussi. Toutefois le plus « européen » des deux n'est pas celui qu'on pense. Henri Emmanuelli a écrit, au moment du traité de Maastricht, un vibrant *Plaidoyer pour l'Europe* (Flammarion, 1992), dans lequel il se range parmi les *« rêveurs impénitents du fédéralisme »*. Lionel Jospin a exprimé plus de réserves, rappelant son attachement à l'Etat-nation. Il est vrai que leurs derniers textes semblent à fronts renversés : la contribution de Lionel Jospin rappelle l'objectif de la monnaie unique, que celle d'Henri Emmanuelli s'abstient de mentionner. Il n'empêche : celui-ci a la faveur de Bernard Tapie, pro-européen sans complexes, et celui-là la sympathie de Jean-Pierre Chevènement.

Au-delà de leurs évidentes différences de tempérament, Lionel Jospin et Henri Emmanuelli ne représentent sans doute pas deux idéologies opposées, comme naguère Michel Rocard et François Mitterrand, mais au moins deux cultures, qui empruntent certains traits au vieux clivage du socialisme français, sans le recouper tout à fait.

Thomas Ferenczi

AU FIL DES PAGES/POLITIQUE

Faux meurtres et vraie victime

Deux nouveaux meurtres en politique : ils s'ajoutent à la série de crimes fictifs dont le trait commun est d'avoir été commis dans des cercles et lieux institutionnels. En l'occurrence, c'est l'Elysée, pour la seconde fois, et un territoire, la *« Balladurie »*, qui servent de décor aux drames. En fait de dramaturgie, n'exagérons rien ! Les intrigues ne sont que prétextes, les morts que faux-semblants, qui justifient de pseudo-investigations. Ainsi est-il permis, sous le couvert d'une enquête de roman policier, d'entrer dans la place, de la faire vivre de l'intérieur et, surtout, de faire tenir aux protagonistes le discours de leur vérité nue, du moins de celle qu'on leur prête, qui se cacherait sous les atours de leurs personnages publics. Les auteurs de ces exercices, censés bien connaître les lieux et les acteurs qu'ils mettent en scène, se masquent derrière des pseudonymes qui ajoutent au vrai-faux mystère.

Jean Duchateau revient, en habitué, à l'Elysée, où il a déjà enquêté une première fois. François Mitterrand est mort dans des conditions suspectes, après avoir reçu les principales personnalités politiques du moment pour mettre au point avec elles un code de bonne conduite avant l'élection présidentielle. Douze suspects se trouvent bientôt sur la sellette, la charge de découvrir le coupable étant confiée à Jacques Attali. Laurent Fabius, parce qu'il ne figure pas parmi les présidentiables – et bien que, dans la réalité cette fois, il joue un rôle non négligeable dans la désignation du candidat socialiste –, est écarté de cette fable grinçante, et Bernard Tapie n'y fait qu'un bref passage.

On n'en révélera pas le dénouement, qui illustre symboliquement les leçons à tirer de cette fin de règne. Elles sont de toute éternité. Les hommes politiques sont, au figuré, des tueurs en puissance, dans la mesure où ils sont conduits à éliminer leurs concurrents, qui se recrutent aussi parmi leurs anciens amis. Les trop longs règnes exacerbent les envies de meurtre et l'effacement espéré et inéluctable du roi ne met pas aussitôt fin à sa capacité d'agir. A bien des égards, l'actualité confirme la fiction, qui ne faisait que la décrire par ses artifices propres.

Le petit jeu de la vérité, « comme si vous y étiez »

La même remarque s'appliquerait au *Meurtre en Balladurie* raconté par Fabrice Leuwen. Le petit jeu de la vérité, *« comme si vous y étiez »*, s'organise, ici, autour de l'empoisonnement de Charles Pasqua et du pouvoir de la victime d'influer sur la vie politique *post mortem* (sauf qu'il semble avoir revu, de son vivant, le testament qui lui est prêté). L'intrigue se situe davantage dans le sérail de l'actuelle majorité et met en scène, de manière tout aussi caustique, les médias. Peu importe le mobile du crime, encore que l'interrogation reste ouverte (ce qui conduit François Mitterrand à faire la leçon aux candidats Balladur et Chirac...). Ce sont les personnages qui comptent et leurs conduites.

Tous ces gens qui, dans ces deux livres, s'agitent comme des marionnettes représentent-ils les princes qui nous gouvernent ? Pour ceux qui n'y participent que de loin et épisodiquement, la politique se réduit-elle à ce spectacle ? Ne soyons pas naïfs : l'intrigue et la théâtralité ont toujours acccompagné la conquête et la gestion du pouvoir, et la tentation de caricaturer les gouvernants n'est pas nouvelle. Cependant, le jeu de représentations qu'est le champ politique ne se limite pas seulement à l'affrontement dénué de sens, en dehors de leurs motivations personnelles, de ses acteurs. Il doit bien y avoir autre chose : une cohérence à ces querelles, l'expression de volontés collectives, la rencontre de quelques idées fortes. Sinon, c'est la politique elle-même qui serait assassinée ! A défaut d'en avoir la preuve formelle, une enquête est ouverte dont on attend les résultats au début du mois de mai. Il est possible que la victime vive encore.

André Laurens

★ *Meurtre à l'Elysée II*, de Jean Duchateau, 225 pages. *Meurtre en Balladurie*, de Fabrice Leuwen, 214 pages, 89 F chacun chez Calmann-Lévy.

RECTIFICATIFS

Total

Une erreur dans nos éditions du 2 février nous a fait confondre le résultat net par action (14,70 francs) avec le dividende. Le montant de ce dernier n'a pas encore été fixé.

Force ouvrière

Dans l'article consacré au rassemblement de Force ouvrière, à Bercy, en page 9 du *Monde* du 31 janvier, une erreur s'est malencontreusement introduite dans le dernier paragraphe et en a inversé le sens. Il fallait lire : *« L'état-major de FO était satisfait de l'ampleur du rassemblement, résultat des centaines de réunions préparatoires. Cela n'a pas incité, néanmoins, la centrale syndicale à soutenir les prochaines manifestations organisées pour défendre la Sécurité sociale : la journée d'action nationale de la CGT, prévue pour le 4 février, et la journée d'information du front CFDT-Mutualité française-FEN-FSU, fixée au 8 février. »*

Grand-Quevilly

Une erreur de transmission nous a fait écrire dans *Le Monde* du 27 janvier, à propos du rapport sur la ville de Rouen de la chambre régionale des comptes de Haute-Normandie, que les habitants du Grand-Quevilly, dont Laurent Fabius est le premier adjoint au maire, payaient leur eau deux fois plus cher qu'à Rouen, commune voisine. En réalité, ce serait, selon la chambre régionale des comptes, exactement l'inverse, puisque les magistrats ont estimé que la ville de Rouen, qui alimente le réseau d'eau du Grand-Quevilly, devrait facturer ces volumes d'eau au moins deux fois plus cher. François Gautier, le maire de Rouen, conteste d'ailleurs cette analyse.

ENTREPRISES

FONDS DE PENSION La Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et le *Groupement* des sociétés d'assurances à caractère mutuel (GEMA) devaient conclure, jeudi 2 février, avec la CFDT, la CFTC et la CGC un accord historique pour les 140 000 salariés et retraités de la branche. Il prévoit de renforcer le système actuel de retraite par répartition mais innove en créant le premier fonds de pension professionnel. ● LES ENTREPRISES du secteur devront toutes y consacrer au moins 1 % de la masse salariale. Chaque salarié *en bénéficiera* lors de sa retraite. Ce régime sera géré conjointement par les syndicats et les directions de la branche. ● LE DÉBAT politique sur les fonds de pension est ainsi relancé par les partenaires sociaux, alors qu'il avait été enterré par les gouvernements depuis 1988. Le dossier constituera *une priorité* sociale après l'élection présidentielle.

Les assureurs ouvrent une brèche dans le système des retraites

Les employeurs de l'assurance ont signé avec trois syndicats un accord qui crée le premier fonds de pension professionnel et qui se veut exemplaire vis-à-vis des autres secteurs d'activité

LES SOCIÉTÉS et les mutuelles d'assurances disposeront à partir du 1er janvier 1996 *du premier* fonds de pension professionnel. A cette date, les entreprises y consacreront 1 % de la masse salariale. Tel est le résultat spectaculaire d'un accord que la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et le Groupement des sociétés d'assurances à caractère mutuel (GEMA) devaient conclure le jeudi 2 février avec trois syndicats (*CFDT, CFTC, CFE-CGC*).

Pour comprendre cette révolution, un retour en arrière s'impose. Aujourd'hui, les 96 000 salariés et les 44 000 retraités de ces entreprises disposent d'un régime à trois étages : la Sécurité sociale, les régimes complémentaires (Arrco et Agirc) et un régime professionnel géré par répartition. Celui-ci couvre tous les salariés selon un *principe simple : ses prestations* sont calculées par différence entre un montant global de retraite défini *par le règlement du régime* et la somme des régimes obligatoires. En clair, il compense les éventuels désengagements *des deux autres* régimes afin que le retraité ne soit pas pénalisé.

Aujourd'hui, ce régime se porte bien – il a trois milliards de francs de réserves –, mais il est menacé à moyen terme par trois facteurs : l'évolution démographique, l'accord interprofessionnel Arrco de 1993, qui porte de 4 % à 6 % le taux obligatoire de cotisation à ce régime d'ici à *1999, et, surtout, la loi* du 8 août 1994 qui oblige les régimes complémentaires d'entreprise ou de branche à constituer des provisions financières, ce qui est sain mais aurait épuisé les réserves du régime des asssurances en moins de dix ans.

L'accord *conclu* comporte deux points essentiels. Premièrement, la moitié des ressources de cotisations et des charges annuelles de retraites du régime professionnel sont transférées à l'Arrco. Ainsi, le *taux de cotisation à l'Unirs* (caisse Arrco) passe dès cette année de 4 % à 6 %. C'était là une exigence fondamentale des syndicats. En ce qui concerne la moitié « résiduelle » du régime professionnel, les assureurs acceptent de consolider les droits acquis et en cours en provisionnant onze milliards de francs sur dix ans.

PARITARISME

En contrepartie de cet engagement, les syndicats acceptent que la part des salariés dans les cotisations soit augmentée. Alors qu'elle ne représente que 7 % des cotisations versées à l'Arrco et au régime professionnel sur la tranche inférieure au plafond de la Sécurité sociale (les employeurs prenant en charge les 93 % restants), la part *des salariés représentera dans sept* ans 37,5 % des cotisations... ce qui reste inférieur aux taux dévolus à la plupart des autres salariés.

Deuxième point : le fonds professionnel est remplacé à partir du 1er janvier 1996 par un fonds de pension collectif de branche. L'accord prévoit que les entreprises le financeront au moins à hauteur de 1 % des salaires. Les signataires devront *néanmoins répondre à plusieurs* questions importantes d'ici à la fin de l'année. Outre la participation éventuelle des salariés au financement de ce fonds, ils devront définir la forme de paritarisme qui en assurera la gestion, les modalités de revalorisation des retraites, la création d'un fonds d'action sociale... L'accord prévoit aussi que, à titre dérogatoire, les entreprises ou groupes d'entreprises puissent constituer leurs propres fonds de pension. Mais comme le souhaitaient les syndicats, ces éventuels fonds dérogatoires devront impérativement faire l'objet d'un accord avec eux, la participation des employeurs ne *pourra pas être inférieure au 1 % et* ces fonds devront être validés par les signataires au niveau de la branche. Visiblement, les signataires ont voulu faire de cet accord un exemple. Car ce texte est éminemment politique. Denis Kessler, bouillant président de la FFSA, mais aussi nouveau vice-président du CNPF, a pu remplacer un régime professionnel par répartition – une hérésie pour les assureurs – par un fonds de pension, le tout dans un quasi-consensus social. Car si Force ouvrière, noyautée par l'extrême-gauche dans ce secteur professionnel, n'a même pas participé aux négociations, la CGT – qui réserve sa signature – aurait *déclaré en séance ne pas être forcément* hostile aux fonds de pension, pourvu qu'ils soient gérés paritairement *au niveau* de la branche.

Par ailleurs, en permettant aux entreprises « à titre dérogatoire » de créer leur propre régime maison, les assureurs entendent également montrer l'exemple. Le président de la FFSA souhaite aussi faire la démonstration que les assureurs sont les plus aptes à gérer ces fonds de manière prudente mais efficace. *Dans* la bataille qui les oppose aux banques, les assurances viennent de marquer un point.

Mais les syndicats signataires s'y retrouvent également. En obtenant que la branche augmente sa participation à l'Arrco – alors que *Denis Kessler est extrêmement critique* sur la hausse des cotisations décidées par l'Agirc –, ils renforcent le système de la répartition. En acceptant – sous conditions – les fonds de pension, ils montrent qu'on ne peut les taxer systématiquement de conservatisme. En imposant de participer à la gestion du fonds et en privilégiant une logique de branche par rapport à une logique d'entreprise, ils indiquent clairement aux syndicats des autres secteurs d'activités quelle voie il faut emprunter.

Directions comme syndicats ont donc voulu faire preuve de pédagogie à destination de leurs pairs... et sans doute aussi du gouvernement.

Frédéric Lemaître

Les industriels distancés

Les grands groupes vont-ils rester inertes ? Depuis dix-huit mois, ils bataillent au sein du CNPF pour défendre des fonds de pension à l'allemande : ceux-ci sont gérés directement par les groupes et non par les assurances ou les banques. Ce système a permis aux entreprises allemandes de drainer environ 400 milliards de marks (environ 1 400 milliards de francs), qui sont venus stabiliser leurs fonds propres. Les industriels français ont donc tenté jusqu'ici de bloquer toutes les avancées des assurances ou des banques. *Avec un certain succès.*

Sur le terrain, cependant, les fonds de pension d'entreprises restent peu nombreux en France : les compagnies pétrolières, IBM France, Air Liquide, Essilor, des banques. Parfois le système ne se révèle pas aussi avantageux que prévu. Rhône-Poulenc tente ainsi depuis plusieurs années de réviser son régime de retraite maison, jugé trop onéreux. Les groupes allemands font de même : après avoir offert un complément de retraite calculé à partir des salaires des meilleures années, ils voudraient *verser des retraites financées sur la base de cotisations définies.*

Le gouvernement temporise

IL FAUT rendre cette justice à Denis Kessler : alors qu'il n'était pas encore président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), il plaidait déjà – et *avec quelle constance !* – pour la création de fonds de pension. C'est même lui qui, dès 1990, a lancé le débat en France en dénonçant *« le triangle maudit des régimes par répartition »*, au moment où Michel Rocard préparait son Livre blanc sur l'avenir des retraites. Tant d'ardeur n'a guère été récompensée. Et aujourd'hui encore, plusieurs experts gouvernementaux estiment même que les fonds de pension sont *« un non-sujet »*.

Les gouvernements successifs ont fait preuve, sur ce dossier, de la plus grande prudence, justifiant leur attentisme par le refus des syndicats de voir un système de retraite par capitalisation concurrencer, voire cannibaliser le système par répartition qu'ils cogèrent avec le patronat. Dès 1991, Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'économie et des finances, *consulte les partenaires sociaux* sur la création d'un troisième pilier de la retraite. *« Prématuré »*, répondent alors des organisations de salariés surtout soucieuses de consolider les deux régimes de retraites complémentaires. Ce qui sera fait – mais pour combien de temps ? – en 1993 pour l'Arrco et en 1994 pour l'Agirc.

L'ouvrage que la gauche a finalement *abandonné, la droite* revenue au pouvoir devait logiquement le remettre sur le métier. Dans son « Dictionnaire de la réforme », Edouard Balladur ne préconisait-il pas une budgétisation progressive des cotisations d'allocations familiales et une augmentation du salaire direct qui permettrait d'alimenter des fonds de pension ? Dans les milieux financiers et les grandes entreprises, on se met alors à spéculer sur leur introduction prochaine.

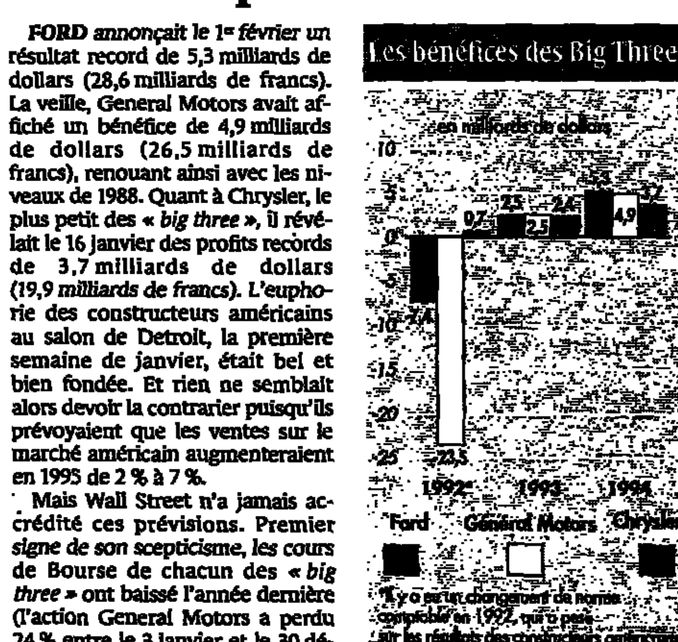
Las, pour endiguer la montée du chômage, ces allègements de charges sociales serviront finalement à financer la politique de l'emploi. Pour ne pas donner le sentiment de s'être déjugé, le premier *ministre confie néanmoins* une *« mission de concertation »* au ministre de l'économie. Mais Edmond Alphandéry reste bien seul, au sein du gouvernement, à plaider pour la création d'un système destiné, selon lui, à épauler les régimes actuels, développer le marché des actions sur la place de Paris et fournir des fonds propres aux entreprises. Si Alain Madelin, *ministre des entreprises, a incontestablement* ouvert une brèche en permettant aux artisans et aux professions libérales d'avoir des systèmes complémentaires par capitalisation, ni le ministre des affaires sociales, Simone Veil, ni le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, ne veulent ouvrir ce chantier socialement trop sensible.

Jean-Michel Bezat

Bénéfices records et perspectives incertaines pour les constructeurs automobiles américains

FORD *annonçait* le 1er *février* un résultat record de 5,3 milliards de dollars (28,6 milliards de francs). La veille, General Motors avait affiché un bénéfice de 4,9 milliards de dollars (26,5 milliards de francs), renouant ainsi avec les niveaux de 1988. Quant à Chrysler, le plus petit des *« big three »*, il révélait le 16 janvier des profits records de 3,7 milliards de dollars (*19,9 milliards de francs*). L'euphorie des constructeurs américains au salon de Detroit, la première semaine de janvier, était bel et bien fondée. Et rien ne semblait alors devoir la contrarier puisqu'ils prévoyaient que les ventes sur le marché américain augmenteraient en 1995 de 2 % à 7 %.

Mais Wall Street n'a jamais accrédité ces prévisions. Premier *signe de son scepticisme*, les cours de Bourse de chacun des *« big three »* ont baissé l'année dernière (l'action General Motors a perdu 24 % entre le 3 janvier et le 30 décembre 1994, le titre Chrysler 8 %), alors que le Dow Jones a pris 3 % dans le même temps. Plus révélateur encore, la capitalisation boursière des constructeurs de Detroit les valorise à moins de cinq fois leurs résultats 1995, alors que ce ratio est de 15 pour l'ensemble des valeurs de Wall Street.



En 1994, les trois constructeurs américains ont réalisé des profits record.

En clair, la place de New York estime que l'industrie automobile américaine sera en haut de cycle à la mi-1995, au mieux à la fin de l'année. Les cabinets de consultants américains ainsi que les économistes externes aux constructeurs abondent également dans ce sens.

Ainsi, le cabinet DRI prévoit que les ventes seront stables en 1995 et chuteront de 5 % en 1996. Le mois de janvier, pour lequel les statistiques de ventes ne sont pas encore *publiées*, pourrait fort bien à son tour confirmer ces avis. Le faible niveau des ventes de ce premier mois de l'année a contraint Ford à fermer temporairement trois de ses usines. Chrysler a, de son côté, lancé des opérations de promotion sur la Neon, son dernier modèle. Ce *début* d'année a suffi pour que les constructeurs revoient leurs prévisions à la baisse : ils anticipent désormais une croissance du marché américain comprise entre 0 % et 3 %.

CYCLE ASCENDANT

L'industrie automobile américaine vient de connaître trois années de croissance. Et l'expérience montre que la période ascendante des cycles de ce secteur dure rarement plus longtemps. De surcroît, la hausse des taux de 0,5 % que vient d'annoncer la Fed, Réserve fédérale américaine, aurait un effet bien plus *négatif* sur le comportement des consommateurs que ne le prévoyaient les constructeurs il y a à peine un mois. D'autant que les Américains semblent aujourd'hui réticents à acheter des voitures neuves dont les prix ont augmenté et pour lesquelles les remises sont de moins en moins importantes. Dès lors, les *« big three »* pourraient être amenés à renouer avec la tradition des mauvaises années, celle des discounts, et surtout à considérablement augmenter leurs budgets marketing, que la forte demande de l'année dernière avait permis de réduire. De là à prévoir une réduction de leurs marges, il n'y a qu'un pas...

Mais les constructeurs américains ne sont pas tous armés de la même manière face à cette éventualité. General Motors est sans aucun doute le plus mal loti, avec les coûts de production les plus élevés. Ford, avec un chiffre d'affaires *inférieur au sien*, gagne plus d'argent que lui. Et, les bénéfices de Chrysler, de 30 % inférieurs à ceux de General Motors, ont été obtenus avec un chiffre d'affaires inférieur de 70 % à celui du numéro un américain.

Virginie Malingre

Les Travaux publics adoptent leur code de bonne conduite

PROMIS en octobre, le *« code de bonne conduite »* des entreprises de travaux publics a été officiellement *ratifié*, mercredi 1er février, par l'assemblée générale annuelle de la profession. Sans opposition. Bouygues, qui s'était singularisé à l'automne – estimant *« n'avoir pas attendu (...) pour donner des consignes très strictes à* [ses] *collaborateurs »* –, est rentré dans le rang. Ses trois principaux représentants au conseil d'administration de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) ont donné un mandat en blanc à l'initiateur même de la démarche, le président Philippe Levaux.

« Il faut trancher les liens financiers entre entreprises et partis, entre entreprises et hommes politiques », affirmait ce dernier à l'automne (*Le Monde* du 20 octobre 1994). Réélu à l'unanimité, mercredi, le président de la FNTP a enfoncé le clou, estimant que *« si quelques chauffards, hommes politiques ou entreprises, ont franchi la ligne blanche continue, il est dangereux et injuste de traiter tout le monde de chauffard »*. Dangereux pour *« l'image de la France »*, celle des entreprises et, *in fine*, pour l'emploi car les concurrents en *« profitent pour nous déstabiliser »*.

Succédant à un *« code d'honneur »* de 1922 faisant la part belle à la *« parole donnée »*, le texte – totalement *« refondu »*, selon l'expression de Philippe Levaux – enjoint à l'entrepreneur de ne contribuer *« au financement des partis politiques, des candidats aux élections, des fondations, syndicats, associations, etc. qu'en respectant la législation en vigueur. Il s'interdit toute autre forme de contribution au financement des élus, des partis, des candidats et de leurs mandataires et, par ailleurs, de répondre favorablement à toute demande de paiement en argent, en nature ou en service, à des personnes physiques ou morales, pour obtenir et mener à bonne fin des contrats ou des commandes en contradiction avec les lois en vigueur. A fortiori*, conclut le texte, *il s'interdit de les proposer lui-même »*. L'interdiction est salutaire. Et le code l'étend aux collaborateurs des entreprises, qui doivent être désormais dûment informés que toute *« transgression est incompatible avec leur collaboration à l'entreprise »*.

Invité à conclure les travaux de la Fédération, Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, a toutefois jugé cet aspect du code *« dernière nous »* depuis la promulgation, le 19 janvier, de la *loi interdisant le financement* des partis politiques par les entreprises. *« Le Code pénal suffit »*, a ajouté le ministre, mettant ainsi, involontairement sans doute, le doigt sur les limites des chartes de déontologie. Aussi vigoureux soit-il, le rappel des principes ne saurait prétendre venir à bout, seul, de la corruption.

P.-A. G.

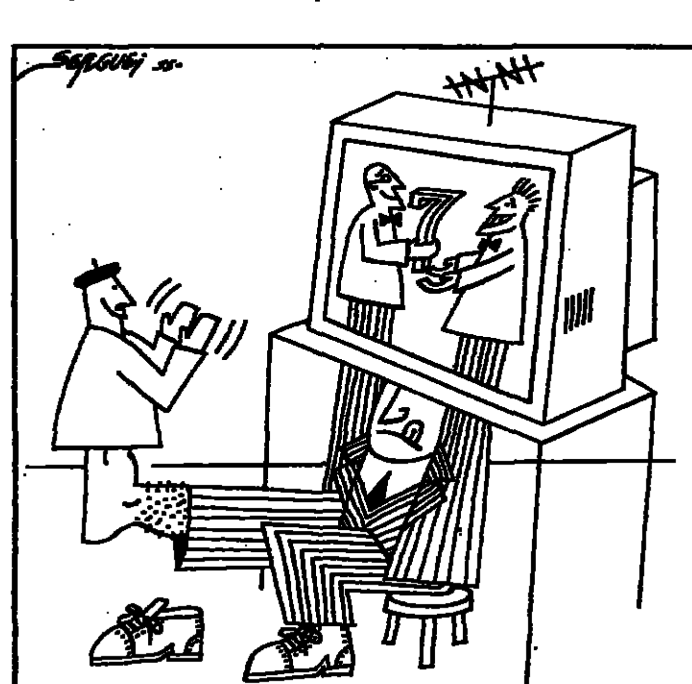
La lutte entre télévisions publiques et privées est ravivée par le fiasco des 7 d'or

Le gouvernement s'efforce de ménager France Télévision et TF 1

L'absence de TF 1 au palmarès des 7 d'or du mardi 31 janvier met en péril cette cérémonie, fondée en 1985 par Georges Cravenne, qui a rendu publique, mercredi, sa démission de la présidence de cette cérémonie. La Une a décidé de se retirer des 7 d'or et les responsables d'ARTE, de M 6 et de Canal Plus ont également protesté. La cérémonie, qui a largement consacré les émissions de France Télévision, est soupçonnée de partialité.

L'entretien de Nicolas Sarkozy, ministre du budget, chargé de la communication, dans l'édition du *Figaro* du jeudi 2 février, ne pouvait mieux tomber, au lendemain des turbulences qui affectent la cérémonie des 7 d'or. Le ministre de la communication y affirme d'entrée de jeu qu'il traite *« toutes les affaires qui* [lui] *étaient soumises dans un esprit d'équité »*.

Evoquant ensuite la guerre que se livrent TF 1 et France Télévision dans le domaine des recettes publicitaires, M. Sarkozy tient à faire un autre préalable, concernant la polémique lancée par TF 1 et M 6 à propos du dumping que pratiquerait France Télévision sur ses tarifs publicitaires : *« Il n'y avait aucune raison pour que je ne me saisisse pas du dossier, sous prétexte que ce sont les télévisions privées qui me l'ont adressé. (...) Mais j'ai préféré agir en demandant à des organismes indépendants de me donner leur avis sur cette question. »*



GUERRE DES AUDIENCES

Il reste que l'enquête confiée, jeudi 19 janvier, à plusieurs sociétés spécialisées dans l'achat d'espace (Carat TV, Médiapolis) et à l'Union des annonceurs (UDA), et qui devait aboutir *« dans le courant de la semaine suivante »*, n'a toujours pas été publiée. Au ministère de la communication, qui vient d'en recueillir les résultats, on estime qu'ils *« sont extrêmement difficiles à interpréter »*. L'Etat, et singulièrement le gouvernement, doit ménager les deux clans, ce qui explique que le ministre de la communication doit naviguer au plus près. Actionnaire des chaînes publiques, il ne peut *« pénaliser injustement leur succès »*, dont témoigne la remontée de l'audience de France 2 et surtout de France 3. En outre, les relations entre la présidence de France Télévision et le ministère de la communication sont au beau fixe : l'invité de la première édition de l'émission « La France en direct », lundi 30 janvier, n'a-t-il pas été M. Sarkozy, dont le punch a largement assuré son succès ?

Mais le gouvernement est aussi l'hôte privilégié de TF 1. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) n'a d'ailleurs pas manqué de relever la part trop belle faite au temps de parole que TF 1 accorde aux personnalités du gouvernement et de l'actuelle majorité.

Les épisodes de la lutte qui met aux prises TF 1 et France Télévision sont divers mais nombreux. Elle s'exerce sur le plan économique – guerre des audiences, des tarifs publicitaires, de la déprogrammation –, sur celui des personnes – le « kidnapping » des stars du petit écran est devenue monnaie courante –, et sur celui de l'image. La cérémonie des 7 d'or censée jeter un voile de fête et d'unanimisme sur la « grande famille » de la télévision n'est jamais qu'un nouvel épisode de cette guerre de l'image.

Pour TF 1, la coupe est pleine. Alors que la chaîne de Martin Bouygues a enregistré une baisse d'audience et de ses recettes publicitaires à la fin de l'année 1994 et au début de celle-ci, il lui devenait insupportable d'être exclue du palmarès des 7 d'or et de s'évanouir ainsi aux yeux des six millions de téléspectateurs. Le procès était facile à instruire : créée par Georges Cravenne et Hervé Bourges, alors que celui-ci présidait TF 1 – qui était encore dans le giron du service public –, les 7 d'or ont largement chanté les louanges de France 2 et de France 3 : depuis 1985, 136 trophées sur 236 décernés ont été attribués à des vedettes de la télévision publique.

L'exclusion de TF 1 et d'ARTE a incité le fondateur des 7 d'or Georges Cravenne à remettre sa démission, le 27 février, soit avant la cérémonie : *« L'idée de départ des 7 d'or était de réunir la famille de la télévision, toutes chaînes confondues, ce qui a été le cas pendant les sept premières années. Mais à partir du moment où une chaîne, et non des moindres, en est tenue à l'écart et, par reflexe, se tient elle-même à l'écart de cette manifestation, la question se pose de l'existence même des 7 d'or. »*

« UN SCANDALE ABSURDE »

Annonçant que TF 1 se retirait désormais de cette manifestation, Etienne Mougeotte, vice-PDG de la Une, a demandé à M. Cravenne *« de bien vouloir renoncer à l'avenir à toute présélection de journalistes, d'animateurs ou d'émissions de TF 1. TF 1 s'en remettra au jugement du public qui seul compte à ses yeux »*. D'autres patrons de chaînes comme Jérôme Clément, président d'ARTE, Nicolas de Tavernost, directeur général de M 6, ou Alian de Greef, directeur général adjoint de Canal Plus, ont également été scandalisés par l'absence au palmarès de TF 1 et d'ARTE, et du traitement minimal réservé à M 6, récompensée par un seul prix.

« C'est n'importe quoi, un scandale absurde, a déclaré Alain de Greef, directeur de l'antenne de Canal Plus. *On ne peut imaginer que dans l'univers actuel de la télévision, TF 1, qui représente près de la moitié des télespectateurs français, n'ait aucun prix, pas plus qu'ARTE, que M 6 n'en ait qu'un et nous seulement trois. » « Les Guignols » ou « les Deschiens » n'ont même pas eu l'occasion de concourir,* a-t-il souligné. *Les catégories sont mal faites, le panel bizarre. On s'est dit hier soir que c'était la dernière fois qu'on y allait. C'est un spectacle navrant. »* Nicolas de Tavernost, directeur général de M 6, *« ne se reconnaît pas dans ces 7 d'or, fête de famille du service public »* : *« Si cela reste ainsi, notre présence sera inopportune. Mais si l'ensemble des télévisions demandent l'organisation de vrais prix, nous serions bien entendu prêts à participer »*.

Pour France Télévision, Louis Bériot, directeur de l'antenne de France 2 et conseiller de Jean-Pierre Elkabbach, a estimé que *« le système n'est plus viable et ne permet plus d'assurer l'équité »*. Parlant de *« scandale »* et *« d'organisation sotte »*, M. Bériot a estimé que *« le fait que la première chaîne de France n'ait aucun prix prouve que le système est nul. Les prix qu'obtient la télévision publique n'ont alors plus de valeur »*. Si les organisateurs *« ne changent pas le système, ils peuvent garder leurs 7 d'or, il y a longtemps qu'on le leur dit »*, a-t-il ajouté, en passant quelque peu sous silence la responsabilité de France-Télévision dans l'échec de la cérémonie de mardi soir.

Le président d'Arte, Jérôme Clément, a écrit aux organisateurs pour annoncer que *« sans changement important et décidé collectivement »*, la chaîne culturelle franco-allemande ne *« s'associera plus à cette manifestation »*, *« litanie déplacée d'autocongratulations »*. M. Clément conteste *« le mode de sélection des programmes »* et se dit *« choqué »* de la suppression *« sans concertation des prix du public »*. *« La cérémonie doit être réexaminée dans ses objectifs et ses méthodes »*, a-t-il ajouté en parlant de *« malaise »*.

Le prochain 7 d'or a peu de chances de survivre à son édition 1995, en dépit de la volonté de Jean-Pierre Cottret, directeur de l'antenne de France 3, de *« tirer des conclusions »* et de faire en sorte *« que le système soit adapté et modifié »*.

Yves-Marie Labé

L'illusion marchande des familles en or

Césars, Molières, Victoires de la musique, 7 d'or... Des récompenses aux relents de pur commerce, alors que l'art n'a que faire du consensus

La cérémonie des récompenses annuelles des meilleurs programmes de télévision a tourné à la mascarade. Démission de son concepteur et ordonnateur depuis 1985, le grand communicateur Georges Cravenne, protestation de la totalité des responsables de chaînes de télévision contre son inanité : il semble bien que cette manifestation, pourtant parrainée par le plus populaire des hebdomadaires spécialisés, *Télé 7 jours*, a vécu. Tant mieux.

Demeurent désormais ces « nuits » qui prétendent, en quelque trois heures d'antenne, établir tous les ans le palmarès des meilleurs films (Césars), des meilleures pièces de théâtre (Molières), des meilleurs compositeurs et interprètes (Victoires de la musique), très vaguement inspirées d'une manifestation autrement prestigieuse et aux enjeux commerciaux autrement considérables que sont les Oscars.

Décernés chaque année à Hollywood par les professionnels des Etats-Unis aux meilleures productions du cinéma nord-américain et, accessoirement, à celles de pays étrangers, ils affichent sans fausse pudeur la couleur : le cinéma est une industrie qui a besoin de l'éclat de ses étoiles pour conquérir les marchés du monde entier. Dont acte(s) : défilé de stars ; labels aussitôt attribués, aussitôt imprimés sur les pellicules et les affiches : que rien n'entrave la marche en avant du box office.

En regard, nos « nuits » françaises, certes moins ennuyeuses dans leurs développements télévisés, n'ont que peu de poids sur le marché français et encore moins loin de lui. Mais, rite expiatoire de professions où règne un individualisme bien dans l'époque, aujourd'hui totalement atomisées, ces nuits sont l'occasion d'entretenir et de magnifier une parfaite illusion.

Illusion de « familles » unies, famille de la télévision où Jean-Pierre Elkabbach (France Télévision) aurait pour frères Etienne Mougeotte (TF 1) et Jérôme Clément (ARTE), famille du cinéma où Claude Berri aurait pour parenté Jean-Luc Godard et Agnès Varda, famille de la musique où Michel Sardou cousinerait avec Myung Whun Chung (encore a-t-on eu assez tôt le bon goût de séparer la musique classique des autres genres musicaux), famille du théâtre où la preuve de la gémellité de Bernard Murat et Patrice Chéreau ne serait plus à faire.

Comme si, chaque année, à dates fixes, une poignée d'intrigants, peu soucieux des intérêts des artistes qu'ils prétendent défendre, avides de représentation consensuelle, essayaient de nous convaincre de la charmante familiarité de la carpe et du lapin. Quel crédit accorderait-on à un historien qui s'essaierait à démontrer que les Atrides étaient une famille soudée ?

L'art n'a que faire du consensus. C'est même certainement son ennemi le plus intime. On ne peut pas nier qu'il ait parfois besoin de récompenses, même si les palmarès des nombreuses compétitions, comme celle du Festival de Cannes, sont systématiquement l'occasion de belles empoignades et de grandes incompréhensions. Mais il est certain que ces « nuits », surgies à la fin des années 70 et tout au long des années 80, conçues dans la confidence obscure, voire opaque, des cabinets de relations publiques, ont des relents de pur commerce dont le moins qu'on puisse dire est qu'il manque d'âme.

Olivier Schmitt

L'escamotage de Paul Amar

Paul Amar a quitté France 2, après la polémique provoquée par les gants de boxe qu'il avait ironiquement présentés avant un débat entre Bernard Tapie et Jean-Marie Le Pen. Son nom n'étant mystérieusement pas dans la liste des présentateurs retenus pour les 7 d'or, il s'en émeut auprès de l'huissier chargé du contrôle du concours. Trop tard. Mais l'un des organisateurs lui aurait alors avoué que son nom avait été rayé par la direction de France 2. Or il réapparait en janvier dans *Télé 7 jours*, coorganisateur de la cérémonie, pour le prix du public du meilleur journal télévisé : pour France 2, Paul Amar est en tête, devant Bruno Masure, réalisant son meilleur score le 1er juin 1994, le jour où il a reçu M. Tapie et M. Le Pen. Mais, au milieu de la semaine, le nom de Paul Amar est remplacé par Bruno Masure. On soupçonnera une nouvelle intervention de la direction de France-Télévision. Après des protestations, les organisateurs suppriment ce prix du public. Mais désormais la suspicion plane sur l'ensemble de la cérémonie.

Le pactole publicitaire

● **Marché.** Les 7 d'or ne sont qu'un épiphénomène, mais l'algarade se produit sur un marché publicitaire morose. Ce conflit se surajoute à la polémique déclenchée par TF 1 et M 6, qui ont accusé France Télévision de brader ses écrans publicitaires. Après la période faste de 1985 à 1990 au cours de laquelle les investissements publicitaires consacrés à la télévision ont connu une forte croissance, les entreprises, victimes du ralentissement de l'économie, ont réduit leurs achats d'espaces sur le petit écran.

● **Régression.** Comme le montre l'étude effectuée par le Service juridique et technique de l'information (SJTI), depuis trois ans, les dépenses se sont développées à un rythme trois fois moins élevé (plus 5,1 % par an). L'énervement manifesté à l'égard du service public est aussi dû à la baisse de part de marché publicitaire de TF 1 dont l'audience a baissé. La Une, qui récoltait 55 % du pactole publicitaire en 1993 et sur la majeure partie de 1994, a vu ses recettes s'éroder. En décembre 1994, mois traditionnellement faste, TF 1 atteignait à peine 54,9 % des recettes. En janvier 1995, la première chaîne ne captait plus que 53,8 % des recettes publicitaires dévolues à la télévision (*Le Monde* du 21 janvier).

COMMENTAIRE

UNE MYSTIFICATION

France Télévision, grand vainqueur des 7 d'or ? C'est normal ! France Télévision unique vainqueur des 7 d'or ? Encore plus normal. Inventés pour l'autocongratulation du service public de télévision voici dix ans, les 7 d'or ont continué sur leur lancée : les prix récompensent d'abord et seulement les chaînes de service public. Tant pis si, entre 1985 et aujourd'hui, le paysage audiovisuel s'est enrichi de chaînes privées qui tiennent le haut du pavé de l'audience, de chaînes cryptées, de chaînes thématiques, par câble ou par satellite. Etant donné que, en 1995, le service public se réduit à France Télévision (en termes d'audience), il serait normal que France 2 et France 3 raflent tous les prix d'une organisation dévouée d'abord à l'idée du service public.

Que l'institution 7 d'or disparaisse faute d'avoir pris acte de l'évolution de l'offre audiovisuelle en France n'attristera que ses membres. La preuve est faite, le ridicule finit toujours par tuer. Faut-il le regretter ? Cetainement pas. Car à leur manière, ces prix étaient une mystification. Les 7 d'or entretenaient les Français dans l'idée que la télévision est une grande famille qui travaille pour le bonheur et la paix des familles. Or si la télévision est une famille, elle s'apparente en 1995 à celle des Borgia. Une guerre commerciale froide oppose les chaînes sur le marché publicitaire, toutes contre chacune, publiques contre privées. Et le règne de l'audience fait de chaque individu une machine à concourir contre tous les autres. Ne survivent plus à la télévision que les individus qui réussissent à animer le Médiamat, cette machine conçue pour recenser toutes les catégories d'audience.

Au-delà de ces aspects apparemment commerciaux, c'est la télévision elle-même qui a changé de nature. Il y a dix ans, les 7 d'or récompensaient une politique de l'offre. Des producteurs, des présentateurs et des réalisateurs se voyaient récompensés pour la créativité de leurs programmes : ils avaient su fédérer le public grâce à des idées, grace à un talent particulier dans la conception de leurs émissions, grace à l'inventivité de la présentation. Aujourd'hui, la télévision n'obéit plus qu'à la loi de la demande : des instituts spécialisés traquent les frémissements de l'opinion et les chaînes mettent au point des programmes qui correspondent aux évolutions de l'air du temps. Les Français se préoccupent d'humanitaire depuis quinze jours ? TF 1 et France 2 programment simutanément des émissions sur la solidarité nord-sud ! Et toute la grille est ainsi : elle est censée répondre à une demande. Et tout ce qui pourrait surprendre cette demande, la déporter ailleurs est éliminé.

Dès lors, les 7 d'or n'apparaissent plus que pour ce qu'ils sont : une récompense destinée à des artisans qui ont déserté les chaînes de télévision.

Yves Mamou

Quand TF 1 reçoit les attachés de presse du gouvernement...

Il s'est tenu le 20 décembre 1994 une réunion inhabituelle au siège de TF 1, en présence d'un grand nombre d'attachés de presse des différents ministères, emmenés par Valérie Bernis, collaboratrice du premier ministre. Les chargés de communication des différents ministres du gouvernement ont certes l'habitude de se rencontrer, mais, d'ordinaire, ces rendez-vous de travail ont lieu le plus souvent à l'hôtel Matignon, au rythme d'une séance environ tous les deux mois. A l'initiative des responsables du service de presse d'Edouard Balladur, un tour d'horizon est alors effectué pour coordonner les campagnes de communication envisagées par les différents départements ministériels.

Cette fois, rien de semblable. A l'invitation de la direction de la chaine privée, une bonne dizaine d'attachés de presse du gouvernement, parmi lesquels ceux de Matignon et des ministères des affaires sociales, de l'intérieur, de la fonction publique, de la justice, du travail ou, encore, de l'économie, se sont retrouvés pour une soirée de détente. Les invités ont pu assister à une projection privée du film *Un Indien dans la ville* et ont été, ensuite, conviés à un repas.

Il s'agissait, certes, d'un « dîner amical ». Il est singulier, néanmoins, que les responsables de la communication gouvernementale se retrouvent, pour passer la soirée ensemble, dans les locaux d'un organe d'information.

L. M.

... et mélange information et publicité

Comme à l'accoutumée dans ce journal de vingt heures du mardi 31 janvier, Michel Chevalet détaille avec verve et renfort de gestes l'une des innovations technologiques susceptible de bouleverser notre vie quotidienne. Cette fois, pourtant, le chef du service « Sciences et techniques » de TF 1 n'est ni sur le pont de Normandie ni à l'entrée du tunnel sous la Manche, mais dans les studios de sa chaîne. Et l'« innovation » en question a de quoi surprendre, puisqu'il s'agit ni plus ni moins d'un nouveau procédé promotionnel permettant à TF 1 de vendre ses écrans publicitaires...

En présentant contre le poste de télévision les vignettes collées sur les emballages de certains fromages et beurres Président, durant le spot publicitaire vantant les mérites de ces produits, les consommateurs-téléspectateurs verront apparaître sur les susdites vignettes s'ils ont gagné 30 000, 20 000, 2 000 francs, un chéquier de coupons de réduction... ou le plaisir de tenter leur chance après un nouvel achat. Le premier de ces spots a été diffusé le mercredi 1er février, juste avant le journal télévisé.

Ce jeu, baptisé « Télé-magique », tout droit venu des Etats-Unis, présente un avantage pour les deux partenaires. Pour la marque de produits laitiers, il s'agit *« de permettre la révélation immédiate du gain, ce qui plait aux consommateurs si l'on en juge par le succès d'un jeu comme le Tac-o-Tac, et de se servir de l'attachement des Français vis-à-vis de leur télévision »*. A TF 1, l'idée est de contrer la pratique du zapping durant les messages publicitaires, tout en s'assurant l'achat d'un nombre importants de spots par la marque en question.

Bref, rien que de la bonne stratégie commerciale, présentée dans le journal comme une avancée majeure pour la *« télévision interactive »*. Michel Chevalet a *« obéi à une demande de son rédacteur en chef »*. TF 1-publicité n'y est pour rien : *« C'est une vraie innovation technique, donc bien de l'information. D'ailleurs, le CSA nous sanctionnerait si nous diffusions de la publicité dans le journal. »* En effet, rien que de très vertueux puisque la marque Président n'a pas été prononcée. Ce n'était pas de la publicité pour un produit, tout juste de la publicité pour les espaces publicitaires de la chaîne leader en parts de marché publicitaire...

P. K.

Thomson affiche ses ambitions dans le multimédia

THOMSON a décidé de faire rapidement fructifier les récents succès dans la télévision numérique et interactive de sa filiale électronique grand public TCE (*Thomson Consumer Electronics*) en l'installant, plus franchement encore, dans le multimédia. Thomson rebaptise ainsi TCE, qui deviendra Thomson Multimedia à compter du 31 mars, et lui adjoint une nouvelle filiale, selon le communiqué diffusé par le groupe mercredi 1er février. TCE va intégrer, en effet, Thomson Broadband Systems (TBS), jusqu'à présent filiale de Thomson CSF, la branche d'électronique de défense du groupe. TBS, qui réalise un chiffre d'affaires de 450 millions de francs, travaille sur le codage et le décodage numérique, la transmission par fibre optique associée aux technologies de compression de l'image, les systèmes de contrôle d'accès ou décrypteurs. Cette rationalisation permet à TCE de prendre un pied dans les télécommunications de l'image, compétence qui lui manquait pour être véritablement un groupe multimédia, au sens technique du terme, associant les outils électronique, informatique (accord avec Sun) et de télécommunications. TBS ira renforcer l'activité que TCE exerce déjà dans le domaine professionnel par l'intermédiaire de sa filiale Thomson Broadcast, qui produit des caméras et des équipements de studio.

DÉPÊCHES

■ **PARIBAS : André Levy-Lang, président du directoire** du groupe Paribas, a annoncé que son groupe devrait dégager, sur 1994, un bénéfice net consolidé en hausse de 17 % à 1,7 milliard de francs. Ce résultat devrait être réalisé grâce à la *« très bonne performance »* de Paribas Affaires Industrielles et des activités de banque spécialisée, qui contrebalancent le recul *« significatif »* des activités de marché de la banque Paribas. Il s'est, toutefois, refusé à faire des pronostics chiffrés pour cette année, compte tenu de l'incertitude qui règne sur les marchés.

■ **LLOYD'S : le marché londonien de l'assurance**, qui a perdu 7 milliards de livres (plus de 54 milliards de francs) entre 1988 et 1991, devrait enregistrer une perte totale de 1 milliard de livres (8,35 milliards de francs) pour l'exercice 1992, selon le cabinet d'analyse britannique Chatset. Le Lloyd's, qui publie ses résultats avec trois ans de retard pour permettre le traitement des sinistres, avait annoncé l'an dernier une perte totale de 2,05 milliards de livres pour 1991.

■ **CRÉDIT LYONNAIS : la banque vient de donner le coup d'envoi** officiel à la vente du réseau de salles de cinéma MGM en Europe (Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark), une opération qui pourrait lui rapporter environ 1,7 milliard de francs. Confié, il y a trois mois, à deux filiales du groupe Clinvest et Crédit lyonnais Securities et à la banque Warburg, le dossier est déjà bien avancé. Les américains Rank et Time Warner sont sur les rangs. Alain Sussfeld, directeur général d'UGC, a récemment déclaré que *« le dossier méritait d'être examiné »*. Dans une interview aux *Echos* du 2 février, le patron des Chargeurs, Jérôme Seydoux, se dit prêt à étudier le rachat des salles.

■ **CMA : la Compagnie maritime d'affrètement vient d'acheter** un navire qui sera immatriculé sous le pavillon français des Kerguelen, a indiqué mercredi 1er février son président, Jacques Saadé. Il s'agit d'un petit porte-conteneurs, le *Fas Naples*, construit en 1987, actuellement affrété par la CMA, qui navigue sous pavillon d'Antigua en Méditerranée orientale. La CMA, dont le siège social est à Marseille, exploite une flotte de 22 navires, tous jusqu'à ce jour sous pavillon étranger. Le fait d'avoir en toute propriété un navire français permettra à la CMA d'être considérée par les pouvoirs publics comme un véritable armateur national et de transporter des marchandises bénéficiant de l'assurance pour le commerce extérieur (COFACE).

■ **SCHNEIDER : une semaine après la publication des conclusions d'un audit sur ses filiales belges,** le groupe Schneider a fait paraître, jeudi 2 février, un Livre blanc de quatre-vingt-deux pages détaillant ses démêlés avec la justice de Bruxelles et clamant son innocence. Surtitré *Groupe Schneider Cofibel-Cofimines*, ce document démonte l'argumentation de la justice belge pour prouver l'innocence de Didier Pineau-Valencienne, le PDG du groupe. Le Livre blanc reprend l'une des conclusions de l'audit selon lesquelles de l'argent a bien disparu des caisses des filiales, non au profit de Schneider, comme le soupçonne la justice belge, mais au profit de sociétés tierces, celles d'un homme d'affaires italien, Valentino Foti, et de l'ancien administrateur délégué Jean Verdoot, décédé en 1993.

Air Inter à l'équilibre en 1994

LA DIRECTION d'Air Inter devrait annoncer un résultat net de l'ordre de 20 millions de francs et un résultat d'exploitation positif d'environ 300 millions de francs en 1994, à l'occasion d'un conseil d'administration, jeudi 2 février. Ce retour à l'équilibre intervient après quatre ans de pertes et s'explique à la fois par une reprise du trafic et par une réduction des charges d'exploitation. La compagnie a dépassé les 17 millions de passagers en 1994 (+ 2,8 % par rapport à 1993) et fait mieux que ses objectifs. Le coefficient de remplissage des avions a progressé (+ 1,2 %) pour s'établir à 66,7 %, en raison notamment d'une meilleure gestion de la flotte. Le chiffre d'affaires devrait atteindre 12 milliards de francs en 1994 contre 11,7 milliards en 1993 (toutes taxes comprises). Au début de 1994, la direction d'Air Inter tablait sur un déficit de 185 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 11,6 milliards de francs.

La Réserve fédérale américaine relève à nouveau ses taux directeurs

La banque centrale voudrait ralentir la croissance et empêcher l'inflation de renaître

Le comité de l'open market de la Fed a décidé, mercredi 1er février, de relever d'un demi-point le taux interbancaire au jour le jour et le taux d'escompte pour les porter respectivement à 6 % et à 5,25 %. Les principales banques ont suivi en relevant leur « prime rate » de 0,5 point, à 9 %. Depuis que la Fed a commencé à resserrer sa politique monétaire le 4 février 1994, elle a relevé ses taux de trois points en sept étapes.

WASHINGTON
de notre correspondant

Le comité de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) a annoncé, mercredi 1er février, un relèvement d'un demi-point du taux interbancaire au jour le jour et du taux d'escompte, portés respectivement à 6 % et 5,25 %. Cette septième hausse des taux directeurs de la banque centrale américaine en un peu plus de douze mois intervient alors que certains signes de ralentissement de la croissance économique se manifestent. La Fed continue, cependant, de craindre des tensions inflationnistes et prend les moyens de prévenir celles-ci.

« Si nous attendons que l'inflation devienne manifeste, ce sera trop tard. » Ce propos de son président pourrait tenir lieu de principe d'action de la Réserve fédérale. C'est celui-ci qui a guidé Alan Greenspan dans sa décision – attendue – de relever les taux d'intérêt à court terme et aussi sa certitude que la menace de l'inflation ne disparaîtra pas tant que le rythme annuel de croissance de l'économie américaine n'aura pas été ramené à 2,5 %. Les indicateurs les plus tangibles confortent le patron de la banque centrale dans ses craintes : en 1994, la croissance a progressé de 4 %, passant même à 4,5 % au cours des trois derniers mois de l'année dernière.

Dans un environnement marqué par un taux de chômage qui se situe à un niveau historiquement bas (5,4 % de la population active), une consommation toujours soutenue et une utilisation presque maximale des capacités industrielles, la Fed poursuit sa logique en estimant que la « surchauffe » de l'économie menace et qu'il faut casser le rythme de la croissance. D'où ce nouveau relèvement du loyer de l'argent à 6 % (contre 3 % il y a un an), censé peser à la fois sur les entreprises et la consommation des particuliers. Les principales banques américaines ont accompagné cette décision, en relevant, de 8,5 % à 9 %, leur taux de base appliqué aux crédits à la consommation et à l'investissement.

POINT D'ÉQUILIBRE

Mais en limitant cette hausse à un demi-point, la Réserve fédérale montre qu'elle tient compte d'indices qui, bien que contradictoires, indiquent un ralentissement de l'activité. La Fed reconnaît officiellement une *« certaine modération de la croissance »*, celle-ci s'accompagnant d'un rythme *« toujours soutenu »* de l'activité économique, *« alors que l'utilisation des ressources augmente encore »*. Comme c'est généralement le cas, le gouvernement américain s'est gardé de *« soutenir ou de critiquer »* (selon un communiqué commun de la Maison Blanche et du Trésor) la décision des autorités monétaires, mais il est clair que la décision de la Fed n'est pas tout à fait de son goût.

L'exécutif a rappelé que *« toutes les statistiques récentes indiquent que l'économie américaine poursuit sa croissance viable accompagnée d'une inflation limitée »*, et souligne que les prévisions faites par le Trésor en septembre (croissance de 2,7 % en 1995, inflation limitée à 3,5 % et chômage à 6,1 %) demeurent inchangées. Une manière de dire que ce nouveau coup de frein n'est pas forcément justifié par les faits, d'autant que l'inflation est restée modérée en 1994 (2,6 %, contre 2,7 % en 1993). Naturellement soucieuse de l'état de l'économie américaine dans la période précédant l'élection présidentielle de 1996, l'administration démocrate (mais aussi la majorité républicaine) craint les effets d'une politique monétaire trop restrictive qui risquerait de faire basculer l'économie d'une croissance trop forte à un début de récession.

C'est ce « point d'équilibre » qu'il n'est pas facile de déterminer. Les dernières statistiques du ministère du commerce, publiées mercredi, montrent qu'un ralentissement de l'activité est en cours, ce que tendent à confirmer trois « indicateurs » importants : les ventes d'automobiles ont chuté ces derniers mois et les principaux constructeurs prévoient une progression limitée à 3 % en 1995, après une hausse de 8,4 % en 1994. Les investissements consacrés à la construction de logements ont baissé de 2,6 % au quatrième trimestre de 1994 ; enfin les stocks des entreprises ont nettement progressé. Il est vrai cependant que cette dernière indication est plus difficile à interpréter : s'agit-il d'un réel essoufflement de la consommation ou d'une mauvaise prévision de la demande ?

Il reste que cette triple évolution est directement dépendante de la hausse des taux d'intérêt, ce qui semble démontrer que l'action de la Fed, depuis douze mois, commence à porter ses fruits. Faut-il accentuer le tour de vis ? Les partisans d'une telle option rappellent que la baisse du chômage continue d'alimenter la confiance et donc la consommation, dans un environnement international caractérisé par une accélération de la croissance mondiale. Autant de raisons, selon eux, de ne pas relâcher l'effort pour « tuer » une fois pour toutes l'hydre de l'inflation. D'autres experts estiment, cependant, que pour atteindre l'objectif d'une croissance limitée à 2,5 %, la Fed pourrait être forcée de pousser les taux d'intérêt jusqu'à 8 %.

Ils mettent donc en garde la banque centrale : à force de vouloir juguler l'inflation, la Fed risque bel et bien de « casser » les ressorts de la croissance. Un point d'inflation en moins, souligne-t-il, se traduirait par une augmentation de 2,5 % du taux de chômage. Le débat entre les deux « écoles » sera tranché ultérieurement : dans l'immédiat, c'est l'analyse de la Fed qui l'emporte.

Laurent Zecchini

La Bourse de Paris victime des investisseurs étrangers

L'indice CAC 40 a perdu 22 % en douze mois

LA BOURSE DE PARIS va mal. A peine sortie d'une année qualifiée à juste titre de « noire » – les valeurs françaises ayant perdu près de 18 % –, celle-ci, loin de se reprendre au cours des premières séances de 1995, continue d'afficher des records à la baisse. Même si une reprise technique lui a permis de regagner 1,6 %, mercredi 1er février. Il n'empêche, au fil des séances, l'indice CAC 40 est revenu, au cours des dernières semaines, à des niveaux délaissés depuis deux ans au moment où la France s'enfonçait dans la récession. La liquidation du premier mois boursier de l'année s'est soldée par un recul de 8,70 % – la plus mauvaise performance depuis juin 1994 – et le bilan du 2 au 31 janvier ressort sur une baisse de 4,65 %.

Des années médiocres, la Bourse de Paris en a connu d'autres. Mais ce qu'il y a de réellement préoccupant, c'est que le recul de Paris est bien plus sensible que celui des autres places. Paris détient le triste record de la plus forte baisse de toutes les Bourses des pays industrialisés. En 1994, Francfort a terminé sur un recul de 7 %, Londres 10 %, New York a gagné 3 %. Pis, alors que les autres places européennes sortent timidement de leur mauvaise passe, Paris continue à évoluer dans la morosité.

AVANTAGES TECHNIQUES

D'où vient donc ce malaise persistant ? Le marché parisien dispose, à première vue, d'un certain nombre d'atouts. Du côté macroéconomique, en matière d'inflation, de croissance et de fiscalité sur le capital, la France présente un bilan plutôt positif. Pour ce qui est des entreprises, elles récoltent les bénéfices d'une diminution drastique des charges au cours des dernières années. A défaut d'investir dans de nouvelles capacités, les entreprises françaises n'ont eu de cesse, au cours des dernières années, de couper les branches mortes et de réduire leurs coûts. Les premières annonces de résultats, pour 1994, confirment le retour à une bonne rentabilité dans l'industrie, les activités financières restant marquées par la crise de l'immobilier et la hausse des taux d'intérêt.

Qui sont les actionnaires ? — Que détiennent-ils ?

en pourcentage

Ménages — Sociétés 12,4 — Assurances et OPCVM 39,4 — Administrations publiques 1,6 — Non-résidents 13,9 — Associations 2,2

Sociétés 16 — Assurances et OPCVM 23,7 — Associations 0,7 — Ménages — Administrations publiques 4,6 — Non-résidents 32,8

Juin 1994

Source : Bulletin de la Banque de France, janvier 1995.

A la fin du mois de juin 1994, les non-résidents détenaient le tiers des actions françaises.

Sur le plan technique, les autorités de tutelle de la Bourse ne sont pas restées inactives pour promouvoir les valeurs françaises : l'informatique est performante, et ce que l'on considérait encore comme des obstacles à un bon fonctionnement de la place (transactions sur les blocs de titres, impôt de Bourse) n'en sont plus. Paris a, désormais, son marché de blocs destiné aux institutionnels, et l'impôt de Bourse a été supprimé pour les non-résidents. Le gouvernement a engagé, depuis octobre 1993, un grand programme de privatisations. Des opérations conçues pour séduire les actionnaires individuels et les grands investisseurs institutionnels étrangers et donc pour les amener ou les ramener à la Bourse de Paris. Des privatisations qui ont eu, également, pour conséquence d'assécher le marché des capitaux disponibles. Cela a été d'autant plus sensible au cours des derniers mois que les portefeuilles ont perdu 20 % de leur valeur.

Mais l'origine de la faiblesse persistante de la Bourse de Paris est ailleurs. Les « affaires » ? Faut-il accorder crédit à ce fameux article de *Forbes* paru cet été (*Le Monde* du 6 août) qui conseillait purement et simplement aux investisseurs étrangers non seulement de ne pas investir en France mais aussi, à ceux qu'ils l'avaient fait, de partir le plus rapidement possible. Pourtant, si les « affaires » ont éloigné les investisseurs, elles ne l'ont fait que ponctuellement et temporairement, estiment beaucoup d'analystes. Le poids non négligeable d'Alcatel et des compagnies d'eaux dans la composition de l'indice « phare » de la Bourse de Paris n'a pourtant pas été sans conséquences sur l'évolution, à certains moments, du CAC 40.

VOLATILITÉ

Mais les « affaires » s'intègrent dans un problème plus général de la Bourse de Paris, qui est celui du poids et de l'importance des investisseurs étrangers. Jean-François Théodore, le président de la SBF-Bourse de Paris rappelait, il y a plusieurs semaines, qu'une partie sensible des transactions (un quart environ) était réalisée après l'ouverture de la Bourse de New York, c'est-à-dire dans les dernières heures d'ouverture du palais Brongniart. Les dernières statistiques de la Banque de France, arrêtées à la fin du mois de juin, font ressortir qu'ils sont détenteurs à hauteur de 32,8 % des titres français cotés. Et leur part a plutôt tendance à se réduire puisque, sur les seules obligations d'Etat, les investisseurs non résidents qui, en décembre 1993, détenaient 43 % des titres ont vu leur part revenir, en juin 1994, à 34,8 %.

Pour Gabriel François, économiste de Fimagest, il faut se garder d'attribuer tous les maux aux non-résidents. Selon lui, il n'existe pas de véritable défiance à l'égard de la place française. Seulement, les investisseurs étrangers constituent la partie la plus volatile de l'actionnariat. La qualité technique de la Bourse de Paris leur facilite peut-être la tâche, ils partent et reviennent vite. Il faut bien voir que pour eux le marché français n'occupe qu'une position très périphérique. C'est d'autant plus sensible dans les périodes troublées ou quand des incertitudes préélectorales en France rendent les gérants très prudents. Les grands institutionnels ont alors tendance à rapatrier leurs capitaux à Wall Street, à Londres et à Tokyo. Ils le font d'autant plus volontiers qu'ils ne parient plus sur les valeurs, ils jouent la place et l'économie d'un pays. Et à tort ou à raison, la France ne présente plus pour eux, aujourd'hui, les meilleures perspectives de gains eu égard aux risques pris.

Maintenant, la France n'en reste pas moins un pays assez mûr pour supporter les foucades des marchés à la différence de pays « neufs », comme l'a démontré la crise mexicaine. Les retraits effectués par les non-résidents sur le marché obligataire ont été compensés par les achats effectués par les compagnies d'assurance-vie. Le marché d'action est moins « profond » que celui des obligations, mais la France est devenue, par le biais des privatisations, un pays de près de six millions d'actionnaires individuels. Elle le sera encore plus avec le développement des fonds de pensions qui, tout naturellement, vont s'orienter vers les actions. Une évolution inéluctable qui devrait donner à la place de Paris les grands investisseurs qui lui font parfois défaut quand les étrangers s'inquiètent.

François Bostnavaron

■ LE RELÈVEMENT, mercredi, par la Réserve fédérale américaine d'un demi-point de ses taux directeurs constitue une décision appropriée, selon la Banque du Japon (BoJ).

■ MELLON BANK, Comerica, Keycorp et First Security ont annoncé une hausse d'un demi-point, de 8,5 % à 9 %, de leur taux de base bancaire.

■ LE PRIX D'ACHAT du café aux planteurs ivoiriens a été augmenté de 22,6 %, soit 650 francs CFA (6,5 francs) le kilo, pour *« permettre une meilleure rémunération du labeur »*.

■ LE CONSEIL d'administration du FMI a approuvé la décision de porter à 17,8 milliards de dollars les crédits octroyés au Mexique pour résoudre la crise financière du pays.

■ LA BOURSE DE MEXICO a connu mercredi une nouvelle chute, de 4,59 %, clôturant à 1 997,79 points, après l'euphorie née mardi de l'annonce du soutien financier américain.

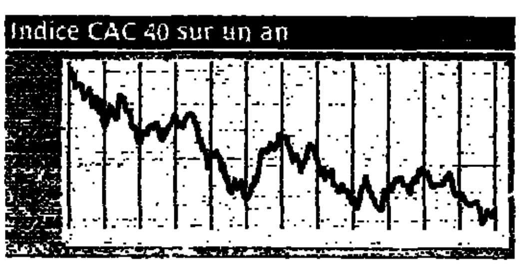
LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | SBF 120 ↘ 3 mois

NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN ↗ MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Paris ouvre en baisse

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours

LA BOURSE de Paris cédait du terrain jeudi 2 février au cours des premiers échanges, abandonnant 0,3 % après une ouverture en repli de 0,41 %. La veille, les valeurs françaises avaient terminé la séance sur une nette hausse de 1,66 % à 1 827,87 points, grâce à un rebond technique et à la bonne orientation du marché obligataire, qui avait profité d'une correction technique après son recul de la veille. Le volume des transactions était assez étoffé mercredi, avec 3,650 milliards de francs échangés sur le compartiment à règlement mensuel.

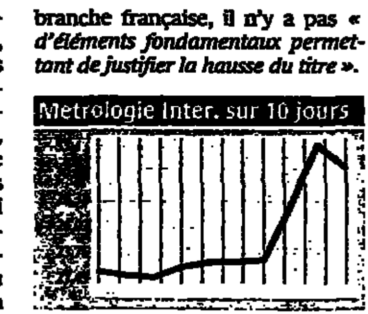
Du côté des valeurs, en tête des hausses, on notait Berger gagnant 11,05 % alors que débutait l'OPA simplifiée du groupe de boissons et spiritueux Marie Brizard sur la société. En hausse également, Lapeyre (+ 6,29 %), qui révélait une hausse de 6,7 % de son chiffre d'affaires annuel, Axa (+ 6,82 %) et Euro Disney (+ 4,39 %).

Parmi les baisses, Metrologie International, qui avait progressé de 18,5 % la veille, subissait des prises de bénéfice et cédait 6,06 %. Recul aussi du Crédit lyonnais (– 1,60 %), alors que la banque vient d'annoncer la mise en vente du réseau européen des salles de cinéma MGM. Le groupe Europe 1 Communication a vu son titre chuter de 4,98 %, malgré un résultat consolidé en hausse de 21,3 %, annoncé la veille.

Métrologie International, valeur du jour

LE TITRE du distributeur informatique Métrologie International, considéré depuis longtemps comme spéculatif par les investisseurs en raison des difficultés financières chroniques de la société, est passé d'un peu plus de 10 francs dans les derniers jours de décembre à 31 francs mercredi 1er février en clôture, avec des variations quotidiennes brutales dépassant parfois les 10 %. Selon Alain Fraiberger, PDG de la branche française, il n'y a pas *« d'éléments fondamentaux permettant de justifier la hausse du titre »*.

Metrologie Inter. sur 10 jours



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES	Cours du jour	Variation en %	Variation 31/12
UIC 1	124,90	+56,13	–56,25
Skis Rossignol 1	1880	+4,39	–5,52
Jean Lefebvre 1	335	+3,08	+4,68
SCE 1	173	+2,98	–12,40
Finextel 1	87,90	+2,93	–5,58
Klepierre 1	565	+2,54	+2,35
Gaz et Eaux 1	1772	+2,43	+4,23
Credit National 1	360	+2,27	–10,89
Simco 1	415	+2,09	–9,78
Olipar 1	8,15	+1,88	–20,09
BAISSES			
Metrologie Inter.1	28,60	–7,74	+43,71
CCMX(ex.CCMC) Ly 2	53,20	–3,27	–12,21
Credit Lyonn.CIP 1	327,50	–3,25	–25,90
Dassault-Aviation1	413,50	–3,16	–3,83
Plastic-Omn.(Ly) 1	555	–2,46	–3,64
Paribas 1	322,60	–2,39	–9,12
Worms & Cie 1	235	–2	–8,73
Elf Gabon 1	1040	–1,79	+0,48
Dev.R.N-P.Cal(Li) 2	78,60	–1,75	+10,70
Credit Local Fce 1	372,10	–1,64	–2,59

VALEURS LES PLUS ACTIVES

	Titres échangés	Capitalisation en KF
Paribas 1	70035	22539122,10
Elf Aquitaine 1	50095	19339978,60
B.N.P. 1	37170	9011867
Peugeot 1	11325	7735000
Renault 1	39508	6732373,10
Alcatel Alsthom 1	13820	6354095
Oreal 1	5200	5725900
Berger (M) 2	3443	5467484
Danone 1	7410	5419100
Total 1	16416	4986622,80

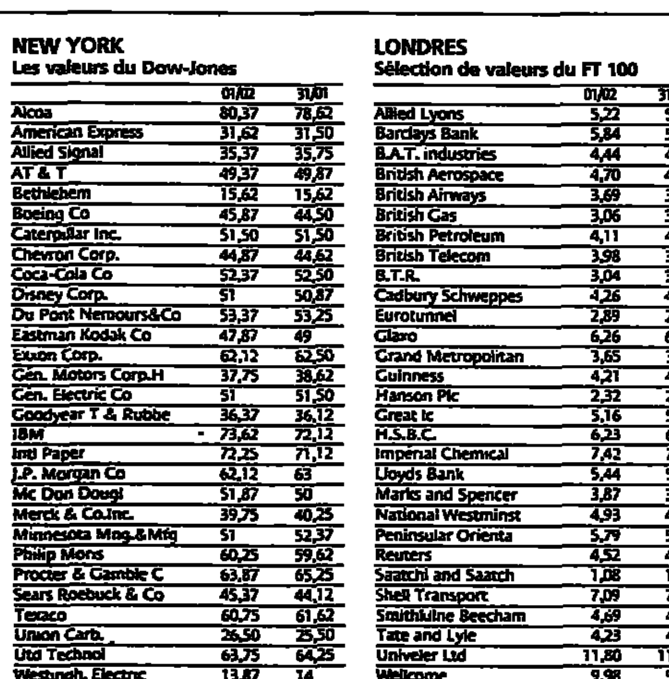
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES	Cours du jour	Variation en %	Variation 31/12
Europ Propulsion 2	299	+4,91	+0,33
Alain Manoukian(Ly)2#	97	+3,74	–5,73
Sogepag 2 #	126,90	+3,34	–2,38
Expand 2	312	+3,31	–9,56
Elysee Inv. 1	33	+3,13	–5,71
BAISSES			
Penauille Poly.CB#	280	–4,44	–12,47
IPBM 2	53	–3,99	–23,18
Algie 2	246	–3,15	–3,52
Cermex 2 # (Ly)	283	–2,75	–16,76
Immob.Hotel. 2 #	165	–2,19	–10,81

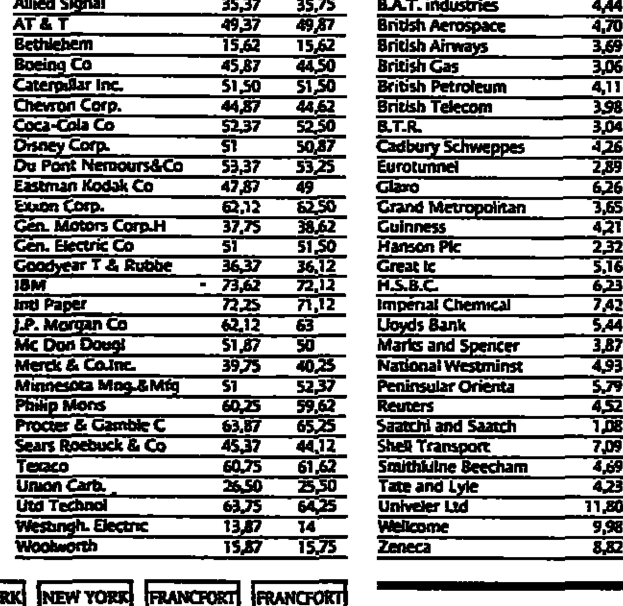
INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	01/02	31/01	Var.%
Ind. gén. SBF 120	1245,49	1227,19	+1,49
Ind. gén. SBF 250	1207,05	1191,14	+1,34
Valeurs indus.	1397,52	1378,60	+1,37
1 - Energie	1449,73	1424,26	+1,79
2 - Produits de base	1417,99	1389,94	+2,02
3 - Construction	1476,99	1450,93	+1,80
4 - Biens d'équip.	1046,92	1038,45	+0,82
5 - Automobile	1863,81	1861,42	+0,13
6 - Biens consom.	1714,63	1682,60	+1,90
7 - Indus. agro-alim.	1266	1255,77	+0,82
Services	1150,88	1138,84	+1,06
8 - Distribution	1765,47	1741,59	+1,37
9 - Autres services	893,38	886,01	+0,83
Sociétés financières	963,40	949,69	+1,44
10 - Immobilier	729,39	728,38	+0,14
11 - Services financ.	991,33	974,14	+1,77
12 - Sociétés invest.	1079,20	1066,14	+1,23
Ind. Second Marché	236,09	236,57	–0,19

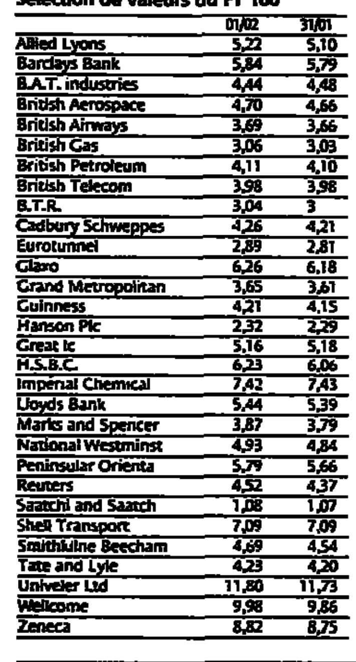
Indice SBF 120 sur 3 mois



Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Prises de bénéfices à Tokyo

SOUS l'effet des prises de bénéfices et des ventes effectuées par des non-résidents, la Bourse de Tokyo s'est affaiblie jeudi 2 février. L'indice Nikkei a fini en baisse de 0,72 %, à 18 604,30 points, après un creux à 18 521,16 points en début d'après-midi. Selon un analyste, cette baisse a permis de calmer les esprits *après l'euphorie qui régnait dans* le secteur de la construction depuis le séisme du 17 janvier. La veille, à Wall Street, l'indice Dow Jones a également vu ses gains s'éroder dans l'après-midi après le dernier tour de vis de la Réserve fédérale (Fed) qui a relevé d'un demi-point ses deux taux directeurs. Il a clôturé à 3 847,56 points, en hausse de 3,70 points, soit une avance symbolique de 0,01 %. La Bourse de Londres a nettement progressé, soutenue par la fermeté du dollar et de Wall Street, dans l'espoir d'une résolution de la crise mexicaine. L'indice Footsie a gagné 0,8 % à 3 017,3 points. Bonne orientation à Francfort où l'indice DAX a progressé de 1,34 % à 2 048,43 points, la Bourse allemande ayant déjà pris en compte la hausse d'un demi-point des taux directeurs de la Fed.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 01/02	Cours au 31/01	var. en %
Paris CAC 40	1827,780	1797,900	+1,63
New-York/DJ indus.	3851,260	3843,860	+0,19
Tokyo/Nikkei	18739,500	18649,830	+0,48
Londres/FT100	3017,300	2991,600	+0,85
Francfort/Dax 30	2048,430	2021,270	+1,33
Frankfort/Commer.	765,540	756,530	+1,18
Bruxelles/Bel 20	1531,480	1525,840	+0,37
Bruxelles/Général	1358,090	1353,090	+0,37
Milan/MIB 30	15567	15475	+0,59
Amsterdam/Gé. Cbs	276,900	275,600	+0,47
Madrid/Ibex 35	283,980	279,510	+1,57
Stockholm/Affarsal	1168,050	1151,950	+1,38
Londres FT30	2289,400	2261,300	+1,23
Hong Kong/Hang S.	7342,650	7342,650	—
Singapour/Strait t	2083,360	2083,360	—

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	01/02	31/01
Alcoa	80,37	78,62
American Express	31,62	31,50
Allied Signal	35,37	35,75
AT & T	49,37	49,87
Bethlehem	15,62	15,62
Boeing Co	45,87	44,50
Caterpillar Inc.	51,50	51,50
Chevron Corp.	44,87	44,62
Coca-Cola Co	52,37	52,50
Disney Corp.	51	50,87
Du Pont Nemours&Co	53,37	53,25
Eastman Kodak Co	47,87	49
Exxon Corp.	62,12	62,50
Gen. Motors Corp.H	37,75	38,62
Gen. Electric Co	51	51,50
Goodyear T & Rubbe	36,37	36,12
IBM	73,62	72,12
Intl Paper	72,25	71,12
J.P. Morgan Co	62,12	63
Mc Don Dougl	51,87	50
Merck & Co.Inc.	39,75	40,25
Minnesota Mng.&Mfg	51	52,37
Philip Moris	60,25	59,62
Procter & Gamble C	63,87	65,25
Sears Roebuck & Co	45,37	44,12
Texaco	60,75	61,62
Union Carb.	26,50	25,50
Utd Technol	63,75	64,25
Westingh. Electric	13,87	14
Woolworth	15,87	15,75

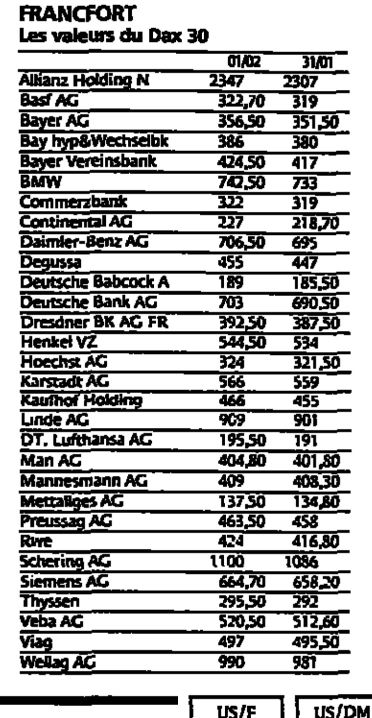
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	01/02	31/01
Allied Lyons	5,22	5,10
Barclays Bank	5,84	5,79
B.A.T. industries	4,44	4,48
British Aerospace	4,70	4,66
British Airways	3,69	3,66
British Gas	3,06	3,03
British Petroleum	4,11	4,10
British Telecom	3,98	3,98
B.T.R.	3,04	3
Cadbury Schweppes	4,26	4,21
Eurotunnel	2,89	2,81
Glaxo	6,26	6,18
Grand Metropolitan	3,65	3,61
Guinness	4,21	4,15
Hanson Plc	2,32	2,29
Great Ic	5,16	5,18
H.S.B.C.	6,23	6,06
Imperial Chemical	7,42	7,43
Lloyds Bank	5,44	5,39
Marks and Spencer	3,87	3,79
National Westminst	4,93	4,84
Peninsular Orienta	5,79	5,66
Reuters	4,52	4,37
Saatchi and Saatch	1,08	1,07
Shell Transport	7,09	7,09
Smithkline Beecham	4,69	4,54
Tate and Lyle	4,23	4,20
Univeler Ltd	11,80	11,73
Wellcome	9,98	9,86
Zeneca	8,82	8,75

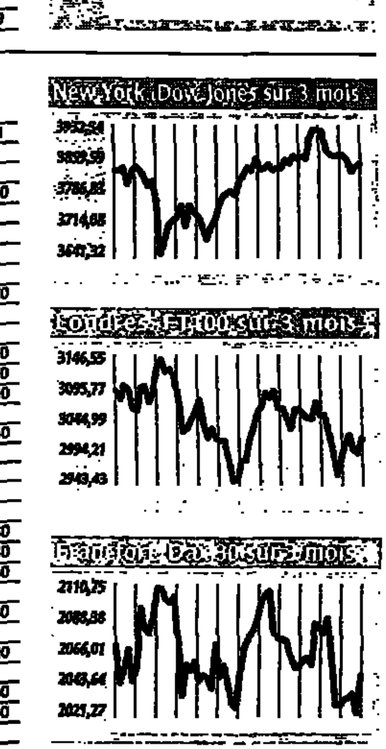
FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	01/02	31/01
Allianz Holding N	2347	2307
Basf AG	322,70	319
Bayer AG	356,50	351,50
Bay hyp&Wechselbk	386	380
Bayer Vereinsbank	424,50	417
BMW	742,50	733
Commerzbank	322	319
Continental AG	227	218,70
Daimler-Benz AG	706,50	695
Degussa	455	447
Deutsche Babcock A	189	185,50
Deutsche Bank AG	703	690,50
Dresdner BK AG FR	392,50	387,50
Henkel VZ	544,50	534
Hoechst AG	324	321,50
Karstadt AG	566	559
Kaufhof Holding	466	455
Linde AG	909	901
DT. Lufthansa AG	195,50	191
Man AG	404,80	401,80
Mannesmann AG	409	408,30
Mettallges AG	137,50	134,80
Preussag AG	463,50	458
Rwe	424	416,80
Schering AG	1100	1086
Siemens AG	664,70	658,20
Thyssen	295,50	292
Veba AG	520,50	512,60
Viag	497	495,50
Wellag AG	990	981

New York Dow Jones sur 3 mois



Londres FT100 sur 3 mois



Francfort Dax 30 sur 3 mois

LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↗ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bonds 10 ans

Faiblesse du Matif à l'ouverture

LE MATIF a ouvert en nette baisse jeudi 2 février, dans un marché technique qui corrigeait la tendance de ces dernières séances après la hausse largement attendue des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine. Le notionnel échéance mars s'inscrivait en repli de 26 centièmes à 111,32.

La veille, le Matif avait clôturé en hausse, le contrat notionnel mars gagnant 26 centièmes en compensation à 111,58 dans un marché creux dans l'attente de la décision du comité monétaire de la Réserve fédérale américaine. Le Matif avait été haussier durant toute la journée, bénéficiant d'anticipations des opérateurs, qui tablaient sur une hausse de 0,50 point de base des taux de la Fed. Selon des rumeurs de marché, il s'agirait du dernier relèvement de taux de la Fed avant longtemps.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

France jour le jour	5,25
Pibor 3 mois	6
Eurofranc 3 mois	—
US Bond 7,50 % 11/2024	7,58
Fed Funds	5,89
Eurodollar 3 mois	93,46
Bund 6,75 % 2004	7,41
Allemagne jour le jour	5
Euro DM 3 mois	94,79
Gilt 6,75 % 10/2004	8,62
Royaume-Uni jour le jour	4,50

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 01/02	Taux au 31/01	indice (base 100 fin 94)
Fonds d'État 3 à 5 ans	7,65	7,65	100,67
Fonds d'État 5 à 7 ans	7,77	7,81	101,05
Fonds d'État 7 à 10 ans	8,01	8,03	101,29
Fonds d'État 10 à 15 ans	8,11	8,13	101,54
Fonds d'État 20 à 30 ans	8,41	8,42	102,23
Obligations françaises	8,26	8,27	101,04
Fonds d'État à TME	–0,70	–0,77	100,06
Fonds d'État à TRE	–0,52	–0,55	99,71
Obligat. franç. à TME	–0,49	–0,42	99,90
Obligat. franç. à P3R	+0,16	+0,15	100,10

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire: 8,25 %)

	01/02	31/01
Jour le jour	5,37	—
1 mois	5,48	5,60
3 mois	5,74	5,86
6 mois	6,12	6,24
1 an	6,62	6,74
PIBOR FRANCS		
1 mois	5,56	—
2 mois	5,68	—
3 mois	5,81	—
6 mois	6,18	—
9 mois	6,43	—
1 an	6,68	—
PIBOR ECU		
Pibor Écu 3 mois	6,13	—
Pibor Écu 6 mois	6,50	—
Pibor Écu 12 mois	7,06	—

MATIF

Échéances	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	cours de compens.
NOTIONNEL 10 %					
Mars 95	116294	111,58	111,74	111,50	111,58
Juin 95	145	110,80	110,88	110,68	110,76
Sept. 95	2	110,08	110,08	110,08	110,10
Déc. 95	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Mars 95	15508	93,87	93,89	93,84	93,87
Juin 95	10056	93,45	93,46	93,39	93,44
Sept. 95	3987	93,11	93,13	93,08	93,11
Déc. 95	1953	92,80	92,83	92,79	92,80
ECU LONG TERME					
Mars 95	4785	81,54	81,68	81,50	81,54
Juin 95	—	—	—	—	81,28

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances	volume	premier prix	plus haut	plus bas	cours de compens.
Février 95	19571	1835	1838	1815	1834
Mars 95	412	1840,50	1844	1822	1841,50
Avril 95	—	—	—	—	—
Juin 95	1	1806	1806	1806	1821,50

LES MONNAIES

US/F ↗ 5,2895 | US/DM ↘ 1,5090 | US/¥ ↘ 97,2500 | DM/F → 3,4674 | £/F ↗ 8,3530

Progression du deutschemark

LE DEUTSCHEMARK progressait jeudi 2 février à Paris au cours des premiers échanges entre banques à 3,4647 francs contre 3,4620 francs la veille. Selon le cours indicatif de la Banque de France, la monnaie allemande s'était inscrite mercredi à 3,4674 francs. Le dollar reculait à 5,2673 francs, contre 5,2775 francs au cours des échanges interbancaires de mercredi en fin de journée. A Tokyo, le billet vert a terminé la séance en hausse à 99,32 yens, mais a abandonné une partie de ses gains initiaux dans un marché maussade qui n'a pas voulu prendre d'initiatives. Le relèvement des taux de la Fed a légèrement soutenu le dollar.

	02/02	01/02
FRANCFORT : USD/DM	1,5090	1,6890
TOKYO : USD/Yens	97,2500	103,6500

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 01/02	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	346,7400	333	357
Ecu	6,5590	—	—
Etats Unis (1 usd)	5,2895	4,9500	5,5500
Belgique (100 F)	16,8335	16,2000	17,3000
Pays-Bas (100 fl)	309,3500	—	—
Italie (1000 lir.)	3,2790	3,0300	3,5000
Danemark (100 krd)	87,9300	83	93
Irlande (1 iep)	8,2560	7,8500	8,6000
Gde-Bretagne (1 L)	8,3530	7,9000	8,7500
Grèce (100 drach.)	2,2240	1,9500	2,4500
Suède (100 krs)	70,7900	66	76
Suisse (100 F)	410,6800	398	422
Norvège (100 k)	79,1700	74	83
Autriche (100 sch)	49,2830	47,5000	50,6000
Espagne (100 pes.)	3,9945	3,6500	4,2500
Portugal (100 esc.	3,3550	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	3,7541	3,4000	4
Japon (100 yens)	5,3108	5,1000	5,4500
Finlande (couronne	112	109	117

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,28	5,28	5,27	5,27
Yen (100)	5,31	5,31	5,32	5,32
Deutschemark	3,46	3,46	3,46	3,46
Franc Suisse	4,10	4,11	4,11	4,11
Lire ital. (1000)	3,32	3,32	3,32	3,32
Livre sterling	8,35	8,35	8,34	8,35
Peseta (100)	4,03	4,04	4,03	4,03
Franc Belge	16,81	16,82	16,81	16,83
Dollar Canadien	3,75	3,75	3,74	3,75
Florin Pays-Bas	3,09	3,09	3,09	3,09

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	5,44	5,70	6,07
Eurodollar	5,93	6,06	6,53
Eurolivre	6,31	6,69	7
Eurodeutschemark	4,89	4,94	5,14

L'OR

	cours 01/02	cours 31/01
Or fin (k. barre)	63000	63700
Or fin (en lingot)	63700	64250
Once d'Or Londres	375,85	376,25
Pièce française(20f)	368	368
Pièce suisse (20f)	370	370
Pièce Union lat(20f)	369	370
Pièce 20 dollars us	2505	2505
Pièce 10 dollars us	1300	1300
Pièce 50 pesos mex.	2355	2385

LE PÉTROLE

	cours 01/02	cours 31/01
WTI (New York)	16,42	16,52
Brent (Londres)	16,82	16,80
Crude Oil (New York)	18,43	18,36

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	01/02	31/01
Dow-Jones comptant	193,38	193,12
Dow-Jones à terme	256,51	255,93
METAUX (Londres)		
Cuivre comptant	—	2933
Cuivre à 3 mois	—	2918
Aluminium comptant	—	2083
Aluminium à 3 mois	—	—
Plomb comptant	—	—
Plomb à 3 mois	—	6006
Etain comptant	—	6100
Etain à 3 mois	—	1117,50
Zinc comptant	—	1144
Zinc à 3 mois	—	9665
Nickel comptant	—	9665

METAUX (New York)		
Argent à terme	4,66	4,69
Platine à terme	4	4
Palladium	158,50	159,50
GRAINES ET DENRÉES		
Blé (Chicago)	1,21	1,20
Maïs (Chicago)	2,29	2,29
Grain. soja (Chicago)	5,50	5,50
Tourt. soja (Chicago)	159,90	159,90
P. de terre (Londres)	—	351,50
Orge (Londres)	104,50	104,15
Carc. porc (Chicago)	0,44	0,42
SOFTS		
Cacao (New York)	1432	1429
Café (Londres)	2690	2706
Sucre blanc (Paris)	1745,99	2089,36
Sucre roux (Paris)	395,50	396,50
Coton (New York)	0,93	0,92
Jus d'orange (NY)	1,02	1,04

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 2 FÉVRIER

Liquidation : 21 février
Taux de report : 5,25
Cours relevés à 10 h 15

CAC 40 ↘ PARIS
– 0,26 %
CAC 40 : 1822,98

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + –	Compensation (1)
EDF-GDF 3%	6200	6240	+ 0,65	6200
B.N.P. (T.P)	1004	1003	– 0,10	1010
Cr.Lyonnais(T.P.)	910	910	—	910
Renault (T.P.)	1830	1840	+ 0,55	1820
Rhone Poulenc(T.P)	1980	1960	– 1,01	1960
Saint Gobain(T.P.)	1140	—	—	1140
Thomson S.A (T.P)	1055	—	—	1060
Accor 1	539	539	—	545
Air Liquide 1	738	735	– 0,41	715
Alcatel Alsthom 1	460,10	459,50	– 0,13	460
Alcatel Cable 1	398,80	395	– 0,95	420
Alspi 1	335	330,10	– 1,46	350
AGF-Ass.Gen.France	174,90	174,50	– 0,23	178
Axa 1	228,80	228	– 0,35	210
Bail Invest. 1	816	818	+ 0,25	825
Bancaire (Cie) 1	453,90	452	– 0,42	475
Bque Colbert C2#	94	—	—	96
Bazar Hot. Ville 2	510	512	+ 0,39	520
Berger (M) 2	1588	1588	—	1430
BIC 1	669	663	– 0,90	675
BIS 1	326	322	– 1,23	325
B.N.P. 1	242	243,90	+ 0,79	235
Bollore Techno.1	465	459	– 1,29	455
Bongrain 1	2715	2740	+ 0,92	2780
Bon Marche (Au) 1	868	862	– 0,69	875
Bouygues 1	528	525	– 0,57	510
Canal + 1	760	760	—	795
Cap Gemini Sogeti 1	154	153	– 0,65	143
Carnaudmetalbox 1	186,10	186,10	—	180
Carrefour 1	2080	2080	—	2070
Casino Guichard 1	131,90	131,80	– 0,08	133
Casino Guich ADP 1	115	116	+ 0,87	114
Castorama Dl (Li) 1	736	725	– 1,49	675
C.C.F. 1	204	202	– 0,98	199
CCMX(ex.CCMC) Ly 2	55	53,20	– 3,27	51
Cegid (Ly) 1	406	406	—	410
CEP Communication 1	452	—	—	450
Cerus Europ.Reun 1	82	82	—	80
Cetelem 1	904	895	– 1	910
CGIP 1	993	982	– 1,11	995
Chargeurs 1	1132	1120	– 1,06	1070
Christian Dior 1	411	409	– 0,49	380
Ciments Fr.Priv.B 1	229	229,90	+ 0,39	215
Clarins 1	375	377	+ 0,53	380
Club Mediterranee 1	424,80	427,50	+ 0,64	410
Coflexip	260	259	– 0,38	250
Colas 1	921	926	+ 0,54	895
Comptoir Entrep. 1	219	—	—	219
Comptoir Moder. 1	1359	1375	+ 1,18	1300
CPR Paris Reesc. 1	330	329,50	– 0,15	335
Cred.Fon.France 1	691	691	—	690
Credit Local Fce 1	378,30	372,10	– 1,64	370
Credit Lyonn.CIP 1	338,50	327,50	– 3,25	365
Credit National 1	352	360	+ 2,27	355
CS(ex.CSEE) 1	322,30	325	+ 0,84	315
Damart 1	4700	4700	—	5000
Danone 1	731	732	+ 0,14	715
Dassault-Aviation 1	427	413,50	– 3,16	425
Dassault Electro 1	399,90	399,90	—	370
De Dietrich 1	2749	2742	– 0,25	2750
Degremont 1	385	389	+ 1,04	370
Dev.R.N-P.Cal(Li) 2	80	78,60	– 1,75	69
DMC (Dollfus Mi) 1	280,90	281	+ 0,04	280
Docks France 1	688	690	+ 0,29	650
Dynaction 1	121	120,10	– 0,74	123
Eaux (Gle Des) 1	477	479,30	+ 0,48	465
E.B.F 1	912	912	—	885
Ecco 1	610	606	– 0,66	555
Eiffage 1	773	765	– 1,03	800
Elf Aquitaine 1	387,20	385,80	– 0,36	365
Eridania Beghin 1	710	709	– 0,14	680
Essilor Intl 1	700	699	– 0,14	745
Essilor Intl ADP 1	490	488	– 0,41	485
Esso 1	660	665	+ 0,76	640
Eurafrance 1	1555	1560	+ 0,32	1520
Euro Disney 1	11,90	12	+ 0,84	10,50
Euro RSCG W.W 1	495	497	+ 0,40	480
Europe 1-1	1240	1230	– 0,81	1380
Eurotunnel 1	24,40	24,45	+ 0,20	24
Filipacchi Medias 1	839	840	+ 0,12	880
Finextel 1	85,40	87,90	+ 2,93	89
Fives-Lille 1	450	—	—	450
Fromageries Bel 1	4400	4390	– 0,23	4200
Galeries Lafayet. 1	2060	2060	—	2100
GAN 1	189	192	+ 1,59	197
Gascogne (B) 1	534	537	+ 0,56	495
Gaz et Eaux 1	1730	1772	+ 2,43	1700
Geophysique 1	310	310	—	290
G.F.C. 1	380	384	+ 1,05	375
Groupe Andre S.A. 1	493	489	– 0,81	500
Groupe De La Cite 1	760	762	+ 0,26	725
GTM-Entrepose 1	350	345	– 1,43	330
Guilbert 1	435	438	+ 0,69	450
Guyenne Gascogne 1	1275	1270	– 0,39	1260
Havas 1	369,50	363,50	– 1,62	360
I.D.I.A 1	145,20	147	+ 1,24	141
Imetal 1	502	505	+ 0,60	505
Immeubl.France 2	405	404,80	– 0,05	360
Immob.Phenix 1	50,40	—	—	48
Ingenico 1	88	88,50	+ 0,57	85
Interbail 1	345	349	+ 1,16	340
Intertechnique 1	528	535	+ 1,33	510
Jean Lefebvre 1	325	335	+ 3,08	315
Klepierre 1	551	565	+ 2,54	550
Labinal 1	773	767	– 0,78	765
Lafarge Coppee 1	367,50	367,90	+ 0,11	355
Lagardere (MMB) 1	118	118,30	+ 0,25	118
Lapeyre C1	280,60	285	+ 1,57	255
Lebon 2	271,50	271,50	—	275
Legrand 1	6340	6370	+ 0,47	6350
Legrand ADP 1	4540	4530	– 0,22	4300
Legris Indust. 1	324	326	+ 0,62	320
Locindus 1	855	—	—	825
LVMH Moet Vuitton 1	846	841	– 0,59	795
Lyonnaise Eaux 1	413,90	413,30	– 0,14	420
Marine Wendel 1	344,50	345	+ 0,15	330
Matra-Hachette 1	113,50	113	– 0,44	111
Metaleurop 1	73,20	72,50	– 0,96	70
Metrologie Inter.1	31	28,60	– 7,74	21
Michelin 1	200,50	201,40	+ 0,45	205
Moulinex 1	104	103,70	– 0,29	99
Navigation Mixte 1	1018	1022	+ 0,39	985
Nord-Est 1	136,50	137	+ 0,37	133
Nordon (Ny) 2	390	—	—	410
NRJ # 1	428	425	– 0,70	485
Olipar 1	8	8,15	+ 1,88	8
Oreal 1	1106	1104	– 0,18	1070
Paribas 1	330,50	322,60	– 2,39	325
Pechiney CIP 1	375,50	373,80	– 0,45	380
Pechiney Intl 1	147,90	147,80	– 0,07	148
Pernod-Ricard 1	304,10	305	+ 0,30	300
Peugeot 1	687	680	– 1,02	710
Pinault-Prin.Red.1	972	962	– 1,03	950
Plastic-Omn.(Ly) 1	569	555	– 2,46	560
Poliet 1	385,50	388	+ 0,65	370
Primagaz 1	877	—	—	815
Promodes 1	897	897	—	920
Publicis 1	395,10	—	—	390
Radiotechnique 1	565	570	+ 0,88	555
Remy Cointreau 1	181,90	179,90	– 1,10	178
Renault 1	171,50	170,40	– 0,64	171
Rexel 1	678	—	—	670
Rhone Poulenc A 1	131,90	130,50	– 1,06	126
Rochette (La) 1	55	55,35	+ 0,64	53
Roussel Uclaf 1	643	640	– 0,47	615
Rue Imperiale(Ly) 1	3460	3460	—	3450
Sade (Ny) 1	181	180	– 0,55	179
Sagem 1	2650	2650	—	2540
Saint-Gobain 1	619	618	– 0,16	610
Saint-Louis 1	1295	1295	—	1350
Salomon (Ly) 1	1957	1960	+ 0,15	2070
Salvepar (Ny) 2	431,50	436	+ 1,04	410
Sanofi 1	264	262,60	– 0,53	250
Sat 2	1940	1940	—	1840
Saupiquet (Ns) 1	1190	—	—	1170
Schneider 1	360	361	+ 0,28	360
SCOR S.A 1	95,30	95	– 0,31	110
S.E.B. 1	514	508	– 1,17	495
Sefimeg 1	346	345	– 0,29	340
Selectibanque 1	150	150	—	151
SFIM 2	945	945	—	850
SGE 1	168	173	+ 2,98	169
Sidel 1	1156	1158	+ 0,17	1020
Simco 1	406,50	415	+ 2,09	415
S.I.T.A 1	644	640	– 0,62	640
Skis Rossignol 1	1801	1880	+ 4,39	1860
Silgos 1	390,20	390,10	– 0,03	360
Societe Gale A 1	519	518	– 0,19	495
Sodexho 1	836	832	– 0,48	840
Sommer-Allibert 1	1670	1665	– 0,30	1660
Sophia 1	401	404	+ 0,75	485
Sovac 1	344	345,50	+ 0,44	340
Spie Batignolles 1	205	208	+ 1,46	225
Spir Communic. 1	509	504	– 0,98	—
Strafor Facom 1	600	595	– 0,83	609
Suez 1	230,30	229,60	– 0,30	230
Synthelabo 1	228,20	226,50	– 0,74	225
Technip S.A. 1	248,80	248	– 0,32	255
Thomson-CSF 1	141,90	141,60	– 0,21	140
Total 1	304,40	305	+ 0,20	290
UAP 1	123	121,70	– 1,06	127
UFB Locabail 1	363,30	363,50	+ 0,06	360
UGC DA (M) 1	188,70	188	– 0,37	182
Ugine S.A 1	399	399,50	+ 0,13	390
UIC 1	80	124,90	+ 56,13	135,60
UIF 1	425	430	+ 1,18	405
UIS 2	210	—	—	215
Unibail 1	465	468	+ 0,65	465
Union Assur.Fdal 1	510	510	—	465
Valeo 1	238,50	238	– 0,21	245
Vallourec 1	254,50	253,80	– 0,28	255
Via Banque 1	350	—	—	330
Worms & Cie 1	239,80	235	– 2	238
Z Gr.Zannier (Ly) 1	141,60	141,40	– 0,14	140
Zodiac 1	2190	2197	+ 0,32	2040
Elf Gabon 1	1059	1040	– 1,79	1000

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + –	Compensation (1)
ABN AMRO Holding 1	182	—	—	183
American Express 1	166,50	—	—	157
Anglo American 1	250	248,10	– 0,76	255
Amgold 1	420	461,90	+ 9,98	480
Arjo Wiggins App.1	19,15	19,35	+ 1,04	—
A.T.T. 1	265	261,40	– 1,36	255
Banco Santander 1	189,80	—	—	183
Barrick Gold 1	108,20	106,90	– 1,20	112
B.A.S.F. 1	1125	—	—	1090
Bayer 1	1235	1231	– 0,32	1200
Blenheim Group 1	16,70	16,60	– 0,60	16,50
Buffelsfontein 1	34	36	+ 5,88	35
Chase Manhattan 1	177,90	175,30	– 1,46	175
Daimler Benz 1	2446	2450	+ 0,16	2460
De Beers 1	107,10	108,50	+ 1,31	112
Deutsche Bank 1	2433	2422	– 0,45	2400
Dresdner Bank 1	1369	—	—	1370
Driefontein 1	67	67,50	+ 0,75	71
Du Pont Nemours 1	285	282,80	– 0,77	295
Eastman Kodak 1	257,90	252,20	– 2,21	255
East Rand 1	6,10	6,20	+ 1,64	7
Echo Bay Mines 1	49,50	50,50	+ 2,02	52
Electrolux 1	270	—	—	280
Ericsson 1	288,20	287	– 0,42	285
Exxon Corp. 1	329,50	327,30	– 0,67	330
Ford Motor 1	133	132,40	– 0,45	137
Freegold 1	64,65	66	+ 2,09	68
Gencor Limited 1	17,05	18	+ 5,57	16,50
General Electric 1	270	270	—	265
General Motors 1	206,10	208,50	+ 1,16	210
Generale Belgique 1	347	351	+ 1,15	355
Grd Metropolitan 1 ●	30,30	30,80	+ 1,65	31
Guinness Plc 1	35,50	35,50	—	35
Hanson Plc 1	19,35	19,35	—	19,50
Harmony Gold 1	45,20	46	+ 1,77	45
Hewlett-Packard 1	534	—	—	545
Hitachi 1	45,70	45,60	– 0,22	46
Hoechst 1	1130	—	—	1120
I.B.M 1	383,30	388,10	+ 1,25	390
I.C.I 1	62	—	—	62
I.T.T. 1	469,20	—	—	470
Ito Yokado 1	231,50	232	+ 0,22	260
Matsushita 1	75,30	—	—	74
Mc Donald's 1	172,10	169,60	– 1,45	155
Merck and Co 1	209,40	209,20	– 0,10	199
Minnesota Mining 1	278,30	—	—	275
Mitsubishi Corp. 1	61,60	—	—	59
Mobil Corporat. 1	458,80	—	—	450
Morgan J.P. 1	338,30	329,60	– 2,57	310
Nestle SA Nom. 1	4885	4886	+ 0,02	4850
Nippon MeatPacker 1	66,30	—	—	66
Norsk Hydro 1	211,40	211	– 0,19	200
Petrofina 1	1575	—	—	1540
Philip Morris 1	311,10	316,80	+ 1,83	305
Philips N.V 1	166,70	166,80	+ 0,06	165
Placer Dome Inc 1	101,90	101	– 0,88	105
Procter Gamble 1	338,20	338,80	+ 0,18	325
Quilmes 1	252	241	– 4,37	240
Randfontein 1	39,50	40,45	+ 2,41	49
Rhone Poul.Rorer 1	204,60	206,30	+ 0,83	192
Royal Dutch 1	591	591	—	580
R T Z 1	64,80	65	+ 0,31	64
Saatchi & Saatchi 1	9	9,20	+ 2,22	9,50
Sega Enterprises 1	265	271	+ 2,26	265
Saint-Helena 1	44,30	—	—	45
Schlumberger 1	279	277,20	– 0,65	275
SGS Thomson Micro.	134,30	—	—	136
Shell Transport 1	58,95	—	—	56
Siemens 1	2307	2296	– 0,48	2230
Sony Corporation 1	249	247	– 0,80	265
Sumitomo Bank 1	100,50	97	– 3,48	87
T.D.K 1	212,20	—	—	220
Telefonica 1	66,70	66,20	– 0,75	62
Toshiba 1	33,20	—	—	32
Unilever 1	625	624	– 0,16	605
Unit.Technologie 1	336,70	—	—	335
Vaal Reefs 1	405	—	—	435
Volkswagen A.G 1	1331	1320	– 0,83	1420
Volvo (act.B) 1	99	—	—	97
Western Deep 1	167,30	168	+ 0,42	173
Yamanouchi 1	105,70	—	—	103
Zambia Copper 1	3,75	3,65	– 2,67	3,75

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : quotité de négociation

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 10 h 15

JEUDI 2 FÉVRIER

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	—	2,219
CEPME 8,5% 88 CA	102,25	5,030
CEPME 9% 89 CA#	104,36	4,118
CEPME 9% 92-06 TSR	—	5,523 o
CFD 9,7% 90 CB	108,63	9,620
CFD 8,6% 92 CB	102,20	8,412 d
CFF 10% 88-98 CA#	106,62	2,822 d
CFF 9% 88-97 CA#	103,11	3,008
CFF 10,25% 90 CB#	110,70	9,099
CLF 8,9% 88 CA#	103,91	6,096 ↑
CLF 9%88-93/98 CA#	103,60	0,025 ↓
CNA 9% 4/92 CB	104,10	6,756 ↑
CRH 8,6%92-93-94CB	101,92	5,136 ↑
CRH 8,5% 87-88 CA#	102,22	7,778
EDF 8,6% 88-89 CA#	102,55	8,294
EDF 8,6% 92 CA#	102,70	7,045 ↓
Em.Etat10,26%86CA	—	9,192 d
Emp.Etat 6%7/93 CA	97,18	3,304
Finansder 9%91CB#	103,95	1,677
Finansd.8,6%92 #CB	103	0,141
Floral9,75% 90 CA#	106,40	5,155 ↓
OAT 8,70%5/95 CA#	100,80	6,030
OAT 9,8% 1/96 CA#	103,21	0,081
OAT 8,50% 6/97CA #	102,65	5,170
OAT 9,90%12/97 CA#	—	1,383 o
OAT 88-98 TME CA	100,40	0,165 ↓
OAT 9/1998 TRA	—	2,277
OAT 9,50%88-98 CA#	105,58	5,778
OAT TMB 01/99 CA	99,37	8,129
OAT 8,125% 99 CA#	107,62	5,632 d
OAT 8,50%90/00 CA#	—	7,242 d
OAT 9/00 TRA CA	102	2,936 ↑
OAT 10% 5/00 CA#	109,01	6,877
OAT 01 TME CA	99,74	0,165 ↓
OAT 8,5%11/02 CA #	103,05	1,607
OAT 8,50% 19 CA #	100,14	2,329
OAT.8,50%92-23 CA#	100,56	6,590
PTT 11,2% 85 CB#	103,50	1,906 ↑
SNCF 8,8% 87-94CA	102,75	—
Lyon.Eaux 6,5%90CV	816	—

ACTIONS	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel 2	452	458
Bains C.Monaco 2	631	—
B.N.P.Intercont.2	271	—
Bidermann Intl	110	—
B T P (la cie) 2	18,50	18,25
Cambodge	851	—
Carbone Lorraine 2	710	710
CBC 1	238,90	238
Centenaire Blanzy	270	—
Ceragen Holding	30,05	—
Champex (Ny)	18	—
CIC Un.Euro.CIP 1	330	—
C.I.T.R.A.M. (B)	2817	—
Cpt Lyon Alem.2	365	—
Concorde-Ass Risq2	800	807
Gpe Valfond ex.CMP	18	—
Credit Gen.Ind.	30,70	—
Darblay	530	—
Didot Bottin	690	—
Eaux Bassin Vichy	2566	—
Ecia 1	646	644
Ent.Mag. Paris	4500	—
Eridania Beghin CI	643	—
Fidel(exImmofice)2	133	132,90
Finalens	340	—
F.I.P.P.	111	—
Fonciere (Cie)	525	—
Fonciere Euris	185	—
Foncina #	485	—
France I.A.R.D.	505	—
France S.A 1	720	720
From. Paul-Renard	2050	—
Gaumont 1	275	—
Genefim	193	—
Gevelot	1080	—
G.T.I (Transport)2	406	—
Immobail 2	304	300
Immobanque 2	800	—
Im.Marseillaise 2	5300	—
Invest.(Ste Cie.)	1400	—
Lille Bonnieres	1606	—
Locafinanciere	450	—
Louvre 1	198	195
Lucia	76,10	—
Machines Bull	22,10	—
Monoprix	179	—
Metal Deploye	390,10	—
Mors 2 #	16,95	—
Navigation (Nle)	71,85	—
Origny-Desvroise	1281	—
Paluel-Marmont	375	—
Pap.Clairefont(Ny)	800	—
Parfinance 2	182,50	186
Paris Orleans	245	—
Piper Heidsieck	831	—
Porcher	246,90	—
Promodes (CI)	665	—
Rochefortaise Com	210	—
Rosario 2	200	285
Rougier #	778	750
S.A.F.I.C Alcan	299	—
Saga	340	—
Salins du Midi 2	443	443
Savoisienne M.	156	—
Silic 2	680	666
S.I.P.H.	178,60	—
Sofal	300	—
Soffo	318,90	—
Sofitam act.a reg.	75,10	—
Sofragi	3750	—
Soudure Autogene	965	—
Sovabail	410	—
Taittinger 1	2100	—
Tour Eiffel	292	—
Elyo 2	275	—
Vicat 2	506	—
Virax	125	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 10 h 15

JEUDI 2 FÉVRIER

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acal (Ns) # ◆	54,50	54,50
AFE 2 # ◆	440	440
Aigle 2	254	246
Alain Manoukian(Ly)2#	93,50	97
Albert S.A (Ns) ◆	126,10	126,10
Altran Techno 1 #	460,80	467
Arnault Associes ◆	448	448
Axime (ex.Segin)	265	270
B.A.C ◆	23,70	28,70
Bque Picardie (Li) ◆	585	585
Bque Sofirec (M) ◆	475	475
Bque Tarneau (B)# ◆	206	206
Bque Vernes ◆	611	611
Beneteau # ◆	405	405
B I M P ◆	108	108
Boiron (Ly) 1 #	419,50	420
Boisset (Ly)# ◆	285	285
Brioche Pasq.(Ns)1	578	578
But S.A. 1	885	880
Cardif SA 1	630	635
CDA-Cie des Alpes2	153	150
C.E.E 2# ◆	395	395
CEGEP # ◆	161,20	161,20
Cermex 2 # (Ly)	291	283
CFJPE(exGAN part)2	89	88
CFPI ◆	250	250
Christ.Dalloz 2 #	698	700
Change Bourse (M) ◆	223	223
Cipe France Ly 2 #	695	695
CNIM (a ech.) ◆	863	863
CNIM CA#	254	252,20
Codetour ◆	259	259
Comp.Euro.Tele-CET ◆	145	145
Conflandey S.A. ◆	345	345
C.A. de la Brie 2	356	356
C.A.Gironde (B) ◆	431	431
C.A.Haute Normand	388	387,80
C.A.Ille & Vilaine	325,40	325,50
C.A.Indre et Loire ◆	302,50	302,50
C.A. Paris IDF 1	736	740
C.A.de l'Isere Ly ◆	372	372
C.A.Loire Atl.(Ns)	343	343
C.A.Loire/H.Loire ◆	815	815
C.A. du Loiret CCI ◆	468	468
C.A.Morbihan (Ns) ◆	343	343
C.A.du Nord (Li) ◆	445	445
C.A. Oise CCI ◆	212,20	212,20
C.A.Pas de Calais ◆	415	415
C.A. Somme CCI 2 ◆	237,50	237,50
C.A.Toulouse (B) ◆	341	341
Chaine et Trame #	265	264
C.A. Midi CCI#(Ly) ◆	180	180
Credit de l'Est ◆	420,10	420,10
Creeks ◆	109	109
Dapta-Mallinjoud 2	129,30	128,50
Darnal Expansion#2 ◆	51,50	51,50
Dauphin OTA ◆	280	280
Delta Prot.# C2 Ly	276,50	276,80
Desquenne Giral ◆	155	155
Devanlay 2 ◆	924	924
Deveaux(Ly)	590	605
Devernois (Ly) ◆	400	400
Ducros Serv.Rapide ◆	99	99
Ecco Trav. Tempo 1	294,90	294,80
Editions Belfond ◆	90	90
Elysee Inv. 1	32	33
Emin-Leydier# (Ly)	555	550
Eramet 2	369,80	369
Europ.Extinc.(Ly)#	245	244
Europ Propulsion 2	285	299
Expand 2	302	312
Factorem ◆	468	468
Faiveley #2	245	247,80
Finaball 2	130	130
Finacor 2	134	134
Fininfo ◆	448	448
Fructivie 1	604	600
Gautier France 2#	341,10	341,10
Gel 2000 2	102	102
GFI Industries # ◆	354	354
Girodet # (Ly) ◆	66	66
GLM S.A. ◆	378	378
Grandoptic.Photo #	385	393
Gpe Guillin # Ly	121,20	121,20
Kindy #	190	190
Guerbet 2	317	320
Hermes Internat.1#	559	570
Hurel Dubois ◆	396	396
ICBT Groupe # 2	159	163
I.C.C. 2	180	181
Idianova ◆	63,50	63,50
Immob.Hotel. 2 #	168,70	165
Installux (Ly)2	510	510
Int. Computer # ◆	150	150
Invest.Paris 1	127	127
IPBM 2	55,20	53
J.Clairbois(Ly) ◆	112,10	112,10
Lambert-Riviere ◆	470	470
M6-Metropole TV 2	308,20	308
Manitou 2#	332	349
Manutan ◆	440	440
Marie Brizard 2 ◆	1200	1200
Maxi-Livres/Profr.	428	420
Mecadyne ◆	172	172
Mecelec 2 (Ly)	112,50	113
MGI Coutier 2#	550	550
Michel Thierry# 2	755	762
Monneret Jouet # ◆	99	99
Naf-Naf 1#	200	199
Norbert Dentres.2#	333	334
N.S.C Schlum.2 Ny	1010	1009
OGF Omn Gest.Fin.1	670	673
Onet ◆	1080	1080
Paul Predault #	162	164
P.C.W. 2	94	94
Petit Boy # ◆	103,90	103,90
Pier Import ◆	95,10	95,10
Pochet 2 ◆	1045	1045
Poujoulat Ets (Ns) ◆	210	210
Radiall 2#	295	295
Rallye(Cathiard)Ly ◆	149	149
Reydel Indust.Li 2	949	945
Robertet # ◆	1049	1049
Rouleau-Guichard 2 ◆	420	420
Securidev 2 #	98	100
Sediver 2 #	235	235
Serbo 2	435	435
Siparex (Ly) #	77	79
Smoby (Ly) 2 ◆	514	514
Sofco (Ly) ◆	157	157
Softbus ◆	424	424
Sogepag 2 #	122,80	126,90
Sogeparc (Fin) 1	565	566
Sopra 2 ◆	288	288
Steph.Kelian # ◆	115,90	115,90
Sylea 2	445	450
Teisseire-France ◆	215	215
TF1-1	457	455,50
Thermador Hold(Ly)	401	401
Trouvay Cauvin 2#	169,70	169,50
Unilog 2	275	275,50
Union Fin.France 1	514	516
Via Credit(Banque) ◆	151,70	151,70
Viel et Cie #	149	149
Vilmorin et Cie#2	369	370
Virbac	495	495

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 1er février

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C	34489,96	34489,96
Actimonétaire D	30939,55	30939,55
Ameri-gan	7954,08	7648,15
Amplia ○	107939,70	107939,70
Amplitude Monde D ◆	689,63	669,54
Antigone Tresorerie	795176	795176
Arbitr. Court Terme	8791,74	8791,74
Associa Premiere	34845,83	34845,83
Associc	1080,79	1080,79
Atout Amerique	100,18	97,74
Atout Asie	94,20	91,90
Atout Emergent ◆	841,09	816,39
Atout Futur C	514,53	501,98
Atout Futur D	500,35	488,15
Aurecic	1356,81	1317,29
Avenir Alizes	1806,64	1771,22
Axa Valeurs PER ◆	144,31	140,11
Cadence 1	1025,70	1015,54
Cadence 2	1033,94	1023,70
Cadence 3	1021,20	1011,09
Capimonetaire	7514,66	7507,15
Capioblig	7418,37	7344,92
Capitacic	1525,91	1503,36
Cicamonde	1124,94	1092,17
Coeds	1570,92	1541,63
Comptavalor ◆	4258,42	4252,04
Crédit Mutuel Capital	1475,61	1446,68
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	789,71	789,71
Créd.Mut.Ep.Ind. Cap	90,19	87,78
Créd.Mut.Ep.Ind. Dis	88,01	85,65
Créd.Mut.Ep.J	20948,88	20948,88
Créd.Mut.Ep.long.T.	203,70	198,25
Créd.Mut.Ep.Monde	1086,45	1057,37
Créd.Mut.Ep.Quatre	1069,76	1041,13
Dieze	1566,21	1537,01
Ecocic	1152,81	1119,23
Ecupar ◆	127,45	123,74
Ecur. Actions futur	185,79	180,38
Ecur. Capicourt ◆	201,27	200,77
Ecur. Capitalisation ◆	197,91	195,95
Ecur. Distrimonétaire	10140,86	10140,86
Ecur. Expansion ◆	295759,47	294581,15
Ecur. Géovaleurs ◆	2629,25	2552,67
Ecur. Investissement ◆	156,03	151,49
Ecur. Monepremière ◆	10204,34	10204,34
Ecur. Monétaire	11889,61	11889,61
Ecur. Trésorerie ◆	292,51	292,51
Ecur. Trimestriel ◆	1939,42	1920,22
Elanciel D ◆	115,39	112,03
Elicash ○	854270,40	854270,40
Emergence Poste D ◆	92,50	89,81
Energia	329,05	314,13
Eparcic	4404,06	4404,06
Eparcourt-Sicav ◆	204,10	203,59
Epargne-Unie	1411,97	1377,53
Eufi Cash capi ◆	9512,17	9512,17
Euro Solidarité ◆	1155,67	1144,23
Eurocic Leaders	1203,76	1168,70
Eurodyn	1389,06	1355,18
Euro Gan	7717,83	7420,99
Fonsicav ◆	17675,38	17640,10
France-gan	12696,43	12208,11
France Garantie ◆	263,57	263,04
France Obligations ◆	462,95	[illegible]
Francic	472,46	458,70
Francic Pierre	108,97	105,80
Francic-Regions	1376,47	1336,38
GAN Rendement	5124,05	5048,33
Gestilion ◆	17885,54	17885,54
Horizon ◆	1458,25	1415,78
HLM Monétaire ◆	16985,11	16985,11
Indicia ◆	1063,22	1037,09
Indust.Fse.Court.T ◆	1809,57	1800,57
Intensys D ◆	108,11	107,84
Interepar ◆	104500,94	101457,22
Interoblig	5611,88	5556,32
Intersélection Fce	499,89	490,09
Japacic	168,65	163,74
Jeunepargne	331,75	326,85
Latitude C ◆	2709	2704,94
Lion Association ◆	10687,94	10687,94
Lion Institution ◆	36002,69	35912,91
Lionplus ◆	1183,87	1160,66
Lion Trésor ◆	2188,28	2166,61
Livret Bourse Inv. ◆	575,84	559,07
Livret Portefeuil. ◆	764,61	742,34
Méditerranée ◆	211,27	205,12
Mensuel CIC	10104,77	10004,72
Moneden	83172,14	83172,14
Moné-Dis ○	10143,95	10143,95
Mone J. ○	10857,26	10857,26
Monévalor	49964,30	49964,30
Mutualité dépôts ◆	16420,99	16388,21
Natio Court Terme	12775	12775
Natio Court Terme2	347720	347720
Natio Epargne	21462,73	21250,23
Natio Ep. Capital	13214,89	13084,05
Natio Ep. Croissance	1899,82	1862,57
Natio Ep. Obligations	207,29	203,23
Natio Epargne Retraite	124,70	122,25
Natio Epargne Trésor	[illegible]	[illegible]
Natio Epargne Valeur	470,04	460,82
Natio France Index	974,07	954,97
Natio Immobilier	1152,08	1129,49
Natio Inter	1695,57	1662,32
Natio Monétaire	5030,90	5025,87
Natio Opportunités	138,03	135,32
Natio Patrimoine	1329,30	1303,24
Natio Perspectives	1122,59	1100,58
Natio Placements	71545,67	71545,67
Natio Revenus	1025,26	1015,11
Natio Sécurité	11474,27	11474,27
Natio Valeurs	883,81	866,48
Nippon-Gan	6503,37	6253,24
Nord Sud Dévelop. ◆	1886,11	1882,35
Oblicic-Mondial	2935,73	2892,34
Oblicic-Régions	1076,39	1060,48
Obligutur	3310,89	3249,16
Oblig. tres caté.	207,96	204,89
Oblilion ◆	1627,56	1611,45
Oblisécurité Sicav	15740,10	15740,10
Obliays D ◆	516,07	508,44
Oraction	1404,07	1369,82
Pervalor	572,46	561,24
Plénitude D ◆	144,54	140,33
Poste Croissance C ◆	3267,31	3264,05
Poste Gestion C ◆	40138,30	40138,30
Première Oblig. C ◆	11788,27	11788,27
Première Oblig. D ◆	10972,37	10966,89
Prévoy. Ecureuil	99,25	98,27
Proficic	928,29	910,98
Rentacic	159,31	156,86
Revenus Trimestr. ◆	5198,21	5146,74
Revenu-Vert	1120,78	1099,88
St-Honoré Bons Tr.	13546,69	13479,29
St-Honoré Invest.	886,12	845,94
St-Honoré Pacifique	748,15	714,22
St-Honoré Réal.	[illegible]	[illegible]
St-Honoré Vie Santé	1110,63	1060,27
Sécuricic	2084,78	2084,78
Sécuri-Gan	12511,29	12265,97
Sécuritaux	1674,66	1674,66
Sensivalor	31868,02	31868,02
SEVEA ◆	102,96	100,45
SFI-CNP Assur	711,74	691,01
S.G. France opport. C	1380,35	1353,28
S.G. France opport. D	1348,35	1321,91
S.G. Monde opport. C	932,98	914,69
S.G. Monde opport. D	932,98	914,69
Sicav Associations	2215,19	2215,19
Sicav 5.000 ◆	462,56	453,49
S.I. Est ◆	1252,08	1215,61
Silvafrance ◆	732,04	717,69
Silvam ◆	415	406,86
Silvarente ◆	213,93	209,74
Silvinter ◆	489,56	479,96
Sogenfrance C	1249,76	1225,25
Sogenfrance D	1168,21	1145,30
Sogépargne	298,02	295,07
Sogevar	1095,58	1074,10
Soginter	1532,89	1502,83
Soleil Investissements	647,98	625,06
Solstice D ◆	2244,18	2238,58
State Street Act. Eur ◆	11873,34	11583,75
State Street Act. France ◆	10926,12	10659,63
State Street Act. Japon ◆	1405,15	1370,88
State Street Act. Monde ◆	947,19	924,09
State Street Activ.Asie ◆	1215,80	1174,79
State Street Alloc.Franc. ◆	995,53	985,67
State Street Amér.Latine ◆	713,35	688,99
State Street Emer. Mts ◆	1466,57	1416,49
State Street Etats-Unis ◆	1212,40	1182,83
State Street OAT Plus ◆	12445,44	12322,22
State Str. Oblig. Monde ◆	950,25	940,84
State Street [illegible] ◆	[illegible]	[illegible]
State Street Trésorerie ◆	12499,47	12499,47
Stratégie Actions	935,05	899,09
Stratégie Rendement	1606,77	1556,19
Synthesis	13108,09	12851,07
Techno-Gan	6274,55	6033,22
Trésora D ◆	787,69	779,89
Trésor Plus	1551,69	1536,33
Trésor Trimestriel ◆	1010,96	1000,95
Trésoricic	159287,67	159287,67
Trilion ◆	5078,43	5013,26
Uni-Associations ○	119,55	119,55
Uni-Foncier	1216,38	1186,71
Unifrance	576,83	562,76
Uni-Garantie C	1425,88	1399,29
Uni-Garantie D	1237,71	1214,63
Uni Régions	1429,47	1394,60
Univar ○	281,25	281,25
Univers Actions	1504,53	1467,83
Univers Obligations ◆	1937,16	1901,84
Valorg	2277,75	2275,47
Valreal	32244,96	32228,85
Winterthur St-Honoré	236,01	225,31

SYMBOLES
○ cours du jour; ◆ cours précédent.

AUJOURD'HUI

SCIENCES

GUIDAGE Dans la plupart des grandes villes et sur les principaux axes routiers, la circulation devient de plus en plus difficile. De nouvelles technologies devraient permettre d'améliorer cette situation. ● LE RADIO DATA SYSTEM est l'une des plus prometteuses. Il permet d'envoyer des informations digitales inaudibles parallèlement à une émission de radio sur la bande FM. Ce système, déjà utilisé pour diffuser des données simples, comme le nom de la station de radio que l'on écoute, pourra être mis en œuvre pour indiquer en temps réel à l'automobiliste tous les incidents survenus sur son trajet. ● DES EXPÉRIMENTATIONS sont en cours dans plusieurs régions ou villes européennes, dont Paris. Mais cette technologie a déjà des rivales, utilisant d'autres systèmes comme les balises infrarouges ou le radio-téléphone GSM.

La radio du futur permettra d'éviter les embouteillages

Les industriels ont développé plusieurs technologies pour informer en temps réel l'automobiliste de l'état de la circulation. Le RDS/TMC est l'une des plus prometteuses

IL AVAIT pourtant écouté attentivement Bison futé. En partant à 8 heures ce matin du centre de Paris, il devait pouvoir rejoindre l'aéroport de Roissy sans encombre. Depuis une heure, il est pourtant immobilisé dans son automobile, sans le moindre dégagement à l'horizon. Si seulement il avait pu être informé à temps de l'accident cause de cet engorgement, il n'aurait pas raté son vol et sa journée n'aurait pas été gâchée.

En ville, comme sur les grands axes autoroutiers, tous les automobilistes ont été confrontés à cette situation. L'information sur l'état du trafic, communiquée par radio, téléphone ou Minitel, arrive la plupart du temps trop tard, quand il est devenu impossible de changer d'itinéraire. Les conséquences négatives en sont multiples. Temps perdu, bien sûr; mais aussi pollution aggravée et sécurité menacée, un bouchon entraînant souvent des carambolages en série.

Constructeurs d'automobiles, pouvoirs publics, émetteurs de radio, fabricants d'équipements électroniques pour le grand public se sont donc regroupés depuis plusieurs années pour concevoir des dispositifs électroniques embarqués, informant l'automobiliste en temps réel de l'état des routes.

Le RDS, ou Radio Data System, est une des technologies les plus prometteuses. Elle est en effet relativement facile à mettre en œuvre. Côté pouvoirs publics, elle ne nécessite pas d'infrastructure lourde. Côté usagers, elle n'exige qu'un équipement peu coûteux du type d'un autoradio amélioré.

MESSAGE

Le RDS est déjà intégré à plus du tiers des autoradios vendus en France. C'est en effet grâce à lui que l'on peut voir s'afficher le nom de la station sélectionnée et sa fréquence sur le petit écran à cristaux liquides de son autoradio. C'est aussi grâce au RDS que l'on peut continuer d'écouter son émission préférée sans avoir à manipuler de bouton pour changer de fréquence lorsque, au gré de ses déplacements, on passe d'un émetteur radio à un autre (principe du « follow me »).

Cette technique, mise au point par plusieurs industriels et laboratoires de recherches (Philips, Bosch, etc.), est commercialisée depuis 1986. Elle utilise la bande FM pour diffuser des messages en mode numérique, de façon inaudible, et est déjà utilisée pour donner à l'automobiliste des informations sur le trafic. Le service RDS-EON (Enhance over Network) permet en effet de demander que son émission soit interrompue chaque fois qu'une nouvelle information routière est diffusée sur une station quelconque. Un autre service, le TATP (Trafic Announcement and Trafic Program), diffuse cette même information routière y compris quand l'autoradio est éteint (il lume alors automatiquement) service, inutilisable en Franc l'exception du tronçon d'autoroute Paris-Le Mans), est largement répandu en Grande-Bretagne.

Mais ces dispositifs ont un défaut majeur. Ils ne sont pas sélectifs et diffusent donc la même information pour tous. Or, quand on circule entre Chartres et Le Mans, peu vous importe qu'un accident soit intervenu et ait provoqué un bouchon du côté d'Orléans. L'avenir est donc au RDS personnalisé, le RDS/TMC (Traffic Message Channel). L'automobiliste indique son point de départ et son point d'arrivée. Le TMC ne lui délivre alors que les informations le concernant, soit par écrit, en les affichant sur son écran d'autoradio, soit oralement, grace à une unité de synthèse vocale intégrée à l'autoradio.

Ces informations peuvent aussi être mémorisées. Une fonction « réveille-matin » permet ainsi d'afficher la veille l'heure prévue d'un départ le lendemain. Le système stockera alors tous les messages pertinents diffusés le quart d'heure précédant le moment du départ programmé. En entrant dans sa voiture, l'automobiliste saura si le parcours qu'il compte emprunter est « fluide » ou non.

POSTE PERSONNALISÉ

Il sera aussi possible de mémoriser des parcours standards : pour aller de son domicile à son lieu de travail, de son lieu de travail à sa maison de campagne... Le système sera vendu avec une carte personnalisant le poste. Si celui-ci a été acheté en France, les messages seront ainsi diffusés en français quel que soit le pays où l'on se trouve.

Le RDS-TMC devrait être commercialisé dès 1996. Il est déjà testé dans le cadre de plusieurs programmes de recherche communautaires, en Allemagne, aux Pays-Bas et en France, à Paris. Dans la capitale, il équipe 400 véhicules PSA et Renault.

ALLIANCES

Si la technique est au point, elle doit désormais convaincre de son utilité les pouvoirs publics, les sociétés de service et les radios. Car, pour diffuser une information fiable, il faut la collaboration des services de police ; et celle des radios et des diffuseurs est nécessaire pour émettre et transmettre. Des alliances sont en train de se nouer. Au Salon de la porte Maillot, l'ambiance était assez frénétique, chacun essayant d'établir le maximum de contacts.

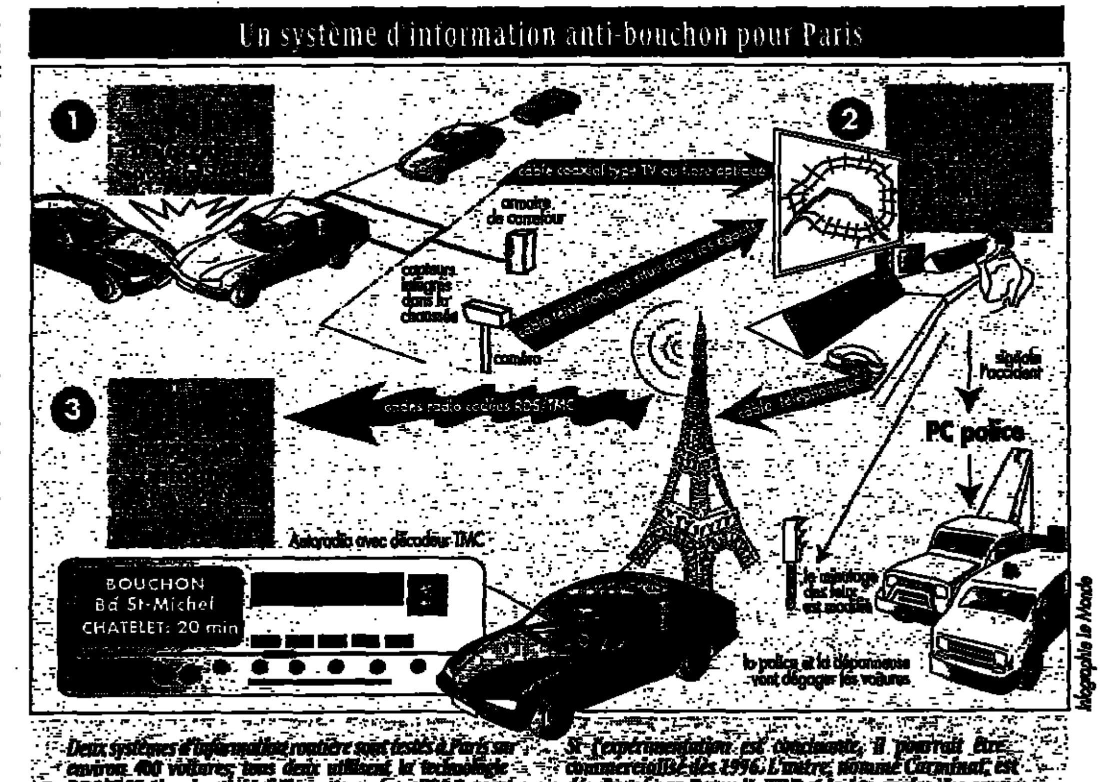
Mais le RDS-TMC devra aussi se battre contre des solutions concurrentes. « *Une difficulté à surmonter est celle du trop-plein et des rivalités technologiques* », redoute Jean-Yves Bronner, directeur de la division des systèmes électroniques de Philips.

Annie Kahn

Des technologies concurrentes

A peine sorti des limbes, le RDS/TMC doit déjà affronter des technologies concurrentes. L'une nécessite la présence de balises infrarouges sur la chaussée. L'information est transmise au conducteur par l'intermédiaire de ces balises, et, réciproquement, le passage d'une voiture devant une balise renseigne le système d'information routière quant à la densité du trafic. Avantage : il est très précis ; inconvénient : l'infrastructure à mettre en place est lourde. Il sera difficile de l'harmoniser au niveau d'un continent. Il est mieux adapté à des agglomérations qu'à des trajets interurbains.

Autre concurrent : le radiotéléphone numérique GSM. Son prix est encore assez élevé mais pourrait baisser très rapidement si l'usage s'en généralisait, grâce aux économies d'échelle qui en découleraient. Son prix pourrait être alors du même ordre de grandeur que celui du poste RDS/TMC, mais il présente le gros avantage d'être interactif, c'est-à-dire de pouvoir non seulement recevoir mais aussi émettre de l'information. Inconvénient : sa mise au point pour des applications de guidage routier demandera quelques années de plus que le RDS/TMC. Les industriels de l'électronique, comme Philips, ont mis plusieurs fers au feu en menant des recherches dans ces différentes directions.



Deux systèmes d'information routière sont testés à Paris sur environ 400 voitures; tous deux utilisent la technologie RDS/TMC. L'un, baptisé Inf-Flux, est mené par PSA Peugeot-Citroën, Urba 2000 et la Compagnie générale des eaux. Si l'expérimentation est concluante, il pourrait être commercialisé dès 1996. L'autre, nommé Carminat, est développé par Renault, TDF et la Lyonnaise des eaux-Dumez.

Des souris amnésiques aident à retrouver la mémoire de l'homme

Les capacités d'apprentissage et de mémorisation dépendent de la plasticité de réseaux de neurones situés dans le cerveau. Reste à comprendre leur fonctionnement.

COMMENT les souvenirs sont-ils formés, stockés, réutilisés ? On prête à la mémoire du cerveau humain une capacité de dix millions de milliards de bits, plus de cent mille fois supérieure à celle du plus puissant des ordinateurs. De cette fonction, parmi les plus complexes du vivant, on ne sait presque rien encore. De temps à autre, pourtant, s'ouvre une piste. Ainsi deux équipes, l'une américaine, l'autre européenne, viennent-elles simultanément de créer un nouveau modèle animal, qui devrait permettre d'aller plus avant dans la compréhension des processus d'apprentissage et de mémorisation : une souris de laboratoire, manipulée à en perdre la mémoire.

L'expérience peut choquer, comme toutes celles auxquelles l'espèce humaine soumet le monde animal pour mieux se comprendre elle-même. L'amnésie n'a toutefois été obtenue ni par lobotomie ni par l'absorption d'une quelconque drogue. Les souris qui présentent cette déficience ont simplement subi une « greffe » génétique, de sorte qu'un de leurs gènes présente une mutation. Un gène qui gouverne précisément la synthèse d'une molécule indispensable au bon fonctionnement du système nerveux, appelée « récepteur au glutamate ».

Parmi les multiples hypothèses sur lesquelles travaillent les spécialistes de la mémoire, l'une stipule, en effet, que son acquisition repose sur la transmission du signal entre les neurones – ou, plus précisément, sur la plasticité de cette transmission dans certaines régions du cerveau, tels le cervelet ou l'hippocampe. Ces phénomènes de plasticité, dite « synaptique » (les synapses sont les jonctions qui, par milliards, président à la circulation de l'information d'un neurone à l'autre), sont eux-mêmes gouvernés par un neurotransmetteur, le glutamate. Une molécule-clé captée par les neurones grâce à deux types de récepteurs, qui diffèrent par leur structure comme par leur mode d'action : les récepteurs « ionotropiques » et les récepteurs « métabotropiques ».

« *On soupçonne depuis quelques années que les récepteurs de la première catégorie sont impliqués dans la mémorisation et l'apprentissage*, précise Francis Crépel, chercheur du CNRS à l'université Paris-XI et coauteur de cette étude. *En revanche, on en savait jusqu'alors beaucoup moins sur les récepteurs métabotropiques.* » Cette famille de molécules, en effet, défie encore les pharmacologues. On ne lui connaît notamment aucun antagoniste, c'est-à-dire aucune substance biologique susceptible de bloquer son activité.

ANIMAUX TRANSGÉNIQUES

Le seul moyen d'étudier par la négative le rôle de ces récepteurs est de bloquer directement l'activité des gènes qui les gouvernent. C'est précisément ce qu'ont fait les deux équipes – l'une travaillant au Massachusetts Institute of Technology (MIT, Massachusetts), l'autre issue d'une collaboration entre le CNRS, l'université de Birmingham et le groupe industriel pharmaceutique britannique Glaxo – dont les travaux ont récemment été publiés dans la revue *Nature*.

La technique employée, dite de « recombinaison homologue », consiste à bloquer le gène du récepteur en le remplaçant par un gène inactif dans des cellules embryonnaires de souris, puis à injecter les cellules ainsi modifiées dans des œufs de souris gravides. Une série de manipulations longues et aléatoires au sortir desquelles certains souriceaux acquièrent de manière définitive leur nouveau caractère génétique, constituant ce que l'on appelle une lignée de souris « transgéniques ».

Privées de leurs récepteurs métabotropiques, comment se sont comportés ces rongeurs ? « *En première analyse, leurs neurones présentent des propriétés d'excitabilité et des réponses synaptiques tout à fait normales. En revanche, l'étude électrophysiologique met en évidence une forte diminution de leur plasticité synaptique dans le cervelet et dans certaines parties de l'hippocampe* », résument les chercheurs. Conséquence de ce manque de souplesse : les souris qui en sont affligées témoignent d'importantes déficiences de mouvement (dont l'apprentissage dépend en partie du cervelet), ainsi que de troubles de la mémorisation spatiale, connue pour être sous le contrôle de l'hippocampe.

Preuve est donc faite que ces récepteurs jouent un rôle direct dans l'acquisition des capacités cérébrales. Une nouvelle perspective pour comprendre le fonctionnement des réseaux neuronaux, et, peut-être, pour fabriquer un jour des médicaments capables de pallier les trous de mémoire.

Catherine Vincent

■ **ESPACE : le prochain tir d'Ariane** n'aura pas lieu avant le 14 mars. Pour ce 71e vol, la fusée européenne emportera les satellites de communication Hot-Bird 1, de l'organisation européenne Eutelsat, et Brasilsat-B2, brésilien. Après l'échec du 70e vol, le 1er décembre 1994, le président d'Arianespace, Charles Bigot, avait espéré une reprise des vols « *avant la fin de février* ». Mais les modifications proposées par la commission d'enquête ont été « *un peu plus longues que prévu* » à mettre en œuvre. Les responsables d'Arianespace espèrent être en mesure d'effectuer 22 lancements en deux ans.

■ **ASTRONOMIE : une planète située hors du système solaire,** en orbite autour de l'étoile *bêta Pictoris*, a peut-être été détectée, par une équipe d'astronomes français. Située à cinquante-deux années-lumière de la Terre, *bêta Pictoris* est l'une des étoiles les plus susceptibles de posséder un « système solaire ». Des images prises il y a quelques années par le télescope européen de l'ESO au Chili ont montré qu'elle était entourée d'un disque de poussières, premier stade vers la formation de planètes. En reprenant des résultats obtenus en 1981 par l'observatoire de Genève, des membres de l'équipe d'Alfred Vidal Madjar (Institut d'astrophysique de Paris) ont détecté une brusque variation de luminosité qui pourrait avoir été causée par le passage d'une grosse planète devant l'étoile. Cette observation, annoncée par le mensuel *Science et Vie* dans son numéro de février, demande à être confirmée.

■ **Un nouveau radiotélescope millimétrique,** doté d'une antenne de 50 mètres de diamètre, devrait être prochainement construit par le Mexique et les Etats-Unis. Cet instrument de 46 millions de dollars (241 millions de francs) travaillera dans une gamme de longueur d'onde comprise entre 1 et 4 millimètres. Il sera opérationnel à partir de l'an 2000. Des radiotélescopes de ce type, comme celui de Nobeyama (Japon) et de l'IRAM (Espagne et France), ont déjà permis de détecter un grand nombre de molécules, organiques ou non, dans les galaxies et les nuages interstellaires.

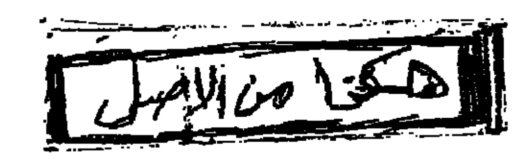
■ **CHIMIE : du polypropylène souple** a été obtenu par deux chercheurs de l'université de Stanford (Californie). Matière plastique très employée dans la vie courante, le polypropylène n'existait, jusqu'à présent, qu'en version rigide. En conjuguant l'emploi d'un nouveau catalyseur (de la famille des métallocènes) avec un pilotage très fin de la réaction, Geoffrey Coates et Robert Waymouth ont mis au point une méthode qui permet de fabriquer un polypropylène plus ou moins extensible et plus ou moins souple.

■ **SISMOLOGIE : un atlas sur la sismicité de la France métropolitaine** vient d'être publié par l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). Réalisé avec le concours de la société GEO-TER, du laboratoire de de géologie structurale (CNRS/Université de Montpellier) et de l'Institut de physique du globe de Strasbourg, cet ouvrage, destiné à des spécialistes, rassemble les résultats de plusieurs années de recherches pluridisciplinaires (tectonique, télédétection, géodésie, étude des contraintes et des déformations actuelles, etc.). Il comble un vide, dans la mesure où les ouvrages existants traitent plutôt de la sismicité historique et ne prennent pas en compte les zones où l'activité sismique est faible.

★ ***Sismotectonique de la France métropolitaine*, Société géologique de France, deux volumes, 24 cartes, 280 F.**

■ **BOTANIQUE : lors d'une attaque extérieure, par un virus,** un champignon ou une bactérie, les plantes se soignent à l'aspirine. Elles augmentent alors de cinq à vingt fois leur concentration d'acide salicylique (le principe actif de l'aspirine), cette molécule activant à son tour une série de « *gènes de résistance* ». Cette observation, réalisée il y a quelques années, vient d'être précisée par une équipe de la firme Ciba-Geigy. Ses travaux, publiés dans la revue *Science*, montrent en effet que des plants de tabac et d'arabette, rendus incapables, par manipulations génétiques, d'accumuler l'acide salicylique, tombent rapidement malades à la suite d'une agression par des agents pathogènes. Médicament décidément universel, l'aspirine pourrait ainsi ouvrir de nouvelles perspectives pour accroître les capacités de défense des plantes cultivées.

■ ***INNOVATION* : la télévision est l'invention du XXe siècle la plus prisée des Français,** selon un sondage Ifop/Du Pont de Nemours auprès d'un échantillon national de 1 821 personnes de quinze ans et plus. Viennent ensuite l'ordinateur, la greffe du cœur, les antibiotiques, le lave-linge, la pilule contraceptive, le scanner, la pénicilline, le réfrigérateur, la carte bancaire, le TGV et le laser.



Tim et Tom, les deux têtes pensantes du tennis américain

Pour le premier tour de la Coupe Davis, les Français affrontent les Etats-Unis, dont le niveau actuel doit beaucoup aux frères Gullikson

Capitaine de l'équipe des Etats-Unis de Coupe Davis, Tom Gullikson travaille en étroite et permanente complicité avec son frère jumeau Tim, qui est l'entraîneur du numéro un mondial, Pete Sampras. Face à cette formation américaine « à deux têtes », les Français, emmenés par Yannick Noah, auront beaucoup de mal à franchir le premier tour d'une compétition qu'ils avaient gagnée à Lyon en 1991, précisément contre les Américains. Pete Sampras n'est pas présent à Saint Petersburg, mais un fort esprit de revanche anime l'équipe américaine composée de Jim Courier et Todd Martin. Noah s'efforcera de ranimer la flamme chez des tennismen français bien décevants aux Internationaux d'Australie. Le capitaine de l'équipe de France devait rendre publique, jeudi 2 février, son choix entre Arnaud Boetsch, Guy Forget, Cédric Pioline et Olivier Delaitre.

SAINT PETERSBURG (Floride)
correspondance

Le tennis américain doit une partie de son succès actuel à deux têtes pensantes. Elles se ressemblent étrangement. Dans les vestiaires, on ne sait toujours pas très bien qui est Tom, et qui est Tim. Mais on connaît sur le bout des doigts le *curriculum vitae* des frères Gullikson. Tim a mené Pete Sampras au rang de numéro un mondial. Tom est capitaine de l'équipe américaine de Coupe Davis. Il est l'un des hommes-clés d'une politique fédérale qui a repositionné sur le plan mondial un sport qu'on pensait ruiné aux Etats-Unis par le départ de John McEnroe et Jimmy Connors. L'hebdomadaire *Sports Illustrated* ne titrait-il pas, au milieu des années 80 : « *Une discipline en voie de disparition.* »

Tom et Tim se ressemblent comme deux balles jaunes. Ils ont jumeaux. « *De dos, nos parents nous confondaient souvent* », dit Tom. Leurs trajectoires, elles aussi, se recoupent à se confondre. Ensemble ils ont goûté au tennis et l'ont enseigné avant de tenter l'aventure professionnelle. Puis il ont quitté les courts pour une même reconversion.

Récemment, Tim a fait parler de lui. Ses problèmes cardiaques à Melbourne ont inquiété Sampras, qui a terminé en « orphelin » l'Open d'Australie. Dès vendredi 3 février, Tom tiendra à son tour le haut de l'affiche. Il espère bien offrir à son jumeau en souffrance entre l'hôpital et sa maison de Chicago une victoire sur la France. Une revanche sur l'épisode de Lyon en 1991. Tim, alors sur le point de prendre Sampras sous son aile, avait dû assister de loin à la déconvenue de son futur poulain. Certes, cette année, Sampras n'est pas de la fête, mais ce qui compte, chez les Gullikson, c'est l'esprit de corps.

LES « GULLIES »

Aujourd'hui encore, bien que Tom soit installé en Floride, les deux frères ne se quittent pas. « *On s'appelle presque tous les jours et on se voit sur le circuit où je vais observer mes joueurs potentiels* », dit Tom, arrivé dans la vie cinq minutes avant Tim, qui l'a entraîné dans l'aventure professionnelle du tennis. Pour les « Gullies », c'était d'abord un jeu guère plus important que le basket ou le baseball. « *On a commencé en face de chez nous, sur les courts en ciment et le mur d'entraînement de l'université de Wisconsin, à Lacrosse.* » Licence d'éducation physique en poche, Tim et Tom entreprennent de faire leur métier de cette displine alors en plein boum. Tim est prof dans un club de l'Ohio, Tom dans la banlieue de Chicago.

En 1975, Tim tente sa chance chez les pros. Et se hisse parmi les cent meilleurs mondiaux en un an. Intrigué, Tom rapplique l'année suivante. Il ne lui faut pas douze mois pour intégrer le « top 50 ». « *J'avais déjà presque vingt-cinq ans, mais j'étais curieux de savoir si je pouvais en faire autant que Tim. Sa réussite a décidé de ma carrière* », explique Tom. Depuis, leurs passions se font toujours écho. La compétition était bien moins rude à leur époque, mais s'ils ont tenu si longtemps sur le circuit (douze ans pour Tim, onze pour Tom), ce n'est que grâce à l'autre : « *On voyageait et on s'entraînait ensemble.* » Impossible cependant de se substituer l'un à l'autre sur le court, car Tim est droitier et Tom gaucher. Et puis on ne triche pas, chez les Gullikson. « *On n'a jamais embrouillé que les filles* », rigole Tom au souvenir d'une admiratrice qui l'insultait après avoir été éconduite par son frère. Mais Tom n'est pas rancunier. Il n'a pas hésité à recommander son frère, fin 1991, lorsque Sampras en quête d'un nouvel entraîneur a fait appel à lui. Alors entraîneur national détaché par la Fédération pour s'occuper de Jennifer Capriati et du développement chez les jeunes, Tom refuse de rompre son engagement. « *Mais je lui ai dit que je connaissais un type me ressemblant en tous points qui pourrait l'aider.* »

Tim a aussi travaillé avec Aaron Krickstein et Martina Navratilova. Tom, plus attaché aux institutions, préfère y voir un « *concours de circonstances* » plutôt que d'en prendre ombrage. Entre les Gullikson, point de rivalité. D'ailleurs, Tom ne dirigera-t-il pas lui-même Jim Courier et Todd Martin ce week-end ? Les « Gullies » ne font qu'un. Sur le circuit, où on se souvient à peine de leur passage comme joueurs, leur compétition fraternelle n'a vraiment distingué aucun des deux. Tim a grimpé un peu plus haut au classement, mais Tom avec ses trucs de gaucher a battu plus de stars. « *McEnroe, par exemple.* » Impossible de départager ces inséparables. « *On a joué quatre fois l'un contre l'autre,* dit Tom, *et on a gagné deux fois chacun. On ne voulait pas vexer l'autre.* » Tom a raccroché à trente-cinq ans, comme Tim.

Fin 1993, Tom Gullikson a coiffé John McEnroe sur le poteau en obtenant une des plus prestigieuses chaises de capitaine. Son explication ? « *Je suis un bon communicateur et j'analyse bien le jeu après l'avoir si longtemps enseigné et m'être fait battre tant de fois sur le circuit. Les temps ont changé, la Coupe Davis, c'est aussi de la politique et de la diplomatie. On ne prend plus ce que disent les capitaines pour argent comptant sous prétexte qu'ils ont été de bons joueurs.* »

Rien n'échappe aux deux paires d'yeux des Gullikson. Ils forment une sorte de « Dream Team » pratiquement maîtresse de l'élite du tennis américain. « *Contre la France, on pourrait présenter deux ou trois équipes A* », remarque Tom – dont la formation de double (Jared Palmer-Richey Reneberg) vient en outre de remporter l'Open d'Australie, alors que Yannick Noah se plaignait, il y a dix jours, de ne pouvoir aligner qu'une « *équipe F ou G* ». Et les Gullikson, tout émerveillés par leur chance, ajoutent en chœur : « *On ne s'est pas mal débrouillés pour deux petits gars d'Onalaska, Wisconsin, qui ont grandi sur des courts en ciment craquelés et envahis par les mauvaises herbes.* »

Patricia Jolly

Coupe Davis : les rencontres du premier tour

Le premier tour de la Coupe Davis (groupe mondial) se disputera les vendredi 3, samedi 4 et dimanche 5 février. Les rencontres sont les suivantes :

– Etats-Unis-France, à Saint-Petersburg (Floride) ;
– Danemark-Suède, à Brøndby ;
– Autriche-Espagne, à Vienne ;
– Afrique du Sud-Australie, à Durban ;
– Belgique-Russie, à Anvers ;
– Suisse-Pays-Bas, à Genève ;
– Allemagne-Croatie, à Karlsruhe.

La saison de formule 1 débutera le 26 mars à Sao Paulo

LE CHAMPIONNAT du monde de formule 1 1995 débutera le 26 mars à Sao Paulo par le Grand Prix du Brésil, celui d'Argentine étant reporté du 12 mars au 9 avril. Le tremblement de terre de Kobé au Japon ayant rendu le déroulement du Grand Prix du Pacifique impossible à la date prévue du 16 avril, la Fédération internationale automobile (FIA) a annoncé, mercredi 1er février à Paris, un calendrier modifié par rapport à celui qui avait été diffusé en décembre. En repoussant au 22 octobre l'épreuve japonaise, soit une semaine avant le Grand Prix du Japon à Suzuka, si les circonstances le permettent bien sûr, le début de saison a été reculé de quinze jours, du 12 au 26 mars.

SOUS CONDITION

Toutefois, certains grands prix sont encore programmés sous condition. La FIA attend par exemple une confirmation des organisateurs du Grand Prix du Pacifique, à Aïda, au Japon. Par ailleurs, des travaux d'aménagement ayant été exigés sur les circuits de Sao Paulo, Buenos Aires, Imola et Monza, toutes les homologations ne sont pas définitives. En cas de défection d'un organisateur, la FIA garde le Grand Prix de Hongrie (Budapest) en réserve.

La plupart des responsables d'écurie ont accueilli favorablement le report du début de saison. Ils estimaient que le championnat commençait trop tôt après le changement de réglementation décidé pour 1995. Certains craignaient de ne pas être prêts pour la mi-mars.

LE CALENDRIER

26 mars : Brésil, à Sao Paulo ★
9 avril : Argentine à Buenos Aires ★
30 avril : Saint-Marin à Imola ★
14 mai : Espagne à Barcelone
28 mai : Monaco
11 juin : Canada à Montréal
2 juillet : France à Magny-Cours
16 juillet : Grande-Bretagne à Silverstone
30 juillet : Allemagne à Hockenheim
13 août : Hongrie à Budapest (réserve)
27 août : Belgique à Spa-Francorchamps
10 septembre : Italie à Monza ★
24 septembre : Portugal à Estoril
1er octobre : Europe au Nurburgring
22 octobre : Pacifique à Aïda ★★
29 octobre : Japon à Suzuka
12 novembre : Australie à Adelaïde

★ Sous réserve d'approbation du circuit.
★★ Sous réserve de confirmation de la fédération japonaise.

La France a gagné la première Coupe du monde de vol à voile

Ce succès ne changera pas la politique de la Fédération, qui gère dans la discrétion quelque vingt-cinq mille pratiquants

UNE MÉDAILLE D'OR (Eric Napoléon), deux médailles de bronze (Gilles Navas et Jacques Aboulin), tous ses membres classés dans les neuf premiers (Gérard Lherm, Jean-Denis Barrois, Pierrot Goin, Gilbert Gerbaud), quatre drapeaux hissés, deux *Marseillaise* dans l'air, c'est son travail d'équipe, dans un sport d'allure individuelle, qui a permis à l'équipe de France de remporter la première Coupe du monde de vol à voile.

Cette victoire sans tapage correspond aux ambitions de la Fédération et à l'éthique de ses responsables, Claude Allongue et Jacky Lairbaux. Au saut de l'avion qui les ramène de Nouvelle-Zélande, les pilotes sont tels qu'on les connaît : très calmes, aimables, simples jusqu'à une sorte de coquetterie involontaire de la modestie, blagueurs, préoccupés par les nouvelles et le sort politique du monde, à des années-lumière de ce qu'engendre la compétition quand elle est relayée par l'argent et la médiatisation. Ni héros, ni baroudeurs, ni angoissés, bien.

Le fait que la compagnie qui les a rapatriés, Air France, un de leurs sponsors, ne les ait ni célébrés par une annonce à bord ni surclassés pendant trente-six heures de vol retour leur paraît à peu près normal. Ils racontent leurs épreuves au pluriel. Ils ne se font pas valoir. Pour son patronyme, sa placidité impériale, ses qualités (il a déjà remporté une médaille d'or, ainsi que Gerbaud, en Suède, il y a deux ans), Eric Napoléon – physique de cinéma – ferait bonne figure sur un plateau de télévision.

Les images de planeurs sont parmi les plus belles, comme des sculptures d'une étrange finesse qui voleraient. Mais ni argent, ni enjeux, ni curiosité, les planeurs portent de beaux noms (*Discus*, *Nimbus*) et pas de raisons sociales d'escroc ou de boîtes de conserve : le sport aux vingt-cinq mille pratiquants reste donc dans la discrétion. Fidèle au fond à ce qu'avait voulu en faire le Front populaire (l'« *aviation populaire* ») et récompensé pour son esprit d'ensemble. On peut regretter cette discrétion, ce jansénisme zen, mais c'est probablement sa chance.

SAUT EN PARACHUTE

En Nouvelle-Zélande, Claude Allongue a aligné une équipe restreinte, sûre et liée. Les résultats sont là. Les choses étaient pourtant mal engagées. Trois planeurs endommagés dans le voyage, il y a presque huit semaines, de mauvaises places dans les premières épreuves, c'est enfin par son expérience et sa sérénité que l'équipe a remonté le classement, faisant durer le suspense jusqu'à la dernière heure du dernier jour. Les conditions géographiques du pays d'accueil ont été dures à toutes les équipes extérieures. La violence des événements météorologiques – un « thermique » puissant peut se déclencher en quelques secondes – met les pilotes et les appareils à dure épreuve. Lors d'un vol d'entraînement, Gérard Lherm s'est trouvé aspiré dans une ascendance. Il perd le contrôle du planeur dans le nuage, voit ses ailes en miettes et est contraint de sauter en parachute.

L'île sud de la Nouvelle-Zélande est étroite et présente de hauts reliefs. Le mont Cook culmine à 3 764 mètres. Dans la journée, les variations de température sont considérables. L'île est le seul obstacle au milieu des mers froides de l'hémisphère sud. On dit de l'essentiel de sa nature qu'elle est « *sauvage* ». C'est le mot que les pilotes donnent aux conditions de vol. L'étroitesse des circuits a obligé les trois classes (standard, quinze mètres d'envergure, « libre ») à voler simultanément, ce qui a fait le jeu de l'équipe de France, entraînée à repérer, à prévoir et à bien communiquer ensemble.

Les classements d'un championnat du monde se jugent, selon trois catégories, sur la vitesse en circuit. Cela oblige à faire preuve des meilleures qualités de pilote, de stratège et de connaissances techniques du vol (usage des ordinateurs de bord, interprétation des informations, décisions). Les résultats des deux derniers championnats du monde sanctionnent un bon travail au Centre de haut niveau de Saint-Auban (Château-Arnoux), dans les Alpes-de-Haute-Provence. C'est là que la Fédération française de vol à voile, dirigée par Raymond Gros, est chargée d'organiser les prochains championnats du monde, en 1997. Elle en a non seulement la capacité, mais l'envie et, désormais détentrice de la Coupe du monde, la légitimité.

Francis Marmande

RÉSULTATS

BASKET-BALL

COUPE KORAC
Quarts de finale retour

Fiod. Bologne (Ita.)-Alba Berlin (All.)	80-80
Pau-Orthez (Fra.)-UG Istanbul (Tur.)	88-73
Panionios Athènes (Gre.)-Milan (Ita.)	73-82
Caceres (Esp.)-Trieste (Ita.)	118-96

Les clubs qualifiés pour les demi-finales (15 et 22 février) sont en gras.

COUPE RONCHETTI (DAMES)
Quarts de finale retour

Priolo (Ita.)-Vigo (Esp.)	66-55
Bourges (Fra.)-Tarbes (Fra.)	68-42
Zagreb (Cro.)-Challes-les-Eaux (Fra.)	81-64
Parme (Ita.)-Tenerife (Esp.)	69-56

Les clubs qualifiés pour les demi-finales (15 et 22 février) sont en gras.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1
22e et 24e journée (matches en retard)

Sochaux-Paris SG	1-2
Nantes-Montpellier	3-2
Le Havre-Saint-Etienne	2-0

Classement : 1. Nantes, 54 ; 2. Paris SG, 44 ; *3. Lyon, 41 ; 4. Cannes, 40 ; 5. Lens, 37 ;* 6. Auxerre, Strasbourg et Bordeaux, 36 ; 9. Monaco et Metz, 33 ; 11. Le Havre et Martigues, 32 ; 13. Saint-Etienne, 30 ; 14. Lille, 27 ; 15. Rennes, 25 ; 16. Bastia, 24 ; 17. Montpellier, 22 ; 18. Nice et 19. Caen, 21 ; 20. Sochaux, 19.

Ce classement ne tient pas compte de la décision de la CSJD de donner match perdu à Metz contre Lyon (1-2, arrêté à la 63e minute), dans l'attente de la décision du conseil fédéral sur l'appel des Messins.

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2
25e et 26e journée (matches en retard)

Angers-Perpignan	0-1
Niort-Alès	2-1

Classement : 1. Red Star, 49 ; 2. Guingamp, 47 ; *3. Marseille et Nancy, 46 ;* 5. Châteauroux et Gueugnon, 45 ; 7. Toulouse, 43 ; 8. Amiens, 40 ; 9. Dunkerque, 39 ; 10. Mulhouse, 36 ; 11. Alès, 33 ; 12. Valence, 31 ; 13. Perpignan, 29 ; 14. Le Mans et Charleville, 28 ; 16. Sedan, 27 ; 17. Niort, 26 ; 18. Laval, 25 ; 19. Angers, 23 ; 20. Saint-Brieuc, 22 ; 21. Beauvais, 20 ; 22. Nîmes, 16.

COUPE DE LA LIGUE
Huitièmes de finale

Châteauroux (D2)-Rennes (D1)	1-1
Châteauroux qualifié par 3 tirs au but à 1	

SUPER COUPE
Finale aller

Arsenal (Ang.)-Milan AC (Ita.)	0-0
Match retour le 8 février.	

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE
21e journée (matches en retard)

Blackburn-Leeds	1-1
Newcastle-Everton	2-0

Classement : 1. Blackburn, 59 ; 2. Manchester United, 54 ; 3. Newcastle, 48 ; 4. Liverpool, 46 ; 5. Nottingham Forest, 45 ; 6. Tottenham, 39 ; 7. Leeds, 38 ; 8. Sheffield Wednesday, 36 ; 9. Wimbledon, 35 ; 10. Norwich, 34 ; 11. Arsenal, 33 ; *12. Aston Villa, Chelsea et Manchester City, 31 ;* 15. Southampton, 29 ; 16. Crystal Palace, Everton, QPR et Coventry, 27 ; 20. West Ham, 25 ; 21. Ipswich, 20 ; 22. Leicester, 18.

CHAMPIONNAT DE BELGIQUE
17e journée

FC Bruges-Standard de Liège	2-0
Lommel-RC Liège	4-2
Alost-Cercle de Bruges	6-4
Beveren-Ostende	0-0
Seraing-RWD Molenbeek	1-2
Antwerp-Charleroi	0-2
FC Malines-Saint-Trond	0-1
Anderlecht-la Gantoise	8 février
Lierse-Ekeren	8 février

Classement : 1. Standard de Liège, 29 ; 2. Anderlecht et FC Bruges, 28 ; 4. Lierse et Seraing, 21 ; 6. Alost et Saint-Trond, 20 ; 8. Lommel, FC Malines, RWD Molenbeek et Charleroi, 19 ; 12. Ekeren, Antwerp et Beveren, 18 ; 15. Cercle de Bruges et la Gantoise, 15 ; 17. Ostende, 10 ; 18. RC Liège, 9.

ALGÉRIE

Larbi Brik, avocat et ancien footballeur, âgé de quarante ans, a été élu à la tête de la Fédération algérienne de football, mercredi 1er février. Il succède à Rachid Haraïgue, assassiné le 21 janvier – (AFP)

PATINAGE ARTISTIQUE

CHAMPIONNATS D'EUROPE
Couples

1. M. Woetzel-I. Steuer (All.), 2 pts ; 2. R. Kovarikova-R. Novotny (Tch.), 2,5 ; 3. E. Chichkova-V. Naoumov (Rus.), 4,5 ; 4. M. Eltsova-A. Bouchkov (Rus.), 6 ; 5. E. Bereznaia-O. Chliakhov (Let.), 7,5 ; 6. M. Petrova-A. Sikharoulidze (Rus.), 9 ; *7. S. Abitbol-S. Bernadis (Fra.), 11.*

SKI NORDIQUE

COUPE DU MONDE DE SAUT A SKI
Concours de Kuopio (petit tremplin)

1. T. Nieminen (Fin.) ; 2. R. Schwarzenberger (All.) ; 3. J. Weissflog (All.) ; 4. A. Goldberger (Aut.) ; 5. J. Ahonen (Fin.) et D. Mollard (Fra.).

Classement de la Coupe du monde : 1. A. Goldberger (Aut.), 1042 pts ; 2. J. Ahonen (Fin.), 724 ; 3. K. Funaki (Jap.), 617 ; 4. R. Cecon (Ita.), 526 ; 5. J. Soininen (Fin.)... 9. N. Dessum (Fra.), 369.

VOILE

COUPE DE L'AMERICA
Deuxième Round Robin

Les régates de la Coupe Louis-Vuitton et de la Coupe Citizen programmées mercredi 1er février ont été ajournées, faute de vent.

■ **PATINAGE ARTISTIQUE : les Allemands Mandy** Woetzel et Ingo Steuer ont remporté l'épreuve par couple des championnats d'Europe, mercredi 1er février à Dortmund (Allemagne), en s'imposant dans le programme libre après le programme technique. C'est la première fois depuis 1983 qu'un couple russe ne prend pas la première place de cette compétition. Cette année-là, des Allemands représentant l'ancienne RDA s'étaient imposés dans cette même patinoire de Dortmund. Woetzel et Steuer, également originaires de l'ex-RDA, s'étaient fait connaître du grand public par une chute spectaculaire, au cours de laquelle la jeune fille s'était blessée au menton, lors des Jeux de Lillehammer. Les Français Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis ont, pour leur part, pris la 7e place, reflet de leurs progrès par rapport à l'an dernier, où ils s'étaient classés 15es. – *(AFP)*

■ **RUGBY : l'ailier toulousain Emile N'Tamack** a déclaré forfait, mercredi 1er février, pour le match Angleterre-France comptant pour le Tournoi des cinq nations, samedi 4 février à Twickenham. Il a en effet ressenti un point à la cuisse droite, consécutif à une élongation, au cours de la première séance d'entraînement du XV de France. Il sera remplacé par le Palois Philippe Bernat-Salles.

■ **FOOTBALL : le gouvernement italien** « *assumera les responsabilités qui lui incombent en cas d'inertie* » des organisations sportives, pour mettre fin à la violence à l'occasion des matches et des compétitions sportives en Italie, a annoncé, mercredi 1er février, le président du conseil, Lamberto Dini. Parlant au Sénat trois jours après la mort d'un supporteur poignardé à Gênes, M. Dini a demandé aux médias de s'abstenir d'« *adopter des tons qui encouragent la dégénérescence violente des passions sportives* ». Le ministère de l'Intérieur a constitué, mercredi, avec le Comité olympique italien et la Fédération de football, une commission chargée de préparer des mesures de prévention et de répression. – *(AFP)*

■ **BASKET-BALL : Pau-Orthez s'est qualifié** pour les demi-finales de la Coupe Korac, mercredi 1er février à Pau, en battant les Turcs d'Ulker Istanbul par 88 à 73, après s'être incliné de sept points (72-65) au match aller. Onze ans après son unique demi-finale de Coupe Korac, Pau-Orthez rencontrera les Italiens de Milan, les 15 et 22 février, pour tenter de se qualifier pour la finale.

Château-Thierry célèbre le tricentenaire de La Fontaine

Les fêtes du trois centième anniversaire de la mort, le 13 avril 1695, du fabuliste se préparent dans sa ville natale. Sur fond de rivalités politiques

CHÂTEAU-THIERRY
de notre envoyé spécial

Au-delà de cette limite, votre carte Orange n'est plus valable ! Encore quelques minutes de train et vous quittez l'univers parisien pour une zone d'incertitude géographique. Les deux mille à trois mille personnes qui, selon les chiffres du député de la circonscription, embarquent chaque jour à la gare de Château-Thierry (seize mille habitants, mais pôle de services pour quelque soixante mille personnes), afin de gagner le Grand Paris, franchissent cette frontière aussi invisible qu'évidente. Le TGV pour Strasbourg, s'il passe finalement ici, ne s'y arrêtera jamais (*Le Monde* du 10 octobre 1994). Trop loin pour le RER, trop près pour le TGV, le chef-lieu de la Brie champenoise, à 90 kilomètres de Notre-Dame, en restera pour l'éternité ferroviaire à une petite heure de trajet.

L'hiver attise encore les tons du corps à corps banlieue-province. La triste Marne canalisée des portes de Paris se montre ici – au pied de la citadelle mérovingienne du « roi fainéant » Thierry IV – arracheuse de racines, mugissante comme un bras de l'Amazone ; quant aux arbres noirs de la citadelle, ils jettent sur le ciel une guirlande de Frédégonde et Brunehaut menaçant l'île où s'est bâtie originellement la cité. On en relirait presque les *Récits des temps mérovingiens*, pleins du romantisme historique un peu morbide de ce brave Augustin Thierry, dont le bicentenaire de naissance va être commémoré cette année.

Cependant vous avez été attiré à Château-Thierry par le tricentenaire de son plus illustre indigène, Jean de La Fontaine et, certes, la grosse maison Renaissance de fort bonne roture où est né, en 1621, le fabuliste, et qu'il vendra en 1676 *sans états d'âme*, est toujours là, avec son puits, son escalier en berceau, ses collections montrant, au cas où on en douterait, que *Le loup et l'Agneau* mais aussi *Le Gascon puni* ou *Le Petit Chien qui secoue de l'argent et des pierreries* ont bien fait, et même plusieurs fois, le tour du monde. Tout cela, paraît-il, attirant aujourd'hui moins de chalands que les caves du champagne Pannier ou la nécropole militaire nord-américaine.

« La Fontaine, ce vieux pétainiste, qui n'avait à la bouche que les mots de famille et travail, non merci, très peu pour moi et mes élèves, nous préférons Boris Vian ! », marmonne une queue de cheval grise, à lunettes d'acier ovales, restée à l'heure de mai 68, à peine contredite par sa compagne, rajeunie, elle, par un filet d'écologie et qui demande *« une remise à plat, une relecture, car il y a tout de même les animaux, la nature, le travail de La Fontaine aux Eaux et Forêts durant vingt ans et aussi la réflexion sur le pouvoir »*. La discussion s'arrête là car le couple s'ébranle pour la sous-préfecture, avec des conseillers municipaux communistes et d'autres militants anti-exclusion, afin de protester contre l'arrêté d'expulsion visant un jeune Maghrébin en séjour irrégulier en France depuis 1987.

Une publication régionale a fait placarder partout des affichettes : *« Le sort d'El Kabbach entre les mains d'Allal »* (le sous-préfet). Les Castrothéodoriciens ont chacun leur avis. La Fontaine aurait pu en tirer une fable : « Le gouverneur et l'immigré clandestin », glosant sur le contraste des situations entre deux protagonistes originaires des mêmes rivages exotiques. Des rivages où le moraliste plaça *« Hispal, honneur de l'Alcoran »*, hommage à cet Orient auquel il doit tant.

Agé de trente-cinq ans, yeux bleu glacier, énarque, normalien, ancien conseiller de Gérard Longuet, le nouveau député (UDF-PR) du sud de l'Aisne (il a succédé en 1994 à feu l'ancien ministre radical valoisien, André Rossi), Renaud Dutreil, est natif de Savoie. *« Qu'importe*, dit-il, *ce qui compte, ce sont les racines de la volonté. André Rossi était né à Menton... »*

> « Très peu pour moi et mes élèves, nous préférons Boris Vian ! »

La Fontaine est en tout cas adopté à toutes les sauces par le parlementaire : conférence au Rotary, citations de vers de chic, demande d'émission de timbres pour le tricentenaire, etc. Renaud Dutreil, qui a publié un essai politique au titre lafontainien, *Le Coq sur la paille* (*Le Monde* du 19 avril 1993), ne craint pas d'être taxé de ringardisme, de moralisme, en citant d'emblée *Le Laboureur et ses enfants* comme sa fable préférée.

« Mon adversaire politique se comporte souvent comme la mouche du coche », sourit le maire socialiste au patronyme moliéresque, Dominique Jourdain, avocat à Paris, ancien élève du lycée La Fontaine de Château-Thierry, quarante-six ans, moustache écureuil. Il reproche notamment à son rival – M. Dutreil briguera cette année la mairie dans un face-à-face avec M. Jourdain que les électeurs prévoient de part et d'autre comme un *« règlement de comptes »* – d'avoir pris parti pour le passage du TGV par la sous-préfecture de l'Aisne. *« Cette option, si par malheur elle l'emporte, non seulement supprimera un aérodrome et un golf, mais surtout créera de nombreuses nuisances pour les riverains et amputera d'un tiers notre zone industrielle de 80 hectares où nous sommes justement en train d'amener un groupe canado-américain de recyclage de papier de bureau qui investira 700 millions de francs dans notre commune et y créera cent cinquante emplois. Cela compensera un peu le départ, que la précédente municipalité n'avait su empêcher, des « petits cœurs » de Belin qui sont allés se faire fabriquer en banlieue parisienne... »*.

Le clivage politique et personnel très accusé entre hôtel de ville et députation s'est répercuté dans les célébrations de l'année La Fontaine qui auront donc lieu un peu en ordre dispersé. Ainsi deux expositions, à la fois concurrentes et complémentaires, illustreront l'œuvre du fabuliste, conteur et dramaturge. Dominique Jourdain opine philosophiquement : *« Le bonhomme étant universel et populaire, ce foisonnement d'initiatives minuscules ou importantes, sans supervision unique, n'est finalement pas mauvais. »* La mairie seule consacre 700 000 francs aux diverses festivités, au sein d'une enveloppe culturelle globale, passée de 2 840 000 mille francs avant l'élection de M. Jourdain à la tête de la municipalité, en 1989, à 5 millions de francs en 1994, soit près de 8 % du budget communal.


MUSÉE JEAN DE LA FONTAINE

Porcelaine de Frankenthal, d'après Julien, fin du XVIIIe siècle.

Le maire actuel voudrait marquer son passage par la création d'une médiathèque centrée sur un fond La Fontaine consistant.

Assez consistant pour réenseigner sans complexe aux jeunes l'étonnante fraîcheur de La Fontaine qui, au dix-neuvième siècle, fût l'auteur français disparu le plus lu chez nous mais qui, depuis les années 50, est plus apprécié au-delà de nos frontières. C'est à l'Observatoire austral de la Silla, au Chili, que l'on a baptisé « La Fontaine » une petite planète récemment décelée entre Jupiter et Mars par un savant de l'Observatoire royal belge. Aux jeunes et aux moins jeunes, car outre les *fables, évidemment*, il y a les contes au délicieux libertinage, les comédies, poèmes épiques, élégies, récits, missives, adresses, livrets d'opéra, etc., une œuvre vaste que « Dominique et Renaud », qui se regardent en chiens de faïence, ont tous deux l'ambition de promouvoir par des actions durables dans ce *« quadrilatère d'excellence de la langue française »*, éclos en cette partie sud de la Champagne dont les quatre coins ont nom : La Fontaine, Racine (La Ferté-Milon), Alexandre Dumas (Villers-Cotterêts), Paul Claudel (Villeneuve-sur-Fère), et qu'une étrangeté administrative a rattachée à la région picarde.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

La grande fête

Le « Guide des célébrations nationales 1995 » (direction des Archives de France) égrène sur quelque 35 pages – un record – les manifestations marquant le tricentenaire de la mort de Jean de La Fontaine, le 13 avril 1695. Une exposition, conçue à partir de collections du Musée communal La Fontaine à Château-Thierry, parcourra la planète (tél. : 23-83-65-07 ou 23-69-05-60). Dans la ville même, les moments forts de l'Année, patronnée par le Haut Conseil de la francophonie, seront le Festival Jean de La Fontaine (du 9 au 15 juin, tél. : 23-83-02-42), dont l'une des originalités est de dispenser des cours de cuisine Grand Siècle sous l'autorité du chef de l'école hôtelière Saint-Josephe de Château-Thierry. Lully, Charpentier, Benjamin Rabier, Thierry Lhermitte, contribueront cette saison à animer le Festival.

Viendront ensuite les traditionnelles « Fêtes à Jean » (du 30 juin au 2 juillet), dont l'éclat particulier, sportif et carnavalesque, devrait attirer soixante mille personnes dans la ville natale de l'écrivain (tél. : 23-83-27-14 ou 23-83-65-07).

Bibliographie

● Parmi les nombreuses parutions, citons le livre-album exemplaire *Au pays de La Fontaine*, de G. Compère, Y.-M. Lucot et G. Gréverand (Casterman) ; les splendides éditions des *Contes*, illustrés par Fragonard, et des *Fables*, enluminées par Oudry, toutes deux chez Diane de Selliers ; *La Diplomatie de l'esprit : de Montaigne à La Fontaine*, par Marc Fumaroli (Hermann) ; *La Fontaine avant La Fontaine*, essai de Marc Blancpain (Editions N° 1).

● Enfin et surtout *Poésies et œuvres diverses*, de J. P. Collinet (La Table Ronde), intelligent raccourci de la très large gamme littéraire pratiquée par La Fontaine.

VENTES

Portraits miniatures

PRÉCIEUX ET INTIMISTE, l'art de la miniature connut son âge d'or au XVIIIe et au XIXe siècle, avant de céder la place à la photographie. Mis doublement en difficulté, les artistes réussirent la ressemblance dans la contrainte de proportions minuscules, lesquelles faisaient le charme de ces portraits. Comme des talismans, en médaillons, ils tenaient dans le creux de la main, sur le couvercle d'une boîte ou enchâssés dans leur cadre de bronze doré. D'abord exécutées sur émail, puis à la gouache sur carton ou sur lin, les miniatures trouvèrent en l'ivoire un support idéal, qui, grâce à sa transparence, animait les carnations d'une lumière immatérielle.

Pour donner davantage d'éclat aux visages, un peintre eut, au XVIIIe siècle, l'idée de coller derrière un paillon d'or ou d'argent. Ces raffinements créèrent la mode de se faire « miniaturiser », et pas seulement dans les couches les plus aisées de la société. Cette abondance de miniatures explique la disparité de leurs prix : situés entre 3 000 francs et 5 000 francs pour les œuvres anonymes – ce qui ne veut pas dire sans valeur artistique –, ils peuvent cependant dépasser 100 000 francs si elles portent la signature d'un virtuose de ces mini-portraits, tels Dumont, Augustin ou Isabey. *Gare ! beaucoup de faux* circulent sur le marché. Les amateurs néophytes ont intérêt à observer à la loupe si la beauté d'un portrait répond effectivement au nom apposé.

UN LOUIS XVI PAR BOZE

Quelque cent quatre-vingts miniatures provenant d'une collection réunie entre les deux guerres mondiales par un passionné seront vendues à Drouot vendredi 10 février. Parmi les pièces dont on attend les prix les plus hauts figurent un portrait de Louis XVI par Boze (estimation entre 40 000 et 50 000 francs), un homme au nez cassé par Augustin (de 25 000 à 30 000 francs) et un portrait féminin monté sur un bois en laque rouge incrusté d'ors de teintes différentes, signé Roucet, XVIIIe siècle (entre 25 000 et 30 000 francs).

Très apprécié aussi, le miniaturiste anglais Smart, dont la *Jeune femme en robe aurore* est estimée à 30 000 francs. *Mademoiselle Bigottini, Danseuse à l'opéra en 1815*, par Bouchardy, atteindra sans doute 18 000 ou 20 000 francs, et un portrait de Louis XVII d'après un tableau de Cucharski, de 8 000 à 12 000 francs. Plusieurs miniatures fin XVIIIe-*début* XIXe siècle présentant différentes signatures et montées sur des boîtes en écaille sont évaluées de 5 000 à 10 000 francs, et, dans les mêmes fourchettes de prix, une série de modèles rectangulaires peints sur papier et encadrés de bronze, du milieu du XVIIIe siècle.

De la même époque, le *portrait d'une jeune femme à sa* toilette avec son petit chien, non signé, est donné à 4 000 ou 5 000 francs. Même prix pour un jeune peintre en costume de la Révolution, sans signature. Les modèles anonymes du XIXe siècle cotent encore moins haut. Le portrait du comte de Chambord (1820-1883) *bébé*, peint sur ivoire, est estimé de 3 000 à 4 000 francs ; *en jeune* homme et sur papier, entre 2 000 et 3 000 francs.

Catherine Bedel

★ Drouot-Richelieu, vendredi 3 février, exposition la veille, de 11 heures à 18 heures, et le matin de la vente, de 11 heures à 12 heures. Etude Delavenne-Lafarge, 26, rue Bergère 75009 Paris. Tél. 47-70-45-96.

PHILATÉLIE

La Poste honore Pasteur

LA POSTE mettra en vente générale, lundi 20 février, un timbre à 3,70 F célébrant le centenaire de la mort de Pasteur.



Né le 27 décembre 1822 à Dole (Jura), Louis Pasteur découvre le principe de la vaccination en 1880, et met au point le vaccin contre la rage en 1885. Il meurt à Villeneuve-l'Etang, le 28 septembre 1895, sept ans après l'inauguration de l'Institut qui porte son nom. Il fut élu à l'Académie des sciences en 1862, puis à l'Académie française en 1882.

En France, Pasteur a fait l'objet d'une série courante de douze valeurs (de 1923 à 1926) auxquelles il convient d'ajouter de nombreuses versions surchargées (changements de tarifs, Caisse d'amortissement, Congrès du BIT), des préoblitérés et des entiers postaux. Des commémoratifs lui ont ensuite été consacrés en 1936, 1938, 1973, 1985 (vaccin contre la rage) *et 1987 (centenaire de l'Institut Pasteur)*. Plusieurs administrations postales étrangères, telle la Pologne, l'ont aussi honoré. Enfin, la thématique pastorienne est riche de timbres à l'effigie de Yersin, Calmette, Roux, Metchnikoff, Nicolle, Ramon...

Le timbre, au format vertical 22 x 36 mm, dessiné par Louis Briat (auteur de la *Marianne d'usage courant, qui signe* là *son* second timbre), est imprimé en héliogravure, en feuilles de cinquante.

Pierre Julien

★ Vente anticipée : à Dole (Jura), les 18 et 19 février, au bureau de poste « premier jour » ouvert salle Mugnier-Pollet, place de l'Europe ; au bureau de poste d'Arbois (Jura), le 18 février, de 9 heures à 12 heures ; à Paris, les 18 et 19 février, au bureau de poste temporaire avec cachet sans mention « premier jour » ouvert dans le *hall de l'Institut-Pasteur, 28,* rue du Docteur-Roux, 75015 Paris.

★ Souvenirs philatéliques : deux cartes et deux enveloppes (15 F pièce plus port) auprès de Régis Poncet, 9, Grande-Rue, 39100 Dole).

EN FILIGRANE

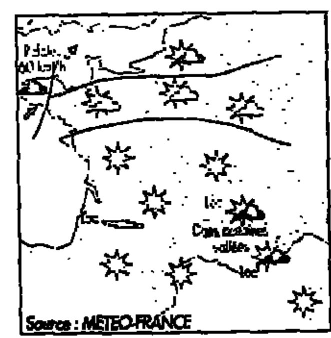
● **Stéréotimbre.** En Nouvelle-Calédonie, émission d'une spectaculaire bande de cinq timbres, le 17 décembre 1994, à l'occasion de Noël : le dessin légèrement décalé de chaque vignette – dû à Dinan Schlumberger, professeur de physique à Nouméa, et à *Xavier Schoutteten, passionné d'in*formatique – a été réalisé suivant les principes de la vision stéréoscopique. Une fois saisi le « truc », la sensation de relief apparaît et donne réalité à la fontaine Céleste, de la place des Cocotiers à Nouméa.

● **Gravures des timbres de France.** Avec chaque émission de timbre, La Poste propose désormais un nouveau produit : une gravure monochrome du timbre réalisée au burin sur acier, tirée sur velin d'Arches au format *140 x 62 mm. Le bloc 1er siècle du cinéma* inaugure cette série avec deux gravures (10 F pièce). Diffusion sur les lieux de vente anticipée ou par correspondance (Service philatélique, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15).

Conditions anticycloniques

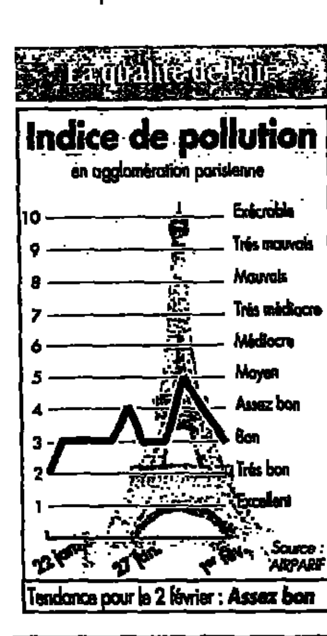
L'anticyclone s'installe sur la France, les perturbations atlantiques seront rejetées vers les îles britanniques vendredi.

Le matin, les formations brumeuses seront fréquentes, des brouillards parfois denses seront observés dans les vallées, sur le Sud-Ouest, le Centre-Ouest, le Centre, le Bassin parisien et le Nord-Est. Ils se dissiperont le plus souvent avant la fin de la matinée mais pourraient être localement un peu plus tenaces.



Prévisions pour le 3 février vers 12h00

La qualité de l'air



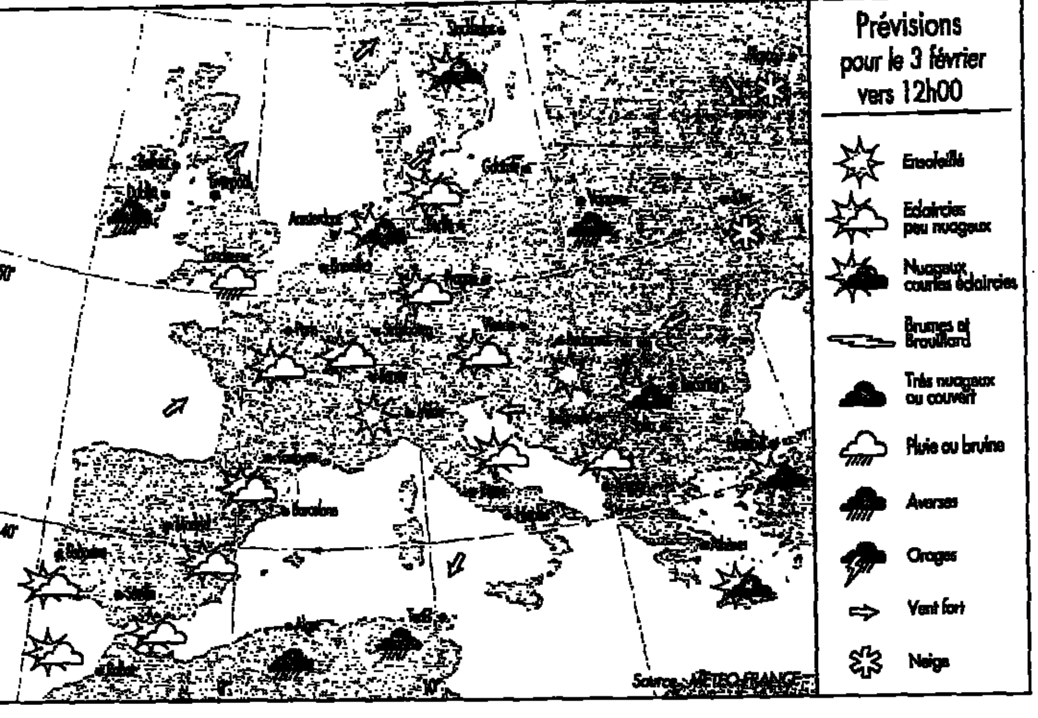
Tendance pour le 2 février : **Assez bon**

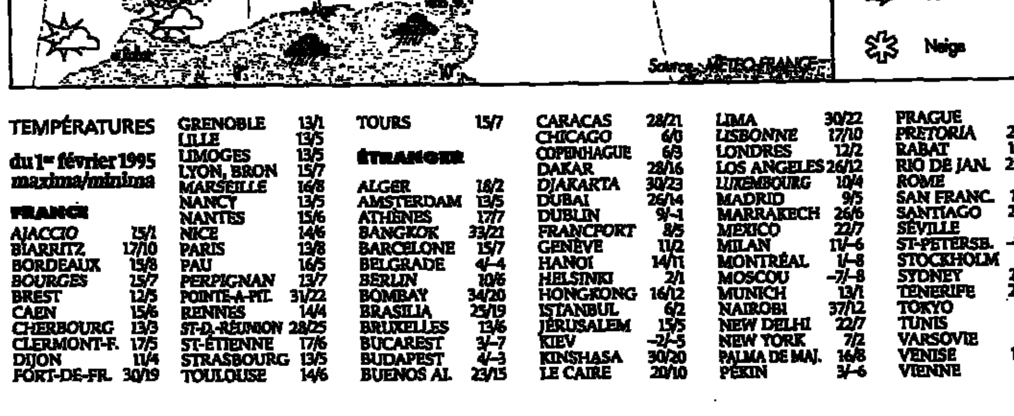
Le Massif Central, les Alpes et les Pyrénées bénéficieront d'un soleil généreux en altitude, au-dessus de 1000 mètres en général, alors que dans les vallées, quelques nuages bas persisteront jusqu'à la mi-journée. Sur les régions du Nord-Ouest, soit sur la Bretagne, la Normandie, le Nord-Pas-de-Calais, les brumes seront rares mais un voile nuageux assez fin tempérera l'ardeur du soleil. Sur le littoral breton, les nuages portés par un vent de sud à50 km/h en rafales seront un peu plus gris. Près de la Méditerranée, le soleil brillera dès le début de journée, il pourra être masqué par quelques nuages côtiers de la Côte d'Azur au littoral varois.

L'après-midi, le soleil s'imposera largement sur une large moitié sud du pays. Des Pays de Loire à l'Ile-de-France et au Nord-Est, les nuages élevés se feront assez discrets pour ne pas contrarier l'impression de beau temps. Un peu plus au nord, de la Bretagne à la Normandie au Nord, à la Picardie et aux Ardennes, le voile sera un peu plus dense et plus envahissant, mais le soleil ne sera pas absent. Près de la Manche, le vent de sud-ouest soufflera à 50 km/h en rafales, la nébulosité se renforcera dans le courant de l'après-midi et quelques gouttes de pluie pourront tomber en fin de journée. Toutefois, cette aggravation n'est pas le présage d'intempéries futures.

Côté températures, la douceur persiste. Cependant, les éclaircies nocturnes favoriseront la baisse des températures et, en début de matinée, quelques gelées blanches seront observées dans l'intérieur des terres. Sur les côtes, le mercure variera entre 4 et 8 degrés. L'après-midi, l'ensoleillement généreux favorisera la hausse des températures, particulièrement sur les régions méridionales où il fera couramment entre 12 et 15 degrés et parfois 16 au pied des Pyrénées. Plus au nord, on atteindra 4 à 8 degrés du Nord au Nord-Est et au Centre-Est, 8 à 12 de l'Ile-de-France aux côtes de la Manche et de l'Atlantique.

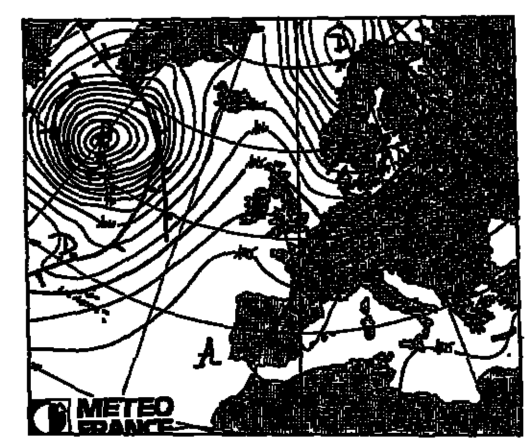
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



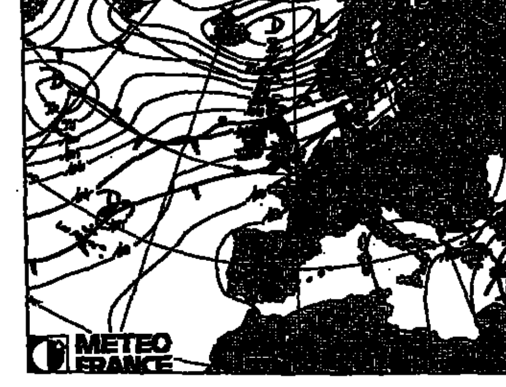


TEMPÉRATURES du 1er février 1995 maxima/minima

FRANCE	
AJACCIO	15/1
BIARRITZ	17/10
BORDEAUX	15/8
BOURGES	15/7
BREST	12/5
CAEN	15/6
CHERBOURG	13/3
CLERMONT-F.	17/5
DIJON	11/4
FORT-DE-FR.	30/19
GRENOBLE	13/1
LILLE	13/5
LIMOGES	13/5
LYON, BRON	15/7
MARSEILLE	16/8
NANCY	13/5
NANTES	15/6
NICE	14/6
PARIS	13/8
PAU	16/5
PERPIGNAN	13/7
POINTE-A-PIT.	31/22
RENNES	14/4
ST-D.-RÉUNION	28/25
ST-ÉTIENNE	17/6
STRASBOURG	13/5
TOULOUSE	14/6
TOURS	15/7
ÉTRANGER	
ALGER	18/2
AMSTERDAM	13/5
ATHÈNES	17/7
BANGKOK	33/21
BARCELONE	15/7
BELGRADE	4/-4
BERLIN	10/6
BOMBAY	34/20
BRASILIA	25/19
BRUXELLES	13/6
BUCAREST	3/-7
BUDAPEST	4/-3
BUENOS AI.	23/15
CARACAS	28/21
CHICAGO	6/0
COPENHAGUE	6/3
DAKAR	28/16
DJAKARTA	30/23
DUBAI	26/14
DUBLIN	9/-1
FRANCFORT	8/5
GENÈVE	11/2
HANOI	14/11
HELSINKI	2/1
HONGKONG	16/12
ISTANBUL	6/2
JÉRUSALEM	15/5
KIEV	-2/-5
KINSHASA	30/20
LE CAIRE	20/10
LIMA	30/22
LISBONNE	17/10
LONDRES	12/2
LOS ANGELES	26/12
LUXEMBOURG	10/4
MADRID	9/5
MARRAKECH	26/6
MEXICO	22/7
MILAN	11/-6
MONTRÉAL	1/-8
MOSCOU	-7/-8
MUNICH	13/1
NAIROBI	37/12
NEW DELHI	22/7
NEW YORK	7/2
PALMA DE MAJ.	16/8
PÉKIN	3/-6
PRAGUE	6/3
PRETORIA	28/19
RABAT	19/10
RIO DE JAN.	29/25
ROME	14/0
SAN FRANC.	18/11
SANTIAGO	29/13
SÉVILLE	21/7
ST-PETERSB.	-7/-7
STOCKHOLM	4/3
SYDNEY	22/15
TENERIFE	20/14
TOKYO	9/2
TUNIS	15/9
VARSOVIE	5/3
VENISE	10/-1
VIENNE	6/-2



Situation le 2 février, à 0 h 00, temps universel



Prévision pour le 3 février, à 0 h 00, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde
Enquête sur 700 000 fusils

NOUS AVONS ANNONCÉ que les détenteurs d'armes, et en particulier les chasseurs, obligés, sous l'occupation, de déposer leurs fusils dans les commissariats, mairies, gendarmeries ou kommandanturen, sous peine de graves sanctions pouvant aller jusqu'à la peine de mort, étaient invités à répondre à l'enquête faite par le ministère des finances sur les dépôts de cette nature effectués en zone occupée.

Des formules déposées dans les mairies à cet effet permettent de fournir les renseignements pour cette enquête, dont il nous semble utile de préciser la raison et le but : les autorités allemandes ayant fait connaître, en 1943, que le Reich était devenu propriétaire de toutes les armes déposées à l'armée allemande d'occupation, le ministre des finances estime que ce fait constitue une réquisition. Il établira donc par cette enquête le compte des sommes qui seront à réclamer à l'Allemagne pour prix de cette réquisition.

Le compte doit être arrêté au 3 mars 1943, date de la réquisition ; c'est pour cette raison qu'il est demandé aux réclamants une évaluation à cette date des objets déposés par eux. Il est conseillé à ceux-ci de fixer cette évaluation, pour un fusil de chasse d'usage courant, au triple du prix qu'aurait coûté l'arme neuve en 1939.

On estime à environ 700 000 le nombre des fusils de chasse saisis en zone occupée. Mais le règlement des sommes dues de ce fait dépendra des stipulations du traité de paix. Précisons donc qu'il ne s'agit que d'une enquête destinée à servir de base au calcul d'indemnités de dommages de guerre, s'il vient à en être accordé pour perte d'objets mobiliers, et notamment d'armes.

M. C.
(3 février 1945.)

MOTS CROISÉS
PROBLÈME N° 6490

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II									
III				■					
IV			■			■			
V					■				
VI				■					
VII					■				
VIII		■					■		
IX				■					
X						■			
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Qui ont donc laissé leur peau. – II. Qualité dans une maison. – *III. Réagit* en homme. Ancienne province. – IV. Redevient neuf quand on arrive au bout. Langue *ancienne. Direction.* – V. Gaz d'éclairage. Sans délai. – VI. Dialecte chinois. Plus en état. – VII. Dans l'Eure-et-Loir. Dernière limite pour une rencontre. – VIII. Peut-être descendus. Ne semble jamais pressé. – IX. Plat. De vraies terreurs quand elles sont bleues. – X. Coule en France. Personnage biblique. – XI. Un agent secret. Qui a un grand col.

VERTICALEMENT

1. Une femme qui peut nous sauter au cou. – 2. N'a pas beaucoup de cervelle. Nez en pointe. – 3. Affluent du Danube. Quand ça va vraiment mal, elle peut être poussée à l'extrême. – 4. Adverbe. Un vague sujet. En France. – 5. Eau. Une menace pour les reins. – 6. Est devenue courante avec le progrès. Comme un blanc *pas tout à fait blanc. – 7. Presque la dizaine.* Puissance. – 8. Se divisent pour multiplier. – 9. Une *conception particulière* de la beauté.

SOLUTION DU N° 6489

HORIZONTALEMENT

I. Faussaire. – II. Ossuaires. – III. Opalisent. – IV. Te ; fessée. – V. Brou. – VI. Agir ; acte. – VII. Lésé ; ures. – VIII. Eue ; asa. – IX. Ecusson. – X. Sétier. – XI. Rues ; Esus.

VERTICALEMENT

1. Footballeur. – 2. Asperge. – 3. USA ; oiseuse. – 4. Sulfureuses. – 5. Saie ; est. – 6. Aisseau ; oie. – 7. Ires ; crânes. – 8. Rénettes ; ru. – 9. Este ; Esaü.

Guy Brouty

ABONNEMENTS

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
☐ 3 mois	536 F	572 F	790 F
☐ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
☐ 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Abonnements USA/Canada : « LE MONDE » (USPS = 0009729) is published daily for $ 892 per year « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of N-Y Box 1518, Champlain N.Y. 12919-1518. Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA Tel. : 800.428.30.03

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : *Le Monde* Service abonnements 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (1) 49-60-32-90.

Nom : .... Prénom : ....
Adresse : ....

Code postal : .... Ville : ....
Pays : .... 501 MQ 001
Ci-joint mon règlement de : .... FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue n° ....

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse :
● par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Paris DTN
● par téléphone 4 jours. *(Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)*
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

LES SERVICES DU Monde

Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel :	3615 LE MONDE accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE

Films à Paris et en province : (1)36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex. PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **BULGARIE.** La compagnie aérienne bulgare est en crise. Le nombre de ses passagers est passé de 1,8 million en 1993 à 1,5 million l'année dernière. Ses vols internationaux ont enregistré une baisse de 9,5 % et ses vols charter ont chuté de 20,1 %. Il lui faudrait *67 millions de dollars pour se remettre sur pied.* – *(AFP.)*

■ **MACAO.** La compagnie Far East Jetfoils, qui possède la plus grande flotte de navires à grande vitesse du monde, vient de faire l'acquisition d'un 17e jetfoil de 290 places. Un autre bâtiment identique ainsi que deux foilcats de 407 places, de conception norvégienne, devraient entrer en service dans le courant de l'année. Far East Jetfoils, qui assure des liaisons entre Hongkong et Macao, espère transporter 16,9 millions de passagers en 1995.

■ **FRANCE.** Via Voyages, filiale du groupe Navigation Mixte spécialisé *dans les voyages d'affaires,* vient de créer un groupement interna*tional réunissant vingt-cinq ré*seaux. D'autres spécialistes du voyage d'affaires devraient rejoindre ce groupement, qui sera basé à Paris. – *(AFP.)*

■ **SUISSE.** Swissair a pris livraison du premier des vingt-huit Airbus qu'elle a commandés pour renouveler sa flotte d'avions court-courriers. L'appareil a effectué son vol inaugural sur la ligne Hambourg-Zurich-Genève.– *(AFP.)*

■ **ÉGYPTE.** Le conseil municipal de Guizeh a refusé que l'autoroute du Caire traverse le site antique des Pyramides, notamment le cimetière de Memphis, et proposé *trois itinéraires de substitution* à l'ouest du plateau de Guizeh. – *(AFP.)*

■ **WASHINGTON.** Le département d'Etat a renouvelé ses appels à la prudence, demandant aux citoyens américains d'éviter les déplacements en Algérie, où ports et aéroports ont été la cible d'attentats terroristes, et en Gambie, après une tentative de coup d'Etat à Banjul, la capitale. – *(AP.)*

■ **KOWEÏT.** Le ministre des communications du Koweït a annoncé, le 30 janvier, que les communications téléphoniques locales, gratuites jusque-là, allaient bientôt être facturées. – *(UPI.)*

PARIS EN VISITE

Vendredi 3 février

■ **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** (50 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : la sculpture du *Moyen Age* et de la *Renaissance* , 11 h 30 ; *le Portrait de François Ier, de Clouet, 12 h 30 (Musées natio*naux).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE :** Exposition Derain (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE GUIMET :** Exposition La Chine des origines, hommage à Lionel Jacob (34 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE D'ORSAY** (34 F + prix d'entrée) : *les Romains de la décadence,* de Thomas Couture, 12 h 30 ; matières et polychromie, renaissance de la statuaire composite, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE PALAIS DE JUSTICE** en activité (50 F), 14 h 15, 6, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

■ ***DE SAINT-MÉDARD*** au *quartier* Mouffetard (45 F), 14 h 30, devant le portail de *Saint-Médard* (Paris pittoresque et insolite).

■ **ÉGLISE DE LA TRINITÉ** (37 F), 14 h 30, sous le porche d'entrée (Monuments historiques).

■ **MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ** (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Didier Bouchard).

■ **LA CRYPTE ARCHÉOLOGIQUE** (55 F), 15 heures, sur le parvis de Notre-Dame-de-Paris, à côté du pilier signalant l'escalier du musée (Mathilde Hager).

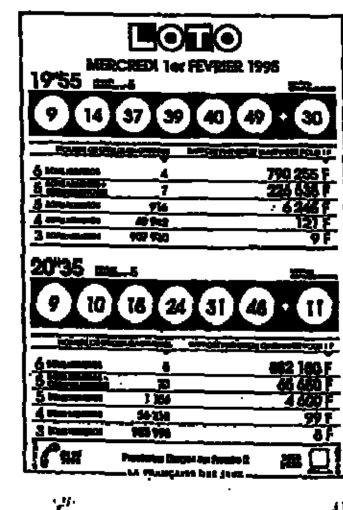
■ **L'HÔTEL-DIEU :** histoire de l'hôpital au XIXe siècle (37 F + prix d'entrée), 15 heures, parvis de Notre-Dame, devant la statue de Charlemagne (Monuments historiques).

■ ***HÔTELS ET JARDINS DU MA*RAIS**, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **HÔTEL DE LASSAY,** demeure du président de l'Assemblée nationale (55 F), 15 h 30, sortie du métro Assemblée-Nationale (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

■ **MUSÉE DU LOUVRE :** la nouvelle aile Richelieu (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, sortie du métro Palais-Royal, côté place Colette (Claude Marti).

JEUX



MALAISE Né au XIXe siècle, héritier d'une époque qui cultivait le mythe du chef, l'orchestre symphonique est devenu une institution lourde à gérer. Les derniers géants de la direction ont masqué la crise qui s'annonçait. ● LES FORMATIONS se sont développées en même temps que leur répertoire. Prises aujourd'hui sous les tirs croisés des ensembles baroques ou spécialisés dans les œuvres contemporaines, elles ne jouent plus qu'un petit siècle de musique. ● LES ORCHESTRES français ne jouissent pas d'une excellente réputation. Les formations régionales souffrent d'un financement fluctuant. Celles qui sont basées à Paris jouent dans des salles à l'acoustique criticable, ou qui n'attirent plus suffisamment de spectateurs. Nouveau patron de l'Orchestre de Paris, Stéphane Lissner pense à des solutions pour faire revenir le public et motiver les musiciens.

La crise des orchestres symphoniques impose d'urgentes réformes

Confrontés à une raréfaction de leur public, à un rétrécissement de leur répertoire et à une pénurie de chefs, les orchestres craignent pour leur avenir

L'INSTITUTION symphonique est en crise. Les causes sont à rechercher dans le rétrécissement de son répertoire, la pénurie des chefs d'orchestre, le vieillissement de son public et son financement. Pour comprendre ces problèmes, il faut remonter aux origines de l'orchestre symphonique.

L'un des premiers orchestres à se consacrer exclusivement au répertoire symphonique a été la Société des concerts du Conservatoire de Paris. Fondée en 1820 par François Antoine Habeneck, cette formation s'est immédiatement distinguée par le soin extrême qu'elle mettait à la préparation des concerts. Habeneck a vraisemblablement été le premier à systématiser les « partielles », pratique qui consiste à répéter une symphonie pupitre par pupitre avant de réunir tout l'orchestre afin de se concentrer sur l'interprétation proprement dite.

La nécessité de concentrer tous les pouvoirs entre les mains d'un chef d'orchestre était née de la difficulté croissante de mise au point des œuvres. L'essor de l'orchestre a, en effet, accompagné celui de son répertoire et l'élargissement de son audience à une population que la révolution industrielle attirait en ville. Focalisant de plus en plus l'attention du public, le chef d'orchestre est devenu une vedette régnant sans partage sur la centaine de musiciens qui lui sont « affermés ».

Aux deux premières générations de pionniers, succède celle des chefs aujourd'hui encore cités en référence : Arturo Toscanini, Bruno Walter, Otto Klemperer, Pierre Monteux, Wilhelm Furtwängler, Fritz Reiner, Willem Mengelberg, Erich Kleiber et Leopold Stokowski.

A une exception notable près – Pierre Monteux –, ces hommes du XIXe siècle étaient dotés d'un caractère difficile. Ils ne toléraient pas la moindre rébellion de la part de leurs musiciens. Ces derniers supportaient leurs coups de gueule – voire leurs insultes –, d'autant plus docilement qu'ils étaient habitués à courber l'échine : la démocratie ne régnait pas sans partage dans leur pays. Bénie pour la musique, cette période s'étend des années qui ont suivi la Grande Guerre à la mort des géants de la troisième génération, au cours des années 1980-1990 : Böhm, Jochum, Karajan, Bernstein, Mravinski, etc.

ABSENCE DE RELÈVE

D'une certaine façon, la prééminence d'Herbert von Karajan dans les décennies 60, 70, 80 et l'étendue du répertoire discographique – d'Albinoni aux années 50 – de ce chef qui a pu passer pour universel ont masqué la crise de répertoire traversée par l'orchestre et la raréfaction, sinon l'absence, de jeunes chefs pour prendre la relève. Les dernières années de la carrière de Karajan ont, en revanche, mis au jour la lutte qui l'opposait aux musiciens de « sa » Philharmonie de Berlin. Lassé de son autocratisme, ils avaient refusé d'intégrer une jeune clarinettiste. Ce prurit cachait un malaise plus profond. Le choix de Claudio Abbado comme successeur a indiqué nettement que les *Berliner Philharmoniker* voulaient réellement élargir leur répertoire au XXe siècle le plus avancé et ne plus ressasser les mêmes ouvrages qui avaient fait leur fortune : « *Il y a trop longtemps que nous ne travaillons pas sérieusement* », devait déclarer l'intendant général de l'orchestre lors du retour de Boulez, après plus de vingt ans d'absence, à la tête de la formation allemande.



Dans un entretien récent, le Néerlandais Bernard Haïtink constate qu'à part le Britannique Simon Rattle (trente-neuf ans) il ne voit guère de jeunes chefs susceptibles de prendre le relais : il existe aujourd'hui davantage d'orchestres que de chefs susceptibles d'en être les patrons compétents et respectés.

La volonté de la Philharmonie de Berlin de renouer avec le répertoire du XXe siècle, comme l'attitude du Concertgebouw d'Amsterdam, qui a noué des relations privilégiées avec Nikolaus Harnoncourt pour réapprendre la symphonie classique, traduisent l'abandon progressif du répertoire d'avant Beethoven par les grands orchestres.

UNE CRÉATION IGNORÉE

Aujourd'hui aux mains des chefs et des orchestres « baroques », Bach, Haydn, Mozart étaient, hier encore, la base de leur programmation.

De sorte que le cœur même du répertoire des institutions symphoniques couvre maintenant à peine cent ans de musique, avec des particularités notables pour la musique de ce siècle. Si l'on joue beaucoup Bartok en Hongrie, Sibelius dans les pays nordiques, Prokofiev en Russie, Stravinsky, Debussy, Ravel et Chostakovitch, un peu partout, la musique de la seconde école de Vienne et le reste de la musique du XXe siècle, qu'elle soit tonale ou pas, déserte la programmation des orchestres.

Des formations spécialisées en musique du XXe siècle sont donc apparues pour servir le répertoire contemporain, qui s'adresse de moins en moins à l'instrumentation traditionnelle. Faut-il prendre la cause pour l'effet ou constater que la grande machine symphonique n'est plus au cœur d'une création qu'elle ignore ?

Cherchant à recentrer leur répertoire, en butte à une raréfaction de leur public (l'Orchestre de Paris n'a plus que cinq cents abonnés) les orchestres réagissent. Ou ne réagissent pas. Les plus prestigieux ensembles, basés dans les pays riches, semblent, pour le moment, à l'abri, mais les Etats-Unis ont plusieurs orchestres « régionaux » en situation financière délicate. Les meilleurs orchestres de l'ex-Allemagne de l'Est (Dresde et Leipzig) semblent sortir de l'impasse financière qui avait fait craindre pour leur existence même dans les mois ayant suivi la réunification.

Ceux de l'ex-URSS subsistent dans le plus grand dénuement. Ils sont exploités par des « tourneurs » occidentaux qui n'ont pas pour les musiciens russes les égards dont ils entourent les Berlinois ou les Viennois. On s'interroge à Londres sur la nécessité d'entretenir sept formations en temps de crise ; aux Etats-Unis les orchestres voient leur public déserter aussi vite que les mécènes et certains demandent qu'on ouvre leur programmation aux œuvres des compositeurs issus des minorités culturelles.

Est-ce une crise passagère ou une profonde mutation qui s'accélère sous le coup de la crise ? Il est probable que tous les orchestres ne franchiront pas le cap du XXIe siècle.

A. Lo.

Les spécificités françaises : inégalités et manque de salles

EN FRANCE, la situation des orchestres est aggravée par l'attitude des tutelles. Elles se succèdent à un rythme trop rapide pour pouvoir effectuer un travail suivi. Les formations symphoniques et les orchestres de chambre français font d'ailleurs pâle figure dans le concert mondial.

En province, la situation est préoccupante. La régionalisation ne s'étant pas accompagnée d'une loi-cadre contraignant toutes les collectivités locales à participer obligatoirement au financement de leurs institutions, les responsables politiques s'affrontent pour savoir celui qui paiera le moins pour son orchestre ou son opéra. Les cas de réussites tiennent donc avant tout dans la volonté d'un homme de doter sa ville d'un excellent ensemble : Dominique Baudis, à Toulouse ; Michel Noir, à Lyon ; Pierre Mauroy, à Lille. Ou dans une tradition musicale solidement ancrée depuis des décennies : Strasbourg. Pour évoquer la crise des orchestres français, l'inégalité de répartition des subventions entre Etat et les collectivités locales est souvent mise en avant. Faux problème. Dénoncer ce déséquilibre doit s'accompagner d'une constatation : si la Ville de Paris, la Région et les départements d'Ile-de-France cofinançaient systématiquement les orchestres basés à Paris et l'Opéra, le budget du ministère de la culture ne serait plus grevé par le poids de ces institutions. La direction de la musique pourrait alors augmenter son aide aux régions. Or seuls l'Orchestre de Paris et l'Ensemble orchestral de Paris sont supportés à parité par la Ville et l'État.

Les orchestres français souffrent également de la mauvaise qualité acoustique des salles dans lesquelles ils jouent. Tout particulièrement les orchestres parisiens confinés à Pleyel et au Théâtre des Champs-Elysées. L'acoustique n'y est pas meilleure que les conditions de travail données aux musiciens. Or la plupart des grands orchestres sont mariés à une salle à l'acoustique légendaire. Paris souffre en plus d'une surabondance chronique : la Maison de la radio va-t-elle pouvoir entretenir longtemps encore deux orchestres servant le même répertoire, alors même qu'ils ne font pas toujours le plein de public ?

La Cité de la musique aurait pu permettre de remédier à cet inconvénient. Les tutelles ont privilégié une salle modulable de 1 000 places à une grande salle de concerts de 2 000 places. Cette décision a fait perdre aux orchestres parisiens l'occasion d'aller au devant d'un nouveau public et d'intégrer une programmation inventive qui paraît « plombée » par la faiblesse des recettes générées par la petite salle modulable. Cela aurait également permis à ces orchestres de travailler en symbiose avec le Conservatoire national supérieur installé sur le site. Car les meilleurs orchestres symphoniques travaillent en étroite collaboration avec une école supérieure de musique.

A. Lo.

Stéphane Lissner, directeur général de l'Orchestre de Paris et du Châtelet

« Favoriser l'autonomie de chacun des musiciens »

« Quel était l'état des lieux lorsque vous avez pris la direction de l'Orchestre de Paris ?

– La situation était à mon sens préoccupante, comme celle de la plupart des orchestres français et internationaux : baisse du public, conditions de répétition discutables. Il m'a semblé alors nécessaire d'amorcer une réflexion à laquelle seraient associés les musiciens, afin de présenter un nouveau projet artistique. Cette réflexion a duré près de huit mois et ce projet vient d'être adopté par le conseil d'administration et son président. Projet dont le but est de favoriser l'autonomie et l'expression de chacun des musiciens et de renforcer la cohérence de l'orchestre sous la direction de son directeur musical. Il s'articule autour des trois points suivants : une programmation multiforme, le maintien de son niveau international, une accessibilité au plus grand nombre.

– Quels sont les remèdes ?

– La responsabilisation et le dialogue. S'il est impossible de consulter chaque musicien sur la programmation, il est nécessaire d'interroger le conseil des solistes sur l'ensemble des projets. Il s'agit pour moi d'établir des rapports différents entre les membres de l'Orchestre en faisant appel plus directement et plus profondément aux talents artistiques de chacun d'entre eux, et de créer ainsi une véritable identité de l'Orchestre de Paris. Je voudrais réussir à faire en sorte que l'institution Orchestre de Paris soit plus forte que les hommes qui la dirigent, qu'elle acquière une autorité telle qu'on ne puisse, de quelque façon que ce soit, attenter à sa détermination de se maintenir à son plus haut niveau de qualité.

– Ne peut-on pas, pour les motiver, regrouper les musiciens autour d'un projet commun ?

– Une manière de les motiver est, encore une fois, de les intégrer à la démarche artistique de l'institution dont ils sont partie prenante. La mission de l'orchestre est évidemment symphonique, mais il s'agit aujourd'hui de briser cette tradition de programmation trop « monoproduit ». Nous devons travailler à une réelle diversification des activités. J'ai ainsi souhaité convier, dès la saison prochaine, les musiciens de l'orchestre aux concerts de musique de chambre du Châtelet, multiplier les concerts pour les jeunes, créer une académie de l'Orchestre de Paris en collaboration avec les élèves du Conservatoire.

– L'Orchestre de Paris a longtemps passé des commandes publiques à des compositeurs. Souhaitez-vous renouer avec cette pratique ?

– Un orchestre qui ne rend pas compte de la création des artistes vivants ne remplit pas sa mission. Dès l'année prochaine, nous passerons plusieurs commandes à des compositeurs français et étrangers. A partir de 1997-1998, environ cinq ouvrages, de la formation de chambre aux formations symphoniques et lyriques seront donnés.

– Comment faire revenir le public à Pleyel, qui souffre d'une acoustique déficiente pour les spectateurs et pour les musiciens qui ne s'entendent pas sur le plateau ?

– Le redéploiement des activités que j'envisage pour l'Orchestre de Paris demande une grande souplesse d'organisation que ne peut apporter la salle Pleyel dans son fonctionnement actuel. D'autre part, cette salle souffre d'une image de marque qui rejaillit malheureusement sur celle de l'Orchestre. Les obligations de location de Pleyel, pour cause de rentabilité, entraînent une occupation serrée des locaux, qui bloque la liberté de programmation de l'Orchestre, ce qui est terriblement dommageable.

Il faudrait que l'Orchestre de Paris ait sa maison, qu'il soit identifié à elle. Dès l'élection présidentielle passée, je ferai tout pour convaincre les tutelles que Paris doit être équipé d'une salle de concerts digne de ce nom. L'étape intermédiaire sera donc de transférer l'Orchestre au Châtelet, en résidence principale, pour y élargir sa saison symphonique et toute une gamme d'autres activités. Bien évidemment, les deux institutions garderont leur totale autonomie tant sur le plan administratif que juridique. Outre sa présence renforcée au Châtelet dans les programmes de concerts (symphonique, lyrique et musique de chambre), je souhaite que l'Orchestre et son chœur puissent éclater leurs activités dans d'autres lieux, notamment en province, et changer la façon dont les tournées à l'étranger sont organisées.

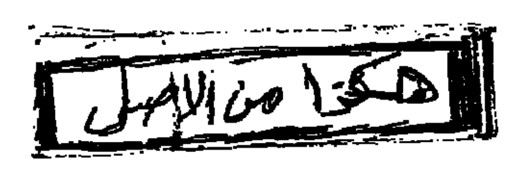
– N'avez-vous pas l'impression que vous allez vous heurter aux habitudes ?

– Je m'étonne qu'un orchestre subventionné par l'État et par la Ville ne remplisse pas davantage sa mission de décentralisation. En outre, je crois qu'il est plus profitable à l'orchestre comme au public de s'installer quelques jours dans une ville, d'y donner des concerts (symphonique, musique de chambre, master class, concert pour les jeunes) plutôt que d'arriver le matin, faire un raccord de répétition et repartir.

– Et les disques ? L'un des problèmes des orchestres parisiens n'est-il pas le peu d'empressement des grandes maisons de disques à les enregistrer ?

– Leurs réticences tombent si on leur propose un vrai projet artistique à long terme. Nous devons convaincre les producteurs de suivre l'aventure de l'Orchestre en bâtissant un partenariat autour de thèmes précis (un compositeur, une époque, un style...). »

Propos recueillis par Alain Lompech



Comment la danse prend la parole

Les premières Rencontres des centres chorégraphiques nationaux à Caen, le 26 et 27 janvier, ont exploré des pistes pour leur avenir

Créés sur le modèle des centres dramatiques nationaux, les centres chorégraphiques nationaux n'ont jamais eu ni les mêmes moyens financiers ni les mêmes attributions que leurs aînés. Au nom de la décentralisation, il s'agissait d'établir en régions des chorégraphes de talent et de leur donner des conditions de travail *moins précaires*. A charge pour eux de mener sur le terrain des actions de sensibilisation à la danse. Aujourd'hui, les dix-huit centres, dont quatre ballets d'opéra, s'interrogent sur leur avenir *et les systèmes de production* et de diffusion dont ils dépendent. Ils veulent aussi pouvoir aider les jeunes compagnies indépendantes. Les chorégraphes souhaitent également des moyens pour développer des politiques audiovisuelles et éditoriales à visée pédagogique. Et ils veulent surtout continuer à se faire entendre.

LA VILLE inondée, les hôtels qu'il faut évacuer dans l'urgence, rien n'aurait pu empêcher les participants aux premières Rencontres des centres chorégraphiques nationaux de se réunir à l'Abbaye-aux-Dames, à Caen. Karine Saporta – et l'équipe du centre de Basse-Normandie qu'elle dirige – était à l'origine de ce rassemblement où la parole, fragile, militante, fut toujours passionnée, positive.

Les centres chorégraphiques ont vu le jour en 1984, *sous le ministère* de Jack Lang. En même temps que se mettait en place la première politique d'envergure d'aide à la danse contemporaine française. Au nom de la décentralisation, il s'agissait d'établir en régions des chorégraphes de talent et de leur donner des conditions de travail moins précaires. A charge pour eux de mener sur le terrain des actions de sensibilisation à la danse. Les premiers à bénéficier de cette « sécurité artistique », assurée à part égale par l'Etat, la région, le département et la ville d'accueil, furent Jean-Claude Gallotta à Grenoble, Maguy Marin à Créteil et Dominique Bagouet à Montpellier. Aujourd'hui les centres chorégraphiques nationaux, au nombre de dix-huit, y compris quatre ballets d'opéra, s'interrogent sur leur avenir, les systèmes de production et de diffusion dont ils dépendent.

Créés sur le modèle des centres dramatiques nationaux (mis en place par le ministère de Jacques Duhamel, en 1973), les centres chorégraphiques nationaux n'ont jamais eu ni les mêmes moyens financiers ni les mêmes attributions que leurs aînés. Dans les différents ateliers de réflexion des Rencontres de Caen, il apparaissait clairement qu'un rééquilibrage entre les deux institutions devenait urgent. En effet, seuls les directeurs des centres dramatiques, ceux du nouveau réseau des scènes nationales, sont à la tête des salles de spectacles qu'ils doivent programmer. Souvent metteurs en scène, parfois universitaires, ils décident des créateurs qu'ils veulent produire et diffuser. Aucune obligation ne leur est faite de choisir des chorégraphes. Par conséquent, ces derniers veulent des budgets qui leur permettraient au minimum de s'auto-produire sans avoir à chercher toujours des coproducteurs. Ils veulent aussi pouvoir aider de plus jeunes compagnies – les compagnies indépendantes, celles qui sont aux aides aux projets –, les inviter en résidence dans leurs lieux.

Le seul à avoir eu accès au pouvoir fut Jean-Claude Gallotta à la Maison de la culture de Grenoble, de juillet 1986 à juin 1990. Il démissionna, lassé des déchirements politiques du conseil d'administration, *mais surtout* écœuré d'entendre dire, non sans malveillance, qu'il sacrifiait le théâtre à la danse. En région, entre centres dramatiques et chorégraphiques, tout se joue dans les rapports personnels. Ce qui n'est sain ni pour la pérennité des institutions ni pour le développement de la danse. Depuis quelques années, le dialogue pourtant s'élargit. A titre d'exemple : chacun cite l'accord parfait, à La Rochelle, entre Jacky Marchand, directeur de la Maison de la culture, et Régine Chopinot, à la tête du centre chorégraphique Poitou-Charentes.

Les chorégraphes comprennent la nécessité minimale d'avoir un rôle actif, et régi par convention, sur la programmation de la danse dans les salles de spectacles de leur région. Guilène Lloret, administratrice du centre du Havre/Haute Normandie, confié en 1993 à François Raffinot, explique : *« Le public de la danse augmente régulièrement. A chaque fois que la danse est bien diffusée, c'est-à-dire suffisamment longtemps pour que le spectateur ait le temps de réagir, que le bouche à oreille fonctionne. Il faut absolument en finir avec les programmations d'une ou deux soirées qui nous sont imposées. »* Quant aux missions de pédagogie et de formation menées sur le terrain par les centres chorégraphiques nationaux, elles modifient leurs objectifs. A Montpellier, Mathilde Monnier et son équipe viennent de commencer un travail auprès d'enfants autistes, auprès de patients frappés de longue maladie. Le centre de Montpellier est tourné vers la faculté de médecine, autre richesse culturelle de la région. La danse, en général, est attirée par les disciplines scientifiques qui cherchent à expliquer le corps. Les chorégraphes souhaitent également des moyens pour développer *eux-mêmes des politiques* audiovisuelles et éditoriales. Et nombreux sont ceux qui voudraient avoir le temps de se consacrer plus sérieusement à la transmission de leur savoir.

Pour continuer à mieux se faire entendre, à l'issue des ces journées, certains centres chorégraphiques prônent une adhésion plus forte au Syndeac, syndicat de théâtre, qui s'ouvre à la danse. D'autres optent plutôt pour la création d'une association qui leur serait propre. Ils ont conclu que ces Rencontres devaient être régulières, avoir lieu à chaque fois dans un centre différent afin que les chorégraphes connaissent les installations de leurs pairs, qui, toutes, font l'objet de rénovations ou de créations d'équipements. Pour l'avenir, Régine Chopinot a les idées claires : *« J'envisage la transformation de mon centre chorégraphique en collège d'artistes associés. J'ai le bonheur de vieillir dans ce métier. Je me vois très bien comme Martha Graham. »*

Dominique Frétard

Petits et gros budgets

- Ballet Atlantique/Régine Chopinot : 11,3 MF.
- Ballet national de Marseille : 29 MF.
- Ballet national de Nancy : 21,1 MF.
- Ballet du Nord : 18 MF.
- Ballet du Rhin : 20 MF.
- Belfort/Odile Duboc : 5,9 MF.
- Nevers (vacant) : 3,4 MF.
- Caen/Karine Saporta : 7,8 MF.
- Chateauvallon/Toulon/Angelin Preljocaj : 15 MF.
- Champigny-sur-Marne : 3,5 MF
- Créteil/Maguy Marin : 7,6 MF.
- Grenoble/Jean-Claude Gallotta : 11,6 MF.
- Le Havre/François Raffinot : 5,2 MF.
- Montpellier/Mathilde Monnier : 7,9 MF.
- Nantes/Claude Brumachon : 4,2 MF.
- Rennes/Catherine Diverrès : 5 MF.
- Toulouse/Joseph Russillo : 3,1 MF.
- Tours/ Daniel Larrieu : 6,8 MF.
- Angers/Bouvier - Obadia : 12,1 MF.

Ces chiffres, fournis par la délégation à la danse, comprennent les subventions de l'Etat, des collectivités locales et les recettes propres aux compagnies.

Grande et petite misère du monde en deux interprétations théâtrales

ABBAS, d'après *La Misère du monde*, de Pierre Bourdieu. Mise en scène de Dominique Féret. Avec Philippe Clévenot et Serge Nail.
THÉÂTRE PARIS-VILLETTE, 211, avenue Jean-Jaurès, 19e. Tél. : 42-03-02-55. Mardi, jeudi, vendredi et samedi, à 21 heures. Mercredi, à 19 h 30. 65 F à 135 F. Jusqu'au 18 février.
SIGNES PARTICULIERS, d'après *La Misère du monde*, de Pierre Bourdieu. Mise en scène d'Alain Timar. Avec Marcelle Basso, Raymonde Palcy, Paul Camus, Magali Dieux...
THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE, Cartoucherie, route du Champ-de-Manœuvres, Paris 12e. Tél. : 43-28-36-36. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 21 heures. Jeudi, à 20 heures. Dimanche, à 16 h 30. 80 F et 110 F. Jusqu'au 12 février.

Rarement livre de sociologie aura autant inspiré le théâtre. Depuis sa parution, en février 1993, l'enquête menée sous la direction de Pierre Bourdieu, et intitulée *La Misère du monde*, a été la source de trois spectacles. Xavier Marcheschi s'en est inspiré, dès 1993, pour créer *France parle*, une mise en scène énergique et touchante de la vie en banlieue, jouée en banlieue (à Clichy), par des comédiens de banlieue. Puis ce fut au tour d'Alain Timar, installé à l'année à Avignon, de proposer sa vision de *La Misère du monde*, avec *Signes particuliers*.

Créé l'été 1994 à Avignon, ce spectacle, actuellement repris à la Tempête, entend restituer *« cinq histoires privées de petites gens privés d'Histoire. »* Du récit donc, au travers de confessions. Il y a madame Meunier, qui se considère comme une déclassée depuis que la population de son quartier s'est appauvrie ; Lydia, prisonnière des traites impayées ; Nanou et Michel, deux clochards entre trottoirs et bouts de ficelle... Assis sagement derrière une scène en forme de ring, les comédiens quittent leurs sièges quand vient leur tour, et prennent la parole. Une parole qui porte, c'est évident. Comment ne pas écouter des gens qui, grâce à une équipe de sociologues attentifs, retrouvent la dignité de pouvoir dire : *« J'ai une histoire »* ? Comment ne pas entendre les mots de la misère au quotidien, quand est respecté le droit au langage de chacun ? Cela, qui fait la force du livre dirigé par Pierre Bourdieu, n'est pas absent du spectacle conçu par Alain Timar, mais anesthésié. Comme son titre l'indique, *Signes particuliers* met en scène... des signes particuliers. Il pointe ce que chacun représente : la banlieue, l'immigration, le chômage, la solitude. Ainsi, Alain Timar définit des catégories, autant dire des péchés au théâtre. La direction d'acteurs est au diapason : les comédiens qui jouent les jeunes de banlieue ne marchent pas, ils se déhanchent. Et ce n'est qu'un exemple.

Rien de tel à Paris-Villette. Dominique Féret y crée *Abbas*. Nous sommes là au théâtre. Deux chaises. Deux hommes. Ils ne se regardent pas, ils sont face au public, en discrets habits de ville, protégés par la lumière douce qui les entoure. D'abord, il y a un beau silence, qui laisse au théâtre le temps d'arriver. Contrairement à Alain Timar, Dominique Féret ne fait pas parler une cause, mais un homme : Abbas, à la retraite après une vie d'ouvrier, immigré d'Algérie en France au début des années 50. Ce que dit Abbas ne se résume pas. C'est le fil d'une vie qui se dévide, dans une intimité que Dominique Féret respecte avec une grande finesse. Certes, *Abbas* aurait besoin d'un cadre plus chaleureux que le Théâtre Paris-Villette. Mais la présence de Philippe Clévenot le fait oublier. Une fois de plus, ce grand acteur accomplit un prodige : il suffit qu'il entre en scène pour que le théâtre soit. Par quel mystère ? Celui qui donne envie d'aller au théâtre, justement.

Brigitte Salino

★ *La Misère du monde*, sous la direction de Pierre Bourdieu, a été publié au Seuil.



L'accord parfait de Pierre Boulez et de Jessye Norman

LIVRE POUR CORDES de Pierre Boulez, SEPT LIEDER DE JEUNESSE et CINQ ALTENBERG LIEDER d'Alban Berg, LE MANDARIN MERVEILLEUX de Bela Bartok, par Jessye Norman (soprano), l'Orchestre symphonique de Londres, Pierre Boulez (direction).
THÉÂTRE DES CHAMPS-ELYSÉES, le 1er février, 20 h 30. Prochain concert : le 2 février (Debussy, Bartok, Boulez). Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 450 F.

Le 12 janvier, Pierre Boulez essuyait les plâtres de la Cité de la musique à la tête de l'Orchestre des élèves du Conservatoire national supérieur de Paris. On entrevoyait l'un de ses visages : acteur, agitateur de la vie musicale française, et cela depuis les temps héroïques du Domaine musical. Vingt jours plus tard, c'est un autre personnage qui entre en scène : la star. Boulez pèse d'un tel poids dans notre petite vie musicale, occupe une telle place dans le cénacle de nos compositeurs, on lui prête tant d'activisme, tant d'intentions cachées pour nos institutions, qu'on oublierait presque l'essentiel : voici longtemps qu'il nous a échappé. Il est tout simplement l'un des plus grands chefs vivants. Sa carrière est donc sans frontières. Et lorsqu'il choisit ses solistes pour un cycle de six concerts (*comme celui qui se déroule actuellement aux Champs-Elysées*), il prospecte tout naturellement dans la cour des grands : Barenboïm, le 31 janvier, Anne-Sophie Mutter et Mstislav Rostropovitch les 11 et 12 mars. Jessye Norman au soir du 1er février.

Comment donc s'étonner que, selon les méthodes éprouvées du marketing discographique, Boulez se retrouve aux côtés de Jessye Norman dans un programme qu'il vient, pour l'essentiel, d'enregistrer avec le même Orchestre symphonique de Londres qui l'accompagne en tournée ? Si l'on est satisfait – et comment ne pas l'être ? – on achète *l'enregistrement en sortant* (1 CD Sony Classical). Et l'on repart avec la version probablement idéale des *Sept Lieder de jeunesse* et des mélodies qu'Alban Berg composa sur des textes de cartes postales du poète Peter Altenberg. Pièces aphoristiques ; masse orchestrale considérable : le contraste fit hurler les Viennois lorsque deux de ces Lieder furent créés en 1913. C'est que la provocation allait plus loin que celle du *Pierrot lunaire* de Schoenberg l'année précédente. Berg n'écrit pas dans l'esprit intimiste du cabaret expressionniste, mais revendique pour la petite forme toute la magie d'un orchestre symphonique traité comme une immense palette d'effets, glissades bizarres de cordes, battements impalpables des cuivres, silences inattendus. Une centaine de musiciens pour un résultat qui reste insaisissable, qui défie l'analyse et ne mobilise l'attention que comme des tours de magie sur lesquels on s'interroge longuement, mais trop tard : Boulez excelle à ces tours de passe-passe symphoniques, pointant le doigt à l'endroit sensible, acupuncteur d'un orchestre nerveux jusqu'à la surexcitation. Et, pendant ce temps, Jessye Norman étale somptueusement sa voix *sur ce tapis d'épines*, jouant comme le voulait Berg un rôle de grande diva d'opéra, comme si la brièveté de chaque pièce ne l'atteignait pas.

Prestidigitation, encore, avec *Le Mandarin merveilleux*, que Boulez traite exactement comme Bartok l'a conçu : une pantomime. Des gestes convulsifs ou lascifs, mais toujours irréalistes et presque caricaturaux. Une merveille d'orchestration, mais tout le contraire d'une narration. Ni poésie ni sentimentalité. Le chef retrouve ici ce qu'il fait comme personne dans *Jeux* de Debussy. Composer une grande forme par un assemblage de fragments si subtilement colorés que le volume général apparaît. Comme chez Cézanne, en somme. Boulez dirigeait Boulez, pour commencer. *Le Livre pour cordes* est l'extension pour grand orchestre d'une partie du *Livre pour quatuor*, œuvre de jeunesse datant de 1948. On pense bien sûr à ce que fit Schoenberg de sa *Nuit transfigurée*, d'abord destinée à un sextuor, puis transcrite pour orchestre à cordes. On y pensait d'autant plus, mercredi, que les deux œuvres se heurtent apparemment au même obstacle matériel. L'énorme difficulté, pour des pupitres au complet, de jouer absolument juste une polyphonie grossie à la loupe.

Anne Rey

CINÉMA

■ ***La société UGC vend sa salle UGC Biarritz***, située sur les Champs-Elysées, à la société Les Ecrans de Paris. Un arrêté de la commission de la concurrence du 9 février 1994 contraignait le premier exploitant de salles de cinéma à Paris et en banlieue à se défaire avant un an d'écrans situés sur les Champs-Elysées. En même temps que la vente du Biarritz-Prestige, UGC confirme la fermeture des cinq autres écrans UGC-Biarritz. La société avait anticipé cette cessation d'activité en acquérant le George-V sur les Champs-Elysées. Surtout, la « major » française prévoit l'ouverture d'un nouveau complexe de quinze salles aux Halles, en attendant le « mégacomplexe » annoncé à Bercy.

■ **La fréquentation des cinémas est en hausse, début 1995,** malgré un certain tassement des entrées à Paris (*Le Monde* du 1er février), estime l'hebdomadaire professionnel *Ecran total*, qui mesure la fréquentation dans trente villes de province. Les films français semblent bénéficier de cette embellie.

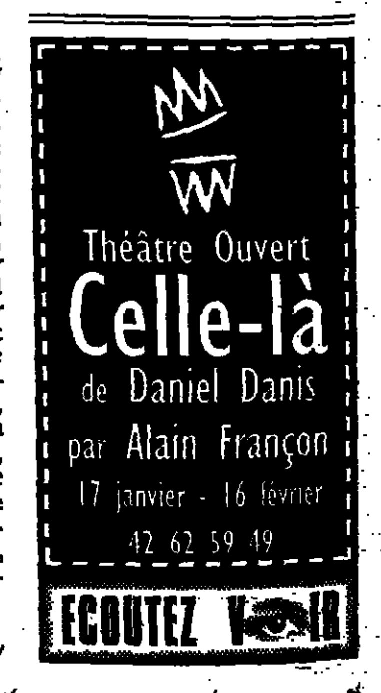
■ **L'opération de soutien au cinéma 18 h/18 F,** reconduite pour la septième année consécutive par la Mairie de Paris, aura lieu du 8 au 14 février en collaboration avec la Fédération nationale des cinémas français (FNCF). Les séances commençant entre 17 heures et 19 heures coûteront 18 francs dans toutes les salles et pour tous les films.

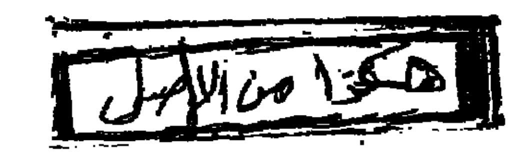
■ **La plus haute autorité de l'islam sunnite, Al-Azhar, a plaidé,** mercredi 1er février, devant la justice égyptienne contre le réalisateur égyptien Youssef Chahine, en affirmant que son film *l'Émigré* portait atteinte au prophète Joseph. *« Nous ne sommes pas hostile à l'art, à condition qu'il soit au service de l'islam »*, a affirmé l'avocat, Me Ouda, qui représente Al-Azhar. Le 25 décembre 1994, le tribunal des référés avait interdit *l'Émigré*, au motif qu'une *« fatwa* [décret religieux] *datant de 1983 interdit la personnification des prophètes »*.

■ ***L'hebdomadaire professionnel américain*** *Variety* vient de publier la liste des recettes enregistrées par les films aux Etats-Unis en 1994. *Le Roi lion* (1,6 milliard de francs) et *Forrest Gump* (1,5 milliard) arrivent largement en tête devant *True Lies* (760 millions). Le premier film non américain est le britannique *Quatre mariages et un enterrement*, qui occupe la 23e place (274 millions). *Léon* est au 79e rang (94 millions), mais il s'agit d'un film anglophone, de production française. Le premier film tourné dans une autre langue que l'anglais est *Salé sucré*, du Taïwanais (très américanisé) Aung Lee (138e avec 36 millions). Le surprenant *L'Odeur de la papaye verte* (production française parlant vietnamien) est 205e avec 10 millions. Le premier titre 100 % français est *La Reine Margot* : 240e avec 4,2 millions de francs de recettes.

ÉDITION

■ **Bordas vend Privat.** Après avoir cédé, en octobre 1994, la librairie Privat de Toulouse à un groupe financier étranger, Bordas va vendre prochainement les éditions du même nom à la Société d'Imprimerie Artistique, une filiale des Laboratoires Pierre Fabre, dont le siège est à Castres. Il semble que cette solution régionale soit bien acceptée, Pierre Fabre ayant toujours manifesté sa volonté de préserver les activités de sa région.

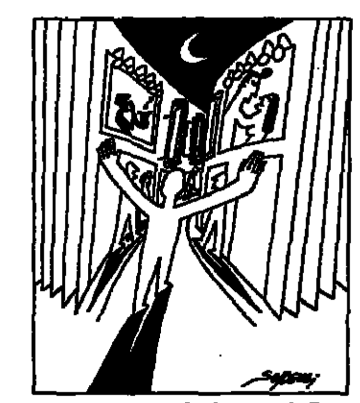




Tangos d'Andy Degroat

Attaché au nouvel Opéra de Massy, le chorégraphe américain, qui vit à Paris depuis quinze ans, consacre le tango

On l'a découvert avec Bob Wilson chez lequel il dansait. Il y a longtemps. Andy Degroat est un original, qui bouscule avec amour et une radicalité toute contemporaine les héros des ballets du répertoire classique. Cette fois-ci, il abandonne *Giselle* et *La Bayadère* pour une inspiration plus populaire, plus canaille aussi.



Les enlacements des bouges de Buenos Aires sur des airs chaloupés mêlés au seul tango jamais écrit par Stravinski, et à ceux de Satie ou de Piazzolla. A l'issue de la représentation, il est vivement recommandé de participer au bal qui suivra.

★ **Opéra-Théâtre de Massy, place de France.** *Dans le cadre du Premier Festival des arts d'aujourd'hui.* 20 h 30, les 3 et 4 février. Tél. : 60-13-13-13. De 95 à 125 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Georges Appaix et Jacques Rebotier
Clic-P (l)ages
Georges Appaix, grand amateur de jeux avec les mots, a décidé pour cette nouvelle création Clic-P (l)ages d'associer à son divertissement préféré le musicien Jacques Rebotier. Ils ont créé Clic-P (l)ages en résidence au Quartz de Brest en septembre 1994.
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e (Mº Bastille, Voltaire). 21 heures, les 2, 3 et 4 février ; 17 heures, le 5 février. Tél. : 43-57-42-14. De 70 F à 100 F.

Marc Ducret, Claude Barthélemy
Marc Ducret et Claude Barthélemy vont se rencontrer dans le laboratoire sonore de Montreuil où ils seront tout à la fois hommes des extrêmes, improvisateurs survoltés et mélodistes de la tendresse. C'est une soirée de guitaristes, d'espaces et d'intelligences.
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 2 février. Tél. : 42-87-25-91. 35 F, 50 F et 85 F.

Steve Grossman Trio
Sur scène, Steve Grossman trimballe sa haute silhouette, balançant son saxophone ténor en larges mouvements. Il est de ces solistes qui vivent en musique. Le répertoire passe par toutes les strates du jazz moderne. La sonorité suave et ample de Steve Grossman fait merveille sur les ballades et les tempos lents.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries (Mº Château-d'Eau), 20 h 30, le 2 février. Tél. : 45-23-51-41. Location FNAC. 110 F et 130 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

VERNISSAGES

L'Africaine ou les derniers feux du grand opéra
Musée d'Orsay, place Henry-de-Montherlant, quai Anatole-France, Paris 7e (Mº Solferino). Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures ; jeudi de 10 heures à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Du 7 février au 4 juin.

Louise Bourgeois
Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e (Mº Rambuteau). Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures. Samedi, dimanche et jours fériés, de 10 heures à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 10 avril.

La Collection africaine d'Alberto Magnelli
Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e (Mº Rambuteau). Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures. Samedi, dimanche et jours fériés, de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 20 mars.

Raoul Hausmann
Les années berlinoises
Goethe Institut, galerie Condé, 31, rue de Condé, Paris 6e (Mº Odéon). Tél. : 43-26-09-21. De 12 heures à 20 heures. Fermé le samedi et le dimanche. Jusqu'au 24 février.

Raoul Hausmann
A la recherche d'une autre patrie
Goethe Institut de Paris, 17, avenue d'Iéna, Paris 16e (Mº Iéna). Tél. : 44-43-92-30. De 10 heures à 20 heures. Fermé le samedi et le dimanche. Du 2 février au 24 février.

Peintures italiennes du Musée des beaux-arts de Nantes
Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris 6e (Mº Luxembourg). Tél. : 42-34-25-95. De 11 heures à 18 heures ; jeudi jusqu'à 21 heures. Fermé le lundi. Du 4 février au 17 avril. 31 F, mardi : 21 F.

Rodin, Whistler et la Muse
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7e (Mº Varenne, RER Invalides, bus 28, 49, 69, 82, 92). Tél. : 44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. A partir du 1er avril, jusqu'à 17 h 45. Fermé le lundi. Du 7 février au 30 avril. 27 F (billet jumelé avec la visite du musée).

Robert Wlérick
Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle, Paris 15e (Mº Montparnasse-Bienvenüe, Falguière). Tél. : 45-48-67-27. De 10 heures à 17 h 45. Fermé le lundi. Jusqu'au 14 mai. 27 F.

PARIS

Bernard Borgeaud
Galerie Arnaud Lefebvre, 30, rue Mazarine, Paris 6e (Mº Odéon). Tél. : 43-26-50-67. De 14 heures à 19 heures. Fermé le dimanche. Jusqu'au 25 février.

Bill Brandt, 50 ans de photographie (1930-1980)
Hôtel Salomon de Rothschild. Centre national de la photographie, 11, rue Berryer, Paris 8e (Mº Etoile, George-V, Ternes). Tél. : 53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 27 février. 30 F.

Stanley Brouwn, Hans-Peter Feldmann, François Morellet, Fred Sandback
Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e (Mº Bastille). Tél. : 48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 4 mars.

Chine des origines
Musée national des arts asiatiques-Guimet, 6, place d'Iéna, Paris 16e (Mº Iéna). Tél. : 47-23-61-65. De 9 h 45 à 17 h 45. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 mars. 35 F, dimanche : 26 F (comprenant la visite du musée).

John Davies, Nils-Udo
Galerie Claire Burrus, 16, rue de Lappe, Paris 11e (Mº Bastille). Tél. : 43-55-36-90. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 5 février.

André Derain
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e (Mº Iéna). Tél. : 40-70-11-10. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 19 mars. 40 F.

Derain sculpteur
Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4e (Mº Hôtel-de-Ville). Tél. : 42-74-38-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 25 février.

Les Effets du soleil-almanachs sous le règne de Louis XIV
Musée du Louvre, aile Sully, 1er étage, entrée par la Pyramide, Paris 1er (Mº Palais-Royal). Tél. : 40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15 ; nocturne mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé le mardi. Jusqu'au 17 avril. 40 F de 9 heures à 15 heures.

L'Enfance au Moyen Age
Bibliothèque nationale, galerie Mazarine, 58, rue de Richelieu, Paris 2e (Mº Bourse, Palais-Royal, Pyramides). Tél. : 47-03-81-10. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 12 février. 20 F.

Fra Bartolomeo et son atelier
Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard, côté jardin des Tuileries, Paris 1er (Mº Palais-Royal). Tél. : 40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15. Nocturne mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé le mardi. Jusqu'au 13 février. Prix d'accès au musée : 40 F de 9 heures à 15 heures ; 20 F après 15 heures et le dimanche.

Gaumont, cent ans de cinéma
Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16e (Mº Trocadéro, Iéna. Bus 22, 30, 32, 63, 72, 82). Tél. : 45-53-21-86. De 10 heures à 18 heures. Visites guidées à 10 heures et 11 heures ; jeudi et vendredi, de 14 heures à 17 heures ; du mercredi au dimanche, toutes les demi-heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 14 mai. 25 F.

Norbert Goeneutte
Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier, Pontoise (95). Tél. : 30-38-02-40. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février. 20 F.

Raymond Hains
Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, Paris 14e (Mº Raspail). Tél. : 42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 19 février.

Jean-Olivier Hucleux
Maison d'art contemporain Chaillioux, 5, rue Julien-Chaillioux, Fresnes (94). Tél. : 46-68-58-31. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 13 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 28 février.

Joseph Lacasse, un célèbre inconnu
Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 6e (Mº Odéon). Tél. : 40-46-05-47. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 19 février.

Sol LeWitt
Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7e (Mº Rue-du-Bac). Tél. : 42-60-22-99. De 13 heures à 19 heures. Fermé le dimanche et le lundi). Jusqu'au 25 février.

Robert Malaval
Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, place Georges-Pompidou, Montigny-le-Bretonneux (78). Tél. : 30-96-99-00. De 12 heures à 19 heures ; jusqu'à 21 heures les soirs de spectacle. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 11 mars.

Marcel Mariën (1920-1993)
Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4e (Mº Rambuteau, Châtelet-les Halles). Tél. : 42-71-26-16. De 11 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 30 avril.

Charles Marq
Galerie Lambert-Rouland, 62, rue La Boétie, Paris 8e (Mº Saint-Augustin). Tél. : 45-63-51-52. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé le dimanche. Jusqu'au 4 février.

François Mouilgnat, Kees Visser, Jean-Louis Boissier
Centre d'art contemporain-galerie Fernand-Léger, 93, avenue Georges-Gosnat, Ivry-sur-Seine (94). Tél. : 49-60-25-06. De 14 heures à 19 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 12 mars.

Alphonse Mucha (1860-1939)
Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris 16e (Mº Trocadéro, Alma-Marceau, Iéna). Tél. : 47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 25 mars.

Galerie Denise Renée, *196, boulevard Saint-Germain, Paris 7e (Mº Rue-du-Bac). Tél. : 42-22-77-57. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 11 février.*

Jean Nouvel
Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 26, rue Saint-Gilles, Paris 3e (Mº Chemin-Vert). Tél. : 42-78-43-21. De 14 heures à 19 heures. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 25 février.

Albert Oehlen
Galerie Samia Saouma, 10, rue des Coutures-Saint-Gervais, Paris 3e (Mº Chemin-Vert, Saint-Paul). Tél. : 42-78-40-44. De 13 heures à 19 heures. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 4 mars.

Pascin (1885-1930)
Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7e (Mº Invalides). Tél. : 45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé le dimanche. Jusqu'au 25 février. 25 F.

Pathé, premier empire du cinéma
Centre Georges-Pompidou, forum haut et bas, rez-de-chaussée, place Georges-Pompidou, Paris 4e (Mº Rambuteau). Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 mars. 25 F.

Rêves d'alcôves ou la Chambre au cours des siècles
Musée des arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1er (Mº Tuileries ou Palais-Royal). Tél. : 44-55-57-50. De 12 h 30 à 18 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 30 avril. 30 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

LA CASSETTE
Film portugais de Manœl de Oliveira
VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), handicapés, 5e (43-54-15-04).

ÉLISA
Film français de Jean Becker
Gaumont les Halles, dolby, 1er r (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; rés. : 40-30-20-10) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, handicapés, dolby, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; rés. : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (42-24-46-24) ; UGC Maillot, handicapés, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. : 40-30-20-10).

LES ENFANTS DE LA HONTE
Film européen de David Wheatley
VO : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20)

ONLY YOU
Film américain de Norman Jewison
VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er r (36-65-70-67) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22). VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; rés. : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10).

PÉCHÉ VÉNIEL... PÉCHÉ MORTEL
Film français de Pomme Meffre
Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

PIGALLE
Film franco-suisse de Karim Dridi
14-Juillet Beaubourg, handicapés, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA RIVIÈRE SAUVAGE
Film américain de Curtis Hanson
VO : Gaumont les Halles, 1er r (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; UGC Gobelins, handicapés, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Majestic Passy, dolby, 16e (42-24-46-24). VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. : 40-30-20-10).

STARGATE
Film américain de Roland Emmerich
VO : Forum Orient Express, handicapés, dolby, 1er r (36-65-70-67) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; Gaumont Grand Ecran Italie, handicapés, dolby, 13e (36-68-75-13 ; rés. : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24). VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; George-V, THX, dolby, 8e (36-68-43-47) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Les Montparnos, dolby, 14e (36-65-70-42 ; rés. : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. : 40-30-20-10).

SÉLECTION

AU TRAVERS DES OLIVIERS
de Abbas Kiarostami, avec Hossein Rezai, Mohamad Ali Keshavarz, Farhad Kheradmand, Zarifeh Shiva, Tahereh Ladania, Mahbanou Darabin.
Iranien (1 h 43).
VO : 14-Juillet Beaubourg, handicapés, 3e (36-68-69-23) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24).

COUPS DE FEU SUR BROADWAY
de Woody Allen, avec John Cusack, Chazz Palminteri, Dianne Wiest, Jennifer Tilly, Rob Reiner, Tracey Ullman.
Américain (1 h 39).
VO : 14-Juillet Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (36-68-69-23) ; Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; La Pagode, dolby, 7e (36-68-75-07 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (36-68-66-54) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88 ; rés. : 40-30-20-10) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. : 40-30-20-10) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55) ; Mistral, handicapés, dolby, 14e (36-65-70-41 ; rés. : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, dolby, 16e (42-24-46-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22). VF : Gaumont Opéra Impérial, handicapés, dolby, 2e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10).

DÉLITS FLAGRANTS
de Raymond Depardon
Français (1 h 45).
Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

FRANKENSTEIN (*)
de Kenneth Branagh, avec Robert DeNiro, Kenneth Branagh, Tom Hulce, Helena Bonham Carter, Aidan Quinn, Ian Holm.
Britannique (2 h 08).
VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er r (36-65-70-67) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, handicapés, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24). VF : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22).

JOUR DE FÊTE
de Jacques Tati, avec Jacques Tati, Guy Decomble, Paul Frankeur, Santa Relli, Maine Vallée, Roger Rafal.
Français, couleur et noir et blanc (1 h 10).
14-Juillet Beaubourg, handicapés, 3e (36-68-69-23) ; L'Arlequin, 6e (45-44-28-80) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47).

JUNIOR
de Ivan Reitman, avec Arnold Schwarzenegger, Danny DeVito, Emma Thompson, Frank Langella, Pamela Reed, Aida Turturro.
Américain (1 h 50).
VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er r (36-65-70-67) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24). VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, handicapés, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39 ; rés. : 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, handicapés, dolby, 15e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. : 40-30-20-10).

KASPAR HAUSER
de Peter Sehr, avec André Eisermann, Uwe Ochesenknecht, Katharina Thalbach, Udo Samel, Jeremy Clyde, Hansa Czypionka.
Allemand (2 h 17).
VO : Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68).

LITTLE ODESSA (*)
de James Gray, avec Tim Roth, Edward Furlong, Moira Kelly, Vanessa Redgrave, Maximilian Schell.
Américain (1 h 47).
VO : 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; rés. : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22).

LOU N'A PAS DIT NON
de Anne-Marie Mieville, avec Marie Bunel, Manuel Blanc, Caroline Micla, Geneviève Pasquier, Métilde Weyergans, Harry Cleven.
Franco-suisse (1 h 20).
Studio des Ursulines, handicapés, 5e (43-26-19-09 ; rés. : 40-30-20-10).

OUBLIE-MOI
de Noémie Lvovsky, avec Valéria Bruni-Tedeschi, Emmanuelle Devos, Laurent Grévill.
Français (1 h 35).
Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, handicapés, 3e (36-68-69-23) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; rés. : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PRISCILLA, FOLLE DU DÉSERT
de Stephan Elliott, avec Terence Stamp, Hugo Weaving, Guy Pearce, Bill Hunter, Sarah Chadwick, Mark Holmes.
Australien (1 h 43).
VO : Gaumont les Halles, handicapés, dolby, 1er r (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67 ; rés. : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; rés. : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22). VF : UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14).

LE ROI LION
de Roger Allers, Rob Minkoff, avec Jean Reno, Dimitri Rougeul, Jean Piat.
Américain (1 h 30).
VO : George-V, dolby, 8e (36-68-43-47). VF : Forum Orient Express, handicapés, 1er r (36-65-70-67) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Denfert, handicapés, 14e (43-21-41-01) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (45-32-91-68) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, handicapés, dolby, 18e (36-68-20-22).

ROSINE (*)
de Christine Carrière, avec Eloïse Charretier, Mathilde Seigner, Laurent Olmédo, Christine Murillo, Aurélie Vérillon, Louis Queste.
Français (1 h 40).
14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; L'Entrepôt, handicapés, 14e (45-43-41-63).

SOFIE
de Liv Ullmann, avec Karen-Lise Mynster, Ghita Norby, Erland Josephson, Jesper Christensen, Henning Moritzen, Torben Zeller.
Suède-Danemark-Norvège (2 h 26).
VO : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SWOON (*)
de Tom Kalin, avec Daniel Schlachet, Graig Chester, Ron Vawter, Michael Kirby.
Américain, noir et blanc (1 h 32).
VO : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

VANYA, 42e RUE
de Louis Malle, avec Wallace Shawn, André Gregory, Brooke Smith, Larry Pine, Julianne Moore, Phoebe Brand.
Américain (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, 1er r (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; rés. : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; rés. : 40-30-20-10).

WALLACE ET GROMIT
de Nick Park, Richard Goleszowski, Jeff Newitt et Peter Lord
Britannique (1 h 15).
VO : 14-Juillet Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (36-68-69-23) ; Saint-André-des-Arts II, handicapés, 6e (43-26-80-25) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14).

REPRISES

FOLIES DE FEMMES
de Erich von Stroheim, avec Erich von Stroheim, Maude George, Mae Bush, Rudolph Christians, Miss Dupont, Dale Fuller.
Américain, 1921, noir et blanc.
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

L'HOMME D'ARAN
de Robert Joseph Flaherty, avec Colman Tiger King, Maggie Dirrane, Michael Dillane, Pat Mullen, Big Patcheen.
Britannique, 1934, noir et blanc (1 h 20).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

TRAIN DE LUXE
de Howard Hawks, avec John Barrymore, Carole Lombard, Walter Connolly, Etienne Girardot, Roscoe Karns, Charles Levinson.
Américain, 1934, noir et blanc (1 h 31).
VO : Action Christine, handicapés, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89 ; 36-65-70-48).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

France 3 modifie sa grille pour les vacances scolaires

POUR LE PLAISIR des enfants qui n'ont pas l'occasion de quitter le domicile familial, la chaîne publique, France 3, a décidé de renforcer sa grille d'émissions pour la jeunesse pendant les vacances scolaires du mois de février. De nouvelles séries sont ainsi prévues dans « Bonjour Babar » et « Le monde irrésistible de Richard Scarry ». A 7 h 55, à partir du lundi 13 février, la deuxième série des histoires du Père Castor (épisodes inédits) permettra aux petits de retrouver Câline, Grignote et Benjamin. A 8 h 10, France 3 diffusera une série d'animation française « Léa et Gaspard » et, à partir du 25 février, à 7 h 15, « Le monde irrésistible de Richard Scarry » avec de nouveaux personnages : Cassis le chat, Vroum Vroum le gendarme, Peau de banane le gorille, Hilda l'hippopotame.

Une programmation spéciale des Minikeums suivra le rythme des régions en vacances avec huit heures de programmes par semaine en plus, en fonction des zones de vacances les lundis, mardis, jeudis et vendredis. Enfin, une série de vingt-deux nouveaux épisodes, de vingt-six minutes, des aventures de Docteur Doogie (un petit génie de seize ans qui est aussi médecin) est prévue à partir du lundi 13 février à 10 h 15.

DÉPÊCHES

■ **FRANCE-INFO : un nouvel émetteur va être mis en service** pour permettre aux auditeurs de Sens (Yonne) d'écouter France-Info. La radio d'information en continu pourra désormais être captée à Sens (Yonne) sur la fréquence 94,3 Mhz, ce qui porte l'ensemble du réseau France-Info à un total de 151 émetteurs.

■ **FINANCEMENT : les chaînes publiques qui perçoivent la redevance télé ne *« devraient pas avoir de publicité »*** selon 53 % des Français, indique un sondage réalisé par l'IFOP à la demande de M 6 sur la *« perception du financement de la télévision par le public »*. Ce sondage a été réalisé les 14, 16, 17 et 18 janvier auprès de 1 001 personnes représentatives de quinze ans et plus, ayant la télévision. L'IFOP le compare à un sondage sur le même sujet réalisé en 1992. Premier enseignement, les Français ont une perception de plus en plus floue du financement de la télévision. Un nombre non-négligeable, et croissant, pense que TF 1 et M 6, chaînes commerciales, perçoivent la redevance : 33 % pour la première (contre 22 % en 1992) et 17 % pour la seconde (contre 7 %). Et seuls 49 % des sondés (55 % pour M 6) savent que TF 1 ne vit que de publicité. Parallèlement, 46 % pensent qu'il y a de la publicité sur ARTE (c'est faux), contre 32 % il y a trois ans. Enfin, interrogés sur le fait de savoir si *« les chaînes publiques qui bénéficient de la redevance télé peuvent aussi avoir de la publicité comme les chaînes privées »*, les sondés répondent non à 53 %, contre 41 % en 1992. Le nombre d'opinions favorables à la publicité sur les chaînes publiques est, lui, passé de 56 % à 41 %.

Paris Première séduit aussi les provinciaux

La chaîne câblée, par le choix de ses animateurs et la diversité de ses programmes, a su conquérir de nouveaux téléspectateurs

C'EST UNE CHAÎNE sur laquelle le téléspectateur se sent bien. Lancée en même temps que le réseau câblé de Paris en 1986, Paris Première a su, en quelques années, créer cette ambiance particulière – à la fois conviviale et intelligemment mondaine – qui n'appartient qu'à elle. Chaîne des « Parisiens », plus que de la capitale, Paris Première n'a cessé de peaufiner et d'enrichir sa grille, d'adapter ses programmes aux horaires et au mode de vie des téléspectateurs afin de mieux répondre à leurs attentes.

Aujourd'hui, la station diffuse, de 7 heures à 2 heures du matin, des talk-shows, des magazines, des films et des spectacles. Elle a installé des rendez-vous qui ont progressivement précisé son image et construit son identité. La télévision avait, par exemple, toujours réduit la mode à un traitement rapide, événementiel (à l'occasion d'un défilé) et secondaire (en fin de journal). Paris Première, en lui consacrant un magazine régulier – « Paris Modes » –, a effectué un investissement intéressant. Passée de 26 minutes à 52 minutes, en septembre 1994, le magazine est devenu l'émission phare de la chaîne. *« La mode est pour nous un domaine très porteur parce qu'elle évoque, à l'image de notre public, un univers de jeunesse, de féminité et de haut de gamme »*, précise Alexandre Michelin, directeur de l'antenne.

Avec ce type de succès, céder à la tentation de devenir une chaîne de paillettes eût été facile. Les responsables de Paris Première ont pourtant déjoué ce piège d'une politique qui, à court terme, les aurait, paradoxalement, voués à la pauvreté ; ils ont très vite pris conscience de la nécessité de personnaliser leur grille. *« Au fur et à mesure que sont arrivées sur le câble les autres chaînes, Paris Première s'est précisée et spécialisée. Pour nous, il était inutile de diffuser, face à Planète, des documentaires et, face à Série Club, des séries »*, explique M. Michelin. *En revanche, il était indispensable de diversifier nos programmes, en couvrant notamment tous les genres de spectacles que propose la capitale, et d'humaniser nos émissions ».*

Elle est parvenue à cultiver l'esprit parisien sans jamais tomber dans le parisianisme

Pas assez conviviale à ses débuts, Paris Première a donc installé des talk-shows et des présentateurs – Alain Teulié (« Tout Paris »), Pierre Bouteiller (« Embouteillage »), Marie-Cristine Marek (« Paris Mode») – qui rendent plus chaleureuse son antenne. Il y a quatre ans, elle a également revu son habillage, jugé par beaucoup de téléspectateurs trop *« froid »* et trop *« technologique »*. *« Et surtout,* ajoute Alexandre Michelin, *on ne voyait pas Paris. Des voix, des images de rues parisiennes, des musiques (mélange d'accordéon et de nouveautés), des couleurs ont été ajoutées afin de rendre le « look » de la chaîne plus vivant et plus chaud. L'habillage s'est en fait allégé au fur et à mesure que se multipliaient les programmes. »*

De la diversité de ses programmes dépendait aussi celle de son public. Née de l'obligation légale qui astreint les câblos-opérateurs à installer un canal d'informations locales sur chaque site câblé, Paris Première est toujours parvenue à cultiver l'esprit parisien – et c'est là qu'elle a fait preuve de discernement – sans jamais tomber dans le parisianisme. Elle a également su axer sa grille sur l'actualité culturelle parisienne – sa mission – sans jamais bouder les autres villes du territoire national.

Aller à l'Opéra à Lyon, au théâtre à Marseille, Bordeaux, Lille ou Toulouse... est tout naturellement devenu, pour elle, une nécessité. Un peu comme ARTE, Paris Première satisfait une population qui, n'habitant pas la capitale, aime avoir un œil sur les spectacles qui s'y déroulent et les propos qu'on y échange dans les coulisses. Résultat : la chaîne parisienne doit aujourd'hui en grande partie son succès aux... provinciaux. En décembre 1994, Paris Première était disponible auprès de 1 011 722 foyers câblés, dont 462 203 en province, où la chaîne est aussi reçue par les 215 760 abonnés au bouquet de Canalsatellite.

Pas de doute : Paris Première séduit au-delà des frontières de la capitale. Et ses programmes de proximité sur une ville qui se nourrit de tous les genres et de toutes les tendances artistiques touchent des téléspectateurs dont le profil reste précis, quel que soit l'endroit où ils vivent. Ses magazines sur le théâtre, la mode, la décoration, la musique font en effet de Paris Première *« la chaîne la plus féminine et la plus familiale »*.

Mais, surtout, la retransmission de spectacles de variétés, d'opéras ou de concerts lui permet de séduire un auditoire à fort taux de cadres et de diplômés. C'est donc en partie pour satisfaire ce public exigeant que Paris Première tente de toujours s'améliorer. Il y a trois mois, elle a ouvert son antenne à un programme matinal, avec un journal d'informations de proximité (petites annonces, téléachat...), diffusé de 7 heures à 8 heures. En mars, la chaîne compte utiliser le son nicam (stéréo) pour les concerts importants.

En consacrant aujourd'hui 30 millions francs aux programmes et 20 millions de francs à la production, Paris Première peut, enfin, se targuer de produire 40 % de ce qu'elle diffuse. Un chiffre qui la distingue et l'honore dans un paysage audiovisuel où les chaînes ne brillent pas en matière d'investissement dans le domaine de la production.

Véronique Cauhapé

JEUDI 2 FÉVRIER

TF 1

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Côte Ouest.
16.15 Série : Le Miel et les Abeilles.
16.45 Club Dorothée.
17.55 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou ! Présenté par Christophe Dechavanne. Avec Liane Foly.
19.50 Le Bébête Show (et à 1.10).
20.00 Journal.
20.15 Face à la Une. Invité : Edouard Balladur. Suivi de : Tiercé, La Minute hippique et Météo.

21.15 Sport : Patinage artistique. Championnat d'Europe en direct de Dortmund, programme libre messieurs.
22.50 Magazine : Sans aucun doute. Avec Sophie Favier, Marie Lecoq, Mᵉ Didier Berges. Les sectes.
0.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
1.15 Journal et Météo.
1.30 Série : Les Aventures du jeune Patrick Pacard.
2.20 TF 1 nuit (et à 3.30, 4.10).
2.30 Programmes de nuit. Documentaire : Ernest Leardée ou le Roman de la biguine ; 3.40, Histoires naturelles (et à 5.05) ; 4.20 Musique.

FRANCE 2

13.45 INC.
13.50 Série : Dans la chaleur de la nuit.
15.25 Tiercé à Vincennes.
15.40 Variétés : La Chance aux chansons (et à 4.55).
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : Seconde B.
17.35 Série : Cooper et nous.
18.05 Série : La Fête à la maison.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne !
19.13 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel.
19.59 Journal et Météo.
20.25 Carnet de campagne.
20.55 Point route.

21.00 Magazine : Envoyé spécial. Les contrôleurs aériens ; 40 ans d'essais atomiques soviétiques.
22.45 ▶ Cinéma : Les Raisins de la colère. ■■■ Film américain de John Ford (1940). Avec Henry Fonda, Jane Darwell, John Carradine.
0.50 Journal, Météo et Journal des courses.
1.15 Le Cercle de minuit. Quand les artistes font de la littérature : Sapho (*Patio, opéra intime*) ; Judith Godrèche (*Point de côté*) ; Suzanne Prou (*L'Album de famille*) ; Musique : Khaled.
2.35 Programmes de nuit. Bas les masques (rediff.) ; 3.45, 24 heures d'info ; 4.10, Profession pilote ; 4.35, John ; 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

13.05 Magazine : Vincent à l'heure. Invité : Jean Marais.
14.45 Série : La croisière s'amuse.
15.35 Série : Magnum.
16.30 Sport : Patinage artistique. Championnat d'Europe en direct de Dortmund (Allemagne).
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Le Livre des crêpes*, de Catherine Merdy-Goasdoué.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal de la région. Invité : Henri Emmanuelli.
20.10 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.55 Cinéma : Une saison blanche et sèche. ■ Film américain d'Euzhan Palcy (1989).
22.45 Météo et Journal.
23.15 Documentaire : Les Dossiers de l'Histoire. Les secrets de la guerre secrète 39-45 : la guerre des cerveaux, de Jean-Marc Seban. *Les armes spéciales mises au point par les Allemands : radars, systèmes de guidage radios, fusées, atome... Vers la guerre scientifique.*
0.30 Magazine : L'Heure du golf.
1.00 Musique : Cadran lunaire. *Adagio et allegro*, de Schumann, par Christian Ivaldi, piano, Gérard Caussé, alto (15 min).

M 6

13.30 Téléfilm : Onassis, l'homme *le plus riche du monde* (1ʳᵉ partie). De Waris Hussein, avec Raul Julia, Jane Seymour.
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Rintintin Junior.
18.00 Série : Equalizer.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Raven.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Une nounou d'enfer.
20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. 1945 : Yalta, le partage du monde.

20.50 Cinéma : La Tribu. □ Film français d'Yves Boisset (1990).
22.35 Téléfilm : SOS Mutants. De Tommy Lee Wallace, avec Lisa Banes, Richard Beymer. *Des rescapés d'un amerrissage en catastrophe abordent dans une île inconnue et se trouvent confrontés à d'étranges phénomènes. Ils découvrent une ancienne base militaire qui semble être la source de leurs maux. Un téléfilm fantastique par l'auteur* d'Halloween 3.
0.00 Magazine : Fréquenstar (et à 3.25). Présenté par Laurent Boyer.
2.00 Rediffusions. Rock express ; 2.30, Chine impériale et millénaire ; 4.20, Jazz 6 ; 5.10, Culture pub ; 5.35, E = M 6.

CANAL +

13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Cinéma : Le Saint de Manhattan. □ Film américain de Tim Hunter (1992).
15.15 Documentaire : Gérard Philipe, un prince dans la foule. De Dominique Cazenave et Anne Andreu.
16.25 Cinéma : Fanfan la Tulipe. ■■ Film français de Christian-Jaque (1951).
18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Magazine : Zérorama.
19.55 Magazine : Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : La Lumière des étoiles mortes. ■ Film français de Charles Matton (1993).
22.20 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Bodyguard. ■ Film américain de Mick Jackson (1992). (v.o.).
0.35 Téléfilm : Chien et chat 3, la faute. De Marc Simenon.
2.05 Courts métrages : Amor, de José Torero Roberto (13 min) ; Les Mots de l'amour, de Vincent Ravalec (8 min) ; La Chambre, de Cédric Klapisch (3 min) ; Quelque chose de différent, de B. Rolland (26 min) ; Tableau d'amour, de Bériou (5 min).

LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défi. Travail de nuit.
14.00 Le Temps des cathédrales. De Roger Stéphane. 6. Les nations s'affirment.
15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours ; Inventer demain ; Allô la Terre ; Ma souris bien-aimée ; L'Œuf de Colomb ; Cinq sur cinq (rediff.) ; Langue : espagnol et anglais.
17.30 ▶ Les Enfants de John.
18.00 Les Grands Châteaux d'Europe. Glamis.
18.30 Le Monde des animaux. La Mésange.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti. L'Europe dans toutes ses couleurs. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach.
19.35 Documentaire : L'Ombre du chasseur. De Gueorgui Balabanov.
20.27 Album couleurs. Les Roses magiques (France, 1906), de Segundo de Chomon, production : Pathé Frères, couleur : pochoir. *Premiers films « coloriés » de l'histoire du cinéma.*
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : Du sommet de l'Olympe. Regards sur la Grèce hivernale. Soirée proposée par Reinhart Lohmann.
20.41 Entretien avec Vassili Vassilikos. (et à 21.30, 22.00, 22.30).
20.45 Documentaire : Via Egnatia, une issue possible. De Reinhart Lohmann.
21.40 Documentaire : Réflexions d'Athènes. D'Antonis Kokkinos.
22.10 Documentaire : Pluie d'écus sur un barrage. D'Otto Wilfert.
22.35 Cinéma : Ils sont venus de la neige. ■ Film grec de Sotiris Goritsas (1993) (v.o.).
0.05 Documentaire : Iannis Xenakis, la chose. De mark Kidel (60 min.).

CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Découverte. Rediff. de la télévision canadienne. Vaches folles ; Chapelle des Ursulines. 20 30 Tell Quel. Rediff. de la TSR. Gagner moins ou partir. 21.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 21.40 La Marche du siècle. Rediff. de France 3 du 18 janvier. 23.10 Viva. 0.00 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).
PLANÈTE 19.35 Alaskan Mushers. De Nicolas Gabriel. 20.05 BD : Hugh ! Les Indiens. De Christophe Heili. 20.35 Force brute. De Robert Kirk. 25. Armées expérimentales. 21.20 Naissance d'un bateau. De Frédéric Variot. 22.20 ▶ Andreotti et les parrains. De Jane Ryder. 23.15 Chronique des hauts plateaux. De Christophe de Ponfilly. 0.10 Le Bout de la route. De Gérard Glatz et Jean-Pierre Moutier. 0.55 L'Epopée du rail. De Peter Grimsdale. 5. La conquête de l'Ouest (55 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.35). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.10). 19.45 Dessins animés. 20.00 Ecran total (et 22.55). 21.00 Le Chant du Missouri. ■■ Film américain de Vincente Minnelli (1944, v.o.). 23.20 Brahms. Concert enregistré au Royal Concert Hall de Leipzig. Dir. Kurt Masur. Symphonie nº1 en ut Majeur. 0.45 Documentaire : Daniel Humair. De Michel Dieuzaide (55 min).
CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. A 17.55, C'est comme moi ; à 18.00, Monsieur Bogus ; à 18.20, Tip top clip ; à 18.25, Fantômette ; à 18.55, Jeux vidéo ; à 19.00, Graine de champion ; à 19.15, Jeux vidéo ; à 19.20, Rébus. 19.30 Série : Océane (30 min).
CANAL JIMMY 20.00 La Maison des Bories. ■■ Film français de Jacques Doniol-Valcroze (1970). 21.35 Série : Seinfeld. L'enregistrement. 22.00 Road Test. 22.20 Chronique du front. 22.25 22ᵉ American Music Awards. En direct (185 min).
SÉRIE CLUB 19.15 Série : Super Jaimie. 20.05 Série : Les Années coup de cœur. 20.30 Série : Le Temps des copains. 20.45 Série : Joëlle Mazart (et 0.00). 21.35 Série : Berlin antigang. 22.25 Série : Spécial Equalizer. Piège pour un espion. 0.55 Série : Le Saint. Le champion (50 min).
MCM 20.00 MCM découvertes (et 20.40). 20.10 MCM Mag (et 0.00). 21.00 Autour du groove. 21.30 MCM Rock Legends. U2. 23.00 Blah-Blah Groove. 23.30 Radio Mag. 0.30 Blah-Blah Métal (30 min).
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End ? (120 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00 Patinage artistique. En direct de Dortmund (Allemagne). Championnats d'Europe : programme libre messieurs. 22.00 Basket-ball. En différé d'Istanbul (Turquie). Championnat d'Europe des clubs (Poules huitième de finale, quatrième journée retour) : Efes Pilsen Istanbul-CSP Limoges. 0.00 Golf. 1.00 Eurosportnews (30 min).
CINÉ CINÉFIL 19.00 Winter Time. ■ Film américain de John Brahm (1943, N., v.o.). 20.30 Les Trois Mousquetaires. ■ Film français d'Henri Diamant-Berger (1/2) (1932, N.). 21.55 Tarzan et sa compagne. ■ Film américain de Jack Conway et Cedric Gibbons (1934, N.). 23.30 La nuit est mon royaume. ■ Film français de Georges Lacombe (1951, N., 105 min).
CINÉ CINÉMAS 18.45 Théâtre de sang. ■ Film britannique de Douglas Hickox (1973, v.o.). 20.30 ▶ Le Brigand bien-aimé. ■■ Film américain de Henry King (1939). 22.10 La Bonne Année. ■■ Film français de Claude Lelouch (1973). 0.05 La vie est un roman. ■■ Film français d'Alain Resnais (1983).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Jean-Noël Pancrazi (Madame Arnoul). 19.30 Perspectives scientifiques. La reproduction dans le monde végétal. 4. Reproduction des cryptogames et reproduction sans sexualité. Avec Alain Couté. 20.00 Le Rythme et la Raison. L'inspiration populaire chez Gustav Mahler. 4. Mahler et la ballade. 20.30 Fiction. Viviane Nortier (Pour mon bonheur). 21.32 Profils perdus. Jean Prouvé (1). 22.40 Les Nuits magnétiques. Grandir! Avec Denis Lavant. 0.05 Du jour au lendemain. Lucien Israël (Le Désir à l'œil). 0.50 Coda. Rudolf Firkusny (4).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. 20.00 Concert. Donné le 7 décembre 1994 en l'église Saint-Louis des Invalides, par le Concert spirituel, dir. Hervé Niquet : Motets, de Lully. 22.00 Soliste. Leonid Kogan, piano. Concerto pour deux violons et orchestre BWV 1043, de Bach, par l'Ensemble de solistes de l'Orchestre symphonique de la Radio de l'URSS, Pavel Kogan, violon ; Tzigane, de Ravel, par l'Orchestre symphonique de l'URSS, dir. Zdenek Chalabala. 22.30 Musique pluriel. Concerto pour hautbois et orchestre, de Harman, par l'Orchestre CBC de Vancouver, dir. Mario Bernardi, Lawrence Cherney, hautbois : Ballet Abyssin, de Letort, par le Bruno Letort-Orkestra. 23.07 Ainsi la nuit. Trio pour piano, violon, violoncelle, de Beethoven, par Wilhelm Kempff, piano, Henryk Szeryng, violon et Pierre Fournier, violoncelle ; Trio pour piano, clarinette et violoncelle, de Brahms, par Karl Leister, clarinette, Georg Donderer, violoncelle, et Christoph Eschenbach, piano. 0.00 Tapage nocturne. Concert donné le 31 janvier 1995 dans le cadre de Présences 95 : Epiphonies pour bande, de Racot.

Les interventions à la radio

RMC, 18 h 30 : Alain Madelin (« Forum RMC-*L'Express* »).
O'FM, 99.9, 19 heures : Charles Millon *« Grand'O » (« O'FM-La Croix »).*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.



Les forcenés du dictionnaire

« Les chiffres et les lettres » est la plus vieille émission de la télévision française. Ses finalistes s'entraînent jusqu'à cinq heures par semaine pour des gains très modestes

MONACO
de notre envoyée spéciale

A droite, Henri Duriez, immobile et attentif ; à gauche, Alain Théron, agité et transpirant. La partie va être rude. Alain Théron, qui a remporté la veille la première manche de la demi-finale des « Chiffres et des lettres », se bat pour rester en tête. Henri Duriez, lui, n'a plus rien à perdre, neuf points les séparent. Implacables, les lettres tombent par neuf : « Beberinod », « Denamanej » et « Pesnaatpe ». Impassible, Henri Duriez, en moins de quarante secondes, tape chacune des réponses sur son ordinateur : « Débobiner », « Anapeste » et « Mandéen ».

La remontée d'Henri est spectaculaire, il talonne Alain, qui, faisant de grands gestes avec les bras, transpire de plus en plus. Sur le plateau, Yvette Plailly et Laurent Romejko sont tout sourire pendant que les préposés au dictionnaire, Bernard Renard et Arielle Boulin-Prat, vérifient le bien-fondé des réponses. « Anapeste » existe bien et signifie *« pied d'un vers grec ou latin composé de deux syllabes brèves et d'une longue »*, tandis que mandéen se rapporte à une *« secte du début de l'ère chrétienne parlant l'araméen »*. Henri, modeste, ne bronche pas sous les compliments. Maintenant, les chiffres : « 10-6-6-3-3-9 », et obtenir par n'importe quelle opération le résultat suivant : « 666 ».

Dans la grande salle du Musée océanographique de Monaco, une centaine de personnes applaudissent, pour la plupart des retraités qui, crayon à la main, jouent en même temps que les candidats. Réservés et studieux, ils ne font aucun signe aux caméras, même s'ils sont contents de s'apercevoir en direct sur le petit écran.



« PAS FAIT POUR L'ÉCOLE »

Au premier rang, nerveux, Jean-Michel Senlis et Laurent Duchaine, les demi-finalistes du lendemain, soupèsent leurs chances de gagner en finale contre Théron. Tous, cependant, sont un peu déçus, aucune vedette dans la salle. Il y a longtemps que la famille princière ne vient plus. Et, cette année, Armand Jammot, le père fondateur de l'émission, est retenu à Paris en raison d'un deuil familial.

C'est pourtant un sacré anniversaire, la vingtième édition des épreuves de la coupe des champions qui opposent les meilleurs joueurs de l'année. Vingt ans que des millions de Français assistent en direct à la plus vieille émission de télévision, créée en 1965 et remaniée en 1972. Un phénomène social qui a suscité en France, en Suisse et en Belgique quelque deux cents clubs où l'on joue entre amis, sans parler des tournois interrégionaux. Si l'émission paraît désormais un peu vieillie aux yeux des Français, elle reprend un coup de jeune en Espagne et en Grande-Bretagne, où des chaînes ont racheté les droits.

Mais qu'est-ce qui fait courir les joueurs ? *« Certainement pas l'appât du gain. Ça fait dix ans que je joue, j'ai gagné dix fois et je ne touche toujours que 500 francs*, explique Alain Théron, élagueur à Tarbes. *J'ai joué parce que j'étais chômeur et que ça m'occupait. Je n'ai pas été plus loin que la troisième au collège, mais l'émission m'a intéressé alors je me suis entraîné au club. Je me moque des sous, je viens pour la semaine à Monaco, aux frais de la princesse... »*

Henri Duriez, jardinier à Bayonne, écoute et parle peu. C'est son frère qui explique : *« Henri, il était pas fait pour l'école, mais à vingt ans, on lui a offert un dictionnaire, il l'a appris par cœur. Il lit très vite et a une mémoire incroyable. »*

Alain Théron renchérit : *« Le dico, ça, faut l'apprendre ! Mais je n'ai pas toujours le temps de lire les définitions. »* Laurent Duchaine, instituteur dans les Landes, est l'intellectuel de la bande avec sa licence de mathématiques. Il joue par plaisir, s'entraîne cinq heures par semaine au club ou chez lui.

Se rencontrant souvent lors des tournois inter-clubs, les joueurs se connaissent bien, mais nul ne se risque à un pronostic pour la finale. Seul Laurent Duchaine plaisante : *« Il me faut gagner, sinon je vais me faire huer par mes élèves. »*

Armelle Cressard

★ France 2 à 16 h 40.

Humanitaire, scrogneugneu

par Daniel Schneidermann

De quoi était-il question, dans la nouvelle *émission humanitaire* de TF 1 ? Des inondations. Et des sans-logis. Et des petites filles cambodgiennes qui doivent venir se faire opérer à cœur ouvert en France. Et des frères et sœurs séparés par la DDASS. Et de la prostitution enfantine aux Philippines, avec un reportage caméra cachée – *« Quel âge, celle-ci ? – Douze ans – Que fait-elle ? – Seulement des caresses ; cette autre de treize ans, par contre... »* Puis on revenait aux inondations. Et retour aux sans-logis. Et, à l'heure qu'il est, combien avons-nous reçu d'appels pour les frères et sœurs séparés ? Tiens, encore un duplex avec vous, Laurent Cabrol, qui êtes à Charleville-Mézières. Je vous interromps, nous venons de recevoir encore un appel. On nous offre un appareil médical très sophistiqué...

Jean-Pierre Pernaut jonglait avec les causes, les promesses, les propositions, les défis, le concret. L'urgence était partout, dans tous les coins. Et, à force de jongler, il s'emmêlait, et nous avec lui. Les SDF semblaient engloutis par les inondations. Les petites filles opérées à cœur ouvert ressemblaient comme des sœurs aux petites prostituées philippines. Pendant qu'on nous parlait des fratries séparées s'inscrivait sur l'écran le nombre d'appels reçus à SVP pour les inondations. Si la logistique de TF 1 fonctionne aussi bien que l'organisation de l'émission, dès lundi matin, la petite Cambodgienne peut s'attendre à recevoir un semi-remorque plein de bottes, et les SDF vont crouler sous les motopompes.

Jean-Pierre Pernaut, pour sa défense, était fort occupé. Une tâche essentielle le mobilisait : éviter que l'émission ne sorte de ses rails. Qu'elle ne dévie vers les régions maudites de la politique. Humanitaire elle était, humanitaire elle devait rester, scrogneugneu. Le premier insolent fut le maire de Charleville-Mézières, en duplex de sa ville inondée. Le maire venait de recevoir, la veille, la visite du premier ministre. Le maire, dépité : *« Il nous a dit qu'il nous aimait bien... »* De Paris, Pernaut bondit aussitôt sur l'ingrat : *« Le premier ministre vous a aussi donné cinq cent mille francs ! »* Il ne s'agissait pas qu'il fût affirmé sur TF 1 que le premier ministre avait survolé Charleville-Mézières les mains vides.

Quelques minutes plus tard, on parlait logement. Un monsieur avança qu'une des solutions consistait à... construire des logements. Pernaut : *« Ce n'est pas le problème de ce soir. On veut être concrets. Le défi de ce soir, c'est l'aménagement des centres d'accueil de jour de votre association. »* L'émission sur le logement, Pernaut promit qu'on l'organiserait. Un autre jour. Protestations du monsieur : l'aménagement des centres d'accueil de jour est certes important, mais ne résoudra en rien... Pernaut : *« Êtes-vous en train de dire que notre défi de ce soir ne sert à rien ? » « On ne parle pas des élections ! »*, aboya encore le présentateur, trois minutes plus tard, alors que personne n'avait évoqué la question. Il venait d'inventer en direct une nouvelle spécialité : le caporalisme humanitaire.

VENDREDI 3 FÉVRIER

TF 1

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Côte Ouest.
16.15 Série : Le Miel et les Abeilles.
16.45 Club Dorothée.
17.55 Sport : Patinage artistique. Championnat d'Europe à Dortmund, programme technique dames.
18.54 Magazine : Coucou ! Présenté par Christophe Dechavanne. *Invité : Courtemanche.*
19.50 Le Bébête Show (et à 0.30).
20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.

20.45 Téléfilm : Un papa sur mesure. De Michael Miller, avec Patrick Duffy.
OU :
20.45 Sport : Football. 1/16e de finale de la Coupe de France.
22.30 Magazine : Tout est possible. Invitée : Victoria Abril.
23.40 Série : Agence tous risques.
0.35 Journal et Météo.
0.50 Jeu : Millionnaire.
1.20 TF 1 nuit (et à 2.20, 3.25, 4.00, 4.35).
1.30 Programmes de nuit. Les Aventures du jeune Patrick Pacard (4/6) ; 2.30, Histoires naturelles (et à 5.05) ; 3.35, Côté cœur ; 4.10, Mésaventures ; 4.45, Musique.

FRANCE 2

13.50 Série : Dans la chaleur de la nuit.
15.35 Variétés : La Chance aux chansons (et à 4.55).
16.40 Des chiffres et des lettres. 20e coupe des champions.
17.45 Série : Cooper et nous.
18.10 Série : La Fête à la maison.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.30).
19.13 Flash d'informations.
19.15 Magazine : Studio Gabriel. Invitée : Chantal Gallia.
19.50 L'Image du jour : America Cup.
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.50 Sport : Patinage artistique. Championnat d'Europe à Dortmund (Allemagne) : programme libre danse.
22.30 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invités : Laurent Terzieff, Tamara Nijinski, Claude Roy, Jacques Lacarrière.
23.35 Variétés : Taratata. Emission présentée par Nagui. Invité : Tonton David. Avec Lenny McDaniel, Mano Solo, Dominique Faruggia.
0.45 Journal, Météo et Journal des courses.
1.15 Programmes de nuit. Envoyé spécial (rediff.) ; 2.40, Papy Pole ; 4.25, Chutes d'Atlas ; 5.55, Dessin animé.

FRANCE 3

13.05 Magazine : Vincent à l'heure.
14.45 Série : La croisière s'amuse.
15.35 Série : Magnum.
16.30 Les Minikeums.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Horologium 1, l'homme sans clef*, de Fabrice Lebeault.
18.55 Le 19-20 de l'information. Invité : Raymond Barre. A 19.09, Journal de la région.
20.10 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 INC.

20.50 Magazine : Thalassa. Marchands de poison, de Jean-Marie Hosatte. *Pour débarrasser les pays développés des déchets toxiques que génère la fabrication des produits industriels, des hommes se chargent de les faire disparaître, avec une discrétion absolue et moyenant des millions de dollars.*
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Courtemanche. Pérou : le sel des dieux ; France : les moissons de la Dombes ; Inde : le gourou Hanuman.
22.50 Météo et Journal.
23.20 Sport : Tennis. Coupe Davis en direct de Floride (Etats-Unis) : les deux premiers simples du premier tour France-Etats-Unis.

M 6

13.30 Téléfilm : Onassis, l'homme le plus riche du monde (2e partie). De Waris Hussein, avec Raul Julia, Jane Seymour.
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Equalizer.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Raven.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Magazine : Vu par Laurent Boyer. L'actualité des spectacles.
20.05 Série : Une nounou d'enfer.
20.35 Magazine : Capital. Présenté par Emmanuel Chain.

20.45 Téléfilm : Acte de vengeance. De Jud Taylor, avec Donna Mills, John Getz.
22.30 Série : Mission impossible, vingt ans après.
23.25 Magazine : Sexy Zap.
23.55 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. La Dynamo vivante.
2.30 Rediffusions. Fréquenstar ; 3.25, Sport et découverte (1) ; 4.20, Portrait des passions françaises (L'indifférence) ; 4.45, Les Seychelles ; 5.40, E = M 6 ; 6.05, Culture pub.

CANAL +

17.35 Magazine : L'Œil du cyclone (rediff.).
18.00 Canaille peluche.

EN CLAIR JUSQU'À 20.35

18.30 Ça cartoon.
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Jorge Semprun.
19.20 Magazine : Zérorama.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Téléfilm : Meurtre dans l'oubli. De Michael Winterbottom.
22.15 Documentaire : Les Grands Crimes du XXe siècle. Haigh, tueur à l'acide, de Philip Nugus.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Surprises.
23.00 Cinéma : Dracula. ■■ Film américain de Francis Ford Coppola (1992).
1.05 Cinéma : Les Survivants. ■ Film américain de Frank Marshall (1992).
3.05 Court métrage : The Salesman. De Hannah Weyer.
3.30 Cinéma : Les Grandes Manœuvres. ■■■ *Film français* de René Clair (1955).
5.15 Cinéma : Fanfan la Tulipe. ■■ Film français de Christian-Jaque (1951).
6.50 Court métrage : La reine dormait. De Jérôme Saunier (9 min).

LA CINQUIÈME

13.30 Magazine : Défi. Retraite en douce.
14.00 L'Age de la découverte. Christophe Colomb. 7. Sur les traces de Christophe Colomb (rediff.).
15.45 Les Écrans du savoir. Au fil des jours ; Inventer demain ; Allô la Terre ; C'est notre tour : Les Grandes Inventions ; Question de temps : Langue : espagnol et anglais (rediff.).
17.30 ▶ Les Enfants de John.
18.00 Le Corps humain. Poumons et respiration.
18.30 Le Monde des animaux.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach. L'Europe dans toutes ses couleurs.
19.30 Documentaire : Les Cavaliers de la mort. Les Huns déferlent sur l'Europe, de Jens-Peter Behrend et Eike Schmitz.
20.10 Documentaire : Les Ours blancs au Canada. D'Andreas Kieling.
20.27 Album couleurs. Square Dance (The Great Train Robbery, USA, 1903), de E. S. Porter, production : Edison, couleurs : pinceau. *Les premiers films en couleurs de l'histoire du cinéma.*
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Maria la maléfique. De Tom Tykwer, avec Nina Petri, Katja Studt.
22.25 Magazine : Archimède. Médecine et reproduction ; Portrait : Eberhard Nieschlag ; Un gène de la féminité.
23.20 ▶ Cinéma : Le Bonheur juif. ■■ Film soviétique d'Alexander Granovski (1925) (N., muet).
1.00 Documentaire : Ce n'était pas un jeu, c'était la vie. A propos du film *Le Bonheur juif* (15 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 L'hebdo. Rediff. de la RTBF. Amercœur ; Et Dieu créa les Serbes. 21.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 21.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 20 janvier. Invité : Stephan Eicher. 22.50 Savoir plus santé. Rediff. de France 2 du 21 janvier. La maison de tous les dangers. 23.50 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).
PLANÈTE 19.00 Leclerc le libérateur. De *Jean-Christophe Rosé. 20.30 Alaskan* Mushers. De Nicolas Gabriel. 21.00 Les îles aux trésors. De Jean Euden. 7. Les trésors de Tuamotu. 21.25 Force brute. De Robert Kirk. 25. Armées expérimentales. 22.15 Naissance d'un bateau. De Frédéric Variot. 23.10 ▶ Andreotti et les parrains. De Jane Ryder. 0.05 Chronique des hauts plateaux. De Christophe de Ponfilly (60 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 23.50). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 23.25). 19.45 Dessins animés. 20.00 Musiques en scènes. 21.00 Embouteillage. Depuis le Niel's. 22.00 Musiques en scènes. 22.30 Documentaire : Broadway Made in France. De François Roussillon. 0.05 Jean-Edern's Club. 0.55 Aux arts et caetera (30 min).
CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino. A 17.55, C'est comme moi ; à 18.00, Monsieur Bogus ; à 18.20, Futé-rusé ; à 18.25, Fantômette ; à 18.55, Tip top clip ; à 19.00, Bêtes pas bêtes ; à 19.15, Tip top clip ; à 19.20, Rébus. 19.30 Série : Océane (30 min).
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : Glenda Jackson. 20.25 Série : Les Envahisseurs. 21.20 Série : Le Frelon vert. 21.50 Le meilleur du pire. 22.15 Chronique moscovite. 22.20 Série : Dream On. 22.45 Série : Seinfeld. L'enregistrement. 23.10 *Top Bab. 23.50 La Semaine sur Jimmy.* 0.00 Série : New York Police Blues. 0.50 Série : Les Chevaliers du ciel (30 min).
SÉRIE CLUB 19.15 Série : Super Jaimie. 20.05 Série : Les Années coup de cœur. 20.30 Série : Le Temps des copains. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 0.50). Une femme résolue. 22.20 Le club. 22.25 Série : Code Quantum. Téléfilm pilote de la série. 0.00 Série : Nic Mancuso, les dossiers secrets du FBI (50 min).
MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.00 L'éclipse avec Heliogabale. 20.10 MCM Mag. 20.40 MCM découvertes. 21.00 L'invité de marque. Bernard Lavilliers. 21.30 Autour du groove. 22.30 MCM Dance club (120 min).
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 *Beavis and Butt-Head.* 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 Party Zone (120 min).
EUROSPORT 19.45 Eurosportnews (et à 1.00). 20.15 Patinage artistique. En direct de Dortmund (Allemagne). Championnats d'Europe : programme libre danse. 22.00 Boxe. Jésus Sanabria (Mexique)-Marco Barbera (Mexique). 23.00 Catch. (Rediff.) 0.00 International Motorsport. 1.00 Eurosportnews (30 min).
CINÉ CINÉFIL 18.40 La nuit est mon royaume. ■ Film français de Georges Lacombe *(1951, N.). 20.30 L'Armoire volante.* ■■ Film français de Carlo Rim (1948, N.). 22.05 Accusé, levez-vous. ■ Film britannique de Basil Dearden (1962, N., v.o.). 23.40 L'Esclave aux mains d'or. ■■ Film américain de Rouben Mamoulian (1939, N., v.o.).
CINÉ CINÉMAS 18.35 Téléfilm : Rendez-vous à Fairborough. De Herbert Wise avec *Robert Mitchum (90 min). 21.00 Family Business.* ■ Film américain de Sidney Lumet (1989). 22.50 Le Lieu du crime. ■■ Film français d'André Téchiné (1985). 0.20 La Grande Traque. □ Film américain de Richard Heffron (1975).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Les écrits de Charlotte Delbo. Avec Geneviève de Gaulle-Anthonioz et Marie-Claude Vaillant-*Couturier.*
19.30 Perspectives scientifiques. Ethique médicale et prison. 20.00 Le Rythme et la Raison. L'inspiration populaire par Gustav Mahler. 5. Mahler et l'enfance. 20.30 Radio archives. Radio Cinoche. 1. Renoir à Hollywood. 21.32 Musique : Black and Blue. Tout le blues. Avec Philippe Bas-Raberin. 22.40 Les Nuits magnétiques. Petites ondes. Avec Anne Borel, Jacques Hassoun, Selim Nassib, *Paule* Charles-Dominique, *Raoul Barbosa.* 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Coda. Rudolf Firkusny (5).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 *Domaine privé.* Gérard Courchelle, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand. Emis de la Mitteldeutscher Rundfunk et transmis simultanément sur Saarländischer Rundfunk et Hessischer Rundfunk. Concert donné le 23 janvier 1995 au nouveau Gewandhaus de Leipzig, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la MDR, dir. Krzystof Penderecki, avec Venceslava Hruba-Freiberger, soprano, Rosemarie Lang, alto, Peter Dvorsky, ténor, Piotr Novacki, basse : Stabat Mater, de Penderecki ; *Stabat Mater,* de Dvorak. 22.30 *Musique pluriel.* Œuvre de Kyburz. 23.07 Ainsi la nuit. Quintette pour clarinette et cordes K 581, de Mozart, par le Quatuor Amadeus ; Impromptu pour piano D 935, de Schubert, par Alfred Brendel, piano. *0.00 Jazz* club. En direct du New Morning. Paul Motian, batterie, Joe Lovano, saxophone, et Bill Frisell, guitare.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Le Monde

LE MONDE / VENDREDI 3 FÉVRIER 1995

Le prix Rushdie

Par Pierre Georges

À DÉFAUT de pouvoir le passer par les armes, on le passera par les lettres. Les autorités iraniennes ont décidé la création d'un concours littéraire très particulier : le prix de la meilleure nouvelle racontant *« l'existence angoissée »* de Salman Rushdie.

Ce prix sera ouvert à tous ceux et à toutes celles qui se sentiraient vocation et talent à raconter au mieux *« l'existence d'angoisse et d'horreur »* de l'écrivain. Le Jury, composé de membres de l'Organisation de la propagande islamique (IPO), organisatrice de l'épreuve, délibérera souverainement le 5 juin. L'heureux lauréat de ce premier prix Rushdie recevra dix pièces d'or, ses dix talents en somme, et un certificat d'honneur pour récompenser son chef-d'œuvre d'imagination. Et les dix meilleurs récits seront primés également et publiés pour l'édification des masses.

Voilà, tout est dit. Braves gens de Téhéran, à vos plumes, et tâchez d'avoir la bassesse féconde pour imaginer au mieux ce que peut être la vie du proscrit, ses peurs, ses angoisses. Certes, l'œuvre de fiction ne rattrapera jamais la réalité. Nul mieux que Rushdie ne saurait dire ce que Rushdie vit. Mais on doute qu'il soit autorisé à concourir à ce prix à courre.

Alors, deux remarques. A Téhéran, d'évidence, les mots valent, à l'argus de la terreur, moins que les balles. Dix pièces d'or, environ 8 000 francs, pour imaginer et décrire le calvaire d'un homme. Dix millions de francs pour l'abattre, car telle reste la somme promise pour la tête du condamné. C'est à décourager les vocations littéraires. Seconde remarque : si les autorités s'ingénient ainsi à ranimer en permanence la flamme sous le bûcher de mots, c'est sans doute que cette flamme vacille parfois. L'invention de ce prix pour le 16e anniversaire de la révolution islamique n'est pas que souci de compléter l'arsenal, d'ajouter un concours à l'autre, comme ce prix attribué chaque année à la meilleure caricature anti-Rushdie, lors de la Foire internationale du livre de Téhéran.

Elle est aussi un clair avertissement à tous ceux qui seraient tentés d'écrire autrement que l'écriture officielle. Elle est une précaution contre la déviance littéraire, une digue sans cesse consolidée contre le bouillonnement des idées. Elle est une fin de non-recevoir à toute aspiration de libéralisation culturelle. Elle est, en somme, une manière de remettre tous les écrivains iraniens dans les clous de la pensée. De gré ou de force !

On n'est jamais assez prudent avec les écrivains, des Rushdie en puissance. Comme on n'est jamais assez vigilants avec les journalistes ! Une deuxième dépêche de Téhéran, mercredi, faisait état d'une pétition adressée par cinq cents confrères iraniens aux pouvoirs publics. Les journalistes n'en peuvent plus d'exercer un métier *« dur et dangereux »*, de vivre dans *« un stress permanent »*. Car, précise la pétition, *« le nombre de journalistes tués, blessés, emprisonnés ou victimes de restrictions professionnelles est très élevé »*. Sans autre détail. Mais ces mots, mieux que tout, disent en quel enfermement sont tenues les idées.

La mort du « cavalier seul »

André Frossard, le billettiste du « Figaro », est décédé le 2 février

PAMPHLÉTAIRE DE TALENT, André Frossard se distinguait de la plupart de ses contemporains par un détail : il avait deux dates de naissance déclarées. Pour l'état civil, le billettiste du *Figaro* était né le 14 janvier 1915 à Colombier-Châtelot (Doubs). Mais, à l'en croire, il avait véritablement vu le jour à Paris, vingt ans plus tard, le 8 juillet 1935, à 17 h 15 précises.

Cet après-midi-là, un jeune agnostique pénètre nonchalamment dans une chapelle de la rue d'Ulm pour retrouver un ami. Soudain, son regard se fixe sur un cierge allumé. Il est aveuglé par un *« cristal indestructible, d'une transparence infinie, d'une luminosité insoutenable et plutôt bleue »*. Dieu existe, André Frossard vient de Le rencontrer...

Son aventure évoque naturellement celle de Claudel, saisi par une révélation similaire, le 25 décembre 1886, à Notre-Dame de Paris. Mais pour l'auteur du *Soulier de satin*, chrétien de naissance, la « rencontre avec Dieu » pouvait ressembler à des retrouvailles, alors que pour le fils de Ludovic-Oscar Frossard, qui a été le premier secrétaire général du Parti communiste français, c'est une totale nouveauté. *« Entré là sceptique et athée d'extrême gauche, je suis ressorti quelques minutes plus tard catholique, apostolique et romain »*, expliquera-t-il en 1968 dans son best-seller *Dieu existe, je l'ai rencontré*. Ce qui permettra plus tard à ce converti de récuser, par une pirouette, le qualificatif de catholique traditionaliste : *« Comment le serais-je ? A quelle tradition voulez-vous que j'appartienne ? »*

André Frossard a toujours rêvé devant une feuille blanche. D'abord, en s'essayant au dessin, à l'Ecole des arts décoratifs. Puis, comme journaliste dans la grande presse où l'introduit son père – onze fois ministre de la IIIe République, après avoir démissionné du PCF –, désespérant de faire de ce garçon insaisissable un militant.

Quelques années plus tard, il s'engage pourtant résolument dans la Résistance. La Gestapo, qui l'arrête en 1943, ignore-t-elle que ce journaliste a une grand-mère juive ? Enfermé huit mois à la prison de Montluc, André Frossard assiste à d'indicibles tortures. Il racontera cette période abominable dans *La Maison des otages*, puis l'évoquera en termes saisissants, lors du procès de Klaus Barbie. *« Nous étions tous là comme des morts en sursis, avec même l'impression d'être déjà des cadavres. C'est là que l'on prenait la presque totalité des otages. C'est là que j'ai commencé à voir de qu'était un crime contre l'humanité... »* Le souvenir de la sinistre « baraque aux juifs » hantera ses nuits pendant des années.

A la Libération, André Frossard travaille à l'hebdomadaire catholique *Temps présent*, en deviendra le rédacteur en chef, puis donnera un billet quotidien à *L'Aurore*. Un article sur de Gaulle, qu'il présente comme un *« Napoléon à l'envers »*, lui vaut en 1946 une convocation du général – et deux heures de conversation à bâtons rompus. Définitivement conquis, le journaliste adhère au gaullisme. Il n'en sortira plus.

Bien plus tard, au cours d'une autre conversation avec de Gaulle, devenu président de la République, André Frossard lui fera une suggestion : plutôt que de mobiliser tous les jeunes gens sous les drapeaux, pourquoi ne pas mettre certains d'entre eux au service du tiers-monde ? L'idée est, paraît-il, acceptée sur-le-champ. Ce sera la coopération.

Passant de *L'Aurore* au *Figaro* en 1963, André Frossard devient le *« cavalier seul »*, galopant en première page pour planter ses banderilles. Le billettiste a le don de souligner l'absurdité d'un raisonnement en prolongeant sa logique jusqu'au bout. Il en abuse parfois. Mais comment ne pas se répéter de temps en temps quand on prend la plume chaque matin ? Tout dire en vingt lignes, avec humour, n'est pas à la portée de n'importe qui. Le *« cavalier seul »* passe pour bougon, sinon bourru, cultivant habilement son personnage de pince-sans-rire. Sa plume griffe et sait faire mal. Il se défend d'être méchant, avec des justifications élégantes et compliquées, un peu à la manière de Mauriac, qui égratignait chrétiennement avant lui dans *Le Figaro*.

Tout dire en vingt lignes, avec humour, n'est pas à la portée de n'importe qui.

André Frossard se sent en symbiose avec la plupart de ses lecteurs. La politique, affirme-t-il, n'y est pour rien. *« C'est l'esprit religieux et moral qui fait le lien. »* Cela ne l'empêche pas, au printemps de 1980, de quitter *Le Figaro* – déclarant que sa liberté d'expression n'y est plus garantie – pour aller proposer ses services au *Matin*. Bien mal lui en prend ! Les rédacteurs de ce journal de gauche s'y opposent, font même une grève de vingt-quatre heures, obligeant le billettiste à reprendre sa chevauchée solitaire au *Figaro* de M. Hersant.

André Frossard, qui a été un éphémère candidat à la députation dans le Lot, affirme détester la politique. Il l'accuse de tout salir et de... mener au pouvoir. S'il se proclame gaulliste, sous la Ve République, c'est parce que de Gaulle, selon lui, *« a introduit le spirituel en politique »*. Et c'est l'*« inspiration purement spirituelle »* de mai 1968 qui aurait séduit le billettiste du *Figaro* dans ce mouvement contestataire. Au point de passer presque pour soixante-huitard, aux côtés de Maurice Clavel, gaulliste comme lui et, comme lui, intime de Dieu. Plus tard, il commentera : *« Je dois être le seul journaliste à m'être fait une réputation de droite en publiant des papiers de gauche. »*

Les « petites phrases » d'André Frossard sont légion. On peut citer, pour le plaisir, ce raccourci sur la Libération : *« De Gaulle prit les communistes avec lui pour plusieurs raisons. La première était qu'il ne pouvait faire autrement, ce qui enlève beaucoup de leur intérêt aux autres. »*

Au talent d'écriture s'ajoutera ce petit air de supériorité du converti qui oppose aux recherches et aux tâtonnements de certains chrétiens sa connaissance « expérimentale » de Dieu. Un Dieu à contre-courant, faisant irruption dans un catholicisme moderne qui est dominé plutôt par la personne de Jésus. Que de piques le *« cavalier seul »* n'enverra-t-il aux innovateurs de l'Eglise ! *« La crosse des évêques, enroulée en point d'interrogation, n'est plus qu'un symbole de perplexité dogmatique »*, écrit-il en 1988. Cela lui vaut une polémique publique avec plusieurs membres de la hiérarchie catholique française. Il revient à la charge : *« Nos clercs cherchent tout le temps à se faire pardonner de croire en Dieu. »*

Le billettiste du *Figaro* s'affirme résolument *« papiste »* après l'élection de Jean Paul II. Ce pape venu de l'Est devient pour lui un *« ami »*. Il accepte de répondre à soixante-dix de ses questions, et ce premier dialogue deviendra un livre à succès (*N'ayez pas peur !*). Dès lors, le polémiste s'institue avocat du pape, défendant chacune de ses initiatives.

André Frossard sait porter au besoin un regard ironique sur lui-même. S'étant présenté sans succès à l'Académie française en avril 1985, il écrit le lendemain dans *Le Figaro* : *« Cela prouve que la Providence qui veille sur moi tient à me faire passer le goût des honneurs. Je ne peux que remercier ceux qui l'ont aidée dans cette lourde tâche et reporter mon amitié sur les autres. »* Mais il se lance à nouveau dans la bataille deux ans plus tard, pour se heurter à une assez forte opposition. Elu le 18 juin 1987, au troisième tour de scrutin, il trouvera le moyen de faire encore un bon mot : *« Comment voulez-vous qu'un gaulliste ait, le 18 juin, une élection de maréchal ? »*. Le converti pourra alors goûter à la douce illusion de l'immortalité.

Robert Solé

■ ALGÉRIE : l'instance exécutive du Front islamique du salut (FIS) à l'étranger a condamné, jeudi 2 février, l'attentat à la voiture piégée commis lundi 30 janvier à Alger, qu'il a qualifié *« d'ignoble complot »* pour *« justifier la politique de répression »* du pouvoir. Dans un communiqué en français reçu par l'Agence France Presse à Bonn, le FIS *« condamne et dénonce cet acte odieux qui a coûté la vie à plusieurs personnes innocentes du peuple algérien »*. Quarante-deux personnes ont été tuées et 286 blessées, dont plusieurs très grièvement, selon un bilan officiel.

■ PÉROU : le président Alberto Fujimori a rompu, mercredi 1er février, le mutisme dans lequel il s'était enfermé depuis le début du conflit avec l'Equateur. Dans un message à la nation, il a annoncé que le Pérou acceptait un cessez-le-feu à condition que les troupes équatoriennes abandonnent le territoire occupé. Ce message présidentiel devait être prononcé dès mardi, mais les difficultés de l'armée péruvienne sur le terrain expliquent que Lima ait préféré attendre un peu avant de s'orienter vers des négociations. – *(Corresp.)*

■ AUSTRALIE : 700 boat people vont être renvoyés au mois de mars en Chine aux termes d'un accord entre Canberra (Australie) et Pékin, a annoncé, jeudi 2 février, un porte-parole du ministère australien de l'immigration. Ces réfugiés, arrivés en Australie en novembre et décembre 1994 venant de Behei, dans le sud de la Chine, avaient demandé à bénéficier du statut de réfugiés. D'ethnie chinoise, ils s'étaient installés dans les années 70 dans le sud de la Chine après avoir quitté le Vietnam, où ils affirmaient avoir été l'objet de discrimination. Les tribunaux australiens ont récemment décidé que les réfugiés installés dans un pays ne pouvaient passer dans un autre pour réclamer l'asile politique. – *(AFP.)*

■ GRAND PALAIS : Jacques Toubon a évoqué, mercredi 1er février, le sort du bâtiment parisien fermé pour *« rénovation lourde »*. On sait qu'il faut reprendre l'ensemble des fondations du bâtiment et revoir sa structure métallique. Le ministère de la culture envisage deux scénarios. Option minimale : les travaux s'élèveront à 700 millions de francs et dureront trente mois. Le bâtiment retrouvera alors sa physionomie antérieure. Option maximale : on profite des travaux pour *« améliorer »* le Grand Palais. On le dote d'un parking, on consacre l'ensemble de ses espaces à des manifestations temporaires. Il devient un prestigieux centre d'exposition international. Ce choix séduisant n'est pas chiffré. Le premier ministre devrait rendre sa décision d'ici deux mois.

SOMMAIRE

SERVICES

BOURSE

Cours relevés le jeudi 2 février 1995, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	18604,30	– 0,72	– 5,67
Honk Kong index	—	—	– 10,35

Tokyo Nikkei sur 1 an

19811,56 – 19305,05 – 18798,53 – 18292,62 – 17785,50

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 01/02	var. en % 31/01	var. en % fin 94
Paris CAC 40	1827,78	+ 1,66	—
Londres FT 100	3017,30	+ 0,86	– 1,57
Zurich	1219,32	+ 1,18	– 1,69
Milan MIB 30	1062	+ 1,72	+ 3,60
Francfort Dax 30	2048,43	+ 1,34	– 2,76
Bruxelles	1358,09	+ 0,37	– 2,27
Suisse SBS	979,76	+ 0,70	– 5,62
Madrid Ibex 35	283,98	+ 1,60	– 0,36
Amsterdam CBS	276,90	+ 0,47	– 0,39

DEMAIN dans « Le Monde »

LAME DE FOND SUR LA PÊCHE ; un an après les émeutes de pêcheurs, l'année commence mal pour les chalutiers. Les prix du poisson restent bas, la consommation est atone, les importations continuent. Mais les patrons s'adaptent au marché.

Tirage du *Monde* daté jeudi 2 février 1995 : 509 130 exemplaires

DANS LA PRESSE

M. Clinton au secours du peso

THE NEW YORK TIMES

Sentant à la fois l'imminence d'une banqueroute mexicaine et la passivité du Congrès, le président Bill Clinton a eu raison, mardi, de prendre personnellement le sauvetage de l'économie mexicaine en main (...). L'administration peut être blâmée pour avoir traîné lorsque, l'an dernier, le Mexique dissipait ses réserves. Elle peut être critiquée pour avoir stupidement tenté de faire croire aux Américains qu'un premier plan de sauvetage allait tout résoudre. Il faut toutefois porter à son crédit le fait qu'elle ait porté secours au Mexique quand il n'était plus temps de faire naviguer une loi au sein du Congrès.

FINANCIAL TIMES

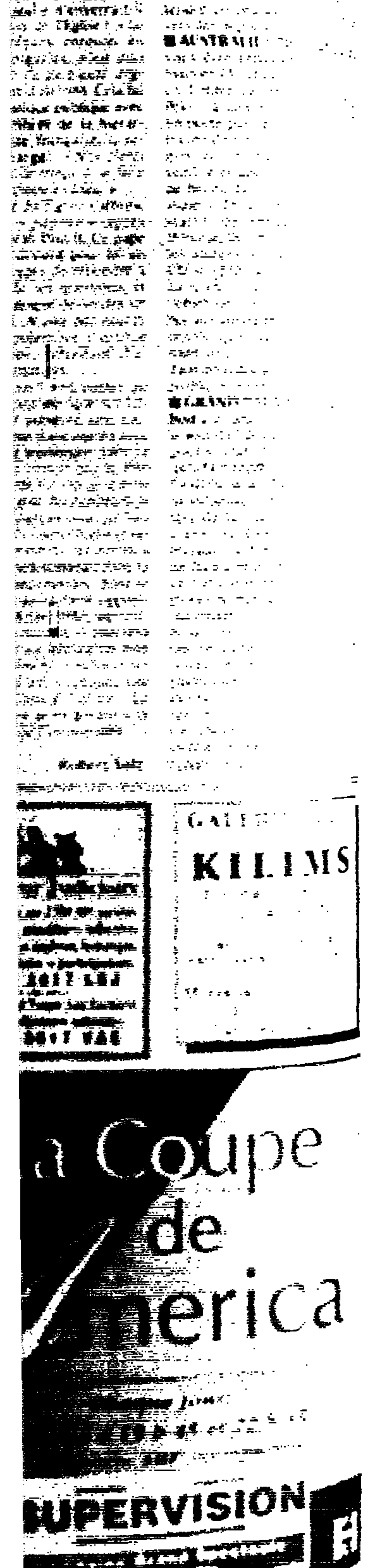
Le Forum de l'économie mondiale, qui se réunit chaque hiver à Davos, est une occasion plaisante – et glissante – de rencontrer l'establishment politique et commercial mondial. Dans l'un des plus petits débats parmi ceux qui y étaient organisés, la question était de savoir où allait avoir lieu la prochaine crise financière, après celle du Mexique. Le risque hongrois mérite d'être pris en considération. Mais le choc le plus violent devrait de toute évidence se produire en Chine.

Samuel Brittan

LE FIGARO

Grâce à Washington, le Mexique a donc échappé au pire. Mais, pour la fierté nationale, la facture sera lourde. Ses revenus pétroliers seront hypothéqués pour servir de garantie aux 50 milliards de dollars que vont fournir les Etats-Unis et la communauté internationale. Mexico sera également contraint de mieux coordonner avec la police américaine la lutte contre l'immigration clandestine.

Charles Lambroschini



Le Monde DES LIVRES

VENDREDI 3 FÉVRIER 1995

Les fantômes d'Amiel

L'Age d'homme publie le dernier volume de son « Journal intime ». Portrait d'un écrivain condamné à la fatigue de vivre, qui ne cessa de polémiquer avec le détracteur qu'il portait en lui



Création de Nicolas Guilbert à partir du portrait d'Amiel par Joseph Hornung (1852).

JOURNAL INTIME
Tome XII
de Henri-Frédéric Amiel.
Ed. L'Age d'homme,
1 122 p., 360 F.

En ce mois de mai 1849, Amiel se tenait au chevet de Cécile, sa cousine morte à l'âge de seize ans. Il déposa un baiser sur le front de l'infante, s'étonnant de n'éprouver aucune aversion pour le cadavre. Il n'en avait pas été de même dix-sept ans auparavant, quand sa mère était morte d'une tuberculose. Pendant des mois, il avait joué dans le voisinage de la *moribonde* sans qu'une intuition de l'irréparable le détournât de ses puériles occupations. Quand, dans la chambre de la rue du Cendrier, on l'avait forcé à embrasser la défunte, il fut saisi par un haut-le-cœur. Il avait alors onze ans et une répugnance avouée pour les corps inertes. Deux années avaient passé, puis son père s'était jeté dans le Rhône. Amiel avait treize ans et une grande suspicion pour les lubies meurtrières des adultes.

Maintenant qu'il approchait de la trentaine, qu'il était professeur d'esthétique à l'université de Genève, qu'il prenait pension chez sa soeur Fanny, l'épouse d'un pasteur dont il rédigeait les sermons, Amiel s'efforçait de considérer comme non avenus les coups de Jarnac que lui avait portés la destinée dans son enfance. Il ne pouvait s'empêcher, pourtant, de trier les papiers de sa famille, de mendier à sa tante et à son oncle une lettre écrite par sa mère, un billet de la main de son père. En ce jour de deuil, il se souvenait des lettres que sa mère avait envoyées à des proches peu avant son mariage, lettres pleines d'un pressentiment sinistre, où elle disait avoir entendu, une nuit de clair de lune, une voix d'outre-tombe crier son nom, comme si, ayant vaqué pendant trop longtemps à l'inutile tâche de vivre, elle était appelée à des besognes plus funestes.

« Tu n'as plus peur des cadavres parce que tu en es un »

Par quel prodige le dégoût des cadavres l'avait-il quitté ? se demanda Amiel en laissant Cécile entre les mains des servantes qui lui cousaient une robe noire. Quand ses lèvres avaient touché le front de la jeune morte, il avait reconnu une familière sensation de froid. Ses lèvres, lui sembla-t-il, étaient aussi glacées que le visage de Cécile. Cette pensée le fit frissonner ; il regretta d'avoir oublié son écharpe blanche et rentra en toute hâte dans sa mansarde. Des jours entiers, il ne put chasser de son esprit cette idée qui lui était venue alors qu'il embrassait Cécile : « *Mon pauvre ami*, s'était-il exclamé, *tu n'as plus peur des cadavres parce que tu en es un !* »

Un cadavre ! C'était si grotesque qu'il en riait tout seul le soir dans son lit. Même pendant les dîners en compagnie de sa sœur et de son beau-frère il ne réussissait pas à dissimuler un sourire en songeant à sa nouvelle marotte. Fanny et le pasteur en prirent ombrage ; ils croyaient que le vieux garçon pédant avait trouvé un moyen inédit de faire valoir sa supériorité.

Un cadavre ! Lui qui revenait de quatre années d'études berlinoises, lui qui avait une chaire à l'université, lui qui allait peut-être épouser Clotilde Bouvier, la jolie brune de vingt et un ans qu'il surnommait à part soi sa Béatrice, lui qui... Mais assez de bobards ! Comment nier que son séjour en Allemagne avait fait de lui une momie, mâchonnant sans plaisir cette boustifaille intellectuelle que les professeurs de Berlin lui avaient servie en potée ? Quant à ses cours, préparés avec un soin maniaque, ils écœuraient les étudiants. Et Clotilde Bouvier, savait-elle quel sort l'attendait ? Pendant des années, Amiel ne cesserait de battre en retraite jusqu'à ce que sa Béatrice se résignât à un mariage de raison avec un agent d'assurances.

Qui espérait-il tromper en récitant ses titres de mérite ? Si un reste de candeur l'illusionnait au point de le persuader qu'il était né pour s'accomplir, un démenti allait lui apporter la preuve de son génie cataleptique. En 1853, Amiel posa pour un peintre de ses amis, Joseph Hornung. Ses proches jugèrent le portrait peu ressemblant. Amiel y paraissait trop tourmenté, trop ravagé, portant le masque d'un veuf, d'un banqueroutier, et regardant le monde comme un homme prédestiné au suicide ou comme un trappiste disant à son voisin : « *Frère, il faut mourir !* » Amiel acquiesça aux critiques de la famille. Au fond de lui-même il pensait que le peintre l'avait vu tel qu'il était : un chevalier à la triste figure, veuf qui n'avait jamais songé au mariage, ruiné sans avoir entrepris, mort avant d'avoir vécu. Amiel était en deuil de lui-même. L'existence lui paraissait une corvée d'écolier. Il aurait voulu être une bulle de savon, naître et mourir aussitôt, sans un bruit.

Comme il était condamné à la grande fatigue de vivre, il se destinait au métier de brocanteur de rêves ébréchés. Depuis des années, il tenait son journal ; il y racontait ses échecs, ses amours avortées, sa mélancolie. Il s'était pris de passion pour ces cahiers auxquels il confiait son infortune douceâtre, son malheur écrémé. Il se lassait parfois de ce journal comme d'une colle qu'on lui aurait infligée pour le préparer à l'existence. Peu à peu, il comprit qu'il déguisait sous l'apparence de l'ennui sa terreur de vivre. Le journal ne reflétait rien, c'était un miroir dans lequel il croyait pouvoir se regarder ; il n'y surprit qu'une absence, l'ombre d'un homme qui avait pris congé. Son journal n'était plus qu'une équation de la douleur, un théorème plaintif, il y chercha en vain une trace de sang, l'empreinte d'un corps. C'était comme un lit dans lequel il n'aurait pas dormi. On l'avait couché là, en attendant qu'il meure.

Pourquoi attendre ? Il était déjà mort. Il était mort à quatre ans quand, pour le délivrer du croup, on l'avait ligoté dans des couvertures, puis aspergé d'eau bouillante. Il s'était démené comme un beau diable pour échapper au supplice. Ses efforts firent rompre les membranes qui l'étouffaient. Il était, dit-on, sauvé. On appelait cette méthode le remède des peaux-rouges. Cela lui donna une idée de ce qu'était un meurtre rituel. Il avait survécu quelques années, avant de mourir une seconde fois, en 1834, quand son père s'était suicidé.

Depuis lors, il évoluait dans le monde comme un miraculé revêtu de la robe de Nessus. Sa peau le brûlait, il souffrait mille morts. Les parents, il en avait la certitude, ne donnent la vie à leurs enfants que pour les tuer à petit feu. Ils dressent des bûchers sur leur chemin et y jettent leurs nouveau-nés à tour de bras.

Amiel vivait dans une mélancolie *outrée*. Il souffrait d'acédie, une affection qui, disait-on, rendait l'homme aphone, comme s'il avait mangé sa langue.

Roland Jaccard

Lire la suite page V

Qui a peur des théories en art ?

Tandis que les grandes expositions attirent les foules, les publications privilégient rétrospectives et catalogues. Au détriment des analyses

Ce serait une certitude, presque un lieu commun : l'art et son histoire n'auraient jamais été autant en faveur que depuis quelques années. Après de noires décennies d'indifférence serait enfin venu le temps de l'intérêt général. Il y aurait des preuves irréfutables qui établiraient de manière souveraine la vérité de ce progrès. Les plus fréquemment citées sont la vogue des musées dans la plupart des nations occidentales, le triomphe des expositions multipliant par mille ou dix mille le nombre des amateurs et les ventes de catalogues que ces manifestations provoquent de façon automatique. Le phénomène aurait en France une ampleur inégalée, à la mesure des longs travaux du Grand Louvre et des pieux cortèges du Grand Palais.

Cet optimisme entraînant, il y aurait plaisir à le partager. L'histoire de l'art, préoccupation de plus en plus répandue ? La nouvelle serait excellente. Une observation troublante retient cependant d'admettre la thèse sans discussion : alors que la vogue des expositions ne fait aucun doute, les ouvrages d'histoire de l'art ne rencontrent qu'un succès modeste, et la recherche en cette matière est loin, très loin, de mobiliser les éditeurs français les plus puissants. Une comparaison arithmétique simple pourrait suffire : quand une rétrospective parisienne consacrée à quelque valeur réputée sûre ne saurait obtenir moins de trois ou quatre cent mille visiteurs sans passer pour un échec, quand l'exposition d'un artiste contemporain majeur peut espérer se hausser au-dessus de cent ou cent cinquante mille entrées payantes, un livre d'histoire de l'art est d'ordinaire tiré, pour sa première édition, à moins de cinq mille exemplaires, sinon moins de trois mille. Un retirage tient du miracle et cet honneur est réservé à des monographies, Matisse par Pierre Schneider ou Poussin par Jacques Thuillier. On peut convenir que la proportion – un lecteur pour cinquante ou cent visiteurs – a de quoi décevoir.

L'érudition dans l'air du temps

Ces visiteurs, objectera-t-on, ont déjà acheté le catalogue de l'exposition. Pourquoi faudrait-il qu'ils dépensent encore ? Pourquoi ? Pour cette raison qu'un catalogue n'est pas un livre et que les mieux faits – il en est assurément d'excellents *dans leur genre* – obéissent à des contraintes qui limitent leur portée. Ils ne traitent que des œuvres présentées dans le musée ou la galerie, c'est-à-dire de celles dont le prêt a été obtenu. Ils réduisent la part critique à de rares textes, dont certains de circonstance ou de courtoisie. Ils se composent pour l'essentiel de notices, lesquelles détaillent l'histoire physique du tableau et ses tribulations d'un collectionneur à un autre, racontent le sujet quand il y a lieu, justifient une date par des considérations elliptiques et, pour les plus abondantes, se risquent à esquisser un jugement de goût, presque nécessairement enthousiaste.

Plus sérieux : le succès allant aux rétrospectives monographiques bien plus qu'à celles qui étudient une époque ou une question particulière, historique ou iconographique, la littérature d'art privilégie naturellement ce genre aux dépens de toute autre analyse. Il suffit de consulter le catalogue d'un éditeur, qu'il soit américain ou allemand, italien ou français, pour se convaincre de la force de cette tendance. Si l'on n'y prend garde, l'histoire de l'art ne s'écrira bientôt plus que sous forme de biographies lestées d'archives, d'actes notariés et d'inventaires après décès, parées de statistiques et de relevés de compte.

En un temps d'expositions à succès et de consommation accélérée des images, il se publie de moins en moins d'ouvrages qui coupent à travers les siècles, osent le pas de côté et le bond en avant, le parallèle et le face-à-face d'ouvrages qui prennent quelque liberté, suivent une idée à la trace, oublient les généalogies officielles et avouent leur ambition théorique.

Philippe Dagen

Lire la suite page VIII

Mario Vargas Llosa, candide candidat

Pierre Lepape consacre son feuilleton au dernier ouvrage de Mario Vargas Llosa, *Le Poisson dans l'eau*. L'écrivain y a entrecroisé deux récits. Le premier raconte son enfance et sa jeunesse, le second la campagne de trois ans qui a abouti à la déroute électorale du candidat Vargas Llosa, lors de l'élection présidentielle au Pérou en juin 1990. Difficile de juger cette partie-là, dernier salut amer à ces compatriotes qui n'ont pas voulu de lui. Mais les mémoires d'enfance et de jeunesse nous rassurent : le romancier n'a pas été détruit par le candidat ; peut-être l'aurait-il été par le président. De sorte que, de Londres à Paris, de Mexico à Tokyo, il reste aux admirateurs de Vargas Llosa à remercier les électeurs péruviens de leur avoir rendu un des plus beaux écrivains de notre temps...

Page VII

L'ÉDITION

■ **Un mois d'avance pour les Etonnants voyageurs.** En raison des élections présidentielle et municipales, les organisateurs du festival du livre d'aventures Etonnants voyageurs de Saint-Malo ont avancé d'un mois la date de leur manifestation. L'édition 1995 se déroulera, donc, du 29 avril au 1er mai et s'articulera autour de trois thèmes : l'Orient, Jean Giono et les cinquante ans de la « Série noire », créée en 1945 par Marcel Duhamel aux éditions Gallimard.

■ **Lettres chinoises.** Pour mieux faire découvrir la littérature chinoise aux lecteurs français, les éditions Bleu de Chine viennent de se créer. Elles inaugurent leur catalogue avec des *Contes et libellés* de Wang Meng, qui fut ministre de la culture à partir de 1986 et révoqué après le massacre de la place Tian'anmen. Ce recueil réunit neuf nouvelles, à la fois satiriques et nostalgiques, rédigées en 1987 et 1991 (Éditions Bleu de Chine, 2, place Alphonse Laveran, 75005 Paris. Tél. : (1) 46-33-09-47).

■ **Résultats en hausse pour le Groupe de la Cité.** Un chiffre d'affaires de 7 260 millions de francs, en croissance de 2 % sur l'année précédente, et un résultat net de 410 millions de francs, marquant une hausse de 28 % : telles seraient, selon ses responsables, les estimations d'activité du Groupe de la Cité, numéro un de l'édition, pour 1994.

■ **« Points » fait peau neuve.** Nouvelles couvertures, rajeunissement du logo, amélioration du « confort de lecture » : la collection « Points », au Seuil, change de visage. Le 21 février, « Points Roman » et « Points Actuels » fusionneront au sein d'une collection unique, « Points », que dirigera Olivier Cohen, chargé de la fiction française au Seuil et directeur des éditions de l'Olivier, avec la collaboration de deux éditeurs, Annie Morvan et Annie François. Cette collection généraliste – qui regroupera tous les ouvrages de littérature générale au format poche –, offrira un choix de textes variés : romans, grands documents d'actualité, biographies, essais grand public, humour, policiers... Dans la première livraison de février, on relève notamment, *La Rage au cœur* de Gérard Guégan, *L'Invention du monde*, d'Olivier Rolin, *Rastelli raconte... et autres récits*, de Walter Benjamin ou le *Jacques Chirac* de Franz-Olivier Giesbert. Les collections de poche spécialisées – « Points Histoire », « Points Sciences », « Points Essais », « Point Virgule »... – gardent, quant à elles, leur spécificité.

■ **L'encyclopédie Bordas sur CD-ROM.** Deuxième encyclopédie française multimédia après « Axis » d'Hachette, le CD-ROM Bordas reprend l'intégralité des dix volumes imprimés – avec texte et images – de l'Encyclopédie générale alphabétique Bordas, enrichis d'animations, de cartes, d'extraits de films... Vendue par courtage, cette encyclopédie multimédia grand public comporte, outre le CD-ROM et l'encyclopédie sur papier, un dictionnaire de la langue française en deux volumes et un petit dictionnaire électronique de poche comprenant 92 000 définitions. L'ensemble, réalisé pour un investissement de 80 millions de francs, est proposé au prix de 7 400 F.

■ **Savoir et Mémoire.** Avec la participation de l'INA et la collaboration de la Bibliothèque nationale de France, l'Association pour la recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (AREHESS) vient de produire, dans une collection intitulée « Savoir et Mémoire », une cassette vidéo consacrée à l'historien François Furet, *Histoire de la Révolution et la révolution dans l'Histoire*, avec la participation de Mona Ozouf, Jacques Revel et Pierre Rosanvallon. Dans la même collection, quatre autres cassettes sont également disponibles : *La Pensée grecque*, de Jean-Pierre Vernant, *Pour un autre Moyen Age*, de Jacques Le Goff, *La Logique dans l'Histoire*, de Charles Morazé, et *Mathématique sociale*, de Georges Th. Guilbaud.(Chaque cassette, 150 F ou 170 F, est accompagnée d'un fascicule pouvant être vendu séparément au prix de 30 F. S'adresser à l'EHESS, 54, bd Raspail, 75006 Paris. Tél : (1) 49-54-25-04.)

■ **Prix.** Le prix des Deux-Magots a été décerné à Pierre Charras pour son roman *Monsieur Henri* (Mercure de France).
La Bourse Goncourt-Ville de Paris-Adrien Bertrand a été attribuée à Lionel Ray pour son livre *comme un château défunt* et pour l'ensemble de son œuvre.

Des livres pour Sarajevo

Une nouvelle association entend faciliter la réalisation de projets culturels dans la capitale bosniaque

La Bosnie vit son troisième hiver de guerre. Le bois, la nourriture, l'eau, le gaz comme l'électricité, manquent cruellement. Aujourd'hui, des suicides s'ajoutent au lot du désastre quotidien. Face à ce tableau apocalyptique, il en est encore qui estiment qu'il est dérisoire, voire indécent, d'évoquer la pénurie de livres comme celle de tout instrument de culture.

Notre proche histoire nous a pourtant montré que c'est parfois grâce à l'écrit – livres, revues et journaux – que l'on résiste un peu mieux, un peu plus, dans les situations extrêmes. La démonstration en a été faite à Sarajevo, une première fois il y a quelques mois, puis lors de la courte trêve de la fin de l'année 1994, par Francis Bueb, qui tenait à manifester concrètement la solidarité des intellectuels et des artistes occidentaux.

Son entreprise a été soutenue par de nombreux écrivains et cinéastes, tels Chris Marker, Juan Goytisolo, Alain Cavalier, Patrice Chéreau et quelques autres ; par des intellectuels de la capitale bosniaque tels que Zlatko Dizdarevic et Anifa Kapidzic ; par Médecins du monde, la direction des affaires internationales au ministère de la culture ; par *Le Monde*, *Libération*, *Télérama* et *Le Nouvel Observateur* ; par la revue *La Règle du jeu*, ARTE, la FNAC, et plusieurs éditeurs – parmi lesquels Fayard, Flammarion, Gallimard, L'Ecole des loisirs, Grasset, Arléa. De multiples opérations ont ainsi pu être menées, du 23 septembre au 22 octobre 1994. En outre, plus d'un millier d'ouvrages ont été donnés à la bibliothèque de l'université, tandis que le cinéma Tesla, alimenté par des groupes électrogènes, a exceptionnellement rouvert ses portes pour présenter des films tels que *L'Espoir*, d'André Malraux, ou *Lettre pour L.*, de Romain Goupil.

Pendant tout un mois, au 29 de la rue du Maréchal-Tito, principale artère de la vieille ville, une ancienne maroquinerie s'est transformée en librairie. Soixante mètres carrés décorés par le peintre Affan Ramic, où près de deux mille Sarajeviens, en dépit de toutes les difficultés d'acheminement, sont venus découvrir, au milieu des photos de Gérard Rondeau sur leur ville et d'affiches de films, des centaines de périodiques et d'ouvrages – romans classiques et contemporains, mais aussi les essais et documents de tous pays écrits sur l'ex-Yougoslavie depuis le début de la guerre. Livres feuilletés, donnés, lus, échangés : *« Un endroit magique pour tous les survivants »*, selon le mot du poète Semezdin Mehmedinovic.

Des mots, Francis Bueb en a rapporté de pleins cahiers – la plupart du temps rédigés en français. Réactions, témoignages, commandes, messages à l'adresse des Français... On demande *« beaucoup de livres et de journaux français »*, des revues, des disques de chansons françaises ; et surtout des dictionnaires. C'est pourquoi se crée aujourd'hui l'association Paris/Sarajevo/Europe (1) – le sigle en a été dessiné par Massin –, regroupant des intellectuels, des écrivains, des éditeurs, des artistes et des libraires, afin de réaliser plusieurs projets : œuvrer à l'implantation durable d'une librairie/galerie internationale ; traduire et éditer des textes bosniaques ; remettre en état et assurer le suivi de la programmation du cinéma Tesla ; ouvrir un cinéma pour les enfants ; apporter une aide matérielle et logistique à la revue *Sineast* du centre culturel Obala, etc. La plupart des commandes de livres passées en octobre ont déjà été honorées ; et tous attendent aujourd'hui d'autres livres, d'autres films, comme de précieuses munitions contre ce cauchemar qui dure depuis plus de mille jours : *« Nos amis oublient bien souvent notre faim*, a écrit l'un d'entre eux. *Surtout notre faim de livres frais. (...) Tous ces livres témoignent combien il est précieux de partager les expériences insupportables avec les autres, en dépit du « mutisme de guerre ». J'espère que cette petite lueur ne sera pas détruite ; que ce cordon ombilical ne sera pas rompu. »*

Valérie Cadet

(1) Tous les dons, qui permettront, notamment, l'achat de livres et de matériel, sont à adresser à l'association Paris/Sarajevo/Europe : 99, rue de Vaugirard. 75006. Paris. Un ensemble de huit cartes postales, « Quelqu'un vous attend à Sarajevo », est par ailleurs disponible à la même adresse, contre un chèque de 40 F rédigé à l'ordre de l'association.

★ En août 1992, une partie de la mémoire des Balkans s'évanouissait dans l'incendie de la bibliothèque de Sarajevo. Pour aider à sa reconstruction et au rétablissement des collections, cinquante-six éditeurs et périodiques publient un album où sont confrontées l'harmonie géographique, ethnique et religieuse du début du siècle et l'œuvre de destruction des trois dernières années de guerre : les très belles photographies que Charles-Marcel Heidsiek rapporta de son voyage en 1929 sont ainsi mêlées aux textes et témoignages contemporains d'intellectuels bosniaques, croates, serbes ou occidentaux. (*Voyages balkaniques. Dalmatie et Bosnie-Herzégovine en 1929 et maintenant.* Collectif d'éditeurs, 227 p., 350 F, diffusion Stock/Hachette.)

DROIT DE CITER

« En France, les libres-penseurs sont taillés dans le même bois que les croyants, les révoltés emploient le même vocabulaire que les conservateurs, les intellectuels se mêlent aux hommes politiques, et les princes de la science comprennent le langage des artistes (...). La France dans son ensemble est parvenue à l'unité d'une personne. »

ERNST-ROBERT CURTIUS, « Les caractères essentiels du génie français » *in* « Essai sur la France » (1930), traduit de l'allemand par J. Benoist-Méchin, avant-propos de François Ewald, vient d'être réédité par L'Aube/Poche, 331 p., nº 7.

Quinze ans de Rencontres pour lire

Norge, premier invité des Rencontres pour lire de Caen, en 1980, disait *« Heureusement qu'on est nombreux à être seul au monde »*. Il fallait être un poète aussi exalté que François de Cornière pour imaginer que le public viendrait en nombre assister à des « spectacles de lecture » au cours desquels des comédiens lisent, livre en main, des extraits de l'œuvre d'un écrivain, le plus souvent contemporain et présent, avec comme seul décor la couleur musicale ajoutée par des musiciens-compositeurs.

Force est de constater que François de Cornière a gagné son pari. Au rythme de cinq à six « créations » par an, les Rencontres pour lire attirent pas moins de 7 000 spectateurs chaque année, tant à Caen que dans les villes de Basse-Normandie où les spectacles sont présentés en « tournées ». Parfois, certaines soirées se prolongent au-delà de l'heure prévue autour des tables des libraires et des bibliothécaires.

Il était donc logique que tous – écrivains, comédiens, musiciens – aient envie de se retrouver autour de François de Cornière pour fêter, samedi 4 février, de 14 h 30 à 20 h 30, salle Georges-Brassens (Promenade de Sévigné-Caen), le quinzième anniversaire des Rencontres pour lire. Mais la fête n'aurait pas été complète si elle n'avait été ponctuée par un livre. C'est chose faite grâce à la complicité des éditions Isoète (123, rue Emile-Zola, 50100 Cherbourg) qui publient les inédits adressés à cette occasion par une quarantaine d'écrivains dont Andrée Chédid, Charles Juliet, Georges Haldas, Jacques Réda, Paul Fournel, Annie Saumont, Claude Roy, Christian Bobin, etc. Nous publions, ci-après, la contribution de Julien Gracq.

Pierre Drachline

A François de Cornière

« L'histoire littéraire a conservé le souvenir, un peu fabuleux, des grandes lectures publiques du siècle passé : celles de Hugo lisant à la Comédie-Française *Les Châtiments* pendant le siège, et surtout celles de Dickens payant de sa personne pour électriser avec ses romans les foules des Etats-Unis. Lectures qui n'étaient pas, au pays de Barnum, sans annoncer à l'avance – toutes proportions gardées – les tournées restées légendaires de Sarah Bernhardt. Il n'est pas sûr que la littérature non dramatique – voix d'un seul qui parle pour un seul – gagne à s'emparer des estrades et à rivaliser avec les orphéons. Vous avez pris plutôt pour modèle la musique de chambre, privilégié le décor intimiste le plus simple, l'émission de la voix *recto tono*, tout au plus variée, d'un texte à l'autre, par le relais que se prêtent les timbres différents qui alternent. J'ai eu plaisir à écouter cette lecture limpide qui, m'a-t-il paru, ne s'efforçait qu'à la transparence et cherchait d'abord à écarter du texte toute forme de diversion ou d'opacité. Je suis heureux de voir que la modestie de votre présentation n'a pas égaré les Normands sur sa qualité. »

Julien Gracq

(Extrait de *Quinze ans de Rencontres pour Lire*, Isoète, 124 p, 80 F)

Etats-Unis : intellectuels noirs en vedette

Depuis quelques années, dans les universités de la côte est des Etats-Unis s'affirme une génération d'intellectuels noirs qui, dans le débat public, joue le rôle naguère dévolu à l'intelligentsia juive de New York. Pour le *New Yorker*, qui consacre à ces nouveaux venus un long reportage, ce groupe de personnalités aurait troqué l'activisme politique contre la carrière universitaire, et s'efforcerait de repenser la tradition progressiste américaine en utilisant particulièrement le champ culturel. Car Michael Eric Dyson, Bell Hooks, Derrick Bell ou Cornel West – qui ont tous moins de quarante-cinq ans et occupent des postes-clefs dans les départements de droit, de lettres et de sciences humaines – arrivent à un moment où explose la culture populaire noire, de Hollywood au hip-hop. Un triomphe qui suscite d'ailleurs, chez certains d'entre eux, des réserves. Pour Bell Hooks par exemple, le succès médiatique d'un Spike Lee ou des groupes de rap demeure un revers politique pour les Noirs tant que c'est le public blanc qui en décide. Le *New Yorker* estime, en conclusion, que la concentration sur les phénomènes d'ordre culturel comporte pourtant un risque : celui que le champ politique soit délaissé et abandonné aux conservateurs qui, eux aussi, ont leurs intellectuels noirs, comme Thomas Sowell.

LA « NOUVELLE PENSÉE FRANÇAISE » VERSION PRINCETON. Sous le titre de *New French Thought : Political Philosophy* (Nouvelle pensée française : philosophie politique), l'université de Princeton propose une sélection de textes d'auteurs français qui chacun, à sa manière, est censé témoigner d'une orientation nouvelle de la pensée française en direction du libéralisme. Structuralisme, post-structuralisme, marxisme et hégélianisme ont vécu, dans l'Hexagone, estime Mark Lilla, qui a réuni et préfacé ces extraits, même si ces courants ont encore des admirateurs *« dans les étouffants recoins des universités anglaises et américaines »*. Parmi les tenants de la *« nouvelle pensée »* française version Princeton : Luc Ferry, Alain Renaut, Philippe Raynaud, Marcel Gauchet, Pierre Manent, Stephane Rials et Blandine Kriegel (cette anthologie est éditée par Princeton University Press).

■ **RUSHDIE ET LES PIERRAFEU.** Dans une longue interview accordée à l'hebdomadaire *Newsweek*, Salman Rushdie se plaint d'avoir été contraint d'enlever quelques vers extraits du jingle des *Flintstones* (Les Pierrafeu) dans un conte de son dernier livre, *East, West.* Turner Broadcasting, qui détient les droits des Pierrafeu, aurait craint des représailles islamistes, en particulier pour la chaîne CNN. Commentaire de Salman Rushdie : *« Ont-ils peur que quelqu'un tire sur Fred Pierrafeu ? »*

■ **ESPAGNE.** L'université de Barcelone a créé un département consacré à l'étude et à la conservation des ouvrages autobiographiques. Anna Caballé, titulaire de la chaire de philologie, explique dans le numéro d'*El Pais* du 28 janvier que l'Espagne a été un des premiers pays à publier ce type de littérature, en particulier des vies de religieuses et de soldats. Elle note, en outre, que la fin du franquisme et le changement de régime ont suscité une avalanche d'écrits intimes : il y a eu davantage d'autobiographies publiées en vingt ans que dans l'ensemble des siècles précédents ! Anna Caballé prépare un ouvrage consacré au mémorialisme moderne espagnol qui s'intitulera *Narcisos de tinta (Narcisses d'encre)*.

■ **ITALIE.** Einaudi vient de publier des cahiers retrouvés du romancier Beppe Fenoglio. *Appunti Partigiani 1944-1945* est constitué de textes écrits très probablement en 1946, dans lesquels l'écrivain italien, disparu en 1963, rédigeait pour la première fois le récit de sa participation au maquis. Ces inédits, où il raconte le terrible hiver 1944, abordent la guerre de libération sans rhétorique et avec le réalisme nécessaire pour appréhender la complexité de cette phase de l'histoire italienne. Des qualités qui expliquent que l'œuvre de Fenoglio soit aujourd'hui très appréciée non seulement des critiques littéraires, mais aussi des historiens.

■ **GRANDE-BRETAGNE.** Le Whitbread Prize (21 000 £) a été attribué au livre de William Trevor *Felicia's Journey* (Viking, 224 p., 15 £.), qui raconte les relations d'un quinquagénaire peu attrayant, Joseph Ambrose Hilditch, et d'une jeune fille, Felicia. Celle-ci, élevée dans une famille médiocre et sans ambition, est à la recherche d'un énigmatique jeune homme nommé Johnny dont elle attend un enfant. C'est un portrait lugubre de l'Angleterre post-thatchérienne au milieu des hooligans, des sans-abri, des évangélistes fous, sur fond de meurtres en série.

BULLETINS, COLLOQUES ET SOCIÉTÉS

■ **PHILOSOPHIE ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE.** Autour de ce thème, l'Unesco organise, mercredi 15 et jeudi 16 février de 9 heures à 18 heures, deux journées internationales d'études, ouvertes au public. Vingt-quatre philosophes venus du monde entier examineront les premiers résultats de l'enquête internationale de l'Unesco sur l'éducation philosophique. La responsabilité de l'ensemble de ce projet, qui devrait aboutir à une « déclaration internationale pour l'éducation philosophique », a été confiée à notre collaborateur Roger-Pol Droit. Un premier rapport doit être publié en octobre 1995, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Unesco (Maison de l'Unesco, salle IV, 125, avenue de Suffren, 75007 Paris. Renseignements à la division de la philosophie de l'Unesco, 1, rue Miollis, 75015 Paris. Tél. : 45 68 38 31. Fax : 45 67 67 91.

■ **LE LYCÉE DU LIVRE ET DES ARTS GRAPHIQUES MAXIMILIEN-VOX**, dont les formations nourrissent pour une grande part le secteur de l'édition dans le domaine des industries et des arts graphiques, organise deux journées « portes ouvertes », vendredi 10 et samedi 11 février. Un espace sera réservé aux maisons d'édition pour la présentation de leur travail de mise en page, fabrication, promotion... (lycée Maximilien-Vox,6, rue Madame, 75006 Paris, rens. P. van Overbecke, 45 48 31 85).

■ **L'INSTITUT MÉMOIRES DE L'ÉDITION CONTEMPORAINE** (IMEC) organise un séminaire qui aura pour thème la question des œuvres complètes et des héritages littéraires à travers les problématiques et formes éditoriales qu'elle détermine. La première séance, animée par Olivier Corpet et consacrée à la présentation du séminaire, se déroulera mardi 7 février de 18 heures à 20 heures. Séances suivantes, aux mêmes heures : le 14 février (Jean Genet, par Albert Dichy), le 14 mars (Saint-John Perse, par Catherine Mayaux), le 28 mars (Roland Barthes et André Gide, par Éric Marty) (entrée libre, IMEC, 25, rue de Lille, 75007 Paris, tél. 42 61 29 29).

■ **A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE**, se tiendra, mardi 7 février à 18 heures, une table ronde consacrée à l'œuvre du philosophe Hans Blumenberg, professeur à l'université de Münster, sur le thème « La lisibilité du monde ». Roger Chartier, Dominique Bourel et Pierre Rusch participeront à cette rencontre organisée avec l'Institut d'étude du livre (auditorium Colbert, 2, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs, 75002 Paris).

■ **UN MOIS MARITAIN** aura lieu en février à Paris. Organisées par l'association Art et pensée à l'occasion de la publication, chez Saint-Paul, de la monumentale édition des œuvres complètes de Jacques et Raïssa Maritain, plusieurs conférences se tiendront, notamment à l'Institut catholique, 21, rue d'Assas, 75006 Paris. Parallèlement une exposition sur le couple Maritain se tient du 3 au 25 février, du lundi au samedi, de 11 h 30 à 18 heures, à la mairie du sixième arrondissement, 78, rue Bonaparte. (Association Art et Pensée, Tél. : 42-81-98-21)

■ **A LA MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE**, à Paris, deux journées franco-latino-américaines de philosophie politique auront lieu mercredi 8 et jeudi 9 février, de 9 heures à 19 heures, dans le cadre des « Dialogues philosophiques » organisés par le Collège international de philosophie. Stéphane Douailler, Jacques Poulain, Étienne Tassin, Patrice Vermeren et des philosophes latino-américains, débattront sur les thèmes de la citoyenneté, de l'éducation et de la démocratie (217, boulevard Saint-Germain, 75007).

■ **LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE LA PART-DIEU**, à Lyon, dans le cadre des manifestations de « L'Écrit-parade », organise, mercredi 8 février à 19 heures, une lecture-rencontre avec trois poètes, Liliane Giraudon, Michèle Grangaud et Josée Lapeyrère, auteurs publiés dans l'anthologie *Poésie en France depuis 1960, 29 femmes*, de H. Deluy et L. Giraudon (Stock). (boulevard Vivier-Merle, 69431 Lyon, Cedex 03, tél. 78-62-85-20, postes 1815 ou 1813).

RECTIFICATIFS

Gabriel Garcia Marquez

Le portrait de Gabriel Garcia Marquez qui faisait la « une » du « Monde des livres » du 27 janvier est l'œuvre de Hernan Diaz (et non Hernandez). Il figure dans un important ouvrage sur la « photographie latino-américaine 1860-1993 », intitulé *Canto a la realidad* et dû à Erika Billeter (éd. Lunwerg/Casa de America, Madrid).

Anne Frank

Dans la conclusion de l'article de Nicolas Weill intitulé « Comportements des années noires », une formulation ambiguë pouvait laisser entendre qu'Anne Frank avait été assassinée à Auschwitz. Elle mourut, en réalité, au camp de Bergen-Belsen, en mars 1945.

ACTUALIT…
Etats-Unis : intellectuel… noirs en vedett…

…LOQUES ET SOCIÉTÉS

Poètes et bougons

Brancati détestait Sartre, Sinisgalli chérissait Leibniz : publiés simultanément, leurs carnets mettent en évidence une commune hostilité à tout embrigadement

JOURNAL ROMAIN
(Diario romano)
de Vitaliano Brancati.
Traduit et annoté par
Alain Sarrabayrouse,
préfacé par
Leonardo Sciascia
et Sandro De Feo
Fayard, 360 p., 150 F.
HORROR VACUI
de Leonardo Sinisgalli.
Traduit et préfacé
par Jean-Yves Masson
Ed. Arfuyen
(35, rue Le Marois,
75016 Paris)
94 p., 95 F.

POUR bien des lecteurs français, ces deux noms sont inconnus. Et pourtant Brancati fut, en Italie, un mythe littéraire et Sinisgalli un modèle d'exigence poétique. Au cœur de la vie politique, entre 1935 et 1954, année de sa mort prématurée – à l'âge de quarante-sept ans –, Brancati renia ses premières œuvres marquées par un aveuglement fasciste dont il se repentit amèrement et fut, dans l'immédiat après-guerre, considéré comme un des plus grands romanciers venus du Sud, la Sicile. Toutefois contesté pour ses prises de position paradoxales – que révèlent ici les aphorismes et les analyses de son journal, publié pour la première fois à titre posthume en Italie en 1961 –, il fut l'interlocuteur privilégié des écrivains saisis dans les rets du néoréalisme, et par ailleurs un observateur politique assez désabusé.

De son côté, Leonardo Sinisgalli – né un an plus tard, en 1908, et mort en 1981 – fut un poète prestigieux, quoique confidentiel. Mathématicien de formation, il rédigea des recueils dont les titres signalaient clairement ses centres d'intérêt : *Quaderno di geometria (Cahier de géométrie)* en 1935, *Furor mathematicus* en 1945, *Archimede – i tuoi lumi, i tuoi lemmi ! (Archimède – tes lumières et tes lemmes !)* en 1968, enfin *L'Ellisse (L'Ellipse)* en 1972. Publié en France dans des revues et différentes anthologies, mais également dans un petit volume de la collection « Orphée » aux éditions de La Différence, par Odette Kaan (1), il avait avec la France un lien privilégié : il a notamment traduit en italien Paul Valéry et Julien Green, et entretint des relations amicales ou intellectuelles avec Michaux, Le Corbusier, Roland Barthes.

La publication simultanée des carnets de ces figures de la vie littéraire italienne permet, au-delà de certains rapprochements saisissants d'approfondir la connaissance de deux personnalités singulières, aussi passionnément attachées à l'écriture, aussi authentiquement tournées vers le surgissement poétique de la réalité, mais également bougonnes, rétives, hostiles à la démagogie, à l'embrigadement, à l'engagement hâtif. Borges – que Sinisgalli devait rencontrer à Rome – notait à la fin d'une de ses *Enquêtes : « La musique, les états de félicité, la mythologie, les visages travaillés par le temps, certains crépuscules et certains lieux veulent nous dire quelque chose, ou nous l'ont dit et nous n'aurions pas dû le laisser perdre, ou sont sur le point de le dire ; cette imminence d'une révélation, qui ne se produit pas, est peut-être le fait esthétique* (2). » La quête d'une harmonie des formes, indépendamment, nous dit Borges, de tout *« contenu conjectural »* se retrouve, curieusement, chez le poète lucanien et chez le romancier sicilien. Le « fait esthétique » doit dépasser la simple résolution d'une énigme, le simple dévoilement d'une réalité, mais mettre le créateur ou l'amateur d'art et de littérature en contact avec le mystère de la réalité, de son apparence et de son apparition.

Les lecteurs de *Dom Juan en Sicile* ou du *Bel Antonio* (3), romans sarcastiques et légers, tournant en dérision la pesanteur des rapports psychologiques et sociaux de la petite bourgeoisie, seront sans doute surpris par les réflexions de Brancati sur le réalisme. Car cet écrivain auquel furent souvent reprochés son passéisme et son style trop imprégné d'un académisme typique du dix-neuvième siècle et qui, du reste, revendiquait cette ascendance, avait une bête noire : la littérature engagée et le réalisme social.


MARIO TORRISI

Ci-dessus, Vitaliano Brancati et ci-contre autoportrait de Leonardo Sinisgalli

Particulièrement monté contre Sartre, alors star des lettres européennes, il est tellement exaspéré par l'idée de la littérature comme acte politique ou moral et par l'omniprésence de ce *« graphomane »* qu'il ne craint pas d'écrire : *« On ne comprend pas en vérité pourquoi Sartre n'est pas le philosophe du nazisme. L'acte moral est pour lui une œuvre d'art, comme l'acte politique pour les machiavéliens. L'existentialisme a en effet mis en scène des héros comme* l'Antigone *d'Anouilh et* l'Oreste *de Sartre : des surhommes de quatre sous qui font le bien de la manière scandaleuse avec laquelle les surhommes de D'Annunzio font le mal. »* Pour comprendre les excès délirants de cette diatribe il faut avoir présent à l'esprit que Brancati lui-même, dans sa jeunesse, céda aux sirènes dannunziennes et mussoliniennes : il n'est de pire règlement de compte qu'avec soi-même. Autre ennemi littéraire : Alberto Moravia, à la fois envié pour sa gloire si précoce et si tenace (et peut-être aussi, inconsciemment, pour sa constante lucidité quant au fascisme) et cordialement détesté pour ses prises de position contre la bourgeoisie italienne à laquelle, selon Brancati, l'auteur des *Indifférents* était redevable et fidèle plus qu'il ne le prétendait.

En revanche fasciné par André Gide, en dépit de jugements sévères sur son homosexualité – *« Pourquoi un défaut si triste, et parfois si comique, devient-il si sérieux chez lui ? »* –, il célèbre sa sincérité, la plaçant au-dessus de celle de Pavese, dont le journal (4) passait en Italie pour un sommet de la littérature du moi. Partisan ambigu de l'art pur, détaché de toute intention de représentation du réel, Brancati tente de défendre son esthétique contre toute finalité morale ou politique. *« Notre époque n'est pas en mesure d'apprécier l'art. Elle est pleine de moralistes qui attrapent mal à la tête avec le problème social et moral de l'art, mais qui en réalité détestent l'art dans sa véritable essence. »*

En cela, il est incontestable que Brancati – qui par ailleurs nourrit son journal de nombreuses réflexions sardoniques sur la vie politique de l'après-guerre – écrit en poète. Proche de Flaubert, auquel il consacre des pages remarquables d'intuition littéraire (qu'aurait-il pensé de l'*Idiot de la famille ?* ne peut-on s'empêcher de se demander), il définit de façon frappante sa conception de l'élaboration poétique : *« La description détaillée de la réalité extérieure (les vêtements, les chaussures, les sorbets, les vitrines des magasins, les coiffures) ne devient poétique que chez les écrivains qui ne croient pas à la réalité et se concentrent sur ce que Keats appelait " le puissant concept abstrait de la Beauté ".*

Le « fait esthétique » doit dépasser le simple dévoilement d'une réalité

On ne s'étonnera pas, de même, qu'il reprenne à son compte la colère de Baudelaire contre le surgissement de la photographie et contre le réalisme en peinture : *« De jour en jour, l'art diminue le respect de lui-même, se prosterne devant la réalité extérieure, et le peintre devient de plus en plus enclin à peindre non pas ce qu'il rêve mais ce qu'il voit* (5). »

Les proses de Sinisgalli recoupent certaines des préoccupations de Brancati quant à la constitution éminemment poétique du réel que l'écrivain doit s'efforcer d'atteindre sans la décrire. Ce scientifique traque la rigueur mélodique secrète du monde avec parfois un optimisme esthétique que l'on pourra juger touchant mais exagéré : *« Pour échapper au cafard, aux mauvaises pensées, aux amours tristes, au mauvais temps et aux amis qui nous fuient, il nous suffit de mettre la main sur un bon vers ou de regarder de la belle peinture. »* Si seulement...

Leibniz, avec son harmonie préétablie, sert de référence au poète : il n'est pas de ligne géométrique suffisamment anarchique pour ne pas posséder son équation, sa règle, sa loi.

Et Sinisgalli de commenter : *« Il faut rappeler ce que quelqu'un a dit au poète :* " Dans ses heures les plus hautes, il n'a besoin que d'aligner, et ce qu'il a aligné devient harmonieux " ». De Leibniz à Archimède il n'y a qu'un pas. S'émerveillant de la formule du volume de la sphère, découverte par le savant grec qui la fit inscrire sur sa tombe, Sinisgalli s'extasie devant le mot « rayon », mesure de base des formes rondes et garantie mathématique de la perfection du monde : *« Un rayon ! Ce mot qui marie l'idée d'une forme enchanteresse à un délice céleste. »* Remarque qui trouve son écho dans cette autre notation : *« Un sourire, un regard, un vers, nous les relions à une idée lumineuse, à un éclat éternel. »*

René de Ceccatty

(1) *Poèmes d'hier*, 1991.
(2) *La Muraille et les Livres* in *Enquêtes* (traduction française de Paul et Sylvia Bénichou, Gallimard).
(3) Respectivement publiés par Fayard et Robert Laffont. Signalons que les éditions Fayard, depuis quelques années, ont entrepris la publication intégrale de l'œuvre de Brancati et la republication de textes initialement parus chez Gallimard.
(4) *Le Métier de vivre*, Gallimard, 1958.
(5) Citation extraite du *Salon de 1889*, que le traducteur, Alain Sarrabayrouse, rétablit dans son entier en note. Saluons le sérieux et la richesse de son travail éditorial.

Chants d'Italie

La rigueur et l'exhaustivité de l'anthologie présentée par Bernard Simeone contraste avec le travail par trop lacunaire de « La Pléiade »

LINGUA,
LA JEUNE POÉSIE ITALIENNE
Edition bilingue établie
et présentée par Bernard
Simeone,
avec la collaboration
de Monique Baccelli,
Jean-Baptiste Para et Alberte
Spinette
Ed. Le Temps qu'il fait
320 p., 130 F.
ANTHOLOGIE BILINGUE
DE LA POÉSIE ITALIENNE
Edition établie sous la direction
de Danielle Boillet,
avec la collaboration
de Giovanni Clerico,
José Guidi, Maurice Javion,
François Livi, Laura Nay,
Claude Perrus et André Rochon.
Préface de Danielle Boillet et
Marziano Guglielminetti.
Gallimard, « Bibliothèque de la
Pléiade » 1 170 p., 490 F.

TEL un *« lieu de calques et d'étrangetés »*, Bernard Simeone définit ainsi la jeune poésie italienne. Même si l'adjectif paraît parfois usurpé – certains de ces « jeunes » poètes étant septuagénaires, mais la poésie a-t-elle un âge civil ? –, il faut saluer ce recueil remarquablement soigné par la qualité des traductions, la rigueur du choix, l'exactitude, l'exhaustivité et l'utilité des biobibliographies. Dans une préface historique très riche, l'éditeur a raison de souligner la *« lisibilité »* de ces poèmes, souvent narratifs, en vive réaction avec l'avant-garde des années 60.

A côté de la rigueur de ce travail qui permettra de mieux connaître des œuvres importantes comme celles de Giuseppe Conte, Valerio Magrelli, Amelia Rosselli, Dario Bellezza et de découvrir des noms estimés en Italie et encore peu connus en France, comme ceux de Giovanni Giudici et Giovanni Raboni, on est consterné par la désinvolture et la minceur du choix de « La Pléiade ». *Tabula rasa* : c'est le mot-clé de cette deuxième anthologie, qui ignore donc le travail considérable des précédents traducteurs et éditeurs, connaisseurs, passeurs de cette admirable littérature.

Non seulement la collection « Terra d'altri » de Verdier, mais les collections « Orphée » (à La Différence), les éditions Clémence Hiver, Arfuyen, Maurice Nadeau, Champ Vallon, les anthologies existantes (chez Prisma), les numéros spéciaux de revue (*Sud*, hors série 1992, *Europe*, mai 1983, numéro 649) : rien de tout cela n'existe à en lire cette « Pléiade ». Absent, l'un des plus grands poètes de la littérature contemporaine, Sandro Penna. Aucun de ses poèmes ne figure et, plus grave encore, son nom n'est même pas cité une seule fois. Attilio Bertolucci, Giuseppe Bonaviri, Elsa Morante pour ne parler que d'auteurs déjà disponibles en français, n'ont-ils jamais écrit de poèmes ?

Aucune bibliographie française : le lecteur curieux ne pourra donc jamais savoir où trouver le reste des œuvres citées (un seul poème de Pasolini, trois d'Umberto Saba... En revanche, l'assommant Carducci, cauchemar de tous les étudiants, a les honneurs de cinq traductions) ni comment enrichir ses connaissances. On était en droit d'espérer qu'il y aurait au moins une ouverture sur la poésie qui s'écrit : outre les noms de poètes présents, eux, dans le volume *Lingua* et superbement ignorés par « La Pléiade », qu'au moins Valentino Zeichen, Patrizia Cavalli soient évoqués – ce qui, bien entendu, est le cas dans l'excellente présentation de Bernard Simeone.

Par ailleurs, toujours dans « La Pléiade », la poésie dialectale est très peu représentée. A peine Belli... Et Noventa ? Et Biagio Marin ? Et tant d'autres ?

SILENCE ET EXCLUSIONS

Certes, le maître d'œuvre (Danielle Boillet) précise, dans un avant-propos, que l'entreprise ne pouvait pas prétendre à l'exhaustivité. N'y avait-il pas moyen de conjurer un trop grand silence, de rattraper les exclusions, du moins dans des panoramas historiques plus complets ? Quelques tableaux auraient pu rectifier l'arbitraire relatif des choix.

Pour le passé, la part belle a été réservée à Pétrarque, Dante, l'Arioste et le Tasse. On le comprend, et les traductions (dans le cas de ces classiques, rendues par André Rochon en alexandrins, ou, avec Claude Perrus, en décasyllabes en ce qui concerne *La Divine Comédie*) sont parfois très bien venues, élégantes, naturelles et précises, pour des textes qui présentent d'innombrables difficultés. Et il faut reconnaître que c'est une prouesse de devoir exposer en quelques lignes de pareils monuments. Etait-ce vraiment l'endroit ? Ne fallait-il pas réserver plus d'espace à des poètes qui, eux, n'auront jamais une « Pléiade » pour eux tout seuls ? On veut bien imaginer la difficulté de trouver un équilibre entre l'importance historique et, sinon la valeur littéraire, du moins le maintien d'une certaine force d'évocation poétique.

La poésie n'a pas le même statut au XXᵉ siècle que dans les siècles précédents. Il y avait donc quelque chose d'artificiel à réunir des textes qui ne sont pas vraiment apparentés. Indépendamment de l'évolution des règles prosodiques, de l'assouplissement de la discipline, les lecteurs ne cherchent pas la même chose. Le succès des grands poèmes classiques était comparable à celui de nos actuelles chansons. Les œuvres étaient connues par cœur et se prolongeaient dans toutes sortes d'expression artistique (picturale, musicale, romanesque parfois...). Pétrarque lui-même se plaignait des malentendus que faisait naître sa renommée...

Les fervents de poésie moderne ne sont plus en quête d'une sensibilité dominante, mais au contraire d'un dialogue secret. Pasolini fut probablement le seul à proposer une « poésie civile ». Parvint-il à satisfaire son ambition ? Pour être juste, il faut préciser que cette anthologie n'interdit pas de se poser toutes ces questions et permet même d'avoir une base de réflexion et de rêverie. On déplorera que ne s'y soit pas manifesté un plus grand souci d'objectivité et d'efficacité par rapport au public profane – qui est beaucoup plus curieux que les spécialistes ne le croient et qui est toujours disposé à apprendre.

R. de C.

Dernières livraisons

LITTÉRATURE FRANÇAISE

LE PRINCE VERT, d'Adélaïde Blasquez

Exercice périlleux mais réussi que cette chronique des états d'âme et de corps d'une psychopathe. Le lecteur reconnaît très vite la sagesse des [écrivains] fous, dont le délire explore jusqu'aux racines la vie vécue. Roman jubilatoire, *Le Prince vert* confirme le talent d'Adélaïde Blasquez, dont l'ivresse est l'écriture. Un don d'ubiquité, bien au-delà des frontières de l'asile raisonnable où les romanciers se réfugient trop souvent (Belfond, 174 p., 92 F).

JEHANNE, de Violaine Bérot

L'auteur a vingt-six ans, *Jehanne* est son premier roman. La tentation de raconter, une fois de plus mais inversée, l'histoire de la sainte guerrière. Violaine Bérot découpe en minuscules chapitres – et en phrases courtes au goût approximatif d'ancien français – la dérive d'une Jeanne d'Arc qui aimerait les hommes plus que Dieu et Gilles de Rais plus que les autres hommes (Denoël, 190 p., 75 F).

LE PONT DE LA RÉVOLTE, de Daniel Prévost

Comédien, Daniel Prévost a déjà publié deux romans qui témoignaient d'un talent de romancier à part entière. *Le Pont de la révolte* révèle la vérité d'un homme qui retrouve ses origines jusque-là secrètes. Beau thème, subtilement actuel : né d'une Française, Denis se découvre fils de Kabyle. Un voyage à Taghzout le réconcilie avec la part inconnue de lui-même (Denoël, 252 p., 89 F).

LA FLAMANDE, de Bernard Pouchèle

Rachel Goldberg, veuve Lelouche, assassine Elysée Van de Velde, son second mari. Incarcérée, elle écrit à son avocat et lui dit tout de sa vie *« parce que vous êtes juif »*. Il met un terme à cette correspondance qui devient trop passionnée. C'est alors entre Rachel et l'aumônier de la prison que la confiance s'établit. Sa charitable mansuétude évolue jusqu'à être de l'amour, et source de rupture. Deux thèmes traités avec talent dans ce livre : la quête de leur identité chez des êtres de milieux différents ; le racisme au quotidien, banal et malfaisant. D'être situé dans les années 30 n'enlève rien à l'actualité du roman (Denoël, 415 p. 115 F).

DAMNATION, de Luc Ziegler

Il est des premières phrases de roman banales mais accrocheuses. Par exemple : *« On avait volé mon vélo et la nuit tombait. »* Dès lors, on suit avec plaisir le récit que nous fait des conséquences de ce *« signe du destin »* un narrateur riche de cet humour discret qui dit plus qu'il n'en a l'air. Aussi originales que le style est vif, les péripéties se succèdent qui mettent en scène des situations et des personnages pour lesquels « pittoresques » ne saurait être péjoratif (Belfond, 170 p., 92 F).

LA VOIE DES CERFS-VOLANTS, de Xavier Orville

Lazare est mort. Mais le cercueil ne lui convient pas. Il préfère mourir sur la plage, *« face au ciel »*. Il ne veut pas être *« un mort béni-oui-oui »*. Alors, il soliloque, remue les souvenirs, fait revivre les disparus, engueule les vivants, va parfois *« respirer ailleurs »*. Xavier Orville maîtrise un style si coloré pour un récit paradoxalement réaliste qu'on ne quitte pas l'histoire de Lazare Vainqueur, merveilleux têtu entre la vie et la mort (Stock, 150 p. 85 F).

LETTRES ÉTRANGÈRES

CEUX DES ÎLES, d'Ernesto Castro

Né à Buenos Aires en 1902, l'auteur décrit la vie des aventuriers européens (allemands, majorquins...) sur les îles du rio Paraña (Paraguay). L'ambition meurtrière des pionniers se heurte à la puissance du « père des fleuves ». Une image chaotique et originelle du monde pour les amateurs de grands espaces et de littérature à l'état brut (traduit de l'espagnol – Argentine – par Laure Guille-Bataillon, éd. Phébus, 253 p., 128 F).

PÉPITA, de Vita Sackville-West

Biographie ? Roman ? Satire ? La fantasque, l'audacieuse, l'ambiguë Vita Sackville-West s'est fait une règle, sa vie durant, d'ignorer les frontières, de transgresser les normes, qu'elles fussent sociales ou littéraires. *Pépita*, publié en 1937, en est une extraordinaire illustration. De la vie de sa grand-mère – une danseuse gitane de Malaga, qui épousera un lord britannique – et de sa mère, elle fait un récit flamboyant, *« mélange de tragédie et, oh, non, pas de comédie, mais de folle gaieté »*, aux frontières de la réalité et de la fiction, folle ronde de l'Espagne aux Etats-Unis, de la France à l'Angleterre (traduit de l'anglais par Emmanuel Lossowsky, avec un cahier iconographique, éd. Salvy, 280 p., 130 F).

Pierre Bergounioux, maître « ignorant »

Avec obstination et humilité, l'écrivain ressuscite des figures immémoriales
« Ils vivaient et mouraient et renaissaient depuis la fin des âges... »

MIETTE
de Pierre Bergounioux.
Gallimard, 168 p, 80 F.

A côté des écrivains qui pensent le temps présent, qui imaginent ou rêvent les temps à venir, il en est d'autres que leurs pas portent constamment vers le passé, ramènent vers l'origine. Inaptes à toute anticipation, comme à l'écart du monde et du présent dans lesquels ils vivent, ceux-là semblent manquer singulièrement d'imagination.

Travaillant dans l'obscure mémoire dont ils sont les dépositaires et les héritiers, ils creusent leur sillon, toujours dans la même aire, remontent le cours du temps, interrogent sans fin l'immémorial – cet inestimable héritage qu'ils ont reçu en partage, qui est au coeur de leur désir d'écriture. A la vanité de ceux qui *savent* toujours, ils opposent, sans prestige visible mais non sans orgueil, leur humble « ignorance ».

Parmi ces « ignorants », Pierre Bergounioux s'est taillé, depuis plus de dix ans, une position de maître. Si l'on devait établir une filiation littéraire, il faudrait tracer une lignée française remontant à Descartes et Corneille – pour l'usage des vertus morales, de la raison et le goût de l'honneur –, et allant jusqu'à Péguy et Giono – pour l'enracinement dans l'âpreté de la terre. Chacun des livres de Bergounioux constitue une étape dans la lente remontée du souvenir, une exploration de ses différents lieux (1). Participant d'un projet général dont le dessin s'élabore à mesure, chaque récit – l'éditeur a heureusement renoncé a inscrire le mot « roman » sur la couverture – peut cependant se lire d'une manière autonome.

« Savoir n'est pas nécessaire. D'abord, ça suppose qu'on prenne du recul, qu'on arrête un peu et le temps manque. Il y a trop à faire pour qu'on s'offre le luxe de s'interrompre un seul instant. Les choses sont là, obstinées dans leur nature de choses, corsetées de leurs attributs, rétives, dures, inexorables. »


Une œuvre de mémoire et de conservation.
MARTINE SIMON

Adrien est le dernier-né et le dernier survivant des quatre enfants de Marie, qu'on appelait Miette, et de Pierre, mort prématurément en 1936. Avant lui, il y a eu Lucie, puis Baptiste et Octavie, tous venus au monde avant la Grande Guerre ; tous, comme Miette, ayant fait l'expérience de cette dureté, de cette obstination des choses et du temps.

Le récit commence au début des années 80, dans la campagne limousine, juste après la mort de Baptiste et de Jeanne, sa femme. Seul témoin de toute cette mémoire endeuillée, Adrien est le fil qui conduit le narrateur au coeur de ce passé immédiat, et, à travers lui, d'un passé antérieur, immémorial. A plusieurs reprises, Pierre Bergounioux écrit que ses personnages sont des figures vieilles de trois mille ans, qu'ils *« vivaient et mouraient et renaissaient depuis le fond des âges, identiques à eux-mêmes, inchangés, tels que la terre, les choses, sans interruption, les avaient requis »*.

Deux photographies sont comme une cartographie de la mémoire. La première, datant de 1905, montre Pierre et Miette ; mais les traits de celle-ci sont *« entièrement effacés, comme si elle n'avait pas de visage, juste un contour que rempliront, préciseront les maternités successives, l'abnégation, le reniement de soi »*. Sur la seconde, cinq ans plus tard, Miette est visible, avec ses quatre enfants, figurant *« la procession des âges »*. Précédant ces deux images, le drame invisible, personnel, dont Miette fut la protagoniste et la victime : son mariage arrangé, le refus, puis l'acceptation, *« par déférence à l'ordre existant, par désir de complet effacement »*, au nom d'une certaine vision du monde – vision inexprimable, où le désir propre, l'affirmation de soi n'ont aucune place, où seuls importent cette *« abnégation »*, ce *« reniement »*.

UN UNIVERS FIGÉ

L'univers que décrit Bergounioux, les figures qui l'habitent – Octavie, la célibataire, l'intellectuelle, Baptiste, l'homme des forêts, le taciturne, dont le mariage avec Jeanne est comme la répétition de celui de Miette et de Pierre... – semblent figés dans un *« maintenant »* éternel : *« ... Maintenant, c'est avant, c'est toujours. Rien ne peut plus nous être enlevé ni se perdre. Tout est bien. » « Tout est grâce »*, pensait déjà Bernanos... Dans ce temps arrêté, la part propre de chacun est réduite, négligeable – du moins au regard d'une conception de l'existence qui fait triompher le moi, un moi libre de ses pensées et de ses mouvements, maniant fièrement les *« attributs de la domination »*.

Sous sa plume attentive, dans le lent creusement qu'accomplit chacun de ses livres, Pierre Bergounioux fait oeuvre de mémoire et de conservation. Il écrit, admirablement, au présent, sans concession à l'égard d'un quelconque passéisme, à partir d'un monde qui termine son agonie, qui meurt ; monde rural et terrien, où l'homme s'accordait, douloureusement, avec effort, à un ordre dont, obscurément, il se savait le garant.

Patrick Kéchichian

(1) Dans *Points cardinaux*, qui vient également de paraître, Pierre Bergounioux se penche sur ses souvenirs d'enfance en Corrèze (Fata Morgana, 48 p., 54 F). Signalons également *Causses et vallées*, un volume collectif publié par les Presses du Languedoc, dans la série « Impressions de Lozère », qui comporte un texte de l'écrivain ainsi que des contributions de Pierre Michon, François Bon, Malek Alloula... (188 p., 150 F).

Drôles de solitudes

Trois destins portés par la musique grinçante d'Yves Pagès

PLUTÔT QUE RIEN
d'Yves Pagès.
Julliard, 161 p, 85 F.

RIEN de commun, *a priori*, entre un journaliste qui se raconte au fil de testaments successifs, un docteur *« ès têtes »* spécialiste des questions mal posées, et un coursier mélancolique victime d'un accident stupide sur le macadam parisien. Yves Pagès prend bien soin, d'ailleurs, de ne pas faire se croiser artificiellement les destins de ses personnages. Pourtant, pour séparées qu'elles soient dans des parties distinctes du roman, les trois histoires s'enchaînent logiquement, portées par la musique grinçante d'un écrivain qui nous avait déjà habitués dans ses précédents romans (1) à se jouer des conventions romanesques.

La réalité du monde afflige Yves Pagès. Aussi, sans pour autant la nier, il ne peut résister au plaisir de la subvertir. En ce sens, ce jeune romancier de trente et un ans est un manipulateur hors pair, qui pourrait fort bien, si l'envie lui en prenait, écrire des traités de stratégie. En outre, et c'est bien agréable, il serait vain de chercher chez lui la moindre trace de sensiblerie. Yves Pagès n'est pourtant pas un cynique prenant la pose, mais il s'oblige à garder ses distances.

De 1918 à aujourd'hui, le héros négativiste de *Testaments*, la première chronique de *Plutôt que rien* s'accommode plutôt bien que mal de son désir d'en finir avec l'existence. Il y a du André Frédérique chez ce rédacteur de dépêches d'agence qui tient son journal intime sous forme de codicilles, il est vrai que la Grande Guerre lui a laissé un arrière-goût de gaz dans les poumons, et qu'il n'a jamais compris pourquoi un mortel hasard n'avait jamais voulu de lui. Après la fin des hostilités, il partira à la recherche de son père afin que ce dernier, disparu au champ d'honneur, ne fût pas privé de la citation et de la parcelle de monument aux morts auxquelles il pouvait légitimement prétendre. De quête lasse, il finira par adopter un cadavre peu ou prou ressemblant avec son géniteur. Comment, ensuite, n'aurait-il pas porté le deuil de lui-même en se muant en une espèce de greffier de toutes les folies et barbaries de la planète ?

Le médecin cancéreux de *Mental test* lutte, lui, contre la morosité de vivre en se réfugiant derrière un discours en apparence incohérent sur la seule maladie digne de ses recherches : le rhume de cerveau. Et c'est sans grand risque d'être démenti qu'il peut affirmer doctement : *« Si la guerre au rhume a été déclarée il y a plusieurs siècles, j'annonce aujourd'hui qu'elle est totalement perdue. »*. Il lui arrive tout de même de se souvenir parfois qu'un crabe ronge son corps : *« Le perpétuel rapport de forces du cancer tient à ce constat ridicule : sous la peau, il fait nuit et c'est en fermant les yeux qu'on commence à y voir clair, en retournant par défi le cuir de son visage comme un gant. »*

Les déjections animales, qui sont l'un des charmes des trottoirs parisiens, ne pouvaient qu'inspirer Yves Pagès. Ici, c'est un coursier en mobylette qui, aveuglé par une fiente de pigeon, perd la vie et retrouve par la même occasion une existence aux yeux de ceux pour qui il n'était qu'un petit métier en goguette. Un suicidaire increvable, un agonisant insatisfait et un mort ordinaire, telles sont les individualités dont Yves Pagès a peuplé son dernier carrefour des solitudes.

Pierre Drachline

(1) *La Police des sentiments* (Denoël, 1990) ; *Les Gauchers* (Julliard, 1993).

Lumière noire

CAPORAL SUPÉRIEUR
de Daniel Boulanger.
Gallimard, 336 p., 120 F.

SI, bien avant de s'installer à Senlis, Daniel Boulanger a bourlingué du Brésil à l'Afrique, d'où il rapporta les *Tchadiennes*, il y a maintenant belle lurette qu'il poursuit un *« libre tour de France »* dans ses recueils de nouvelles et ses romans – trente-six volumes à ce jour. Ici et là, c'est une province immuable, où *« le jour sent bon et fort »*, et où l'on prend le temps de le savourer. Ainsi à Saint-Bastin, cité picarde, dotée d'un théâtre Napoléon III et d'une gare maritime, la lumière, mêlée aux voiles des bateaux, a parfois *« la consistance d'un nougat »*. Mais ces notations succulentes, où l'on reconnaît, entre toutes, l'écriture finement sensuelle de Boulanger, désignent cette fois une *« lumière noire »* : le plus *« goûtu »*, dans son dernier roman, est fait de perversité et de crimes.

D'emblée, l'atmosphère paraît un peu bizarre : à peine sortis de la pâtisserie, La Soute à biscuits, les notables au grand complet vont au cinéma Universal Triumph contempler les méfaits de la sanglante comtesse Ezbereth Bathory. Les lectures ? Sur le conseil du bibliothécaire Foliot, on s'arrache les biographies de monstres, Torquemada, Landru, Néron. Léa Chambourd, veuve d'armateur à la soixantaine encore séduisante, se passionne pour Héliogabale, et peint inlassablement des variations sur un unique sujet : une porte dans un mur tournant. Plus rassurante, la pulpeuse Solange, son employée, quasiment sa fille adoptive, sillonne la ville sur sa bicyclette chargée des salades de son amoureux Marcel, marchand de légumes à Ambleuse.

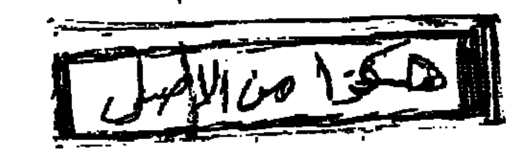
Mais l'été torride est terni par la *« fleur sombre »* d'un fait divers : des hommes se volatilisent, *« soufflés comme des pions »* – des hommes plutôt âgés, sans relief, apparemment quelconques. D'abord Barnel l'ancien, de la cidrerie Barnel, puis le photographe Dubonnat, spécialisé dans les photos licencieuses, enfin le notaire Me Bouverie. Fugues ? Suicides ? Meurtres ? Un vent de folie menace la cité, tandis que chacun s'interroge. *« Pour ses sales besognes, commente Foliot, le grand horloger se sert de la première main venue. »* Le commissaire Chanfrein – la plus belle voix de la ville – s'abandonne au désarroi. Même le « mage », le rebouteux Léon Lesueur, donne sa langue au chat.

Le lecteur n'attendra ni le diagnostic du docteur Garrot ni l'enquête de Lamentin, fin limier envoyé de Paris, pour connaître le fin mot de l'histoire des disparus de Saint-Bastin. Car il s'agit d'une énigme moins policière que, somme toute, métaphysique ; moins d'un divertissement que d'une tragédie : peut-on être à la fois *« le jour et la nuit »*, faire de l'enfer un paradis ? Il faut revenir à la petite *porte noire* (c'était déjà le titre d'un des premiers livres de Boulanger), celle du jardin de naguère, celle de l'enfance dont on ne veut plus, celle par laquelle chacun peut se retirer dans ses propres *« coulisses »* : rien de plus beau que ce rectangle de bois qui *« s'ouvre sur l'infini que l'on veut »*.

Monique Petillon

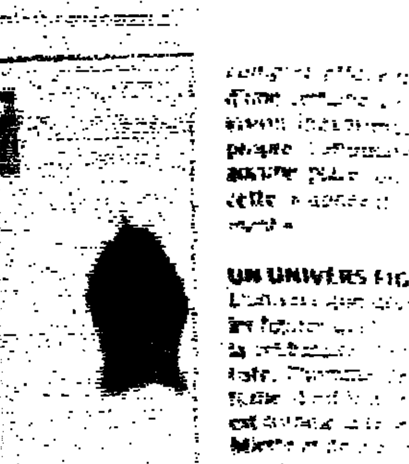
★ En même temps que ce roman, Daniel Boulanger publie un nouveau volume de « Retouches », *Sous-main* (Gallimard, 122 p., 128 F).

Signalons aussi la réédition, en Folio, de son roman *Ursaq* paru en 1993 (no 2669).



tre « ignorant »

te des figures immémoriales depuis la fin des âges... »



UN UNIVERS FIGÉ

Lumière noire

Course d'élans

Engagements et utopie d'hier face au réel ordinaire d'aujourd'hui. Daniel de Roulet offre deux récits au ton de fable douce-amère

LA LIGNE BLEUE
de Daniel de Roulet.
Seuil, 204 p., 89 F.
LA VIE, IL Y A DES ENFANTS POUR ÇA
de Daniel de Roulet.
Canevas éditeur
(Place de l'Eglise, 39290 Frasne),
54 p., 48 F.

Le Français d'aujourd'hui « vit sa vie », le Grec de l'Antiquité « courait sa course »... Avec le roman de Daniel de Roulet, ces formules se confondent, comme se superposent le temps de la lecture et celui que Max, le personnage central de *La Ligne bleue*, met à parcourir les 26 miles du marathon de New York. Dans la cohorte des participants qui communient dans une liesse païenne et familière affirmant les solidarités de l'effort sans entamer la solitude de l'athlète, le lecteur vit la course comme Max semble courir sa vie.

A la veille de ses cinquante ans, cet homme sec et vif participe pour la première fois à cette kermesse inouïe où s'est réfugiée l'aventure individuelle. Il ne tranche pas sur le lot commun : ici le riche paie pour distraire les pauvres, spectateurs goguenards ou offusqués par ce loisir de l'élite, où les futurs ministres rivalisent de forme avec d'autres notables, en un challenge douteux. Max est architecte et conçoit des *« gares de triage célestes »* – entendez les halles de fret d'aéroports –, ces *« objets d'étude immatériels »* qui plaident l'innocence d'un savoir technique neutre lorsqu'ils négligent les enjeux de la mémoire ou de l'environnement (le projet de Nagasaki prévoit une piste sur le cimetière des victimes de la bombe !)





JACQUES BÉLAT

Daniel de Roulet, retour nostalgique

Au ras du bitume, à travers la ville, du pont Verrazano à Central Park, cinq districts, 26 miles, 26 chapitres pour que Max retrouve le réel, ses sensations physiologiques (on aimerait dire anatomiques), et, par-delà sa culture (de la course historique de Philippidès à l'origine de l'*Ulysse* de Joyce), un regard si aigu qu'il tient du reportage de chroniqueur sportif : l'ambiance, le réseau des organisateurs, le parcours magiquement idéalisé au sol par une ligne bleue dont l'incantation rythme la respiration, les publics successifs, rendus avec la légèreté d'un sociologue dilettante. Un œil-caméra qui est aussi celui d'un esthète, commentant avec les partis pris d'un professionnel les édifices qui bornent le parcours et identifient, plus encore qu'une ville, sa civilisation.

Etonnante visite guidée de New York à perdre haleine, où Max retrouve sa conscience d'homme en marge, de saboteur anonyme, dévoilant une ancienne course secrète, sans officiels ni récompense, mais préparée avec la même rigueur chronométrique. Un exploit de jeunesse, quand l'activisme politique donnait un sens à l'ardeur de cet âge. Une course de nuit à travers le Jura, par-delà la frontière, d'autres frontières aussi, entre le jeu social et la révolte du militant antinucléaire, l'ordre établi et le panthéon intime d'un jeune bourgeois français : Courbet, qui compromit sa respectabilité en mettant à bas la colonne Vendôme, ou l'éditeur italien Giangiacomo Feltrinelli, dandy lettré et intègre qui donna sa vie pour son idéal, attestent qu'*« on pouvait faire l'histoire »*. C'était il y a longtemps, avant la faillite du post-modernisme et l'écœurant triomphe des opportunismes. En retrouvant *« ses racines planétaires »*, Max recolle les morceaux d'un être fracturé, qui, clandestin, courait pour ne pas être vu, *« ému de tout ce qui ne lui était pas arrivé »*, et qui aujourd'hui exhibe son effort, son défi, dans la ville même de son intégration. Il finit dans le temps qu'il s'est imparti – comme naguère, lorsqu'il bravait la loi. Mais les larmes qu'il verse à l'arrivée trahissent sans doute moins la joie d'avoir tenu son pari que le souvenir d'une euphorie enfouie – celle qu'il y avait à réussir quelque chose pour les autres, plutôt que de laisser intransitif le verbe réussir.

Ce retour nostalgique sur la génération qui voulut, à la fin des années 60, concilier devoir de résistance et besoin d'utopie, Daniel de Roulet en propose une variation intime dans un texte court et très beau, *La vie, il y a des enfants pour ça*, qui s'ouvre sur la naissance d'un enfant et s'achève douze ans plus tard, lorsque le jeu social rattrape la « famille ». Disqualifier les vieux modèles, sans inverser les schémas patriarcaux, favoriser l'éveil de l'enfant au risque de s'asservir soi-même, tel était l'enjeu qui permettait à l'homme et la femme, Daniel et Chiara, d'accueillir Léo, symbole d'une vie vraie, où le père se blesse pour protéger son fils, le porte sur ses skis *« pour lui donner très tôt l'amour de la vitesse blanche »*, l'entraîne dans un tour du monde riche en miracles et en drames, grotesques ou secrets.

Mais pour l'enfant, les adultes semblent *« des gens compliqués, qui hésitent à lier irrémédiablement leur destin au-delà des épisodes de leur bonheur commun »*. Constat doux-amer sur la fin des utopies ? Non, puisque chacun médite la morale et choisit le réel ordinaire comme remède : *« Et, plus tard, se jurent-ils, le premier qui aura cinquante ans épousera les deux autres. »*

Philippe-Jean Catinchi

Les fantômes d'Amiel

Suite de la page I

Amiel, lui, n'en finissait pas de *vomir sa langue, sa vie, dans un journal qui servait de panacée à sa dé*sespérance. Il donna dans la mystification du devoir social, dans la bouffonnerie de l'accomplissement de soi. L'idéaliste rédigeait sa biographie d'intellectuel farceur, le raté venait après lui corriger la copie et supprimer les effets de manche. Amiel n'était pas dupe. Il savait qu'il puait le macchab : sa chair était pétrie des cendres de sa mère, sa carcasse bâtie avec les os brisés de son père. De la tisane coulait dans ses veines, son cerveau charriait du sucre d'orge.

Il y a deux races d'écrivains : ceux qui mènent leur vie à la cravache, ceux qui sont des flagellants. Amiel faisait partie des seconds. Il renonça, ne se sentant ni l'appétit d'un viveur du tragique ni la vaillance d'un héros du bonheur. Il eut la politesse de ne plus guerroyer, n'ayant jamais réussi à mettre au clou sa charge de désillusions.

En lui coexistaient l'enfant et le condamné ; l'enfant qui n'avait pas demandé à naître, et le condamné qui refusait de se croire perdu. Longtemps, il s'était haï avec excès. Désormais, il faisait la paix avec lui-même dans son journal : il avait choisi de seulement polémiquer avec le détracteur qu'il portait en lui. Las ! Plus le temps passait, plus il voyait ses jambes flageoler sous le poids de son ennemi intérieur. *« L'homme n'est pas celui qui dit :* Me voici, *mais celui qui dit :* J'ai tué le saboteur en moi. » Il se répétait cette phrase en vain. Il était devenu un massacreur de lui-même. Il dévorait sa propre chair, fade, écœurante, qu'il mâchait avec lenteur avant de la recracher dans son journal. Parler de soi, c'était pour lui se déchirer à belles dents et jeter les lambeaux de chair en pâture à l'ennemi intime qui piaffait dans son ventre et lui griffait les entrailles.

Il n'avait pas besoin des femmes, il rêvait d'être par elles transformé en cerf, puis dévoré par des chiens. Il aimait les vieilles filles parce que, amoureuses déçues, elles se métamorphosaient en Erinyes et le pourchassaient de leur vengeance. Il n'avait pas besoin de famille, il vivait dans l'autarcie de la haine, son détracteur le pourvoyant de chicaneries et de misères quotidiennes. Il se noyait et l'*autre*, la meule au cou, l'entraînait vers la zone des turbulences. Il finissait par croire que le supplice de Mézence avait été inventé pour lui : il se sentait comme un vivant enchaîné à un cadavre. Il traînait dans son sillage le spectre de son père. Lui-même n'était plus que poussière funeste. Il persévérait dans le néant avec une obstination que n'aurait pas un mort. Il était une voix, une conscience, mais son corps, paralysé, ne valait plus rien. Il monologuait, il cherchait à se déterrer, mais son journal était devenu une tombe à soliloques. Il s'était claquemuré dans son caveau, comme les enfants s'enferment pour rire dans leur coffre à jouets avant de mourir asphyxiés. *« Déjà, la cognée est mise à la racine des arbres : tout arbre donc qui ne produit pas de bon feu sera coupé et jeté au feu. »* Dans son journal, comme naguère dans les lettres de sa mère, Amiel avait entendu un cri : le cri d'un homme qui s'égorgeait.

Roland Jaccard

Histoires littéraires
PAR FRANÇOIS BOTT


B. CLEVE

CARNETS 1946-1984
de Jean Hugo.
Actes Sud, 568 p., 178 F.
LITTÉRATURE VAGABONDE
de Jérôme Garcin.
Flammarion, 344 p., 120 F.

Tours de France

Les prenoms et les patronymes trop voyants connaissent parfois la même détresse ou les mêmes vicissitudes que les chapeaux à fleurs. Comment avoir l'air détaché lorsqu'on se prénomme Cunégonde ou lorsqu'on s'appelle Hugo ? Le peintre Jean Hugo, arrière-petit-fils de Victor, ne s'en tira pas trop mal. Il se fit un prénom comme artiste et comme memorialiste. Et Valentine aussi. Je veux dire Valentine Gross, la demoiselle qu'il avait épousée en 1919. Ils fréquentèrent tout le joli monde des années 20 : Erik Satie, Serge de Diaghilev, Igor Stravinsky, Pablo Picasso, Marie Laurencin, Paul Morand, Jean Cocteau, Raymond Radiguet et beaucoup d'autres, qui se laissaient emporter par le tourbillon de la vie. On s'enivrait au Bœuf sur le toit, et l'on faisait tourner les tables rue Chateaubriand, pour apprendre que Radiguet ne vivrait pas très vieux. Jean Hugo mourut en 1984, après avoir raconté tout cela dans Le Regard de la mémoire, *que l'on réédite cet hiver (1). Tout avait commencé le 1er août 1914, sur une plage des îles anglo-normandes, où le narrateur ramassait des coquillages avec sa sœur et* « une jeune Anglaise » *dont il* « se croyait amoureux ». *Ce fut une drôle de journée, qui avait encore le charme de l'insouciance. D'une guerre à l'autre,* Le Regard de la mémoire *s'arrêtait en 1945, sur le coup de cœur ou le coup de foudre de Jean Hugo pour une (autre) demoiselle d'outre-Manche, qui allait devenir sa deuxième épouse, parce qu'elle avait rêvé du continent.*

Il restait des Carnets, *qui nous permettent de connaître la suite, car ils nous emmènent de janvier 1946 à mai 1984. Regards de peintre : les couleurs comptent davantage que les sentiments. Ou du moins ceux-ci ne se devinent qu'à travers celles-là. En 1952, lors d'un voyage à Moscou, Jean Hugo s'avisa de faire un croquis* « sur la rive de la Moskova » *: une* « maison jaune », *une* « maison rose », *la* « neige bleue », *le* « ciel gris » *qui* « tournait au rouge » *et une femme vêtue de noir, avec son* « fichu blanc sur la tête ». *Mais un milicien confisqua le dessin. Car les peintres ne cessent de voler des secrets d'Etat. C'est une chose que l'on sait depuis longtemps... Vers la fin de son existence, Jean Hugo devint* « presque aveugle ». *Etait-ce la punition d'un homme qui avait trop aimé contempler et capter les choses ? Le plus souvent, il n'apercevait plus que* « les comètes et les soleils noirs de la mélancolie ». *Dans son mas de l'Hérault, qu'il avait hérité de sa grand-mère, il retrouvait* « les ténèbres profondes » *des maisons de l'enfance.*

Jérôme Garcin fait son tour de France, non pas celui des cyclistes, mais celui des écrivains. Quoique les deux parfois se confondent. Voyez Louis Nucera avec Mes rayons de soleil *et, pour ce qui est de l'Italie, Dino Buzzati avec ses réflexions sur* Le Giro 1949 *et* « le duel Coppi-Bartali ». *La promenade débute à Croisset, chez* « Monsieur Flaubert », *puisque Jérôme Garcin donne pour épigraphe à son livre cette phrase de Maupassant :* « Il reprenait son labeur et, toute la nuit, les mariniers qui descendaient ou remontaient la Seine se servaient de loin, comme d'un phare, des quatre fenêtres de Monsieur Flaubert. » *C'est dans la littérature que Jérôme Garcin apprit la géographie. Ses* « premiers professeurs de France » *furent Montaigne et Marcel Proust, Voltaire et Jean Giraudoux, Balzac et Georges Perros. J'aime bien cette façon de dire et de ressentir :* « La France était douce, verte, jeune et mystérieuse. Elle avait la beauté que l'écrivain lui prêtait (...). Je confondais le style et le site. Je faisais du tourisme grammatical. » *Les librairies sont certainement les meilleures agences de voyage... Après, il a fallu tout de même aller vérifier l'état des lieux. Aller voir si les paysages et les livres se ressemblaient. Découvrir comment le climat, les couleurs et la lumière façonnent les âmes ou les caractères.*

Le paradoxe ou l'énigme, c'est que, parfois, les écrivains semblent avoir annexé les endroits et les avoir mis sous leur juridiction. Prenez le Limousin : c'est une province giralducienne. Et le Bordelais est devenu mauriacien. Les promenades de Jérôme Garcin l'ont entraîné dans une vingtaine de départements : le Maine-et-Loire pour Julien Gracq, le Finistère pour Georges Perros, le Vaucluse pour René Char, l'Essonne pour Claude Roy, le Calvados pour Françoise Sagan, la rive droite et la rive gauche pour Patrick Modiano, le Var pour François-Régis Bastide ou le Val-de-Marne pour Bernard Frank... L'auteur de cette Littérature vagabonde *a repris la vieille habitude française de la* « visite protocolaire ». *Germaine Necker, la future Mme de Staël, se rendit chez Voltaire. Emmanuel Berl fut reçu dans la chambre de Proust, Jean-Louis Bory dans le salon de Colette et Modiano dans la salle à manger de Berl. Au cours de leur pèlerinage, les jeunes générations s'étonnaient de constater que, même s'ils avaient déjà rejoint le club des* « classiques », *ces gens-là avaient des rhumatismes comme tout le monde. Ensuite, pour rendre compte de la visite, il fallait conjuguer le* « talent de portraitiste » *et celui de* « paysagiste ». *Jérôme Garcin ne manque ni de l'un ni de l'autre.*

Dernière leçon de géographie : la lecture des textes de Charlotte Delbo, le 3 février 1995, à Vigneux-sur-Seine, sa ville natale, et dans les communes des deux cent vingt-neuf autres femmes qui furent déportées avec elle, à Birkenau, pendant l'hiver 1943. Elle a raconté leur histoire dans Le Convoi du 24 janvier *(2). Il y avait Marie-Jeanne de Saint-Affrique, Antoinette de Quimperlé, Georgette de Sainte-Foy-la-Grande, Vincentella d'Ajaccio, Marguerite de Nantes, Marthe d'Angoulême... Morte en 1985, Charlotte Delbo a laissé sans doute le plus beau livre sur les camps. C'est une sorte de poème d'amour, qui s'intitule* Aucun de nous ne reviendra *(2). Pour rendre justice à l'œuvre de Charlotte, la compagnie théâtrale Bagages de sable (3) a formé une sorte de chœur antique, avec trois cent vingt comédiennes, réparties dans les diverses communes. Secrétaire de Louis Jouvet avant la guerre, Charlotte connaissait très bien le répertoire classique. Elle se récitait* Le Misanthrope *durant* « l'appel », *et le fantôme d'Alceste se faufilait parmi les SS. Après guerre, elle écrivit à Jouvet, pour lui dire que* « le voyage d'Eurydice auprès du *(sien)* n'était qu'une plaisante excursion ».

(1) Actes Sud, 516 p, 178 F. Existe également dans la collection de poche « Babel ».
(2) Editions de Minuit.
(3) 38/40, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris. Tél. : 45-86-53-80.

D'autres mondes
PAR NICOLE ZAND

Un homme nommé cheval

AUTOBIOGRAPHIE D'UN CHEVAL
(Sweet William)
de John Hawkes.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par François-René Daillie,
Seuil, coll. « Fiction & Cie »,
132 p., 130 F.

Malgré quinze romans traduits, malgré le prix du Meilleur livre étranger qui fut décerné, en 1974, à *Oranges de sang*, malgré le prix Médicis étranger pour *Aventures dans le commerce des peaux en Alaska* en 1986, malgré sa réputation d'être un des plus brillants représentants d'une nouvelle écriture américaine, John Hawkes – que Maurice Nadeau avait découvert, en 1949, avec *le Cannibale* et qui va fêter ses soixante-dix ans cette année – n'a pas encore réussi à vraiment s'imposer auprès des lecteurs français. A cause de ses qualités mêmes. Une écriture post-moderne et antiréaliste, scintillante, sensuelle, aux frontières de la prose et de la poésie, un univers complexe, fondé sur l'imaginaire et sur les jeux de la métamorphose et de la parodie. Un romancier attaché à la littérature, dans la lignée de Melville, de Poe, de Faulkner, lecteur de Camus, de Céline, traducteur de Bataille, qui a toujours refusé la fiction autobiographique et qui affirme : *« Je n'écris pas pour me servir de ma vie comme d'une source. »*

C'est entendu : John Hawkes n'est pas un cheval ! Et pourtant, que penser de ce styliste accompli, qui a souvent donné une place de choix aux chevaux parmi ses personnages, qui les aime depuis l'enfance et qui nous livre avec *Autobiographie d'un cheval*, son dernier roman, paru l'an dernier aux Etats-Unis, un déchirant témoignage d'amour et d'empathie pour la condition d'un cheval vieillissant ? C'est là un nouveau tournant dans une œuvre faite de ruptures qui ne cesse de surprendre par la richesse de son imaginaire, de son traitement du quotidien et de l'étrange pour explorer la vie intérieure d'êtres simples soumis à la violence du monde. En l'occurrence, cette fois, c'est Guilledou (en anglais, Sweet William), un vieux pur-sang, qui raconte sa vie. A la première personne et au passé simple.

« Je te préviens aimablement, toi qui feuillettes ces pages, arrête tant qu'il est temps et réfléchis. La vie de cheval qui va suivre n'est pas faite pour l'amateur de chevaux ordinaire, avertit l'auteur. *Pas question ici de se consacrer aux règles et aux vertus de l'équitation, ni de parfaire son talent de cavalier. Si c'est cela qu'il te faut, lecteur, va voir ailleurs. Mais si l'indignation ne te gagne pas facilement, si tu es prêt à faire une croix sur ce que tu pourrais attendre de familier, de déjà vu, eh bien vas-y, continue, chevauche jusqu'au bout, et dans les vicissitudes de cette vie de cheval, retrouve celles de ta propre vie. »* Une existence cruelle, où la beauté le dispute à l'horreur, où la vie concrète vire au fantasme, et que rumine le Vieux Cheval, alias Guilledou, alias Pétrarque.

La vie de Guilledou de l'hippodrome à la bétaillère

Misanthrope, raisonneur, bagarreur, dépressif, il se souvient de tout, Guilledou ; et même du moment idyllique de sa naissance. En plein bonheur. Il était le quatorzième poulain de Milly-Longues-Jambes, la plus grande des pouliches du haras qui, trois semaines après sa naissance, allait mourir deux fois dans d'atroces souffrances, ressusciter quelques instants et sortir de son tombeau. S'ensuivrait une mise en scène macabre pour faire accepter l'orphelin comme sien à Rose-des-Brumes, la mère d'un poulain mort-né, en l'enveloppant dans le placenta de celui-ci... *« De sa langue chaude, elle m'ôtait de la tête et du corps les membranes de son poulain mort, me faisait tourner, me poussait doucement, me nettoyait, jusqu'à ce que, pour la seconde fois de ma vie, je ne porte plus trace de l'odeur du placenta. »*

En treize chapitres, aux longs titres explicatifs et suggestifs comme dans les romans anglais à la *Tom Jones*, défilent les moments importants d'une vie de cheval : ce qu'il appelle la perte de l'innocence lorsqu'il voit son géniteur, un grand étalon noir, inséminant une jument entravée ; ses premiers émois amoureux auprès d'une jolie ponette aux reflets d'un gris bleuté ; son dégoût instinctif pour le turf (*« Je n'éprouve aucune admiration pour ceux qui courent, et refuserais de courir à nouveau si je le pouvais. Le cheval le plus méritant est celui qui arrive bon dernier, ou qui tombe »*), bien qu'il ait connu les acclamations de la foule lorsqu'il gagnait la course. Et le souvenir douloureux de la mutilation irréversible destinée à mater celui qui se croyait *« l'éternel étalon inséparable de l'éternelle jument »* : *« Le premier cheval jamais apparu sur la terre, il y a des millions d'années, était une petite forme de vie équine à peine de la taille d'un renard ; et pourtant c'est de lui que tous les autres jusqu'à nous sont descendus. Et maintenant, le petit renard des origines était mort en moi. »*

Lorsque, à vingt-deux ans, éclopé, souffreteux, le hongre, qui répond désormais au nom de Pétrarque, est recueilli à Hidden Hall, le Château caché, il partagera ses années de vieillesse, son box même, avec l'homme qu'il appelle Maître. Tous deux souffre-douleur de Ralph, le palefrenier irlandais, dans un rapport maître-esclave digne de Beckett. Pour revenir à son point de départ comme dans les romans picaresques circulaires, comme dans *le Manuscrit trouvé à Saragosse*.

Ce Guilledou-Pétrarque, qui raconte sa vie d'esclave et sa vieillesse *« laide et majestueuse »*, ce cheval qui parle comme un homme et qui meurt comme une bête évoque immanquablement un autre cheval de la littérature, le hongre pie héros-narrateur de *Kholstomer*, la superbe nouvelle de Tolstoï, que John Hawkes a peut-être lue (1). Kholstomer, qui ne peut admettre qu'on puisse « appartenir » à quelqu'un : *« Les mots : mon cheval, qui me concernaient, moi un cheval vivant, me paraissaient aussi étranges que les mots : ma terre, mon air, mon eau »*, écrit Tolstoï. (En 1892, le comité de censure n'autorisera la publication de la nouvelle qu'à la condition de supprimer les passages où *« l'auteur exprime des tendances tendancieuses sur la notion de propriété. »*)

A plus d'un siècle d'intervalle, leur passion commune pour les chevaux, *« l'amitié »* qu'avait Tolstoï dans les dernières années de sa vie pour Délire, leur compassion pour la fin atroce de leur personnage et leur réflexion sur la mort (*« Il soupira profondément. Il se sentit allégé, allégé de tout le poids de sa vie »*), tant de choses réunissent ces deux romanciers qui nous offrent, chacun à sa manière, un roman sur les relations humaines (*« Ce n'est pas un cheval, c'est un ami »*, écrivait Tolstoï).

Roman d'apprentissage, roman de dressage d'un homme nommé cheval. Jusqu'au dernier jour, où Maître, en costume noir, chemise blanche, cravate à pois, avec la pointe d'une pochette blanche dépassant de sa poche de poitrine, procède à l'ultime rituel accompagné de ses assistantes, trois femmes, trois mères, trois divinités : Virginia la vétérinaire, Holly l'équarisseuse, Millie qui l'avait vu naître... Tout près, attend la bétaillère qui va emporter la carcasse. *« Allons ! Pressons ! Qu'on en finisse ! »*, insiste le narrateur. Fin de la tragédie. A chacun son cauchemar.

(1) Tolstoï : *Souvenirs et récits. Le Cheval*, « Pléiade » Gallimard, pp. 940-984.

La vie du langage
PAR DENIS SLAKTA

Moderne galimatias



SERGUEÏ

Il faut réagir ; au plus vite. Et commencer par retrouver, comme paraît y inviter la dernière livraison de la revue *Autrement* (1), *« le plaisir des mots »*. Car enfin, au train où nous allons, il faudra bientôt solliciter l'autorisation d'appeler un chat un chat.

Le Figaro Magazine se hâte de prendre la tête de la nouvelle croisade pour un « politiquement correct » à la française. Furia assurée, comme il appert du cahier du 21 janvier. La banalité d'un discours politique s'explique, sous la plume de Catherine Nay, par *« un bon usage de l'évidence et du prévisible »*. Le commentaire est d'une belle délicatesse : *« Telle semble être la devise qu'Edouard Balladur met savamment en scène pour accompagner chaque nouvelle marche vers le pouvoir. »* Etant entendu, comme il est dit plus loin, que *« l'occasion fait le larron »*.

A l'occasion encore, et l'émotion montant, les métaphores se bousculent, jusqu'au galimatias : *« Une toile patiemment (...) tissée : ainsi apparaît aujourd'hui la galaxie du premier ministre, ce que beaucoup appellent la « machine Balladur »*.

Il faut réagir donc, et défendre le plaisir des mots en liberté. Dû à Nina Catach, un ouvrage récent, remarquable et d'accès facile pourra y aider. Le titre – *Dictionnaire historique de l'orthographe française* (2) – a l'innocence d'un agneau de fable ; mais vise bel et bien à dissiper quelques croyances imposées : *« Nous croyons écrire comme on a toujours écrit. Et pourtant il faut en prendre son parti : la graphie aussi a changé. »*

Pour satisfaire aux bonnes mœurs, on retiendra le cas de *méfait*, que Richelet, en 1680, glosait déjà *« vieux mot, sorte de crime »*. Et le *Dictionnaire* continue, dates à l'appui : *« 1549, 1564, meffaict, mesfaict ; 1606, mesfaict ; 1694, meffait, mesfait ; 1718, meffait ; 1740-1935, méfait »*. C'est joli, non ?

Nos ancêtres n'avaient pas toujours le goût aussi bon ; et l'inepte tentait déjà de conjurer l'arabe, ce dont témoigne l'histoire d'*amiral*. Ce mot si utile nous a été fourni, en effet, par l'arabe *Amîr al ali* (« très grand chef, souverain ») ; on tenta donc d'introduire un d (soit *admiral*, encore en 1718), *« parce qu'un amiral*, écrit suavement Nina Catach, *ne pouvait qu'être admirable »*. Sans compter que le latin *admirabilis* rachetait la tache originelle. On sent poindre le retour du *d*, à coup sûr plus « correct ».

Ainsi l'ouvrage de Nina Catach retrace *« l'histoire graphique du vocabulaire français »*, ce qui n'avait jamais été entrepris *« de façon systématique »* ; mieux encore : *« On trouvera* (ici) *l'analyse historique et comparée d'environ 18 000 mots-vedettes, collationnés dans les principaux ouvrages lexicographiques allant du XVIe siècle à nos jours, avec des données essentielles sur leur origine, leur étymologie, leur sens, mais aussi les citations, les anecdotes, les remarques de prononciation qui les concernent, etc. »*

Pour le plaisir, on donnera un autre exemple. Il arriva que la lutte fût âpre. Sans doute *« par respect »*, et malgré le latin *sepulcrum*, beaucoup voulurent ajouter un *h* à sépulcre. C'était faire fi des hypocrites, autrefois si nombreux, ceux que *« Notre-Seigneur appelle*, dit pieusement l'Académie en 1835, *des sépulcres blanchis »*. *Sépulcre* (sans *h*) fut acquis, conformément à l'étymologie et à la morale.

Une première conclusion s'impose, que Nina Catach formule avec une sobriété touchante : *« Curieusement on constatera qu'environ un mot sur deux a graphiquement changé depuis le XVIe siècle »* ; et que *« ce sont les parties (...) les plus « françaises » qui se sont révélées constamment à la recherche d'un nouvel équilibre. »*

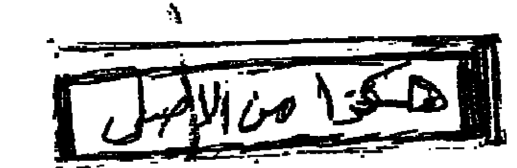
Une seconde remarque souligne que *« nos aïeux n'avaient pas nos scrupules... »*, et n'étaient pas aussi couards ou coïons qu'on veut nous le faire croire. Le dictionnaire de l'Académie en 1835 note *coïon*, que l'édition de 1935 supprime d'un trait. La dernière édition (incomplète) de 1994 réintroduit le mot sous la forme *couillon*, au sens de *« sot, imbécile »*. Il n'est donc plus interdit de proférer, à l'exemple de nos académiciens : *Peut-on être couillon à ce point !* Cela ne doit pas viser que les socialistes, ou le Vatican.

L'air du temps enfin pousse à regretter la banale mention de *galimatias*. Mais on peut appliquer, à titre d'exercice spirituel, la méthode Catach, en s'aidant de deux excellents ouvrages (3). On relève, en 1580, chez Montaigne, *« jargon de galimathias »*. On trouvera ensuite *gallimathias*, et *galimathias* (encore au XVIIIe siècle chez Destutt de Tracy). En 1835, l'Académie tient pour galimatias. L'étymologie, en effet, est *« douteuse »*. Terme du jargon des étudiants, disent les uns, forgé avec le latin *gallus* (coq) et la terminaison grecque *mathia* (science). Voilà pour les deux *l* et le *h*. D'autres pensent, dit Alain Rey, au bas latin *ballematia* (*« chansons obscènes »*), ou au grec *kata matthaoion* (selon saint Matthieu) *« par allusion à des psalmodies plus ou moins parodiques »*. Diable ! Le provençal *Galimatié* – nom d'un pays imaginaire, tiré du mot *Arimathie* – est aussi convoqué pour rendre compte de l'expression *« jargon de galimathias »*, *« langage incompréhensible d'un pays imaginaire »*. De toute façon, pour Pierre Guiraud, le mot a subi l'influence de *galer* (voir *galant*, *galéjade*), *« se moquer »*. De sorte que le galimatias, *« discours confus »*, serait *« un langage de farceur »*. A bon entendeur, salut.

(1) *Le plaisir des mots. Cette langue qui nous habite*, éd. Autrement ; série « Mutations » no 153, 224 p., 110 F.
(2) Larousse, 1327 p., 300 F.
(3) Il s'agit du *Dictionnaire des étymologies obscures* de Pierre Guiraud (réédité avec une préface de Louis-Jean Calvet par la « Grande Bibliothèque Payot », 524 p., 190 F) et du *Dictionnaire historique de la langue française* (sous la direction d'Alain Rey, Le Robert).

★ **Signalons également :** ***Phrases sans parole. Théorie du récit et du style indirect libre*, traduction (bien tardive) d'un livre important de Cyril Veken, paru en 1982 aux Etats-Unis, (Seuil, 491 p., 190 F) ; *Le Stéréotype. Crise et transformations*, un joli volume, bien conçu, publié sous la direction d'Alain Goulet, qui regroupe les actes du colloque de Cerisy-la-Salle des 7-10 octobre 1993 (Presses universitaires de Caen, 228 p., 150 F).**

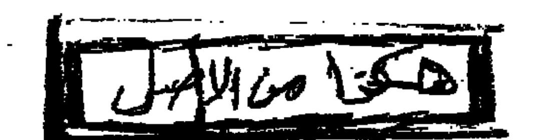




omme cheval

galimatias





LE FEUILLETON de PIERRE LEPAPE


TUDOR BANUS

LE POISSON DANS L'EAU
(El Pez en el agua)
de Mario Vargas Llosa.
Traduit de l'espagnol (Pérou)
par Albert Bensoussan
Gallimard. 510 p., 160 F.
(en librairie à partir du 14 février)

Candide Candidat

PARMI les écrivains dont parle Mario Vargas Llosa dans *Le Poisson dans l'eau*, Sartre est le plus fréquemment cité. Lorsqu'en 1957 le jeune journaliste de Lima réalise son rêve : s'échapper du Pérou pour venir à Paris, c'est d'abord Sartre qu'il veut voir. Mais Jean Cau fait bonne garde aux portes de l'Olympe, et le petit Péruvien devra se contenter, faute de grives, d'échanger trois mots avec Camus à la sortie d'un théâtre. Inaccessible, le théoricien de l'engagement gagne encore en prestige ; plus qu'un homme, plus qu'une pensée et des livres, c'est une figure. Elle hante Vargas Llosa, qui a poussé l'engagement politique jusqu'au bout. A l'autre bout de celui qu'aimait Sartre. Candidat de la droite aux élections présidentielles du Pérou.

Le Poisson dans l'eau est fait de deux récits qui s'entrecroisent. Le premier raconte l'enfance et la jeunesse de l'écrivain, le second la campagne de trois ans qui a abouti à la déroute électorale du candidat Vargas Llosa le 10 juin 1990. Les deux textes se répondent en écho, mais ils n'ont ni le même statut ni la même couleur. Le récit d'enfance est ourlé de zones d'ombre, d'ambiguïtés romanesques, de rêveries fragiles ; parlant d'un temps lointain, l'écrivain peut y glisser des images, retrouver des nuances, inventer des dialogues ; créer, fût-ce avec ses souvenirs. La chronique du combat politique ignore ces charmes. Vargas Llosa fait un compte-rendu plutôt amer. Il énumère, il analyse, il récapitule, il distribue les bons points et les blâmes, sans s'oublier dans la répartition ; il fait des discours, il tente encore de convaincre. Il en oublie encore qu'il est redevenu écrivain.

De sorte que les deux morceaux du livre vont chacun leur chemin. Le premier s'adresse à nous, lecteurs de Londres ou de Paris, de Mexico ou de Tokyo, admirateurs de ces grands romans péruviens et universels que sont *La Maison verte, La Tante Julia et le scribouillard* ou *L'Homme qui parle*. Nous y retrouvons nos lieux et nos habitudes, des personnages, un mouvement, un style. Le second ne nous est pas destiné ; c'est une lettre d'adieu, un dernier salut que le candidat Vargas Llosa envoie aux Péruviens qu'il voulait sauver et qui ne l'ont pas écouté. On commentera sans doute avec passion à Lima, à Arequipa ou à Iquitos cette chronique sans complaisance d'un échec. D'où nous sommes, ne connaissant des problèmes péruviens que ce que nous en dit l'auteur, ou presque, nous sommes condamnés à voir l'aventure collective intense que fut cette campagne de trois années sous l'angle exclusif d'une aventure individuelle exemplaire : un intellectuel, fidèle à ses idées, se jette dans la fosse aux lions politicienne. Qu'advient-il des idées lorsqu'on les frotte au réel, qu'advient-il d'un homme de lettres lorsqu'il quitte l'espace sans frontière de l'imagination et de la théorie pour se retrouver sur le terrain borné du pouvoir et de la violence ?

On passera vite sur les conceptions politiques et économiques de Vargas Llosa. Il est extrémiste, *« radical »*, dit-il. Il est toujours amusant de constater que les intellectuels, même les romanciers pourtant habitués à la complexité du réel et aux faiblesses de la raison pure, proposent aux multiples maux du monde des remèdes simples. Il suffisait hier de faire la révolution communiste, il suffit aujourd'hui de faire la révolution capitaliste. Vargas Llosa est revenu de la première illusion, il s'accroche encore de toute la force de sa conviction à la seconde. Il a simplement échangé les œuvres complètes de Marx contre celles d'Hayek, troqué Lénine contre Revel, Castro contre Thatcher et le paradis soviétique contre l'éden de Formose ou de Singapour. Une vision romanesque des lendemains qui chantent contre une autre. Il voudrait gouverner le Pérou et il rêve à la Suisse.

SI l'on ne sentait pas Vargas Llosa si profondément blessé – et si la situation réelle du Pérou n'était pas aussi dramatique –, on serait tenté de lire *Le Poisson dans l'eau* comme un récit comique, *Candide candidat* ou *Les Mésaventures de l'ingénu de Lima*. Un intellectuel brillant, de bonne famille, mondialement connu pour son œuvre de fiction se lance dans la conquête du pouvoir. Il a du charme, des idées claires, de la passion, et il affronte, dans un pays ruiné, une classe politique corrompue, incapable, impopulaire. Ses premiers pas sont triomphants, son innocence et sa sincérité tranchent avec les puanteurs et les ressentiments des pouvoirs en place. L'utopie fait rêver, c'est même sa raison d'être. Vargas Llosa fait partager son rêve. Les premiers pas d'une révolution s'accordent souvent aux écrivains parce qu'ils sont lyriques. On le crédite d'une large majorité, dès le premier tour ; les vieux partis et leurs caciques sont balayés, à droite comme à gauche.

Puis la vraie campagne commence, celle des élections municipales, prélude à la bataille présidentielle. Et rouage par rouage, inexorablement, la belle machine se détraque. Si Vargas Llosa peut être aveuglé par son idéologie, il ne l'est ni par les hommes ni par les événements. Le journaliste qu'il fut est toujours assez lucide pour analyser les causes de sa propre débandade dès lors qu'elles ne touchent pas à l'essentiel : à la raison d'être de sa présence dans le marigot, au sacro-saint catéchisme du capitalisme sauvage, ce remède de cheval dont il a fait sa panacée. Il compte donc sans rechigner ses plaies et ses bosses. Il sonde ses blessures, profondément ; il énumère les fautes, additionne les trahisons, soupèse les fidélités encombrantes, fait le constat des dégâts occasionnés par les pavés de l'ours. Il se décrit aussi fort bien, capitaine d'une galère en pleine tempête. Il pensait être le hardi navigateur des romans d'aventures de son enfance, celui qui, sur la dunette, impassible et têtu, scrute l'horizon, garde le cap et dynamise l'équipage. Mais le bateau est ivre, l'équipage s'entretue, de méchants petits récifs, non signalés dans les livres, viennent déchirer la coque. Le capitaine est obligé de courir partout, de colmater les brèches, de séparer les marins antagonistes, de descendre dans la soute où les machinistes, pris de boisson, ont cessé de pelleter le charbon. Puis de remonter au poste de pilotage pour redresser la barre et reprendre la bonne direction. Le tout en accéléré comme dans une version du naufrage du *Titanic* qu'aurait filmée Chaplin. Il n'y manque même pas la salle de bal où, parés et endiamantés, les couples de la bonne société péruvienne boivent, mangent et dansent la valse, inconscients du désastre qui se prépare.

La traversée, on le sait, se termine mal, pour le vaillant capitaine, son embarcation et ses passagers. Surgi d'on ne sait où, un petit pirate japonais nommé Fujimori, à bord d'une jonque de fortune, part à l'abordage de l'élégant trois-mâts de Vargas Llosa et s'en empare, sans coup férir ou presque. Au second tour de la présidentielle, l'ingénieur Fujimori, totalement inconnu au début de la campagne, devance le docteur Vargas Llosa de vingt-trois points. Il n'a eu qu'à se proclamer le porte-parole des pauvres contre les riches.

ON imagine, entre les lignes du *Poisson dans l'eau*, le roman qu'aurait pu écrire sur ce thème l'auteur de *La Guerre de la fin du monde*. Les désarrois d'un grand écrivain en butte aux médiocrités du quotidien, la transformation d'une épopée en bagarre de rue sous l'œil avide des caméras de télévision ; la misère, la peur, la violence terroriste, l'analphabétisme, le racisme, les croyances religieuses, les idéaux humanitaires, la conscience historique, monnayés, dévalués en slogans, en sondages d'opinion, en poignées de main mécaniques, en règlements de compte sordides et en calculs d'épicier. Ou encore l'histoire d'un homme qui veut, par devoir, conquérir le pouvoir mais qui refuse de payer le prix de sa conquête, le tribut au mensonge, à l'irrationnel, à la réalité sociologique, à la compromission, aux hommes tels qu'ils sont.

Mais ce roman-là, Vargas Llosa ne l'écrit pas. Il ne peut pas l'écrire, ou pas encore. Lui qui a si souvent puisé la matière de ses livres dans sa propre vie, dans ses amours, ses souvenirs, ses reportages, il ne peut pas, s'agissant de cette affaire, passer des personnes aux personnages et de la réalité à la fiction. Il a quitté la scène, tiré le rideau, nettoyé son maquillage, mais il souffre trop encore pour que soient possibles la distance, l'invention et le rire. Déjà, nous dit-il, ce livre a été difficile à écrire. Sans doute même craignait-il que l'écriture ne se venge d'avoir ainsi été abandonnée et bafouée. La rédaction de ses Mémoires d'enfance et de jeunesse a dû le rassurer ; l'écrivain n'a pas été détruit par le candidat ; peut-être l'aurait-il été par le président. Les électeurs péruviens nous ont rendu un des plus beaux écrivains de notre temps.

Mais nous avait-il vraiment quittés ? Pendant trois ans, il a joué, sincèrement, courageusement, jusqu'à l'épuisement physique et moral, à être un homme politique péruvien. S'il a échoué, c'est peut-être parce qu'au fond il détestait son rôle, qu'il avait envie d'être ailleurs. Les Péruviens ont préféré un compatriote d'adoption à un étranger de chez eux. Sartre disait qu'il y a toujours, dans la figure de l'intellectuel, un peu du traître, du bâtard et de l'apatride. Le lendemain du second tour de l'élection présidentielle, Vargas Llosa avait prévu, quel que soit le résultat, de partir pour l'Europe, pour Paris : Bernard Pivot l'attendait pour son émission « Apostrophes ». Ce rendez-vous-là, il ne l'a pas manqué.

Version originale

William Gaddis ou l'école de la patience

Auteur majeur de la littérature américaine contemporaine, il est aussi l'un des plus difficiles. Le lire a tout du jeu de piste. D'où un rythme de traduction au compte-gouttes...

LE quatrième roman de William Gaddis, *A Frolic of His Own*, a été publié l'an dernier aux Etats-Unis (Poseidon Press) et paraîtra en France, chez Plon, traduit par Marc Cholodenko, en 1996. L'attente peut sembler longue mais les difficultés rencontrées par le traducteur sont telles qu'on ne peut que se féliciter... qu'elle ne le soit pas plus. N'a-t-il pas fallu patienter près de vingt ans pour lire en français les deux premiers romans de Gaddis, *The Recognitions* (*Les Reconnaissances*, paru en 1955, traduit par Jean Lambert et publié par Gallimard en 1973) et *JR* (*JR*, paru en 1975, traduit par Marc Cholodenko et publié chez Plon en 1993) ? Pour *Carpenter's Gothic* (*Gothique charpentier*), le délai fut réduit à trois ans, puisque, paru en 1985, il fut traduit (par Marc Cholodenko) et publié (par Christian Bourgois) en 1988 (1).

Etant donné qu'il a fallu à Gaddis presque quarante ans pour écrire quatre romans et que vingt ans se sont écoulés entre son premier et son deuxième ouvrage, ses admirateurs savent tout, il est vrai, de la longue patience. Ses détracteurs ne désarment pas. Chaque roman de Gaddis a fait se déchaîner les critiques, boucliers levés et bras au ciel : livres illisibles, indigestes, erratiques, ennuyeux, trop longs, trop ambitieux, trop érudits, trop difficiles...

Parallèlement, pourtant, se constituait un petit cercle de lecteurs *underground* et, en 1976, *JR* reçut le National Book Award. Mais c'est surtout *Carpenter's Gothic* qui fit connaître Gaddis. Sans doute, tout simplement, parce que beaucoup plus court..., ce qui est risible, ou navrant. La sortie de *A Frolic of His Own* n'a pas manqué d'attirer les mêmes reproches, mais souvent accompagnés de (réticentes ?) remarques laudatives et admiratives. Il faut bien se rendre à l'évidence : William Gaddis est un immense écrivain américain – peut-être le plus important du demi-siècle. Mais un romancier difficile.

Pourquoi pas ? Kafka, Joyce ou Proust étaient-ils faciles ? Est-ce qu'un grand roman n'est pas toujours difficile ? Bien sûr, l'oeuvre de Gaddis est, à tout le moins, déconcertante. La majeure partie de ses livres sont constitués de dialogues interrompus, entrecoupés, hachés, où manquent presque toutes les références habituelles (en particulier la ponctuation, les noms de ceux qui interviennent et, parfois, la grammaire la plus élémentaire). Le plus exemplaire sur ce point, *JR*, n'est qu'une suite de dialogues polyphoniques. Le lecteur ne peut se repérer que grâce à des tics de langage, du jargon, du vocabulaire, mais aussi grâce aux obsessions reconnaissables et récurrentes de celui qui parle. Il est amené à identifier les intervenants par toutes sortes de pistes, d'indices, habilement jetés ici et là. C'est à lui qu'il appartient de faire tout un travail de repérage pour attribuer les voix aux personnages mais aussi pour suivre l'action. En fait, l'auteur a disparu : c'est au lecteur de reconstituer et de reconstruire, un lecteur que l'auteur prend diantrement au sérieux, un lecteur qui devient, comme l'a dit Gaddis un jour, *« un collaborateur »* ; le livre ne peut pas exister sans sa participation.

Il n'y a, cependant, nul besoin d'être un spécialiste du post-structuralisme et du post-modernisme pour suivre, car le livre induit l'apprentissage ; le lecteur apprend en cours de route à décrypter un langage qui est aussi une reconstitution exemplaire de la langue américaine contemporaine. Car, tout comme au cinéma nous n'avons plus besoin de voir le héros fermer la porte de son appartement, monter dans sa voiture et traverser la ville pour arriver à son bureau – les indications de départ et d'arrivée suffisent –, nous sommes aussi à même de suivre une conversation où les intervenants perdent eux-mêmes le fil de ce qu'ils sont en train de dire, s'interrompent, mangent, boivent, rangent les provisions, répondent à quelqu'un d'autre, se reprennent, parlent au téléphone, écoutent la radio, regardent la télévision, digressent et font finalement ce que chacun d'entre nous fait quand il prend en route une discussion ou participe à une réunion : ils suppléent par leur expérience et leur propre intelligence à ce qu'ils ne comprennent pas. Avec une nuance toutefois : il arrive fréquemment aux personnages gaddisiens de ne pas écouter ce qui leur est dit et de ne parler finalement que pour eux-mêmes. Ce qui est, en soi, une indication...

A Frolic of His Own combine plusieurs pistes ; les dialogues sont prépondérants, avec cette extraordinaire aptitude de Gaddis à capter toutes les nuances du langage et à restituer les maniérismes et les préoccupations de chacun. De façon que ce que le lecteur puisse dresser un portrait intime des personnages par ce qui en est dit autant que par ce qu'ils disent ; s'y ajoutent le texte d'une – mauvaise – pièce de théâtre sur la guerre de Sécession, écrite par l'un des personnages, des opinions juridiques et d'autres documents qui se rapportent à un cas imaginaire mais témoignent d'une connaissance consommée du jargon des hommes de loi.

Le lecteur est indéniablement contraint de faire attention, de se concentrer, parfois de revenir en arrière pour prendre des repères, compenser, combler les manques, mais c'est un jeu extraordinairement brillant et extrêmement amusant. L'imagination de Gaddis est folle, les situations sont hallucinantes, et l'on retrouve dans l'intrigue les mêmes épatantes complexités, le même travail que pour la langue ; mais, là encore, le lecteur se trouve dépositaire de toutes sortes d'informations – des détails, en apparence – dont certaines se révéleront indispensables et d'autres... totalement inutiles.

Les unes comme les autres ne peuvent, de toute façon, donner lieu à une seule interprétation ; il y a toujours autre chose, comme le dit Liz Booth dans *Gothique charpentier* : *« Je veux dire je pense que les gens écrivent parce que les choses se sont révélées différentes de ce qu'elles sont censées être. »* Et puis, comme c'est la chose la plus difficile du monde et qu'il n'est pas homme à reculer devant une difficulté, William Gaddis est outrageusement drôle : il malmène l'humour comme le reste, n'excluant aucune forme de comique, de la finesse d'esprit la plus acérée à la plaisanterie de potache ou de corps de garde.

Martine Silber

(1) Le roman a été réédité en « 10/18 » en 1993.

Entre la pierre et le bronze

Jean Guilaine confronte les civilisations du pourtour méditerranéen et enrichit les débats sur la préhistoire

LA MER PARTAGÉE
la Méditerranée avant l'écriture,
7000-2000 avant Jésus-Christ
de Jean Guilaine.
Hachette, 456 p., 450 F.

Que le lecteur ne s'attende pas à trouver ici un essai de préhistoire maritime : la mer au cœur de ce livre est une juxtaposition d'espaces périphériques plus qu'un centre. *La Mer partagée* est avant tout une tentative pour étudier la rencontre et la succession des civilisations des bords méditerranéens dans leurs contrastes et leurs ressemblances durant cinq millénaires. Mais voilà : les civilisations sont plus souples, plus mobiles dans leur expansion ou leur rétraction que l'historien ou le géographe ne le voudraient. Elles échappent aux définitions géographiques, culturelles ou chronologiques strictes.

Guilaine a donc entrepris de confronter systématiquement des cultures que bien des choses séparent, à commencer par les traditions historiographiques. Traditionnellement, la préhistoire est une science continentale. Les préhistoriens s'intéressent à l'Europe, à l'Asie ou à l'Afrique. Or Guilaine interroge ces trois entités à partir de la réalité géographique de la mer intérieure : l'unité du sujet est problématique puisqu'il faut embrasser des mondes par essence disparates à travers une documentation établie dans d'autres perspectives que celles du comparatisme. D'un bout à l'autre de la Méditerranée, accomplissant un travail imposant, Guilaine ne s'est pas contenté de lire les rapports de fouilles, d'ordonner une documentation proliférante, d'établir des passerelles chronologiques. Il a visité les sites, étudié les paysages, confronté les séries et invite ainsi le lecteur à une périégèse appuyée par des cartes originales et d'excellentes photographies de sites peu connus.

OBJETS ET TECHNIQUES

Sa Méditerranée n'est pas celle des navigateurs. Ces conquérants de l'espace maritime sont les oubliés de la longue histoire qui commence à la fin des temps paléolithiques. Pour que nous puissions les observer et les étudier, il faudra qu'ils nous laissent des traces lisibles qui n'apparaîtront qu'après la sédentarisation des chasseurs-cueilleurs. Pas question donc de faire ici l'histoire des ports ou des navires, mais celle des façons de bâtir, de se nourrir, de fabriquer des outils et des objets de première nécessité. La circulation des objets et des techniques offre la trace du déplacement des hommes et de leurs échanges. Par terre ou par mer, objets et matières premières rares voyagent : en Asie, l'obsidienne est transportée des sites d'extraction de Cappadoce et de la région du lac de Van jusqu'à la Syrie ou la Palestine et, en Occident, de Sardaigne et Sicile aux côtes de l'Italie, de la France et du Maghreb.

Au XIe millénaire surgissent, en Palestine et en Syrie, les premières maisons rondes de chasseurs-cueilleurs pas comme les autres. Ces abris à demi enterrés précèdent les premières traces d'agriculture et de domestication des animaux : progrès lents qui ne vont pas toujours de pair sur tous les sites. Ce n'est qu'au VIIe millénaire, dans une aire qui va de la Syrie à la Grèce, que la sédentarisation avec tout ce qu'elle suppose – agriculture, domestication, maisons, céramique – sera définitivement implantée. *Ex oriente lux* ? Pas tout à fait puisque, au même moment, de petites communautés du désert, au Sahara comme en Nubie, semblent effectuer pour leur compte et par des voies différentes le saut vers la domestication des bovidés et la culture du sorgho et du millet.

Dans le courant du VIIe millénaire, la moitié est de la Méditerranée et une partie des déserts africains passent à l'économie sédentaire et à la fin du millénaire c'est toute la Méditerranée, sauf la côte maghrébine, qui est touchée par le phénomène. Même si l'on admet la diversité des voies et des expressions de la révolution néolithique, *« on ne peut s'empêcher d'imaginer un phénomène bien rodé de transmission des techniques, dévorant inexorablement d'est en ouest le monde méditerranéen »*.

Ce monde est par nature divers. Ce qui l'unit – la sédentarisation – est moins fort que ce qui le divise, dans les formes d'habitat, les techniques d'exploitation du sol, les modes de construction, la culture matérielle. Durant les IVe et IIIe millénaires apparaissent, toujours en Méditerranée orientale, les premiers États, égyptien, sumérien, minoen. Chacun invente son système politique et économique, qui tire ses ressources de l'asservissement des masses paysannes et du contrôle des échanges. Dans la partie occidentale au contraire, les progrès techniques semblent buter sur la création des villes, la mise en place de vastes groupements de production et d'échange. Cela n'empêche pas cette Europe des villages d'être unifiée à travers ses productions matérielles et surtout céramiques.

La « civilisation campaniforme », marqueur culturel de l'Europe du milieu du IIIe millénaire, apparaît aujourd'hui l'effet d'une évolution sociale convergente plutôt qu'un phénomène d'invasion et de colonisation.

Par-delà cette extrême diversité, la Méditerranée est cependant le théâtre d'une évolution dans laquelle l'historien des techniques distingue deux stades : celui des céréales, du travail à l'herminette, de la domestication des animaux, et un second, caractérisé par l'irrigation, les techniques de labourage, l'araire, l'attelage, le chariot, la roue, l'âne et le cheval.

Chacune de ces innovations a son rythme et son mode particulier. La plus singulière est sans doute la domestication du cheval, qui apparaît à la fin du Ve millénaire en Ukraine, est signalée plus tard de la Roumanie au Caucase, mais ne touche la Grèce qu'au début du second millénaire et l'Egypte un peu plus tard. La roue, au contraire, semble suivre un chemin inverse, puisqu'on la reconnaît en Mésopotamie au IVe millénaire et qu'elle met un bon millénaire pour se diffuser jusqu'au Rhin et aux Alpes, plus tard encore en Egée. Simultanément, formes de l'habitat et pratiques funéraires changent. *« Aux VIe et Ve millénaires, la Méditerranée ne connaît que des villages. Au IVe millénaire, les villes se dessinent le long des fleuves à fortes concentrations démographiques, au IIIe millénaire les inégalités s'accentuent. »*

DÉCONSTRUCTION

Si Guilaine ne s'avance qu'avec précaution sur le chemin de l'histoire sociale, il n'en présente pas moins avec brio le dossier si disparate des coutumes funéraires et du mégalithisme. Là encore, son esprit critique fait litière des grandes théories religieuses et sociales dont Gordon Childe avait été l'inventeur. Il se livre à une systématique déconstruction des travaux de ses prédécesseurs : s'il doit accorder aux anthropologues la nécessité d'une analyse sociologique des formes du pouvoir et de l'émergence des chefferies, il n'hésite pas, reprenant le scepticisme systématique de Leroi-Gourhan, à démontrer la fragilité des reconstitutions des cultes taurins d'Anatolie et du couple déesse-mère/ taureau. Il ne tranche pas cependant entre les partisans d'une révolution religieuse néolithique, qui lient agriculture, élevage et couple déesse-taureau et ceux du continuisme, qui font remarquer que ces cultes semblent avoir un rôle déjà affirmé à la fin du paléolithique.

Tous les débats de la préhistoire moderne trouvent ainsi leur place dans le livre : sédentarisation, continuité religieuse, adaptation de l'homme au milieu, diffusionnisme opposé à évolutionnisme. En homme de terrain, Guilaine préfère les dossiers bien argumentés aux débats d'idées. Son livre est une singulière géographie historique d'un espace dont nous devons admettre qu'il ne ressemble plus guère à ce à quoi l'historiographie classique nous avait habitués...

Alain Schnapp

Au bord de Bandiagara

Un essai sur la statuaire dogon, aujourd'hui plus présente dans les collections occidentales que dans les sanctuaires africains

STATUAIRE DOGON
d'Hélène Leloup.
Ed. Amez, 536 p., 1 250 F.

Toujours plus gros, plus beaux, plus chers : la collection « Arts et ethnologie », qui a pour ambition de faire converger les points de vue d'ethnologues, d'historiens d'art et d'artistes, en est à son troisième titre. Ce dernier est consacré à la statuaire dogon dont on peut voir, jusqu'au 13 mars, quelques très belles pièces au musée Dapper (*Le Monde* daté 6-7 novembre 1994). Hélène Leloup n'est ni ethnologue ni historienne, en revanche elle a beaucoup patrouillé « sur le motif » et tient une galerie consacrée aux arts dits primitifs.

Elle s'est attaquée ici à un massif de la civilisation africaine particulièrement fréquenté. L'ethnologie française doit beaucoup au peuple dogon, à commencer par l'un de ses plus illustres représentants, Marcel Griaule. Une longue bibliographie en fait foi en fin de volume. Bizarrement, si les mœurs, les mythes, les croyances, l'organisation sociale des Dogons ont été passés au crible et interprétés de mille manières, l'expression artistique de ce peuple, et singulièrement sa statuaire, ne semble pas avoir soulevé le même intérêt. Sans doute parce qu'il est plus rassurant de se borner à la pure érudition ethnographique qui permet de faire entrer tous les objets, quels qu'ils soient, dans des catégories soigneusement balisées. *« Cette position est grandement facilitée si l'on dénie tout sentiment esthétique aux créateurs des objets en question, aux Africains en l'occurrence*, indique l'auteur. *D'après ces ethnocentristes, c'est un œil occidental qui conférerait une qualité esthétique à une sculpture. »* Vieux débat.



Statuette djennanké présentée au Musée Dapper

Ce n'est pas là, évidemment, la conviction d'Hélène Leloup, qui tente à l'inverse de faire un point complet sur cet art à part entière. En le situant d'abord dans un cadre géographique : l'extrémité du plateau malien, à l'est du delta intérieur du Niger, qui s'achève en une falaise longue de 200 kilomètres, surplombant une vaste plaine. Des populations différentes se sont succédé dans ces paysages chaotiques. Chacune a laissé des traces : pendant dix siècles, du Xe au XXe siècle, le pays dogon a été une sorte de conservatoire de la statuaire africaine. L'auteur en évoque l'histoire en n'oubliant pas l'épisode colonial qui permit la découverte de cet art – mais accéléra sa disparition. Elle raconte le débarquement massif des ethnologues venus dans les pas de Marcel Griaule ; la découverte de ces formes nouvelles par les amateurs occidentaux, artistes et collectionneurs, auxquels succédèrent de curieux voyageurs, mi-marchands, mi-enquêteurs, dont la présence suscita d'*« étranges statues (...) sculptées pour faire plaisir aux chercheurs, par exemple celle d'un dieu de la pluie qui n'existe pas. »*

Mais l'essentiel du livre est une étude approfondie des différents styles qui se sont épanouis sur ces 4 000 kilomètres carrés, Tellem, dont une patine croûteuse dissimule les formes, Niongom, à têtes rondes et corps filiformes, grands hermaphrodites Tintam, aux bras levés, Djennanké, aux formes arrondies et aux lignes ondulantes, Kambaris, accroupis la tête dans les mains. Quant à la géométrie des Tomo Ka et des Bombou-Toro, sa subtilité ferait pâlir le plus savant des cubistes : têtes ovoïdes, coiffures stylisées, épaules carrées, seins pointus, avant-bras et cuisses parallèles. Ce classement suscitera sans doute des contestations mais il est étayé par des enquêtes sur le terrain.

ŒUVRES « SECRÈTES »

L'auteur rappelle que cette production n'est jamais gratuite : culte des ancêtres, fondation de villages, guérisseurs, chaque sculpture a une affectation précise. A la différence des masques dont les sorties sont spectaculaires, ce sont œuvres « secrètes » rarement montrées en public. Dissimulées dans un sanctuaire ou dans la résidence du *hogon* – le responsable et chef religieux d'une région –, elles sont exhibées lors de certaines cérémonies. C'est le moment où les propriétaires peuvent les comparer et mesurer l'habilité de celui qui les a façonnées (le forgeron). C'est là que les réputations artistiques se font.

Elles transmettent un savoir déchiffré en fonction du degré de l'initiation. Elles sont tout à la fois le témoin d'une culture religieuse et le reflet de structures sociales : les ancêtres mythiques, les couples de Nommos, ornent les tabourets, les portes des greniers, comme les *togu na*, ces poteaux sculptés de bas-reliefs destinés à soutenir les maisons de réunion des hommes. Aujourd'hui, ces structures sont minées par l'évolution accélérée de ce microcosme rural. Le pays est désormais quasiment vidé de toute pièce d'importance. La demande occidentale et l'islamisation progressive de la société ont incité ses membres à se séparer de leur patrimoine artistique, mémoire en voie de disparition. Même les *togu na* ont été remplacés par des blocs de pierre ou de ciment.

Pour tenir la gageure de la collection, le livre s'ouvre sur quelques lignes aseptisées de William Rubin, célèbre historien d'art américain. Il s'achève sur le témoignage de deux artistes. L'un, de l'Américain Richard Serra, court et convenu. L'autre de l'Allemand Georg Baselitz, amateur déclaré d'art africain qui pose quelques questions sur l'ancienneté, la permanence des formes, la taille, l'imperméabilité de cet art aux influences extérieures, avant de conclure abruptement : *« Michel-Ange s'est mesuré avec les Grecs, Picasso avec les Pangwe du Gabon. Cependant que l'art africain devient mesure de référence pour l'art européen, il en devient une composante et sa tradition se poursuit en Europe. »*

Emmanuel de Roux

Qui a peur des théories en art ?

Suite de la page I

Théorie – voilà le mot dangereux, celui qu'il faudrait ne plus prononcer. Des récits, des anecdotes, l'apologie de tel ou tel, oui, cela ne manque pas. Des essais analytiques, des problèmes de méthode, des tentatives de synthèse, des esthétiques critiques et des critiques de la pensée esthétique, voilà qui ne tente guère. L'air du temps, en histoire de l'art, est à l'érudition. Or, poussée à un certain degré d'obsession, l'érudition nuit à la réflexion, prend sa place et, pour finir, la tue. C'est fâcheux, c'est regrettable, mais c'est ainsi.

En est-on au dernier stade de cette situation ? Pas encore. Grâce, pour l'essentiel, à des éditeurs de taille et de moyens fort modestes. Qui accomplit l'indispensable travail de mise à jour de la réflexion théorique en histoire de l'art, dont la France, il est vrai, n'est pas la terre d'élection ? Qui a traduit les formidables *Questions de méthode en histoire de l'art* d'Otto Pächt, dont on ne redira jamais assez qu'il s'agit d'un essai de premier ordre ? Qui traduit Wittkower et Panofsky, Riegl et Worringer, Gombrich et Gowing, Warburg et Schlosser, Previtali et Castelnuovo ? Des éditeurs qui se nomment Macula, Gérard Monfort, Hazan et Klincksieck. Seule de son espèce parmi les grandes maisons, Flammarion intervient encore régulièrement dans ce champ dangereux. Il n'empêche : c'est d'abord aux deux premières maisons citées que revient depuis quelques années le mérite de donner des exemples de l'art de penser sur et avec l'art. Elles n'en tirent assurément aucun bénéfice substantiel, elles ne font pas fortune. Au mieux, leurs livres atteignent leur point d'équilibre après deux ou trois ans de mise en vente. Elles continuent cependant. Pour combien de temps ?

Ces réflexions sont à propos de la publication, chez Macula, d'un essai de Rudolf Wittkower effrontément intitulé *Qu'est-ce que la sculpture ?* (1) Il s'agit de la traduction d'un cours professé à Cambridge en 1970, l'édition anglaise ayant paru, posthume, en 1977. Le lecteur français n'aura attendu que dix-huit ans. Or ce *Qu'est-ce que la sculpture ?* a, au regard des habitudes actuelles, tous les défauts. Il pose une question générale, si générale qu'elle paraît insoluble et absurde. Il prétend l'examiner de l'Antiquité au vingtième siècle, d'une statue inachevée du sixième siècle avant J.-C. à David Smith. Il s'achève sur des citations de ce dernier et de Lipchitz : l'auteur ne respecte donc pas le principe de la spécialisation qui veut qu'un archéologue de la Grèce ancienne ne sache rien d'aujourd'hui et qu'un « contemporanéiste » ignore tout de Donatello. Il ne suit pas davantage la mode biographique, n'en ayant vraiment pas le temps, et intervient dans les querelles d'attribution de manière fort cavalière.

Que fait-il donc ? Il observe et tire des déductions de ce que son œil lui révèle. Il suit la règle unique rappelée par Otto Pächt : *« Au commencement était le regard, non le verbe. »* Wittkower regarde donc. Il détecte les traces de la pointe, du ciseau droit, du trépan, qui perce le marbre en tournoyant, et de la gradine, qui laboure la pierre. Il se demande alors pourquoi tel sculpteur, Cellini ou Michel-Ange, ceux qui travaillèrent à Bamberg et ceux qui travaillèrent à Chartres, préféraient un instrument ou l'autre. Une hypothèse se présente : l'emploi de telle technique est lié à telle conception. Celui qui creuse droit ne construit pas sa figure comme celui qui débite le bloc par éclats et, si l'on peut dire, le pèle.

Ils n'ont pas la même méthode de création. Les uns improvisent, d'autres suivent un dessin originel, en reportant ce schéma sur la pierre selon des systèmes compliqués de cotes et de points. D'autres encore s'inspirent de leurs propres esquisses en argile, lesquelles sont de plusieurs types, des plus petites jusqu'aux modèles à la taille réelle de la pièce à exécuter. Avant la deuxième moitié du seizième siècle on ne les conservait guère. Après, elles sont devenues peu à peu des œuvres à part entière, aux dépens du marbre. Après, le modelage l'a progressivement emporté, le bronze et la fonte ont pris le pouvoir aux dépens de la taille directe. Entre Michel-Ange d'une part, Benvenuto Cellini et Giambologna de l'autre, passe une rupture. Des deux derniers à Rodin, la ligne ne s'interrompt pas, qui passe par Bernin, Bouchardon et Pigalle, auquel Wittkower rend la justice qui lui est dû. Elle se brise au début de ce siècle, quand la pierre et la taille retrouvent des partisans, quand Brancusi se détache de Rodin, quand l'assemblage d'éléments hétérogènes apparaît dans la logique du cubisme.

Ce ne sont là que quelques-uns des aperçus que contient l'ouvrage, organisés dans l'ordre d'une réflexion dynamique qui parcourt l'histoire en y cherchant des logiques et non point seulement des accidents glorieux. Ce ne sont là que quelques remarques sur une façon pénétrante d'analyser les œuvres au plus près. Wittkower avait prévenu dès l'introduction : *« J'entends être prosaïque. Je parlerai beaucoup des techniques de la sculpture et des processus de pensée qui leur sont liés ou qui en dérivent, et je me flatte de penser que certaines de mes conclusions sont étayées par des preuves visuelles irréfutables. »*

Philippe Dagen

(1) *Qu'est-ce que la sculpture ? Principes et procédures de l'Antiquité au vingtième siècle*, traduit de l'anglais par B. Bonne, Macula, 320 p., 178 ill., 200 F.

Bandiagara

...ion, aujourd'hui plus présente que dans les sanctuaires africains

Le Portugal comme roman

Avec une passion épique, Oliveira Martins écrivit, au XIXe siècle, l'épopée d'un pays brûlé au soleil de l'Histoire

HISTOIRE DU PORTUGAL
d'Oliveira Martins.
Traduit du portugais
par Claire Cayron.
La Différence, 544 p., 198 F.

Le titre est trompeur dans sa simplicité. *L'Histoire du Portugal*, d'Oliveira Martins, qu'on présente aujourd'hui au public français plus d'un siècle après sa rédaction en 1879, n'est pas un récit neutre. C'est une histoire de passion, moins par la présence de la voix de son auteur que parce qu'elle est écrite en fonction de l'avenir. Le sentiment de fragilité baigne tout le récit du passé portugais et lui communique l'allure d'une épopée à la fois éclatante et sombre. Ce pays « ne devait pas » être, mais il fut. Rien ne le destinait à jouer un rôle visible dans l'histoire du monde, mais il le joua. Tout semble conspirer pour qu'il devienne un empire des ombres, et il persiste à vouloir sa place au soleil de l'Histoire où, à présent, il paie le prix de sa folie épique.

Cette *Histoire*, on l'a dite pessimiste, funèbre même, une sorte de *« requiem somptueux »* à la mémoire d'un pays autrefois debout sur l'océan des temps, et aujourd'hui réduit à la glose de ses souvenirs. Mais Oliveira Martins écrit son récit – évocation des seuls moments du passé méritant d'être retenus parce qu'ils permettent d'entrevoir le portrait idéal du destin portugais – non pas pour amener le lecteur à ces lieux comme on visite un musée, mais pour les rendre *vivants*, plus vivants encore que dans leur présent-passé, en tant que signes et promesses d'une restauration, sous d'autres couleurs, de cette volonté et de ce rêve qui ont permis à un peuple d'avoir vraiment une histoire.

Né en 1845 à Lisbonne, mort dans cette même ville il y a cent ans, Oliveira Martins, sociologue, historien, homme politique, peu connu en dehors de la péninsule Ibérique, fut l'un des principaux acteurs de la « révolution culturelle » qui eut lieu dans le Portugal des années 70 du siècle passé. Les Portugais ont assimilé ce mouvement – tentative volontariste, presque forcenée, d'« européisation » du Portugal – à celui d'une mise en cause du statut culturel de leur pays. L'animateur principal de ce mouvement fut un jeune poète et philosophe, Antero de Qental, connu par son livre de poèmes *Sonnets*, qui est, avec les *Chants* de Leopardi, l'une des expressions les plus achevées du pessimisme métaphysique et existentiel du XIXe siècle. C'est lui qui formula le premier le programme de ce mouvement à la fois politique, littéraire et même religieux de la génération que les Portugais désignent simplement comme « génération de 70 ».

Récit de ce qui fut digne de mémoire – en bien ou en mal, catégories qu'ignore la pensée historico-mythologique d'Oliveira Martins –, mais aussi de ce qui ne fut pas, de ce creux au cœur du temps qui seul permet l'avenir de l'« historique » : quand Oliveira Martins entreprend d'écrire son *Histoire*, il ne veut pas seulement rappeler en termes modernes, fondés sur des récits vraisemblables, proches des événements, le cours d'une histoire qui a coulé comme un fleuve vers la mer, de succès en succès, de tragédie en tragédie, mais inclure dans sa description ce qui n'est pas de l'ordre de l'histoire : le non-avenu, l'oubli, ces moments où tout aurait pu basculer comme celui où la mort d'un prince coupe à sa racine le rêve péninsulaire – et même universel – d'une unité Portugal-Espagne, d'une Ibérie qui aurait peut-être changé le destin du monde. Il s'agit surtout de donner à voir, à ressentir, le destin incroyable d'un pays qui, après avoir *existé* avec une passion proche de la folie, a perdu une *image*. Dessein paradoxal s'il en est : écrire l'histoire d'un peuple qui, à un moment donné – et personne, sauf un poète, Almeida Garrett, ne s'en est aperçu avant Oliveira Martins –, est sorti de l'Histoire. De la sienne, celle qu'il avait faite, et surtout de celle qui l'avait fait. Avant Oliveira Martins, le Portugal avait eu son premier grand historien moderne, Alexandre Herculano, dont l'auteur de l'*Histoire du Portugal* est à la fois le disciple le plus inspiré et l'antithèse. Pour ce grand romantique libéral, l'Histoire, avec majuscule, existe. C'est même elle qui confère un sens à la suite, à première vue chaotique, des événements. Pour Oliveira Martins, l'Histoire, au sens que lui donne Herculano, serait plutôt le lieu où le sens se défait, ou tout au moins chancelle.

BERTRAND GOUSSE

Ce rêve qui permit à tout un peuple d'avoir vraiment une histoire

Toute la modernité de cet historien-mythologue est là. L'Histoire est, en principe, ce qui rassure, ce qui nous donne l'illusion d'avoir une mémoire collective. C'est surtout, comme le temps, ce qui est irréversible, et à ce titre fatal, mais qui, dans ce rôle, permet l'émergence d'une sorte de loi, celle de l'enchaînement intelligible des actions, des événements. Oliveira Martins suppose, comme tous les historiens, que les événements découlent les uns des autres, ou sont l'entrecroisement de multiples circonstances. Mais même saisie dans sa « vérité », la succession des événements dits « historiques » – mais qui les nomme ainsi ? – ne fera jamais d'un récit autre chose qu'un encéphalogramme plat, un discours et un savoir de mort. La temporalité à l'œuvre dans la vision de l'Histoire selon Oliveira Martins est différente : les événements, les moments qui se chargent pour nous d'un trop-plein de sens éclairant l'expérience humaine personnelle ou collective y font éclater du dedans le temps sans épaisseur où ils baignent. Les événements qui comptent se font signe les uns aux autres.

Un peuple tendu vers une fin apparemment supérieure à ses forces

Il n'y a dans l'optique d'Oliveira Martins aucune instance transcendante commandant ou imposant une hiérarchie à l'avènement du sens, à sa valeur. C'est le choix, l'acte suprême de la volonté qui pose les fins d'une action, d'un projet, et c'est par rapport à lui que la cohérence, toujours aléatoire, de ce que nous appelons Histoire se fait ou se défait. Cela ne signifie pas seulement que l'Histoire n'existe et n'advient qu'à travers l'acteur historique par excellence qu'est le Héros, mais qu'elle s'impose à travers des moments qui, à un titre ou à un autre, relèvent de cette instance a-historique ou supra-historique qu'est l'Héroïsme. C'est-à-dire du dépassement de ce qui semble, *a priori*, indépassable. La pensée d'Oliveira Martins côtoie sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, celle de Kierkegaard et de Nietzsche.

Le Portugal a une histoire, ou a eu une Histoire, parce que, à un moment donné, comme peuple tendu vers une fin apparemment supérieure à ses forces, il s'est surpassé. Camoens avait, une fois pour toutes aux yeux des Portugais, consigné dans un poème, *Les Lusiades*, le moment sans retour de ce dépassement. A travers lui, ce qui n'était pas encore de l'Histoire était devenu mythologie, celle d'un peuple éternellement Découvreur. Il fallait rendre à l'Histoire, et comprendre en termes d'histoire, le fait que cette *« éternité »* soit devenue, une fois passé le moment héroïque, source trouble d'exaltation vide et d'impuissance. Pour cela, il ne fallait pas subir l'Histoire, et encore moins l'historique. Il fallait penser l'une et l'autre. Et écrire l'histoire de ce Portugal identique à celui de Camoens, et tout autre, comme un poème. Ou comme le plus invraisemblable des romans.

Il faut souhaiter que devant ce texte d'Oliveira Martins, à la fois archaïque et hors du temps, dans sa première et belle traduction française, les lecteurs ne sachent jamais où commence l'Histoire ni où finit le roman du Portugal. Ou du Portugal comme roman.

Edouardo Lourenço

▶ Universitaire et essayiste, auteur de plusieurs livres sur l'Europe et sur Pessoa (notamment aux éditions Métaillié) ; vient de publier *Le Miroir imaginaire*, qui rassemble des études sur la peinture (traduit par Annie de Faria, éd. l'Escampette, Bordeaux, 134 p., 120 F.)

La Révolution française contre le père

L'historienne américaine Lynn Hunt offre une lecture originale de 1789 à travers le concept freudien du « roman familial »

LE ROMAN FAMILIAL DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
de Lynn Hunt.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jean-François Sené.
Albin Michel, 262 p., 150 F.

Cette première traduction française d'un livre de Lynn Hunt, historienne américaine spécialisée dans l'étude de la Révolution française, aura, en apparence, tout pour déconcerter un lecteur français, tant il évoque le terreau des débats politico-culturels américains sur lequel il a fleuri. Certes, ce n'est pas le parti pris de « nouvelle histoire culturelle » – aborder l'Histoire comme un texte –, en vogue aux Etats-Unis depuis les années 60, qui est nouveau. En revanche, le public français est moins familiarisé avec les *gender studies*, ce type d'approche qui, selon l'utile préface de Jacques Revel, *« veut attirer l'attention sur les formes de différenciations que le statut et les pratiques liées à la division sexuelle induisent dans une culture et, plus largement, dans une société »*, et dont ce livre est une belle illustration.

Quelques-uns, agacés des ravages et des ridicules que déchaîne, sur les campus américains, la fameuse *political correctness* (expression qu'au Québec on traduit par *« rectitude politique »*), pourraient être prompts à confondre certaines dérives avec un travail sérieux et équilibré comme celui de Lynn Hunt. Dans sa conclusion, celle-ci se démarque pourtant explicitement du féminisme intégral, qui réduit les droits de l'homme aux droits des mâles (en général blancs), et pour qui le sexisme discrédite le libéralisme politique issu de la Révolution. Selon Lynn Hunt, au contraire, on ne peut attribuer au basard le fait que la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* d'Olympe de Gouge, première ébauche du féminisme politique, paraisse sur le sol de France en 1791, au moment précis où le nouvel ordre civil libéral se trouve légalement établi.

LE CAS FRANÇAIS

Reste à savoir en quoi l'analyse de la différence sexuelle permet non seulement de comprendre les avancées timides et hâtivement contenues du mouvement des femmes, mais surtout d'évaluer le cas français par rapport aux révolutions anglo-saxonnes. Lynn Hunt suggère d'appliquer à la Révolution française, comme grille de lecture, le paradigme du *« roman familial »*, tel que Freud l'utilise dans *Totem et tabou*. Dans cet essai de 1913, Freud prétendait décrire la genèse des sociétés à partir du concept de *« horde primitive »*, lui-même inspiré de Darwin. L'ordre social aurait pour origine, selon Freud, la révolte des fils contre un père tyrannique, s'arrogeant sans vergogne la propriété exclusive des femmes de la tribu. Après le meurtre du père, les fils, saisis par la culpabilité, n'auraient eu de cesse de remplacer la figure manquante de leur géniteur par la pratique de rites totémiques, archétype de la religion, et par l'invention de la loi. Ce drame primitif et refoulé de l'inconscient collectif, Lynn Hunt le voit se rejouer, à la fin du siècle des Lumières, au cours de la période révolutionnaire.

Le recours à la psycho-histoire (les concepts qui expliquent la psychologie individuelle peuvent-il être ainsi « importés » dans l'analyse des phénomènes collectifs ?)suscitera sans doute de nombreuses réserves. Les textes dits « phylogénétiques » de Freud (qui entendent rendre raison de l'espèce humaine) ont été et demeurent les plus controversés du corpus psychanalytique. Quant à la *« horde primitive »* freudo-darwinienne, elle a très vite laissé sceptiques – c'est le moins qu'on puisse dire – anthropologues et ethnologues, lesquels, à l'instar d'Edward Evans-Pritchard, n'ont pas manqué d'ironiser sur cette *« famille cyclopéenne »* énigmatique et introuvable. Et pourtant, ce décryptage de la Révolution française, qui offre à Lynn Hunt l'intérêt stratégique de placer la question sexuelle au point de fuite de son tableau révolutionnaire, se révèle fécond à plus d'un titre.

Il a ainsi l'avantage de permettre une comparaison originale entre les révolutions américaine et française. La seconde est jugée plus radicale parce qu'elle achève, avec l'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793, un processus de mise hors-jeu de la puissance paternelle. Ce processus, amorcé depuis un siècle, et qui accompagne la séparation du politique et du sacré, a, d'après Lynn Hunt, été préparé par la littérature romanesque du XVIIIe siècle, avec ses héros aux origines douteuses ou ses enfants orphelins de père, à l'exemple de *Paul et Virginie*. La révolution américaine, en se cristallisant autour de la personnalité patriarcale de George Washington et des fameux *« pères fondateurs »*, aurait, elle, *« raté »* ce grand moment anthropologique.

LIMITES

Dans le mouvement historique de longue durée qui éloigne l'humanité de la société patriarcale, la Révolution française serait donc une étape de toute première importance. Mais la mise à mort de la *« mauvaise mère »*, Marie-Antoinette, montre à sa manière que si *« l'inconscient politique »* des années 1790 désirait bien éliminer, avec la monarchie, la source paternelle du pouvoir, les révolutionnaires entendaient bien aussi préserver l'essence virile du substitut républicain. Les frères auraient ainsi pris la place du père, en perpétuant l'exclusion des femmes de l'ordre politique, ce que recouvre l'appel républicain à la « fraternité », si mystérieux pour les historiens de la période. Sous le Directoire, et plus encore avec le code Napoléon, on tente même de restaurer un ordre familial boiteux... Aller plus loin dans l'abolition de cette *« loi des mâles »* serait-il, pour Lynn Hunt, le programme des siècles à venir ?

Lynn Hunt reste tout de même prudente sur le degré de validité de son *« outil »* freudien. Mais elle soutient, parfois de façon convaincante, que son *« roman familial »* donne un sens à des matériaux qui, autrement, resteraient indéchiffrables, comme cette curieuse efflorescence, à l'ère de la vertu militante, de la pornographie politique, dont *La Philosophie dans le boudoir* de Sade est à la fois un témoignage et une parodie.

Il est cependant curieux de constater à quel point cette extrême audace interprétative s'accompagne d'un retour inattendu à une historiographie somme toute très traditionnelle de la Révolution française. En faisant de la décapitation du roi-père le point nodal de la Révolution, Lynn Hunt ne replace-t-elle pas le foyer de l'incendie révolutionnaire en 1793, comme le veut l'historiographie « jacobine » ? N'évacue-t-elle pas, du même coup, la lecture libérale, tocquevillienne, de la Révolution, qui estime que 1789 est le moment qui concentre l'essentiel des acquis de la période, tandis que la radicalisation de 1793 ne serait qu'un écart prétotalitaire et terroriste ? L'historiographie américaine de la Révolution étale, ainsi, et sa radicalité et ses limites.

Nicolas Weill

Dernières livraisons

CIVILISATIONS

NEW YORK 1940-1950, sous la direction d'André Kaspi
Au début des années 40, New York n'est encore que le port de débarquement des immigrés venus d'Europe. Au début des années 50, alors qu'y siège l'organisation des Nations unies, la cité des bords de l'Hudson est devenue l'un des centres de notre monde. Comment cette transformation a-t-elle eu lieu ? Pourquoi le galeriste Léo Castelli délaisse-t-il Paris pour aller à la rencontre du pop'art et de la peinture américaine ? Sur quel sol s'enracinent les grand romanciers juifs américains comme Philip Roth et Bernard Malamud ? Comment, à l'Onyx Club et à Uptown House, se réinvente le jazz et se prépare la *« révolution du be-bop »* ? Tels sont les sujets que les auteurs abordent et que clôt un entretien avec le cinéaste Alain Corneau, dont le film *Un nouveau monde* – qui raconte, à travers l'installation des GI's à Orléans en 1952, la fascination de deux adolescents pour l'*American Way of Life* – sortira sur les écrans en mars 1995 (Autrement, 235 p., 120 F).

PEUPLE, TERRE, ETAT, de Yeshayahu Leibowitz
Traduit de l'hébreu par Gérard Haddad, ce texte, composé à partir d'une série de conférences, peut être considéré comme un des testaments politiques et spirituels du dérangeant professeur israélien, disparu le 18 août 1994 (*Le Monde* du 20 août 1994). Aussi hostile à une définition purement historique et étatique de l'identité juive qu'à la délégitimation de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat des juifs, Yeshayahu Leibowitz considère que l'État est au service des hommes, et non l'inverse. *« Le veau d'or,* dit-il, *ne doit pas être nécessairement d'or. Il peut s'appeler « nation, « terre », « Etat »* (Plon, 219 p., 129 F).

HISTOIRE

TALLEYRAND, de Michel Poniatowski
L'illustre *« diable boiteux »* a cherché à taire, dans ses *Mémoires*, le rôle éminent qu'il avait joué au cours des premières années de la Révolution française. C'est à cette période *« occultée »*, de 1789 à 1792, que s'intéresse Michel Poniatowski dans le cinquième ouvrage qu'il consacre à Talleyrand. On y voit l'évêque d'Autun tour à tour officiant sur l'autel de la Fête de la Fédération, cheville ouvrière de la nationalisation des biens du clergé ou ténor de l'Assemblée constituante ; il ne fuira la France qu'en septembre 1792, au lendemain de la chute de la monarchie. Rappelons à cette occasion l'excellente biographie de Talleyrand due à Georges Lacourt-Gayet, parue en 1991 chez Payot (Perrin, 479 p., 159 F).

LA DÉSOBÉISSANCE. HISTOIRE DU MOUVEMENT LIBÉRATION-SUD, de Laurent Douzou
Rien de plus ardu que de faire l'histoire d'un mouvement clandestin pris entre le désir d'affirmer sa présence et celui de se protéger de l'ennemi. Laurent Dozou, chercheur-associé à l'Institut d'histoire du temps présent, retrace, pour la première fois, l'itinéraire de ce mouvement de résistance non communiste (malgré certaines tentatives de noyautage), fondé en 1940, notamment par le philosophe Jean Cavaillès et Emmanuel d'Astier de La Vigerie (éd. Odile Jacob, 480 p., 180 F).

SCIENCES HUMAINES

LA PEUR DE L'AUTRE EN SOI, ouvrage collectif
Sous le nom d'*« homophobie »*, les auteurs étudient le rejet de l'homosexualité et, de manière plus générale, la crainte suscitée en chacun par son penchant pour son propre sexe. L'ensemble regroupe des sociologues, psychologues, historiens, travailleurs sociaux... Leurs dénonciations du sexisme et de l'exclusion sont sympathiques, mais leurs analyses demeurent souvent confuses (sous la direction de Daniel Welzer-Lang, Pierre Dutey et Michel Dorais, éd. VLB, 304 p., 120 F).

PHILOSOPHIE

MONTESQUIEU, l'œuvre et la vie, de Louis Desgraves
Grand spécialiste de Montesquieu, Louis Desgraves a consacré à cet auteur un demi-siècle de recherches. En attendant l'édition des trois volumes de *Correspondance* du philosophe à paraître sous sa responsabilité à la fondation Voltaire d'Oxford, cet ouvrage éclaire la méthode de travail de Montesquieu, précise bien des points méconnus de la genèse de l'*Esprit des lois* et constitue une excellente présentation de l'ensemble de sa pensée (Ed. L'esprit du Temps, diffusion PUF, 332 p., 150 F).

LA RÉSOLUTION DES PROBLÈMES DE DESCARTES A KANT, de Benoit Timmermans
Pendant une assez brève période, l'analyse a joué un rôle central dans le progrès des connaissances en Europe. Rompant avec la domination du syllogisme qui s'exerçait depuis Aristote, Descartes invente la géométrie analytique. Leibniz élabore ensuite le calcul différentiel à partir de l'analyse des infinis. Ce moment se clôt avec Kant, qui juge l'analyse stérile et privilégie la synthèse. Comment comprendre cet épisode marquant de la révolution scientifique? La question, posée il y a une cinquantaine d'années par Ernst Cassirer, trouve ici de nouveaux éléments de réponse (PUF, coll. «L'interrogation philosophique», 320 p., 198 F).

FREUD, L'ANNEAU SECRET, de Phyllis Grosskurth
1912. Freud crée un groupe secret chargé de veiller sur l'orthodoxie de la psychanalyse. A chacun des sept membres de ce Comité, il remet une intaille grecque. Ils la font monter sur une chevalière, qu'ils portent comme un signe énigmatique. Phyllis Grosskurth, à qui l'on doit déjà une remarquable biographie de Mélanie Klein, retrace l'éclatement inévitable de ce groupe et les trajets qui ont mené du dévouement à la trahison (traduit de l'anglais par Cédric Anthony, PUF, «Histoire de la psychanalyse», 242 p., 240 F).

Les désarrois de l'Occident

Pour Jean-Claude Guillebaud, c'est l'infidélité de l'homme moderne aux valeurs des Lumières qui corrompt la société

LA TRAHISON DES LUMIÈRES
Enquête sur le désarroi contemporain
de Jean-Claude Guillebaud.
Seuil, 254 p., 120 F.

Le grand écart proposé par Bossuet *« Tenir les deux bouts de la chaîne »* est de saison. Dans l'océan de la complexité, la recherche des amarres suscite l'angoisse. L'« enquête sur le désarroi contemporain » que propose Jean-Claude Guillebaud n'a pas la facture d'une analyse sociologique bardée d'entretiens et de chiffres. Il s'agit d'un brillant exercice où l'allégresse du style féconde les idées. Le terreau est très riche. L'essayiste a beaucoup lu, et cette curiosité dévorante lui permet de nourrir efficacement ses intuitions. La plus forte est celle-ci : si la modernité ne rayonne plus, c'est *« parce qu'elle n'est plus porteuse de questions »*. L'arrogance de l'Occident est insupportable. Nos « valeurs » ne sont pas en cause, mais c'est notre infidélité à leur égard qui corrompt la société. Nous avons trahi les Lumières.

« L'intégrisme de l'argent » est une première entaille... au capitalisme lui-même, dont les fondateurs, plutôt puritains, prêchaient beaucoup plus le travail et l'économie que la spéculation et l'accumulation sans limite. Le bourgeois riche était marqué d'un signe négatif au XIX[e] siècle. Aujourd'hui, c'est le pauvre qui est disqualifié.

Après cette dérive inégalitaire, voici le dévoiement humanitaire, et des acteurs comme Rony Brauman ne sont pas les moins éloquents sur le sujet. On peut certes applaudir à *« l'insurrection démocratique de la compassion »*, mais l'Etat devient trop habile à utiliser cette rhétorique pour masquer son manque de courage politique. Quant au « droit d'ingérence », il ne faut pas qu'il camoufle le droit du plus fort et devrait donc pouvoir s'exercer du sud vers le nord aussi bien que du nord vers le sud. A-t-on souvent défendu ce point de vue égalitaire ?

Jean-Claude Guillebaud met ensuite le doigt sur un autre défaut de nos cuirasses : la contradiction entre le discours mondialiste et le retour vers le refuge du « local », de l'enracinement, du nationalisme. Vieux débat entre la différence et l'universel, gorgé d'ambiguïté, où le projet de l'arrachement de chacun – et de chaque peuple – à la prison de ses appartenances, chéri par les Lumières, est lui aussi bien compromis.

Les hommes des Lumières, on l'oublie trop, n'opposaient pas le rationalisme à la croyance. Qu'on se rappelle Newton, le précurseur, et surtout Voltaire, qui écrit dans son *Dictionnaire philosophique* : *« La morale vient de Dieu, comme la lumière. » « S'il est urgent de résister aux fondamentalismes religieux,* commente Guillebaud, *la pire méthode serait de leur opposer un fondamentalisme athée dont le siècle nous a montré tout le savoir-faire. »*

LE « MOI » FOU

Quant à l'individualisme forcené, le « moi » devenu fou qui s'exprime dans certains avatars du néolibéralisme (et, notamment, celui de Robert Nozick aux Etats-Unis), il est également source de danger, surtout pour la démocratie. Au reste, *« l'homme occidental se sent parvenu au terme d'une émancipation qui le laisse cruellement orphelin »*. D'autant plus que le débat d'idées, la libre pensée sont exilés vers les marges, au bénéfice de l'impérialisme télévisuel qui pratique *« l'avalement du monde »* et de ses fonctions essentielles, justice, enseignement, politique, culture, économie.

Ces sources de déséquilibre font de l'homme moderne un être désemparé. Pourquoi l'Occident est-il alors si arrogant ? Jean-Claude Guillebaud nous livre *in fine* son hypothèse. Pour lui, c'est là une sorte de compensation aux fantasmes qui travaillent aujourd'hui le siècle finissant : la crainte de l'*« invasion »*, sous trois formes – immigration, marchandises à bas prix, violence. Complexe obsidional de mauvais aloi : on se trompe d'ennemi. Jean-Claude Guillebaud lance un beau thème de débat : la concurrence du futur ne sera pas celle des puissances, mais celle des valeurs.

Pierre Drouin

Etat, es-tu là ?

QUAND L'ÉTAT DISJONCTE
de René Lenoir.
Ed. La Découverte, 133 p., 75 F.

René Lenoir n'a jamais eu la langue dans sa poche. La haute administration, le secrétariat d'État à l'action sociale, la direction de l'Ecole nationale d'administration n'ont en rien entamé sa liberté de secouer les gouvernants, voire l'opinion, lorsqu'il le fallait. Il y a vingt ans déjà sortait son livre *Les Exclus*, alors que le mal qui ronge la société française n'en était qu'à ses premiers symptômes.

C'est à l'État qu'il s'en prend aujourd'hui. En ouvrant, pour commencer, trois *« dossiers exemplaires »* de ce qu'il ne faut pas faire. Les inégalités ? Nos responsables successifs, note-t-il, ont bâti *« une société d'assistés doublée d'une société de rentiers »*. Les délocalisations d'établissements publics décidées en novembre 1991 par Edith Cresson ? René Lenoir n'hésite pas à parler de *« confusion mentale »*. Il était, il est vrai, à la tête de l'ENA à l'époque et sait ce qu'il en a coûté au budget : 200 millions de francs d'équipement, 20 millions de surcoût annuel de fonctionnement. La décentralisation ? Elle a été, affirme-t-il en signalant nombre d'incohérences ou d'interférences entre État, régions, départements ou villes, *« dévoyée »*.

Qui s'occupe encore de l'intérêt général quand le marché est la loi commune, et l'individualisme, la morale dominante ? demande René Lenoir. Il plaide pour l'Etat, qui conserve, en dépit des apparences, de forts moyens d'action. Mais les utiliser impose de tout autres façons de gouverner. En France, nous succombons sous le poids des textes (huit mille lois et dix fois plus de décrets sont en application en 1994), des ministres et de leurs cabinets. La cohérence de l'action gouvernementale, dans une société où les questions sont de plus en plus imbriquées, ne peut être préservée que par la technique du comité interministériel permanent. Une direction des relations avec le public devrait exister dans chaque ministère, selon l'auteur, qui demande également que l'on définisse mieux, secteur par secteur, ce qui relève de la France et de l'Union européenne (principe de subsidiarité).

En outre, l'État a la vue beaucoup trop courte. L'évaluation des politiques publiques est une discipline balbutiante : *« La rationalité économique et la rationalité éthique ont disjoncté. Quant à la prévention, qui est le bon moyen de dépasser le court terme, et qui peut s'exercer dans de nombreux domaines : environnement, santé, circulation, délinquance, drogue, etc., elle n'est pas suffisamment prise en compte. »* Les tendances lourdes, dégagées par une veille prospective, devraient davantage inspirer l'action du Plan, dont l'horizon ne doit pas se limiter à ses cadrages de quatre ou cinq ans.

Observateur lucide et frotté aux réalités du pouvoir, René Lenoir, sans les excès d'un « père fouettard », mais sans les complaisances d'un homme habile, livre quelques pistes de réformes qui ne paraissent pas tellement rugueuses. Certaines de ses idées, d'ailleurs, commencent heureusement à essaimer.

P. D.

Hannah Arendt en majesté

Une exemplaire biographie intellectuelle de la seule femme qui ait réellement marqué la scène philosophique au XX[e] siècle

HANNAH ARENDT
de Sylvie Courtine-Denamy.
Belfond, 444 p., 150 F.

Hannah Arendt naquit à Hanovre en 1906. Belle et intelligente, elle avait tout pour plaire. Elle plut d'ailleurs à Heidegger dont elle fut, dans les années 20, l'étudiante et la maîtresse. Puis, en 1933, l'orage éclata sur l'Europe. Tandis que le « penseur » professionnel devenait le très nazi recteur de l'université de Fribourg, la jeune philosophe juive – qui avait juste eu le temps de publier sa thèse sur saint Augustin – prit le chemin de l'exil.

Elle se rendit d'abord en France, où elle participa au travail d'une organisation sioniste chargée de faciliter l'émigration des jeunes en Palestine. En 1940, elle s'échappa vers l'Espagne en passant par Port-Bou, l'endroit où quelques semaines plus tôt son ami Walter Benjamin, traqué par la police franquiste, s'était suicidé. L'année suivante, elle s'installa aux Etats-Unis. Après la guerre, elle choisit d'y passer le reste de ses jours. Entre-temps, elle avait découvert que l'histoire pouvait être tragique. Elle ne l'oublierait plus jamais.

Sur cette vie haletante et passionnée, il existait déjà, en français, quelques excellents livres : ceux, en particulier, de Geneviève Grandboullan (1) et de Wolfgang Heuer (2). Il manquait cependant une véritable biographie intellectuelle qui, au-delà de l'anecdote, reconstituât dans sa complexité l'itinéraire de la seule femme qui, au XX[e] siècle, ait réellement marqué de son empreinte la scène philosophique.


FRED STEIN/World Celebrities in 90 photographic portraits

Hannah Arendt, une femme philosophe et passionnée

Tel est, en tout cas, le manque que Sylvie Courtine-Denamy a eu l'ambition de combler en se lançant à son tour dans une étude exhaustive de la pensée de Hannah Arendt. Ambition réussie, disons-le d'emblée. D'une lecture aisée malgré la difficulté des questions abordées, ce gros ouvrage restera longtemps la synthèse de référence à laquelle il faudra se reporter pour mieux comprendre l'œuvre d'un penseur qui n'a été que tardivement connu en France (où les premières traductions datent des années 60) et dont les innombrables articles demeurent encore en grande partie inaccessibles.

Philosophe, Hannah Arendt semble parfois douter qu'elle l'est. Elle ne l'est pas, en effet, au sens où l'entendaient les universitaires allemands qui la formèrent : ce n'est pas saint Augustin qui l'intéresse vraiment, c'est la politique, le destin des peuples, l'avenir de la liberté dans le monde, mais son don prodigieux pour l'analyse des concepts aussi bien que pour celle des situations concrètes la rapproche de Jaspers – dont elle fut l'indéfectible amie puis l'exécutrice littéraire –, un des existentialistes allemands qu'elle contribua à faire connaître en Amérique.

IDÉOLOGIE ET TERREUR

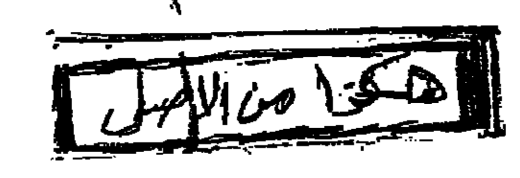
Son principal livre, *Les Origines du totalitarisme*, n'est pas seulement un manifeste en faveur de la démocratie. C'est l'une des œuvres les plus utiles à la compréhension de notre époque, à la fois parce qu'elle éclaire, d'une façon qui n'a pas été dépassée, les rapports entre idéologie et terreur, et parce que, tout en montrant les ressemblances formelles entre nazisme et stalinisme, il ne cesse de rappeler, à qui sait lire, l'ampleur du fossé qui les sépare : que le premier de ces régimes, et non le second, ait été centré sur l'antisémitisme n'est pas pour Hannah Arendt un « détail négligeable ». Ce que, de leur côté, Karl Popper et Raymond Aron ont eu souvent tendance à oublier.

La rigueur et la précision avec lesquelles Sylvie Courtine-Denamy explore l'un après l'autre les quinze principaux ouvrages de Hannah Arendt et met en évidence leurs liens souterrains pourraient avoir un inconvénient : celui de nous dissuader de lire ces ouvrages eux-mêmes, puisque nous en avons là un résumé des plus fidèles. Heureusement, la réussite de ce travail tient justement au fait qu'il produit, en fin de compte, l'effet inverse. Il ne faut pas cesser de lire et de relire Hannah Arendt car nous sommes encore loin d'avoir tiré toutes les leçons de son expérience.

Christian Delacampagne

(1) Anthropos, 1990.
(2) Jacqueline Chambon, 1993.

★ **Signalons également, dans la collection de poche « Agora », chez Pocket – qui compte déjà plusieurs titres de Hannah Arendt dans son catalogue –, la réédition de Rahel Varnhagen, *La Vie d'une juive allemande à l'époque du romantisme* (traduit de l'allemand par Henri Plard), nº 128.**



ESSAIS

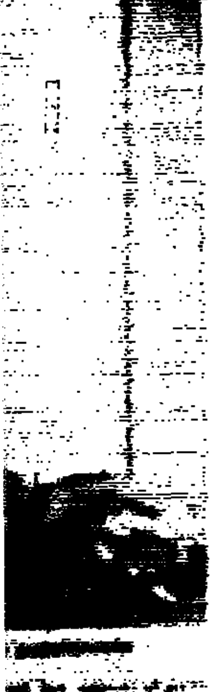
'Occident

ité de l'homme moderne
ompt la société

s-tu là ?

majesté

le de la seule femme
sophique au XXe siècle





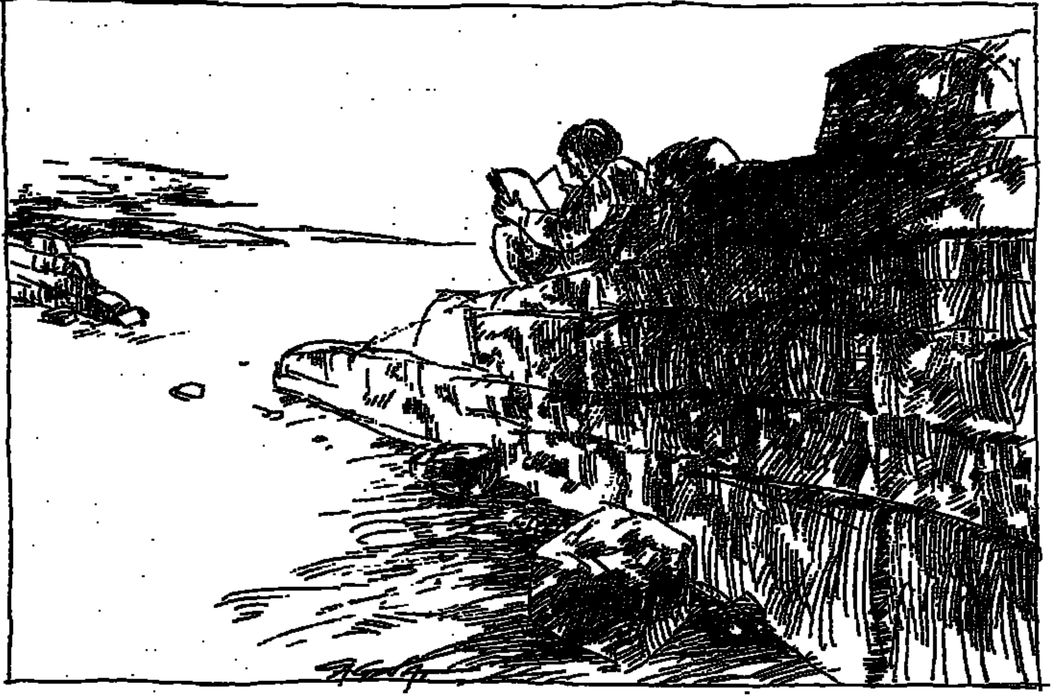
Après l'Espagne (« Le Monde des livres » du 30 décembre 1994), l'Angleterre (le 6 janvier), l'Italie (le 13 janvier), la France (20 et 27 janvier), notre panorama de l'édition européenne se clôt avec l'Allemagne.

La bonne santé du livre allemand

Avec 2 700 maisons, 67 000 titres annuels, 70 % de lecteurs, l'édition, outre-Rhin, est florissante
Symbole de cette puissance : le géant Bertelsmann, qui emploie plus de 50 000 collaborateurs à travers le monde

De Cologne à Stuttgart, de Munich à Francfort, Berlin et Hambourg, l'édition allemande se porte bien. Fortement décentralisée dans les Länder – la Bavière et le Bade-Wurtemberg fournissant néanmoins près de la moitié de la production –, elle fait même preuve d'une vitalité exemplaire. Sait-on que le Börsenverein, le tout-puissant syndicat allemand du livre, recensait, en 1994, quelque 2 700 maisons d'édition, quand la France n'en compte que 650 ? Et que le chiffre d'affaires de ce secteur atteignait, en 1993, 15,4 milliards de deutschemarks (environ 52,3 milliards de francs), soit au moins trois fois le chiffre réalisé de l'autre côté du Rhin ? La chute du mur de Berlin, en novembre 1989, a encore accentué ces bons résultats. Après avoir provoqué une envolée des ventes d'environ 12 % en 1990 et 1991, l'ouverture du marché de l'ex-RDA engendrerait aujourd'hui, selon l'un des dirigeants du Börsenverein, Roland Ulmer, une croissance « automatique » de l'ordre de 4 % par an.

Même s'il faut prendre ces comparaisons avec prudence – les thèses universitaires, par exemple, sont comptabilisées comme des livres dans leurs statistiques –, les éditeurs allemands publieraient donc, avec plus de 67 000 titres en 1993, environ 1,5 fois plus que leurs homologues français. « *C'est une spécialité du pays,* explique un éditeur de Hambourg. *Les gens, ici, croient profondément à l'écrit. S'ils ont un peu d'argent, ils éditent cinq ou six livres. Nous avons ainsi des dizaines de très bons et très jeunes éditeurs.* » Les lecteurs ne sont pas en reste. Après les Pays-Bas et l'Angleterre, l'Allemagne, avec 70 % de lecteurs, arriverait – à égalité avec la Hongrie – au troisième rang des pays « consommateurs » de livres en Europe. Témoins de cet appétit, les gigantesques *Buchkaufhaüser,* sortes de grandes surfaces du livre, dont la plus impressionnante est sans doute Hugendubel, qui dispose de plusieurs succursales à Munich. Le personnel de ces librairies est diplômé des écoles de formation aux métiers de la librairie, rattachées au Börsenverein. Et ce système original de distribution – les « offices » à la française n'existent pas, et les commandes, effectuées par informatique auprès des grossistes, sont honorées sous vingt-quatre heures – constitue l'une des grandes forces du commerce de livres en Allemagne.



CAGNAT

L'ARME DES CLUBS

Mais le premier symbole de cette puissance éditoriale, c'est bien sûr le géant Bertelsmann. Avec, pour le seul département livres et édition, un chiffre d'affaires de 6,6 milliards de deutschemarks sur l'exercice 1993/1994 – plus de trois fois la taille du leader français de l'édition, le Groupe de la Cité –, le numéro deux mondial de la communication (1) ne compte pas moins, par ailleurs, d'une centaine de filiales directes dans les domaines de l'édition, de la production de papier, de l'imprimerie, de la distribution, de la presse, du cinéma, de la télévision, du disque et de la vidéo. Fondé, en 1835, par une famille de protestants convaincus qui imprimaient des Bibles, cet empire emploie aujourd'hui plus de 50 000 collaborateurs dans le monde.

Dans la banlieue de Munich, ses bureaux, modernes et froids semblent avoir gardé le souvenir de la rigueur protestante. C'est de là que les frères Wössner – Mark, PDG du groupe, et Frank, directeur de la branche livre – fixent les grandes orientations des structures éditoriales qui leur appartiennent : C. Bertelsmann, Knaus, Goldmann, Blanvalet et Mosaik à Munich, Siedler à Berlin ou Verlagshaus à Stuttgart..., toutes maisons qui ne représentent cependant qu'un tiers du chiffre d'affaires livre du groupe.

Car l'arme première du secteur livre de Bertelsmann, sa force de frappe et l'essentiel de ses revenus (65 % du chiffre d'affaires en 1993 et 61 % en 1994), ce sont les clubs de livres. Avec plus de 25 millions de membres à travers le monde, le groupe tient le haut du pavé dans ce domaine et continue d'étendre ses ramifications lorsque s'ouvre une frontière ou que la situation politique d'un pays se stabilise. Lancés dans une politique d'expansion internationale, les responsables de la société ont récemment créé des structures en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Pologne, chacun de ces pays ayant attiré près de 300 000 adhérents en trois ans. Toujours pour renforcer leur position dominante, les dirigeants de Bertelsmann veulent « *investir plus fortement l'Amérique latine* » en utilisant, notamment, leur présence éditoriale en Espagne comme base logistique. Ailleurs, ils s'allient à d'autres sociétés pour asseoir leur pouvoir, comme le montre l'exemple de France-Loisirs, dont Bertelsmann et le Groupe de la Cité se partagent le capital (« Le Monde des livres » du 20 janvier).

Dans les pays germanophones, les clubs de Bertelsmann comptaient six millions de membres en 1993, pour un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de deutschemarks. Une taille jugée « *suffisante* » par Frank Wössner, d'autant que la loi sur les monopoles limite Bertelsmann dans ses nouvelles acquisitions en Allemagne. Le groupe possède déjà les quatre clubs de livres les plus importants outre-Rhin – Bertelsmann Lesering, Europ Bildungsgemeinschaft, Deutsche Buchgemeinschaft et Deutscher Bücherbund.

Mais, pour mener à bien le développement interne de leurs clubs, les responsables du groupe devront vaincre les réticences des maisons extérieures – auxquelles ils achètent 80 % de leurs titres – et même de celles qui leur appartiennent, puisque chaque structure est considérée comme un centre de profit autonome. Car, à force de réduire les délais entre la première parution d'un ouvrage et sa reprise dans leurs propres circuits, les dirigeants des différents clubs ont fini par exaspérer de nombreux éditeurs. Ce délai, qui n'est fixé par aucune réglementation officielle, tombe souvent à six ou même trois mois. Les clubs parviennent alors à mettre sur le marché des livres à prix réduits, alors que l'édition première est encore en librairie. Réagissant à ce phénomène qui leur porte tort, certains éditeurs songent aujourd'hui à rompre les liens qu'ils entretiennent avec cet encombrant client. Lequel serait alors obligé, comme l'explique un salarié du groupe, de mettre l'accent sur ses publications originales et de les diversifier en essayant de fabriquer lui-même ses best-sellers.

UNE SECONDE VIE EN POCHE

Le réseau des clubs n'est cependant pas rejeté en bloc par les éditeurs, qui ont parfois intérêt à s'appuyer sur la puissance de Bertelsmann. La maison Hanser *(lire notre encadré)* a ainsi publié les œuvres de Goethe en trente volumes, ce qu'elle n'aurait jamais pu faire sans les débouchés que lui offrait son concurrent. Un certain nombre de titres trouvent aussi une seconde vie en poche, notamment par le biais de la société Goldmann, rachetée par Bertelsmann il y a quinze ans. Ces formats réduits – qui comprennent 70 % de fiction anglo-américaine – connaissent un grand succès dans l'ex-Allemagne de l'Est, où leurs prix séduisent des lecteurs dont les moyens financiers n'atteignent pas ceux de leurs compatriotes de l'Ouest.

A ce pont purement commercial entre les deux parties du pays, le groupe ajoute des tentatives moins directement rentables d'unification. Ainsi en va-t-il de la réunion d'écrivains et de critiques organisée chaque année sur une île de la Baltique. L'idée consiste à rassembler des auteurs de l'Est et de l'Ouest pour instaurer une communication, vaincre les barrages culturels. Une politique utile, si l'on en croit Konrad Frank, chargé des relations publiques de la branche livre, qui cite ce contre-exemple : « *Lors de la première session, les gens se sont regroupés par tables, et personne ne s'est parlé. Il y avait encore des murs dans les têtes.* » Soucieux de leur image, les responsables de Bertelsmann ont aussi créé une importante structure à but philanthropique. Présidée par Reinhard Mohn, qui fut longtemps à la tête du groupe, une fondation finance des actions d'enseignement assisté par ordinateur, de recherche médicale, de réflexion sur l'Union européenne, d'aide aux bibliothèques, et même de soutien à Israël. Une façon pour Bertelsmann de soigner sa réputation et de ne pas se présenter uniquement en impérieux conquérant, en dépit de sa puissance et de l'aspect très commercial de ses maisons d'édition.

Florence Noiville et Raphaëlle Rérolle

(1) Longtemps numéro un, Bertelsmann est aujourd'hui dépassé par le groupe américain Time Warner.

Le mythe Rowohlt

Fort d'une image de qualité depuis les années 20 l'éditeur regarde aujourd'hui vers New York et Moscou

Dans l'histoire de l'édition allemande, Rowohlt occupe une place particulière, synonyme de patrimoine et de mémoire. C'est en 1919 – après avoir fait une tentative à Leipzig avant la première guerre – qu'Ernst Rowohlt fonde à Berlin la maison qui porte son nom. Editeur des premières œuvres de Kafka et des expressionnistes, Rowohlt publie Musil, Benjamin et Kurt Tucholsky. Il fait découvrir à ses compatriotes Hemingway, Faulkner, Sinclair Lewis, Dos Passos..., et devient, outre-Rhin, le fer de lance de l'avant-garde littéraire. Mais, en 1934, ses auteurs sont interdits par les nazis, ses livres brûlés, et Ernst Rowohlt, en 1938, est contraint d'émigrer au Brésil.

Lorsqu'elle réapparut en 1946, à Hambourg, la maison Rowohlt – installée désormais à Reinbek – a joué un grand rôle dans le renouveau de la vie intellectuelle. C'est elle, notamment, qui introduisit en Allemagne les œuvres de Sartre, de Beauvoir, de Camus. C'est elle aussi qui, en juin 1950, lança en Europe continentale une nouvelle génération d'ouvrages : les livres de poche – les fameux « RoRoRo » (« Rowohlt Rotations Romane ») –, premiers titres fabriqués à échelle industrielle avec les techniques de la presse.

Aujourd'hui, Rowohlt (175 collaborateurs) appartient au numéro deux de l'édition allemande, le groupe Georg von Holzbrinck. « *C'est le groupe de qualité en Allemagne,* assure le directeur éditorial, Michael Naumann. *Rien n'y est centralisé. Je vois les dirigeants deux fois par an.* » Une autonomie parfaite, à condition que les résultats suivent. A cet égard, Michael Naumann – que ses confrères éditeurs décrivent comme un homme « *singulièrement intelligent* » – peut se vanter d'avoir, entre 1985 (date de son arrivée) et 1994, fait croître le chiffre d'affaires de 60 à 130 millions de marks.

IMPLANTÉ À BERLIN

L'une de ses initiatives majeures restera, en 1990, l'ouverture d'une filiale à Berlin. « *Pour Rowohlt, c'est un retour aux racines,* souligne Michael Naumann. *Une façon de renouer avec la capitale intellectuelle de l'Allemagne. Et puis Berlin n'est qu'à une heure d'avion de Moscou...* » Fenêtre sur l'Est, Rowohlt Berlin est dirigée, de façon indépendante, par Ingke Brodersen, l'une des rares femmes éditeurs en Allemagne. Après quatre ans, la maison enregistre déjà des bénéfices, grâce notamment à deux écrivains, Irene Dische et Peter Schneider, et à l'essai sur la réunification de l'ancien chancelier Helmut Schmidt, *Handeln für Deutschland.* C'est que le marché est-allemand croît chaque année, en dépit de la faiblesse relative du pouvoir d'achat. Cela pose d'ailleurs un problème de stratégie commerciale aux maisons d'édition. Faut-il accélérer la percée à l'Est avec des livres à prix réduit ? « *Non,* estime Ingke Brodersen. *Cela créerait un marché à deux vitesses, et les éditeurs n'y survivraient pas. Il faut attendre, au contraire, que la demande s'homogénéise.* » Attendre et parier sur la qualité. « *Après la réunification,* renchérit Michael Naumann, *deux philosophies s'affrontaient à propos de l'Allemagne de l'Est. Bertelsmann a fait du dumping avec des livres invendables à l'Ouest qui ont été écoulés très chers là-bas. Quant à nous, nous avons tenté une expérience différente, en invitant 400 libraires à venir se former chez nous. Pour beaucoup – qui faisaient le voyage pour la première fois –, Rowohlt avait gardé une incroyable réputation du passé. Pensez qu'on volait encore des livres de la maison dans les librairies de Leipzig !* »

Les projets de Michael Naumann ? « *Être dans tous les lieux nouveaux, où émerge un marché.* » En 1994, Rowohlt a ouvert une succursale à New York, « *la première maison allemande aux Etats-Unis* ». Et pour percer toujours plus à l'Est, Berlin servira évidemment de tête de pont : « *Dans cinq ans ou moins,* confie Michael Naumann, *nous serons à Moscou...* »

Fl. N.

La vivacité de Hanser

A l'automne 1993, c'est sous le slogan « Lesen verboten » (« interdit de lire ») que Hanser Verlag lançait un nouveau département pour la jeunesse. Moins d'un an plus tard, celui-ci était rentabilisé. Et grâce à un seul titre – un roman de 600 pages sur l'histoire de... la philosophie, traduit du norvégien et vendu déjà à 920 000 exemplaires (1). Résultat : le chiffre d'affaires de la maison, qui avait progressé en 1993 de 40 %, s'est encore envolé en 1994 pour atteindre 70 millions de marks, soit 238 millions de francs.

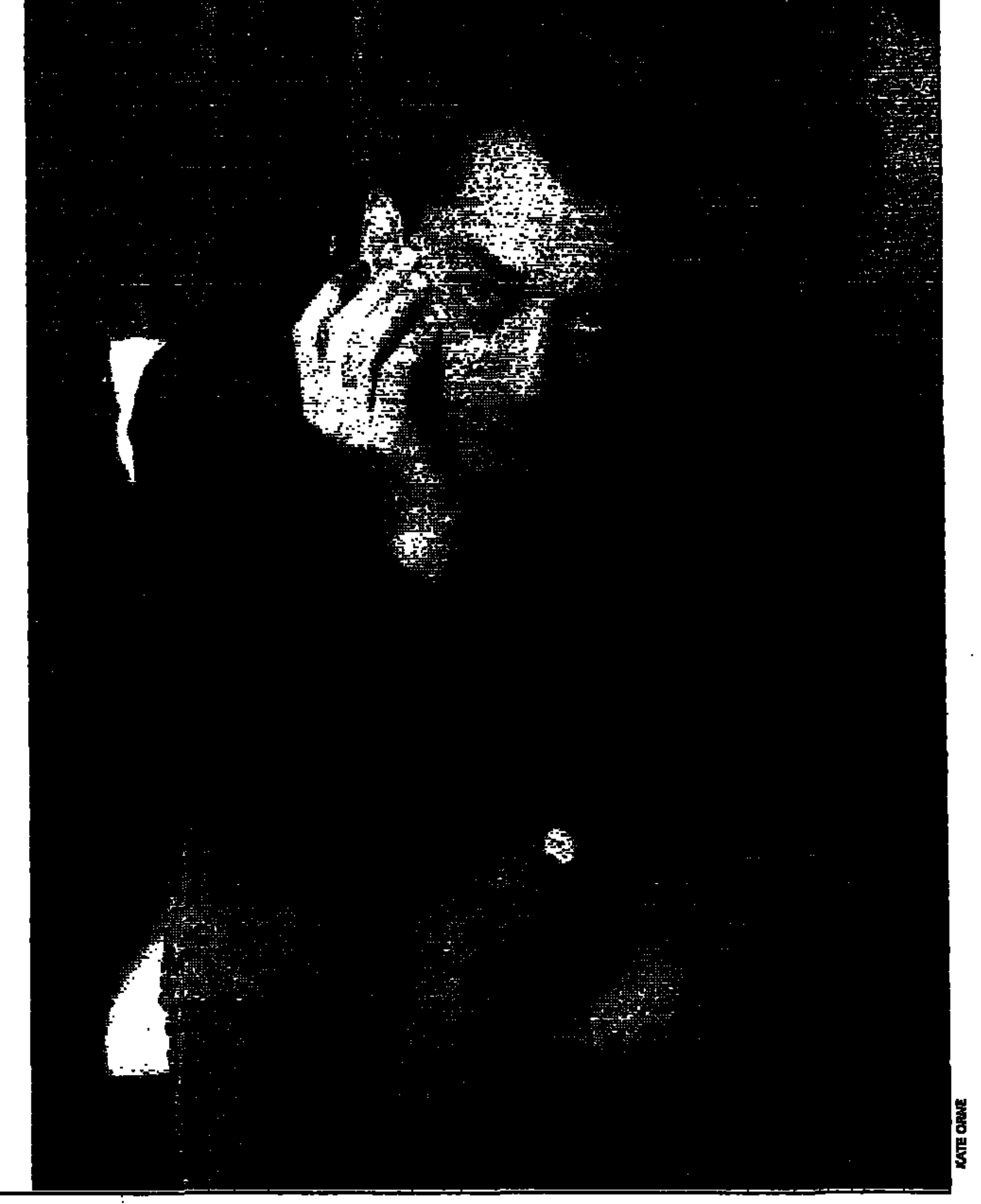
Tout semble réussir, décidément, à Hanser. Pourtant, cette petite maison munichoise, fondée après guerre par la famille Hanser – toujours propriétaire du capital –, ne peut compter que sur elle-même. « *A côté des deux géants, Bertelsmann et Holtzbrinck, avec leurs kilomètres de linéaire et leurs clubs, nous appartenons à cette poignée d'éditeurs indépendants qui, sans aide ni support, sont condamnés au succès* », ironise l'éditeur, Michael Krüger. Son secret ? Rester « *petit, vif et rapide* », et surtout cultiver – dans la communication, les contacts avec les auteurs et les libraires – « *un style très personnel* ». A raison de cent titres par an – avec une équipe d'une soixantaine de personnes –, Hanser s'est ainsi bâti, dans le domaine des classiques et surtout de la littérature, un catalogue solide où Elias Canetti et Milan Kundera voisinent avec Isaac Bashevis Singer, Julien Green, Umberto Eco, Bruno Schulz, Joseph Brodsky (2). Pugnace mais réaliste, Michael Krüger a renoncé à un secteur « poche », trop lourd pour la taille de la maison : « *Nous vendons nos droits aux enchères, ce qui nous donne une certaine liberté.* » Les projets d'avenir, en revanche, ne manquent pas. Michael Krüger voudrait nouer des joint-ventures avec des confrères européens, monter une agence qui puisse valoriser ses droits au théâtre et à la télévision, et prospecter, partenaires à l'appui, du côté du multimédia. De la fiction sur CD-Rom ? « *Et pourquoi pas ? Prenez cette histoire de la philosophie. C'est un travail énorme qui intéresse tous les Européens. On ne peut plus, aujourd'hui, compter sur le seul papier. Même à notre échelle, il faut absolument scruter tous les modes d'expression.* »

Fl. N.

(1) *Sofies Welt* (« Le Monde de Sophie »), de Jostein Gaarder, sortira en France en mars, aux éditions du Seuil.

(2) Hanser réalise par ailleurs plus de 40 % de son chiffre d'affaires dans l'édition technique et scientifique.

Ce qui arrive à Paul Auster


KATE ORNE

D'un conte de Noël écrit voici quatre ans, il fait aujourd'hui un film. En attendant de terminer un roman en projet depuis des années, « Jours de rêve à l'Hôtel Existence ». Paul Auster ou la musique du hasard.

De curieuses histoires arrivent à Paul Auster. Il y a quatre ans, le *New York Times* lui avait demandé un conte de Noël, à lui, écrivain juif new-yorkais qui avait en horreur la mélasse des contes de Noël. Il accepta néanmoins : un bon écrivain professionnel, comme un bon musicien de jazz ou un bon journaliste, ne refuse jamais l'offre de tenter autre chose que ce qu'il sait faire. Il écrivit donc *Le Conte de Noël d'Auggie Wren* (1).

C'était une histoire que lui avait racontée le marchand de cigares tenant échoppe dans South Street, en plein cœur de Brooklyn, où lui-même vit depuis longtemps. Ils étaient devenus amis, entre artistes. Ce marchand était en effet un artiste singulier : il photographiait avec un appareil sur pied, tous les matins à la même heure, le carrefour d'Atlantic Avenue et de Clinton Street depuis douze ans. Un obsessionnel ? En réalité, cet homme photographiait le temps, et le collait chronologiquement dans des albums, rangés ensuite dans des boîtes.

Quand le romancier, en panne d'inspiration, lui parla de cette commande du journal, Auggie lui raconta comment un gamin qui avait fauché des choses dans sa boutique avait décampé en abandonnant derrière lui son portefeuille, qui contenait son nom et son adresse. Il avait songé à le lui restituer. Un an plus tard, il s'était rendu à l'adresse, dans un quartier minable, et y avait trouvé une très vieille dame aveugle qui lui dit : *« Oh, j'étais sûre que tu n'oublierais pas ta grand-mère le jour de Noël. »* Il n'osa pas la détromper. Ils burent ensemble une bonne bouteille. Dans la salle de bains, il tomba sur le butin du petit-fils : six appareils photos tout neufs et de première qualité. Il en mit un dans sa poche, lui qui n'avait jamais pris de photo de sa vie. C'est ainsi qu'avait commencé ce hobby qui était devenu son art. Un art encore clandestin. Et le romancier (ou du moins le narrateur) tenait son conte de Noël. La réalité et le hasard, comme toujours, le lui avaient fourni.

Aujourd'hui c'est Harvey Keitel qui tient le rôle d'Auggie Wren, et William Hurt celui du romancier, dans un film que Paul Auster a écrit à partir de cette brève nouvelle et qu'il a coréalisé avec le cinéaste sino-américain Wayne Wang, originaire de Hongkong et fortement influencé par le cinéma européen. Un rôle important, celui du père du jeune voleur, est joué par Forest Whitaker, le plus grand acteur noir du cinéma américain actuel (*Bird*), cinéaste lui aussi. Le film s'appelle *Smoke*. Paul Auster est dans les dernières phases du montage lorsque, au début de décembre, je viens lui rendre visite, chez lui, à Brooklyn, dans le quartier résidentiel de Slope Park. Le Brooklyn des rues dévastées par la violence urbaine, des ghettos noirs incendiés n'est pas si loin, et on se croit ici dans une autre époque, peut-être dans les années 30 ou 40. Par la fenêtre du bureau où Siri Hustvedt, sa femme, achève son deuxième roman, auquel elle travaille depuis cinq ans, on aperçoit pourtant les tours jumelles du World Trade Center, au bas de Manhattan, de l'autre côté d'East River. New York reste un monde fait de mondes incompatibles, une sorte de matérialisation de l'inconscient.

Depuis près d'un an, donc, Paul Auster, poète dans la filiation de Mallarmé plus que de Walt Whitman, essayiste, romancier, écrivain tenu aux Etats-Unis pour plutôt... austère, c'est-à-dire assez secret et somme toute presque « européen », est capté par le cinéma, par l'image, comme si cette histoire de photos l'avait arraché à l'écriture, vidéosphère contre graphosphère.

A présent, il ne désire qu'une chose : revenir à sa table de travail dans le petit studio, à deux blocs de chez lui, où il écrit depuis qu'il vit à Brooklyn, sous le regard, punaisé au mur, de Samuel Beckett, son père littéraire. Un roman commencé l'attend, *Dreamdays at the Hotel Existence*, en projet depuis des années, comme l'a été pendant des années aussi son dernier roman publié, *Mr Vertigo*, l'histoire du maître et du disciple.

D'origine autrichienne, sa famille porte un nom qui signifie en allemand « huître ». Le fait est que je suis venu à New York ouvrir Paul Auster comme une huître. L'opération a lieu dans une zone intermédiaire, plongée dans une douce pénombre, sur une table immense où peuvent être étalés des manuscrits délicatement extraits de gros cartons, sous la surveillance discrète d'un bibliothécaire courtois comme un fondé de pouvoir de banque qui vous aurait accompagné dans la salle des coffres. Y sont conservés notamment des manuscrits de Dickens, de Wilde, de Melville, de Twain, de Kerouac, de Nabokov.

La Berg Collection, l'une des plus fameuses collections de manuscrits littéraires du monde, abritée par la New York Public Library mais indépendante d'elle financièrement, a en effet acheté récemment les lettres et les manuscrits de Paul Auster. N'importe qui, justifiant d'une recherche, peut venir les consulter. Ce que j'ai fait, pendant une semaine, à la recherche de quoi ? Du secret de fabrication d'un des livres qui m'a le plus fasciné et le plus profondément touché, *L'Invention de la solitude* (2), le premier livre de prose de celui qui jusqu'alors, en 1982, à l'âge de trente-cinq ans, n'avait publié que des poèmes, des essais en revue, des traductions, une anthologie de la poésie française contemporaine.

La première partie de ce livre, « Portrait d'un homme invisible », est une méditation sur la filiation, l'évocation du père de l'auteur. *« Il venait de mourir, le 15 janvier 1979, et j'ai su tout de suite que je devais écrire ce livre. Je connaissais son secret, depuis quelque temps déjà, mais il ne savait pas que je le connaissais. Il ne l'avait confié à personne, pas même à ma mère. Nous, les enfants, nous l'avons connu par le plus grand des hasards. Le plus étrange, c'est que de l'avoir écrit, d'avoir rassemblé autant que faire se peut dans un livre les traces matérielles et mentales que laisse un homme aussi enfermé sur son propre secret n'a rien changé : il reste toujours pour moi aussi mystérieux qu'il l'était dans la vie, aussi inatteignable. Souvent, je lui parle encore, et il ne répond pas plus qu'avant. »*

> *« Dans la plupart de mes romans, il y a un manuscrit en train de se faire. Je vois en effet l'acte tout à fait privé d'écrire comme quelque chose d'absolument nécessaire, et c'est vrai pour le manuscrit, pas pour le livre »*

Ce secret, tous les lecteurs de *L'Invention de la solitude* l'ont en mémoire : la grand-mère de Paul Auster a tué son mari de plusieurs coups de revolver ; après une tentative de suicide en prison et après avoir elle-même échappé à une tentative de meurtre par le frère de la victime, elle a été jugée et acquittée.

Toute l'histoire se trouve, racontée au jour le jour, dans le journal de la petite ville du Wisconsin où la famille, immigrée, vivait en 1919, le *Kenosha Evening News*. Après le procès, la meurtrière, une femme de fer, avait emmené ses enfants loin de cette ville, pour une vie nomade dans le grand anonymat américain. Le cadet, Sam, avait alors sept ans et il vécut avec sa mère jusqu'à passé trente ans, avant de se marier, devenu un homme d'affaires assez prospère, avec celle qui sera la mère de l'écrivain.

Les coupures de presse sont citées dans le livre, les photocopies se trouvent dans le dossier des manuscrits à la Berg Collection.

Chez Paul Auster, parmi les photos de famille encadrées, il y a cette photo déchiquetée, reproduite au début de l'ouvrage, cette photo qui l'avait intrigué si fort quand il l'a regardée de près pour la première fois : à droite de la grand-mère il y a une collure, le grand-père a été découpé. Tout est là, vrai, avéré, et pourtant tout reste aussi incompréhensible. Lire les manuscrits, c'est encore épaissir le mystère. Non pas, cette fois, le mystère de la réalité hasardeuse, mais celui de la création elle-même. On voit bien comment ce livre a été écrit, comment il a dérapé, comment il a été ressaisi, remis sur sa voie, mais l'urgence de l'écriture, seul l'auteur l'a connue, et seule la lecture du livre la communique dans l'émotion elle-même qui répond chez le lecteur à ses propres interrogations. Sur le fait d'être fils, puis d'être père et de rester seulement père quand son propre père meurt. Sur ce que les enfants vont faire de ce qu'on a écrit. Sur le rôle du livre dans le passage du témoin d'une génération à l'autre.

« Je ne relis pas mes livres, il faut au moins dix ans pour que je puisse les lire sans savoir quelle phrase vient après. Dans la plupart de mes romans, il y a un manuscrit en train de se faire. Je vois en effet l'acte tout à fait privé d'écrire comme quelque chose d'absolument nécessaire, et c'est vrai pour le manuscrit, pas pour le livre. Voilà d'ailleurs pourquoi je ne m'intéresse plus à mes manuscrits une fois le livre publié, pourquoi ces papiers peuvent être dans une bibliothèque où des gens, en les achetant, ont fait, et c'est flatteur, le pari que je pourrais être un écrivain qui va rester. Si je n'avais pas publié mes livres, mes manuscrits seraient ce que j'ai de plus précieux au monde, je les garderais au prix même de ma vie. Parce que le manuscrit est le témoignage de la vie, et qu'une vie ne doit pas, si possible, simplement s'évanouir. Telle est pour moi la fonction de l'art : donner une forme à la contingence de la vie. Cela ne change rien à l'absurdité fondamentale de l'existence, simplement cela doit être fait. Et, vous savez, c'est plutôt une compulsion qu'un choix. Je ne la comprends pas moi-même, pas plus que je ne comprends le sens de mes livres. Mais croyez-vous qu'on s'intéresse à la façon dont Isaac Newton est arrivé à sa formule de la gravitation universelle ? Nous la connaissons, cela suffit. Tandis que Shakespeare, nous pouvons en parler depuis quatre cents ans, et le sens n'est pas épuisé. »

Paul Auster rit, cette comparaison avec Shakespeare nous paraît à tous deux une bonne fin d'entretien, modeste à souhait. Nous montons à l'étage regarder en vidéo un prémontage de la première séquence de *Smoke*, ce film qui retient notre auteur loin de sa table d'écrivain, loin des jours de rêve à l'Hôtel Existence. C'est juré, il ne fera plus de cinéma.

Michel Contat

(1) « Auggie Wren's Christmas Story », *The New York Times*, 25 décembre 1990. Traduit par Christine Le Boeuf, la traductrice habituelle de Paul Auster en France, *Le Conte de Noël d'Auggie Wren* était offert en plaquette hors commerce (29 pages) par les libraires et les éditions Actes Sud en 1991.

(2) Un entretien approfondi avec Paul Auster et une étude des manuscrits de *L'Invention de la solitude* paraîtront dans un prochain numéro de *Yale French Studies* consacrés aux *drafts* (premiers jets) et, en France, dans la revue *Genesis*.

★ De Paul Auster, on réédite, en édition de poche, *Le Voyage d'Anna Blume* (traduit par Patrick Ferragut, Le livre de poche, n° 13662, 219 p.) et un recueil d'essais, *Le Carnet rouge. L'Art de la faim* (traduit par Christine Le Boeuf, Babel, n° 133, 433 p.

SOMMAIRE

LITTÉRATURES

CHRONIQUES

ESSAIS

